COLLECTION D'HISTOIRE SOCIALE

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION DE

GEORGES BOURGIN

ÉDOUARD DOLLÉANS

■

BLANQUI
LA
GUERRE DE 1870-71
ET
LA COMMUNE

par

MAURICE DOMMANGET

DOMAT

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR SUR BLANQUI ET SUR LA COMMUNE

Blanqui, in-12 de 96 p. Librairie de *L'Humanité*, 1924.

Blanqui à Belle-Ile, in-8 de 280 p. avec gravures. Editions de la « Librairie du Travail », 1935.

Les belles figures du prolétariat : Eugène Varlin, in-12 de 48 p. avec trois photos. Editions de la Jeunesse, Saumur. 1926.

L'Instruction publique sous la Commune, in-8 de 24 p. Edition de l'Internationale des Travailleurs de l'Enseignement, 1928.

Les précurseurs du Socialisme : Victor Considerant. Sa vie. Son œuvre. Editions Sociales Internationales et Librairie du Travail. Paris, in-8 de 232 p. avec portrait, 1929.

Hommes et Choses de la Commune, in-8 de 260 p. avec gravures. Editions de « L'Ecole Emancipée », Marseille, 1937.

Copyright by Éditions Domat-Montchrestien - 1947

COLLECTION D'HISTOIRE SOCIALE
PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION DE
GEORGES BOURGIN
ÉDOUARD DOLLÉANS

■

BLANQUI
LA
GUERRE DE 1870-71
ET
LA COMMUNE

par

MAURICE DOMMANGET

■

DOMAT
ÉDITIONS DOMAT
MONTCHRESTIEN
160, Rue Saint-Jacques, PARIS (V^e^)
1947

INTRODUCTION

Sans cesse on entend prononcer ces mots magiques : Volonté de l'Homme..., Mesure de l'Homme... Et l'on a quelque étonnement ; mais on parle de ceux qui ne sont pas là afin de se dissimuler à soi-même leur absence. Il n'en est pas autrement pour le grand absent qu'est l'homme. Jamais on n'a tant parlé de l'homme. Mais il est trop rarement présent. Cette absence, quelques-uns la perçoivent et osent en accepter la vision directe. Peut-être la plupart craignent-ils d'éveiller en soi la personne *en sommeil.*

Les moralistes et les essayistes contemporains nous déçoivent par l'écart existant entre les mots et l'essence de ce qu'ils ont pour intention d'exprimer. Et cet écart crée une dissonance.

Les historiens sont plus fortunés, contraints de se colleter avec l'événement, trop brutal pour se laisser apprivoiser. Pourtant eux aussi sont gênés par le présent proche et l'atmosphère dans laquelle ils doivent penser et écrire.

Présenter le livre de Maurice Dommanget sur Blanqui nous offre une chance rare. Maurice Dommanget vit depuis longtemps dans l'intimité de Blanqui. Il a publié en 1924, *à la* Librairie de l'Humanité, *une première brochure consacrée à Blanqui. Celle-ci était suivie en* 1935 *à la* Librairie du Travail *d'un* Blanqui à Belle-Ile. *Il ne faut pas oublier non plus les articles parus dans l'*Ecole Emancipée *et qui ont été réunis dans* Hommes et Choses de la Commune. *En Mars* 1934, *la* Critique Sociale *avait publié le premier chapitre d'*Auguste Blanqui et l'insurrection, *le* 12 *Mai* 1939, *et, en Avril* 1940, *l'*Idée Libre *donnait :* A propos d'un anniversaire oublié.

Nous espérons que pourront prochainement paraître Idées politiques et sociales *de Blanqui et deux autres manuscrits importants :* Blanqui *en* 48 *et* Blanqui sous le Second Empire.

Par son érudition et les recherches de toute une vie, Maurice Dommanget est l'écrivain qui connaît le mieux Blanqui. Mais cette connais-

sance ne crée pas seule la valeur du livre qui paraît aujourd'hui ; mais bien et avant tout, la rencontre exceptionnelle de Blanqui et de son historien. Dès sa jeunesse, Maurice Dommanget sentait vibrer en lui l'âme de Blanqui. L'enthousiasme de ses premières années ne trompe pas un homme comme Maurice Dommanget : ses sentiments révélaient une harmonie préétablie. Une profonde affinité s'établit entre l'historien et son héros ; elle a eu pour conséquence une transfusion de sang de l'un à l'autre.

Le domaine de la vie spirituelle exige le temps. Rien ne se crée en dehors de cette existence commune que certains individus partagent avec des personnes qui ont vécu avant eux. Proche de Blanqui, Maurice Dommanget a su évoquer son âme, faire revivre sa personne même grâce à cette sympathie *de l'amour sans laquelle, nous dit Romain Rolland, l'écrivain est impuissant à connaître les autres hommes.*

Une autre rencontre donne au livre de Maurice Dommanget sa valeur singulière, ce sont les conditions dans lesquelles il a été composé et dont on sent le courant dans son style. Ce Blanqui pendant le siège de la Commune *a été écrit tandis que, enfermé chez lui comme dans une prison, Maurice Dommanget ne pouvait clore ses oreilles aux bruits du dehors ni son cœur au drame qui déchirait la France. Maurice Dommanget nous dit que certains chapitres ont été composés « au bruit même des bottes des soldats hitlériens, hôtes involontaires de l'auteur » et il ajoute : « la quiétude d'esprit nécessaire à la confection d'un ouvrage a manqué ». Tant mieux, dirons-nous ; car, ce manque de quiétude a justement mis l'écrivain dans un état d'esprit qui le faisait le proche témoin de sentiments sinon d'une même envergure, mais d'une tonalité semblable à ceux dont frémissaient Blanqui et les Blanquistes de* 1870.

L'écrivain s'est trouvé porté par cet élan de l'amour dont parlait Romain Rolland, de l'amour de l'homme et l'horreur de la dictature. Son style s'en est merveilleusement ressenti. Le récit nous entraîne dans un mouvement qui ne s'interrompt pas jusqu'aux dernières lignes du livre. Un souffle révolutionnaire le traverse. Souffle tonique à des lecteurs heureux de retrouver dans l'expression de Révolution non pas simplement une sonorité verbale, mais une réalité animatrice. L'ouvrage possède une unité de composition qui lui donne le caractère de ce qui vit. C'est aussi une œuvre au sens littéraire de ce mot, qui n'a jamais exclu (sauf chez les esprits débiles) le caractère scientifique.

Cette œuvre a pour signe l'un des sentiments précieux : la fidélité à soi-même. Peu d'existences, en effet, ont incarné *une passion froide, tenace, aussi inflexible que celle, affirmée à toutes les heures de sa vie, par Blanqui : la dévotion au peuple et à la Révolution. Ce livre servira à entretenir au cœur des hommes la flamme révolutionnaire. Il a pour sujet un héros dont la vie a été tout entière consacrée à la Révolution ; il a été écrit par un homme fidèle à l'image de son héros, et dont le caractère et la vie exemplaires ont été toute simplicité, toute probité et ferveur. L'objet de ce culte, dira-t-on, en était digne ; mais la fidélité tient non à la grandeur de celui auquel elle s'attache, mais à la véracité de celui qui l'entretient en son cœur. Dans le sentiment de ceux qui,*

comme Maurice Dommanget et comme moi, admirent Blanqui, il n'y a pas que de la piété, il y a aussi une part de pitié. Cette pitié et cette piété tiennent à ceci : la destinée l'a constamment frustré des pouvoirs auxquels son âme était égale : « Ce petit vieux haut comme une botte est perdu dans une lévite au collet trop montant, aux manches trop larges... mais au-dessus de cela, un grand front et des prunelles qui luisent comme des éclats de houille... Blanqui a la main nette et le regard clair. Il ressemble à un éducateur de mômes, ce fouetteur d'océans humains... Et c'est là sa force... Blanqui, lui, le mathématicien froid de la révolte, semble tenir dans ses maigres doigts le devis des douleurs et des droits du peuple. Ses phrases sont comme des épées fichées dans la terre qui frémissent et vibrent sur leur tige d'acier. C'est lui qui a dit : Qui a du fer a du pain... Il laisse d'une voix sereine tomber des mots qui tranchent et qui font sillon de lumière dans le cerveau des faubouriens... Et c'est parce qu'il est petit et paraît faible, parce qu'il semble n'avoir qu'un souffle de vie que ce chétif embrase de son haleine les foules... » (1).

Peut-être plus significatif encore cet autre portrait de Blanqui que nous voudrions rappeler ici, celui de J.-J. Weiss, qui écoutait ses discours en 1870 au club Blanqui : « L'extérieur était distingué, la tenue irréprochable, la physionomie délicate, fine et calme, avec un éclair farouche et sinistre qui traversait quelquefois des yeux minces, petits, perçants et à leur état habituel, plutôt bienveillants que durs ; la parole mesurée, familière et précise, la parole la moins déclamatoire que j'aie jamais entendue avec celle de Monsieur Thiers. Quant au fond du discours, prsque tout y était juste... »

A l'histoire de Blanqui et des Blanquistes, mais aussi des événements entre le 4 Septembre 1870 et les semaines de Mai 1871, Maurice Dommanget apporte une abondante moisson de faits et une vision qui restera une contribution originale. Nous voudrions en souligner ici la nouveauté, notamment à propos des événements suivants : l'affaire de la Villette (le 14 Août 1870) — le quatre Septembre — la patrie en danger et la lutte à outrance — le 31 Octobre — le 18 Mars — l'incarcération et la condamnation de Blanqui : tentatives pour sauver Blanqui.

I

L'affaire de la Villette — 14 Août 1870

En exil à Bruxelles, Blanqui pressentait l'imminence de la guerre. Il écrit en 1867 : « malgré la conférence de Londres, je crois la guerre certaine dans un délai plus ou moins rapproché ». Le 16 Mai 1867 : « La guerre est certaine dans un temps donné qui ne sera pas très long ». Le 8 Août 1868 : « la guerre est certaine pour l'automne » ; puis après le 15 Août 1868 : « On beugle à la paix plus que jamais. On sait que cela

(1) Ce portrait a été tracé le 6 Septembre 1870 par Jules Vallès, et il permet d'évoquer physiquement, à cette date, l'image de Blanqui.

ne prouve rien ». *Et, en Juillet* 1870, *Blanqui considère la guerre comme la manœuvre de diversion à laquelle Napoléon III est acculé pour* se défaire de la Révolution.

Lorsque le 10 *Août* 1870 *les chefs blanquistes parisiens rappellent Blanqui à Paris, ils supposent que la gravité de la situation et les tumultes des jours précédents seraient des motifs suffisants pour rallier les masses. Blanqui est hanté par la sombre perspective du démembrement de la France, pressenti par lui depuis* 1864. *Il ne songe qu'à se trouver sur son sol afin d'organiser sa défense. Mais cette organisation a pour condition la prise du pouvoir, c'est-à-dire la Révolution : « Toute la population de Paris sentait que la République seule pouvait nous sauver. Le fruit, l'Empire, était pourri. Au moindre vent d'orage il tombait... » Yves Guyot exprimait ainsi une des pensées de Blanqui.*

La petite armée blanquiste était réduite à quatre ou cinq cents fidèles. Eudes et Granger avaient conçu et préparé une tentative sur le fort de Vincennes.

Dans la soirée du 12 *et la journée du* 14 *Août, une réunion se tient chez Eudes où, autour de Blanqui, se trouvent Granger, Breuillé, Regnard, Caria, Tridon, Pilhes et le Père Flotte qui, pour rentrer, a quitté son restaurant de Los Angeles. Le* Vieux *montre les dangers de l'entreprise, du coup pojeté sur Vincennes. Il se prononce pour l'expectative* « pour la collaboration fatale des faits ». *Etant tout neuf encore à Paris, n'ayant pas eu encore le temps de s'informer, Blanqui demande à être éclairé sur l'état d'esprit de la classe ouvrière. Fait-elle preuve d'élan révolutionnaire ? Blanqui s'incline devant ses jeunes disciples et devant leur affirmation que les faubourgs se soulèveront. Mais ceux-ci ont été trompés par l'effervescence des jours précédents et l'échauffourée du* 14 *Août ne rencontre en face d'elle que « le vide de l'émeute ». La population semble frappée de stupeur ; elle se tient immobile et muette. Blanqui en dégage la leçon ;* « nous ne pouvons rien sans le peuple ». *Pendant toute cette journée manquée, Blanqui s'est montré « toujours calme, toujours paisible, un chef plein de cran ».*

La tentative de la Villette avait pour but de renverser l'Empire et de proclamer la République. Toujours lucide et critique de lui-même Blanqui reconnaît : « le 14 *Août, il était trop tard ou trop tôt » ; il ajoute :* « j'ai cru *n'est jamais une justification... Quand on se mêle de politique sérieuse, on ne doit pas se laisser surprendre ». Et Blanqui s'avoue à lui-même que, s'il s'est laissé entraîner par l'impatience juvénile d'Eudes, c'est lui-même qu'il juge responsable.*

II

Le 4 Septembre 1870

A la nouvelle de la capitulation de Sedan, les députés de gauche s'acheminaient vers un compromis, lorsque interviennent les événements du 4 *Septembre. La veille, dans la soirée, des manifestations avaient eu lieu sur les boulevards. Mais cette pression instinctive du peuple est ordonnée par une* orientation consciente *donnée par le groupe blanquiste.*

V

Déjà, le soir du 3, les manifestations des boulevards avaient été conduites par des hommes tels que Ranvier, Abel Peyrouton. La veille du 4 Septembre, Blanqui avait alerté les chefs de section. Il avait donné des ordres pour que tous les blanquistes parcourent les quartiers ouvriers en vue de préparer la manifestation du lendemain dont il fallait coûte que coûte faire une révolution.

Pendant la nuit du 3 au 4 Septembre, Blanqui et Delescluze avaient assisté aux réunions des blanquistes. Il y avait eu une réunion chez Pilhes, 220, faubourg Saint-Denis. Parmi les blanquistes Gaston da Costa nous a laissé trois livres sur la Commune qui sont un témoignage personnel, mais historiquement valable. Il nous rappelle la double consigne donnée, le 3, par Blanqui : envahir le Corps Législatif ; proclamer la République.

Maurice Dommanget fait cette observation : « Il ne s'agit pas de nier la spontanéité du mouvement qui faisait affluer autour du Palais Bourbon tant de citoyens indignés ; mais les mouvements populaires qui réussissent sont rarement sans préparation et sans guide ». La manœuvre qui décida de la journée fut d'inspiration blanquiste.

Le 4 Septembre, sur la place de la Concorde et aux abords du Palais Bourbon, un coup de feu de Pilhes arrête, comme par enchantement, la trombe policière ; à la première poussée de la foule sur le pont, la police lâche pied. A propos du mot d'ordre qui se répandit sur les boulevards, Maurice Dommanget remarque : « Il est difficile, dans de pareils moments, de faire le départ du spontané et de l'ordonné ».

Le Dimanche du 4 Septembre, les blanquistes, répartis en paquets, représentent quelques centaines d'hommes, résolus et disciplinés, appuyés de deux cents ouvriers et étudiants qui avaient l'habitude de mener, de concert avec eux, les combats contre l'Empire. Gaston da Costa, Sornet sont mêlés à la foule sur la Rive Gauche. Granger, Balsenq, Edouard Levraud prennent la tête d'une poussée portant la Garde Nationale des faubourgs et une partie du flot populaire des environs de la rue Royale à l'entrée du pont de la Concorde, après rupture du barrage des troupes protégeant le Palais Bourbon. Il faut, pour passer le pont, que la masse culbute deux rangs d'agents, puis la Garde Municipale à cheval qui protège la chaussée, enfin un triple cordon d'agents. « Le torrent noie la Garde, renverse le barrage et débouche quai d'Orsay ». Balsenq franchit un des premiers les pointes des grilles auxquelles il laisse un pan de sa jaquette. Les manifestants s'infiltrent dans les couloirs. Balsenq, Granger, Levraud pénètrent dans la salle des Pas-Perdus où les députés tentent de calmer la foule. Se rendant compte de la situation, Granger et ses amis sentent qu'il est impossible de songer à la Révolution, mais qu'on peut arracher la République. Ils enfoncent une porte et arrivent, dans une salle de commission, en pleine conspiration orléaniste ; prudemment Thiers disparaît. « Nous étions, écrit Granger, en face de maîtres fourbes qui avaient la prétention d'escamoter la République avant même qu'elle soit proclamée ». Entraînée par les blanquistes, une bande de manifestants pénètre dans la salle des séances. La présidence est encore occupée par Schneider. L'étudiant blanquiste Marchand s'empare de la sonnette. Maurice Dommanget se demande si c'est lui ou Granger, ou tous les deux,

qui, dans le tohu-bohu, prononcent la dissolution du Corps Législatif, la déchéance de l'Empire et, au nom du Peuple, proclament la République.

De cet épisode, Granger a donné deux versions différentes : celle où il reconnaît avoir parlé est corroborée par le récit de Balsenq : « Quoiqu'il en soit, conclut Maurice Dommanget, c'est le blanquisme qui, pour ainsi dire, a mis sa signature au bas de la décision la plus importante d'une journée préparée et conduite en grande partie par lui. »

Le second acte de la journée du 4 Septembre se développait à l'Hôtel de Ville, c'est là qu'était formé le gouvernement de la Défense Nationale : « Les données manquent, écrit Maurice Dommanget, pour rendre compte de l'action blanquiste au cours de ce second acte. Blanqui pas plus qu'aucun de ses partisans ne s'est expliqué à ce sujet. Mais ce défaut d'explication trouve peut-être sa raison d'être dans le fait que, cette fois, ce volontarisme révolutionnaire ne s'est pas affirmé comme il eût fallu. On a l'impression que le mot d'ordre de libération des prisonniers politiques a fâcheusement scindé le noyau blanquiste ». Pendant que Gaston da Costa est à Sainte-Pélagie, des événements décisifs se passent à l'Hôtel de Ville qui auraient requis l'unité d'action de tous les blanquistes : « Il est permis de penser que Blanqui, présent à la maison commune et ses amis, en trop petit nombre pour l'épauler fortement, ne purent imprimer au courant révolutionnaire, au milieu du désordre, cette allure rapide et irrésistible qui convenait ».

Etienne Arago, qui précéda Gambetta à l'Hôtel de Ville, était un vieil adversaire de Blanqui, il s'employa à battre en brèche son influence. Les listes du gouvernement révolutionnaire, jetées par les fenêtres à la foule des manifestants, comprenaient les noms de blanquistes. Mais, grâce à l'initiative et à l'énergie tenace de Jules Ferry, la poussée populaire se trouva confisquée au profit d'une douzaine de rhéteurs. La présidence allait à Trochu, ce doloriste dont, avec les teintes grises de son visage et les traits flottants de son caractère, Georges Duveau brosse, dans son Siège de Paris, un portrait qui a plus de couleur que le personnage. Maurice Dommanget nous le décrit comme un militaire de capacité surfaite, larmoyant, bavard, clérical et têtu, que Victor Hugo appelait le participe passé du verbe trop choir.

Tout le récit de la journée du 4 Septembre est mené par Maurice Dommanget dans un mouvement étonnant et épique. Mais, si l'événement, la proclamation de la République, était important, il laissait prise à l'incertitude. Car l'équipe qui formait le gouvernement de la Défense Nationale entendait confisquer la République à son profit et au bénéfice de la pensée qui devait dominer toute leur politique : se défaire de la Révolution et subordonner à cette intention toute leur action.

III

Blanqui et le 31 Octobre 1870

Au soir du 4 Septembre, les révolutionnaires de toutes les tendances ne se font aucune illusion ; et Delescluze s'écrie : « Nous sommes perdus, le peuple est trahi ».

Blanqui ne pense pas autrement et s'en est expliqué. Le 4 Septembre, au gouvernement pourri de l'Empire, s'était substitué par un coup de surprise un groupe d'individus dont la popularité facile, due surtout à la faconde, ne justifiait pas la confiance qu'on mettait en eux. Blanqui y voyait une usurpation des droits de la Nation et il en ressentait une vive douleur.

Le même jugement est porté par les hommes les plus divers sur les membres du gouvernement du 4 Septembre. Jules Vallès disait que le peuple avait fait « la courte échelle à *tout ce monde de politiqueurs qui attendait depuis décembre* 1851 *l'occasion de revenir au ratelier et de reprendre des appointements et du galon* » (1). *Le 9 Septembre, Karl Marx écrivait : « La République est dans les mains d'un gouvernement provisoire composé en grande partie d'orléanistes notoires, en partie de républicains de la classe moyenne, sur quelques-uns desquels l'insurrection de Juin* 1848 *a laissé son stigmate indélébile ».*

A la joie de Léon Frankel rentrant par la gare du Nord, Lissagaray répond par un jugement plein de pressentiments : « La République ! Nous en sommes loin, et Celle-ci peut-être nous fusillera ».

Pourtant Blanqui donne son concours au nouveau gouvernement, car la France est menacée, l'ennemi approche. Et, avec dix-neuf de ses amis, il signe cette déclaration : « en présence de l'ennemi, plus de partis ni de nuances, les soussignés mettent de côté toute opinion particulière ».

Quelques paroles échangées entre Blanqui et Jules Vallès nous font sentir l'état d'esprit de Blanqui : la première fois que Jules Vallès rencontrait Blanqui, le 6 Septembre, il le trouva rédigeant cette proclamation : « Vous trouvez que j'ai tort ? — Dans un mois vous serez à couteaux tirés ! — Alors c'est qu'ils l'auront voulu ! — Alors soulignez d'une phrase à accent votre proclamation tranquille... — Que mettre, voyons ? » Ayant pris la plume, Vallès ajoute : « Il faut, dès aujourd'hui sonner le tocsin. — Oui, c'est une fin, répartit Blanqui... Mais il se ravisa et, se grattant la tête, dit : « Ce n'est pas assez simple ».

Maurice Dommanget souligne que les blanquistes et les internationaux étaient alors les seules forces susceptibles « de faire trébucher ceux qui tiraient les marrons du feu ».

La Patrie en danger, *le journal de Blanqui, exprime ses sentiments et sa volonté de lutte à outrance ; à travers ses articles et ses déclarations au club, apparaît sa lucidité. Le Club Blanqui se tenait dans une petite salle au-dessus du café au* 20, *rue Saint-Denis. Maurice Dommanget a su évoquer et nous rendre présente l'atmosphère de ces réunions suivies par un public peu nombreux, grave, recueilli et dont les auditeurs qui venaient du dehors pour y entendre Blanqui admiraient la tenue. Ainsi deux journalistes conservateurs, J.-J. Weiss et un jeune rédacteur du* Journal des Débats *échangent ces propos révélateurs du sentiment que*

(1) Jules Vallès, *L'Insurgé*, p. 185 à 190 : « Alors, nous sommes en République ? Tiens ! Tiens ! Pourtant, quand j'ai voulu entrer à l'Hôtel de Ville, on m'a écrasé les pieds à coup de croisse ; ce bougre-là, savez-vous ce qu'il disait tout à l'heure : qu'il faudrait fiche par la fenêtre ce gouvernement de carton et proclamer la Révolution. »

leur inspirait Blanqui : « Combien de fois, écrit J.-J. Weiss, n'ai-je pas entendu ce jeune rédacteur soupirer, au moment où Blanqui faisait un exposé quotidien des événements du siège, des fautes du gouvernement, des nécessités de la situation : « Mais tout cela est vrai ! Mais c'est qu'il a raison ! Mais quel dommage que ce soit Blanqui ! » Je le pensais comme lui, mais je ne soupirais pas. La vérité est bonne de quelque côté qu'elle vienne ». Quel plus bel et plus juste éloge que celui de J.-J. Weiss ! Voilà le jugement qu'il faut retenir sur le caractère de Blanqui.

La vérité est bonne de quelque côté qu'elle vienne. Cet adage est une loi pour l'historien véritable. On souhaiterait qu'il devienne la loi de l'opinion publique dans une démocratie. En France, l'opinion publique et la démocratie, dans leur développement, se heurtent précisément, comme un de leurs plus rudes obstacles, au tempérament partisan des citoyens et à cette fallacieuse croyance que les mensonges opportunistes peuvent jamais servir une idée ou un parti. D'une façon éphémère, peut-être.

En prêchant la lutte à outrance, Blanqui entendait lutter contre le défaitisme presque sans déguisement du président du gouvernement de la Défense Nationale. Mais l'effort de Blanqui et celui de ses amis étaient vains. Aussi, le 19 Septembre, Blanqui explique pourquoi et par qui la trêve acceptée n'a pas été respectée.

C'est le 19 Septembre que les Allemands achevaient l'investissement de Paris. Blanqui dénonça « avec une force et une clairvoyance admirables le défaitisme de la classe bourgeoise et des militaires professionnels ». J.-J. Weiss voit des cris de l'âme et des éclats de nerfs dans ces articles de la Patrie en danger que Blanqui écrit « avec sa chair et son sang et en s'ouvrant les entrailles » ; mais, ajoute J.-J. Weiss, ces arguments et ces éclats sont dominés en leur désordre « par un jugement d'une sûreté et d'une vigueur toute géométrique ».

Maurice Dommanget observe que c'est toujours pour défendre leur domination et leurs intérêts de classe que les classes dirigeantes se font les complices des envahisseurs. La bourgeoisie n'aurait pas voulu de la victoire au prix de la république et, ainsi que l'écrit Blanqui, la Patrie meurt, mais la Bourse ne se rend pas. Le mérite de Blanqui, sa lucidité est d'avoir vu clair dans le jeu de la clique de politiciens et de gens d'affaires qui soutiennent le gouvernement : « Passe-moi le démembrement, je t'octroie la monarchie, dit l'un », et l'autre répond : « Donne-moi la monarchie, je te donne le démembrement » (La Patrie en danger du 22 Novembre 1870). Dans cette besogne défaitiste qui a été celle du gouvernement du 4 Septembre, des républicains modérés se sont joints, hélas ! aux réactionnaires et Blanqui observe que la mission, donnée par eux à Thiers auprès des Cours Européennes, est une révélation de leurs intentions. C'est un fâcheux pronostic pour l'avenir de la Défense.

Dès le 22 Septembre, Blanqui formule son accusation contre les partisans de la génuflexion : c'est ainsi qu'il appelle la visite que Jules Favre rend au quartier général prussien : « Le gouvernement de la prétendue Défense n'a eu qu'une pensée : la paix. » Et le 6 Octobre : « Le gouvernement n'a pas cessé une minute de poursuivre la paix quand même, la paix de la soumission et du déshonneur. Comédie et mensonge ! Monsieur

Thiers a oublié qu'un peuple ne peut demander l'aumône qu'au bout de son escopette. Il est temps que la France reprenne possession d'elle-même et congédie la horde de gens d'affaires amassés autour de son lit et de son héritage. »

A la veille du 31 Octobre Blanqui montre qu'au fond de cette guerre extérieure, il y a surtout la guerre intérieure. Périsse la justice plutôt que l'autocratie du capital. Le capital préfère le roi de Prusse à la République. La tranquillité dans l'opulence, par la servitude des masses, tel est l'idéal de la caste dominante. C'est pour cet idéal que la France va périr... »

Parlant de Trochu, Blanqui dira : « Son impéritie dépasse encore son ambition. N'avait-il pas déclaré que les Allemands entreraient dans Paris quand et comme ils voudraient. » Blanqui avait dépouillé Trochu de cette carapace religieuse *dans laquelle Georges Duveau a montré qu'il se sentait mal à l'aise : « Trochu, écrit-il, a été une sorte de doloriste, rongé par le goût de l'analyse... Celui qu'Ernest Picard nommait Démosthène Obermann avait un sens singulier des grandes synthèses mélancoliques. Trochu joue les Cassandre ! cette disposition d'esprit fera sa fortune politique.* »

Mais Trochu est un personnage dont il était aisé de voir les ficelles. En ce mois d'Octobre 1870, *il était plus difficile de ne pas se laisser un peu éblouir par la verve piaffante de Gambetta. Pourtant Blanqui n'a pas confiance dans la délégation de Tours : « Ce n'est pas le citoyen Gambetta, écrit-il le 20 Octobre, qui réparera le mal. La proclamation gasconne aura le sort de tous les verbiages d'avocats. Une piqûre d'épingle fait justice de ces ballons soufflés.* »

Quelque prestige que possède Blanqui en cet automne 1870, *force est de constater que sa parole se fait entendre comme une voix dans le désert. Et pourtant le jugement, porté par Maurice Dommanget sur cette époque de sa vie, sera reconnu juste par tout esprit équitable : « Dans tous les domaines, avec une lucidité et une ténacité peu communes, Blanqui indiquait ce qu'il convenait de faire d'urgence et ce qu'il fallait éviter ; il préconisait les mesures d'organisation, les méthodes énergiques que lui dictaient son patriotisme ardent, son expérience politique, sa connaissance et son instinct militaires. Tout cela sans grandes phrases, sans rhétorique verbeuse, en des propositions étudiées, s'étayant sur la raison et le bon sens* ».

Aux prédictions que contenaient en 1870 *les numéros de la* Patrie en danger, *J.-J. Weiss a pu dire, deux années après les événements, que le temps n'a fait qu'apporter la consécration des faits. Et, beaucoup plus tard, vingt-six ans après* 1870, *Gustave Geffroy aura le droit de porter sur Blanqui un jugement définitif : « Dans le mouvement et le bruit de la ville, la voix de Blanqui était comme une voix dans le désert. La longue résignation et le sommeil de la servitude, dues à la dictature impériale, s'opposaient à la formation d'une passion républicaine assez ardente et assez fière pour lui prêter l'oreille.* »

Le 18 *Septembre, les chefs de bataillon et les délégués du Comité des vingt arrondissements avaient envoyé une délégation à l'Hôtel de Ville. Blanqui avait eu avec Jules Ferry une discussion assez aigre ; mais celui-ci*

était le seul capable de répondre ; car les autres membres du gouvernement de la Défense « pataugeaient dans le mensonge et la niaiserie sous l'œil clair de Blanqui qui, avec des gestes tranquilles, leur montrait le péril ». Afin de constituer un gouvernement énergique décidé à la lutte à outrance, Flourens et Blanqui ont proposé l'organisation de la Commune. La journée du 8 Octobre vient démontrer l'audace grandissante de la réaction ; Blanqui répond avec ironie aux critiques qui sont dressées contre lui : « On peut accepter de la bouche des financiers et des gros boutiquiers et autres parangons de désintéressement et de probité les épithètes de pillards et de voleurs ».

En approchant de cette date du 31 Octobre 1870, on doit en signaler la double importance aux yeux des historiens. Au 31 Octobre, si la défense nationale avait été organisée par un gouvernement fort, Paris pouvait encore vaincre, et la communauté française être sauvegardée de la rupture qui lui sera infligée par la répression de la semaine sanglante de Mai.

Salut de la France, unité de la Nation, les deux causes n'en formaient qu'une. Dans la pensée de Blanqui comme dans la réalité, France et Révolution étaient indivisibles.

Le 30 Octobre la confirmation de la capitulation de Metz, l'annonce de l'abandon du Bourget avaient exaspéré la population ; cette exaspération est portée à son comble par les bruits de propositions d'armistice. Le 31 Octobre, Paris irrité et blessé va se lever d'un bond comme au 4 Septembre.

C'est qu'en effet, ce jour-là, comme au 4 Septembre, Paris voit le danger.

Se défaire de la Révolution. *Paris éprouve un ressentiment contre les incertitudes parmi lesquelles le gouvernement de la Défense Nationale l'a laissé flotter. Mais, le 30 Octobre, après les nouvelles reçues et notamment celles des négociations de Thiers, il n'y a plus de doute dans l'esprit de la population parisienne, l'opinion commune se rend compte de l'exactitude avec laquelle le bourgeois moyen Francisque Sarcey exprime la pensée de ceux qui appuient les hommes du 4 Septembre : « La bourgeoisie se voyait, non sans une certaine mélancolie, entre les Prussiens qui lui mettaient le pied sur la gorge et ceux qu'elle appelait les rouges et qu'elle ne voyait qu'armés de poignards. Je ne sais, ajoute Francisque Sarcey, des deux maux lequel lui faisait le plus peur, elle haïssait l'étranger, mais elle redoutait davantage les Bellevillois.*

Il est clair, selon Maurice Dommanget, qu'on ne aurait sous-estimer la part de Blanqui dans la formation « du processus d'irritation d'où sortit le 31 Octobre ».

Quel fut son rôle direct dans l'insurrection ? Les maladresses du gouvernement contribuèrent grandement à la susciter. Des affiches, signées par Jules Favre, avaient été apposées qui avaient irrité la population. Des groupes de gardes nationaux se formaient dans la matinée sur la place de l'Hôtel-de-Ville. Vers une heure et demie, des bataillons armés arrivaient, et à deux heures des membres du gouvernement étaient prisonniers. Mais Gaston da Costa reconnait qu'à cette foule envahissante et bien déterminée, les chefs, sur lesquels elle avait compté, manquaient.

Ceux-ci n'arrivèrent que tardivement sans s'être concertés. Et Gaston da Costa explique par là l'impression de chaos et d'incohérence qui se dégage de cette journée.

Blanqui, qui avait reçu le matin la visite de Vaillant et de Lefrançais, leur avait promis d'assister après le déjeuner à une réunion de la Corderie. Peut-être l'annonce de la convocation des élections pour le lendemain avait-elle influencé son état d'esprit de la veille. Il est clair qu'il ne fut pas le promoteur du mouvement dans la journée du 31 Octobre.

Blanqui arrive à l'Hôtel de Ville seulement à cinq heures et demie de l'après-midi. On venait de lui apprendre qu'il était sur la liste des membres du nouveau gouvernement. Le voilà installé dans le bureau du Préfet de la Seine, silencieux, maître de lui, et seul. Car les autres membres du gouvernement ne se trouvent pas là. Tandis qu'il attend ses collègues, il expédie les affaires courantes.

Des bataillons des faubourgs avaient commencé à dégager l'Hôtel de Ville ; mais, ne croyant plus au danger, ils se dispersèrent. Gaston da Costa voit là la faute qui décide de la journée.

Flourens gardait à vue les membres de l'ancien gouvernement. Ailleurs, Blanqui était arrêté ; mais, les vêtements en lambeaux, il est délivré par les tirailleurs de Flourens, ainsi peut-il rejoindre la salle où siège le nouveau gouvernement : Flourens, Delescluze, Millière et Ranvier. Mais, lorsqu'on connaît la personnalité de Flourens qui a inspiré et, s'il est possible d'employer cette expression, dirigé *cette journée, on peut avoir des doutes sur son efficacité. Parmi les portraits divers de Flourens qu'on a dessinés, voici celui qui paraît tracé de la plume la plus juste (Georges Duveau) : « Gustave Flourens entre en scène, Flourens est tout jeune. Il a l'âge de Gambetta, mais Gambetta possède une carrure, un laisser-aller d'homme* arrivé, *ce cadurcien très noir a le torse et les manières larges, il prend même un peu de ventre. Le blond Flourens est au contraire tout en longueur, il porte une longue barbe blonde, il est nerveux, presque féminin, il est ardent, emphatique, il croit à sa comédie. Gambetta utilise de merveilleuses ressources lyriques, mais il garde une vision assez froide des événements. Gambetta s'épanche, mais ne livre au total que des confidences dont on ne saurait beaucoup tirer parti contre lui, il aime écrire des lettres dont la câlinerie est stéréotypée. Flourens est chaste, rougissant : « Où est ta maîtresse Flourens ? Ma maîtresse, c'est l'humanité... » Trochu accorde à Flourens le titre insolite de major de remport : vaine et pitoyable dénomination, écrit Flourens, dans* Paris Livré. *Rochefort rencontre dans l'escalier un Grec chamarré d'or, vêtu d'une fustanelle et portant à la ceinture un Kandjar : c'était Flourens déguisé en pallikare : Flourens s'était fait attribuer deux des plus beaux chevaux de l'ancienne écurie impériale : Capitan et Passiflor... ».*

Au moment même où le nouveau gouvernement se rassemble, l'insurrection est vouée à l'échec.

Jules Ferry est parvenu à s'échapper et, profitant du souterrain qui relie la caserne Lobeau à l'Hôtel de Ville, il conduit les mobiles berrichons et bretons à l'intérieur.

Blanqui tenait à ce que des engagements écrits fussent signés, par

Dorian, Schoelcher et Emmanuel Arago. Mais ceux-ci engagent leur seule parole vis-à-vis de Delescluze et de Blanqui. Ils ont promis que des élections auront lieu le lendemain et que le jour suivant on nommera le nouveau gouvernement.

A quatre heures, Jules Favre, Garnier-Pagès, Jules Simon quittent l'Hôtel de Ville par une issue, tandis que les mobiles bretons ont envahi l'Hôtel de Ville.

Les affiches apposées par Dorian et Schoelcher sont arrachées et leurs promesses déchirées. Et, au lieu d'être une victoire populaire, la journée du 31 Octobre marque l'étouffement de la Révolution, la défaite du peuple de Paris. Un plébiscite consolidera le gouvernement du 4 Septembre.

Blanqui continuera quelques semaines encore à faire paraître La Patrie en Danger, *mais il doit reprendre la vie clandestine.*

Il reçoit d'abord l'hospitalité du Baron de Ponnat, commissaire de police du quartier d'Epinette, puis de Léonce Levraud, chirurgien d'un bataillon des mobiles.

La journée du 31 Octobre n'avait eu qu'un résultat positif : elle avait fait sortir le gouvernement de l'Hôtel de Ville de sa torpeur. Mais c'était là un résultat disproportionné à l'événement que soulignait cette journée : la rupture de la communauté nationale.

IV

Du 22 Janvier au 17 Mars 1871

Après l'insuccès de Buzenval le 19 Janvier 1871, cent trente blanquistes délivent Flourens et les autres prisonniers de Mazas dans la journée du 21 Janvier. La journée du 22 Janvier, suprême sursaut de la colère populaire, est vouée d'avance à l'échec. Blanqui, devant le 4e Conseil de Guerre, a repoussé toute participation à cette journée. Pourtant la journée avait été l'objet d'une préparation minutieuse confiée à une commission travaillant avec un tel secret que Blanqui lui-même ne fut averti que le matin par Flotte.

Delescluze suivit les événements de la journée de l'appartement de Lefèbvre Roncier, et Blanqui du café qui fait le coin de l'Hôtel de Ville et de la rue de Rivoli. L'un et l'autre assistèrent, impuissants et désespérés, à une tuerie qui devait s'acompagner d'une recrudescence de la répression. Le soir même, en effet, on fermait les clubs, on supprimait douze journaux et on arrêtait une centaine de militants.

Le 8 Février, aux élections, le nom de Blanqui ne fut porté que sur la liste des socialistes révolutionnaires et, comme il ne figurait pas sur la liste dite des Quatre Comités, il ne fut pas élu. Le 12 Février, Blanqui pose le problème des responsabilités dans un placard ayant pour titre : Un dernier mot. « La fatalité, *écrit Blanqui,* est la loi de l'univers matériel et n'est point celle de l'humanité qui ne relève que d'elle-même. » *Il ne croit pas que la France soit responsable de sa défaite, car* « nos vainqueurs nous dépassent en égoïsme et en cupidité. Il ne faut pas moins d'ignorance pour attrouper les bestiaux humains derrière un Guillaume que derrière

un Bonaparte ». On remarquera la dignité et le respect avec lesquels, en face de la défaite, Blanqui parle de la France, on constatera la différence de son langage avec le réquisitoire qu'avec autant de légèreté que d'injustice, prétendirent dresser contre la France les traitres à la République qui avaient l'intention d'utiliser la défaite afin d'instaurer une contre-révolution.

Les responsables, c'étaient non la France et la Nation, mais ceux que Blanqui appelait les hommes de la défaite et leurs complices. La faute militaire, selon Blanqui, avait une cause politique qui la transformait en attentat contre l'indépendance de la Nation. Blanqui, le 12 Février 1871, persiste à penser qu'au 31 Octobre 1870, Paris pouvait encore vaincre aux mains d'un pouvoir loyal et d'un chef dévoué. Blanqui explique, dans le détail et analyse avec précision les mesures de toutes sortes qu'il aurait fallu adopter et oser appliquer. Malheureusement, le gouvernement du 4 Septembre ne connaissait qu'un ennemi : la Révolution.

Nous estimons justifié le jugement de Maurice Dommanget. L'éloge qu'il adresse à Blanqui reste objectif historiquement : « Blanqui, déjà grandi par La Patrie en Danger, sort grandi encore par la publication d'Un dernier mot, testament de son patriotisme meurtri. C'est son honneur d'avoir fait entendre, avec tout l'accent de la sincérité et toute la force de la vision d'un homme d'Etat, la voix grave et énergique de ce qu'il considérait comme le salut. On doit déplorer sa modestie. Par là, Blanqui a contribué à sceller l'injustice dont il a été l'objet de la part de tant d'auteurs sur la guerre franco-allemande. » Les études faites par certains historiens confirment des vérités durables exprimées par Blanqui, en 1870-1871. Les écrivains de la débâcle du Second Empire, n'ont pas su donner l'importance qu'il mérite au placard paru le 12 Février 1871, dernier anneau de la chaîne de son œuvre durant le Siège. Dans son livre sur le Siège de Paris, Georges Duveau peint d'une touche juste, à la fois colorée et perspicace les physionomies des grands acteurs et des comparses. Il a su évoquer l'atmosphère et la psychologie du siège. Aussi peut-on s'étonner que, dans son récit, une grande place reste vide. La figure de Blanqui n'est pas à la mesure de la personne. Cet écrivain, si sensible aux misères et aux grandeurs de l'histoire nationale, n'a pas été touché par le caractère de Blanqui, qui donne à cette sombre époque un certain aspect épique. Sans doute, Georges Duveau écrit-il : « Dans les clubs populaires un nom revient sans cesse, prononcé par les orateurs avec enthousiasme, avec exaltation, avec vénération, le nom de Blanqui... C'est Blanqui qui apparaît comme le chef éventuel de la Commune libératrice » Georges Duveau ne donne pas à Blanqui la place qui lui revient.

Le 9 Mars 1871, le 4e Conseil de Guerre, à Paris, juge les accusés du 31 Octobre. Il acquitte Jaclard, Ranvier, Regère et Eudes ; il condamne Jules Vallès à six mois d'emprisonnement et le docteur Goupil à deux ans. Mais Blanqui, Flourens, Edouard Levraud et Victor Cyrille sont déclarés coupables d'attentat ayant pour but d'exciter à la guerre civile et condamnés à mort. Blanqui est arrêté et conduit à la prison de Figeac, puis le 20 Mars à Cahors. Voici le signalement qu'avait envoyé au

parquet le ministère de la Justice : « très petit de taille, légèrement vouté, cheveux ras, blancs, maigre, barbe entière courte, blanche, front découvert, nez pincé, pointu, yeux de chouette, air de fouine ! ».

La date de l'arrestation de Blanqui est le 17 Mars. C'est la veille du 18 Mars, le jour même où M. Thiers donne l'ordre de désarmer les Parisiens. Il trouve prudent de s'emparer de la personne de Blanqui et, en l'emprisonnant, de l'empêcher d'agir et surtout d'exercer une influence rayonnante. On croyait qu'il préparait les départements du Midi à l'avènement de la Commune. Blanqui était en correspondance avec les membres du Comité Central de la Garde Nationale. Blanqui avait fait placarder à Paris une affiche protestant contre sa condamnation à mort ; il justifiait son attitude du 31 Octobre : « Le péril était imminent. Au gouvernement (du 4 Septembre) issu d'une surprise, il fallait substituer la Commune, issue du suffrage universel... C'est au peuple que nous en appelions d'un gouvernement, incapable, lâche et traître. C'est là notre crime et ceux qui n'ont pas craint de livrer Paris à l'ennemi avec sa garnison intacte, ses forts debout, ses murailles sans brèche, ont trouvé des hommes pour nous condamner à la peine capitale. On ne meurt pas toujours de pareilles sentences. Souvent on sort de ces épreuves plus grand et plus pur... Vive la République ! »

V

Le 18 Mars

Quelle part les blanquistes ont-ils eue au 18 Mars ? Au Comité Central de la Garde Nationale, il y avait Ranvier, Mortier et Edouard Moreau ; parmi les chefs de légion élus, Jaclard, Eudes, Emile Duval ; Granger et Pilhes exercent leur ascendant sur les hommes qu'ils ont sous leurs ordres.

Maurice Dommanget pense que le parti blanquiste a perdu sa force : il est comme décapité. Il a toujours ses troupes, quelques milliers d'ouvriers et d'intellectuels : mais ces troupes sont dispersées et noyées dans la Garde Nationale. C'est une avant-garde énergique, mais qui est incapable d'entraîner les masses puisqu'elle est disparue en tant que formation disciplinée et cohérente. Charles da Costa confirme l'opinion de Maurice Dommanget : « le 18 Mars, le parti blanquiste est à peu près disséminé et il aura le plus grand mal à se reconstituer sur place, sur le champ de bataille. »

La même situation se rencontre dans les corporations ouvrières dont les militants sont disséminés ; les corporations qui ont été les plus ardentes à la lutte pendant les dix années de l'Empire, comme les bronziers, sont dispersés dans les compagnies de guerre. Les sections de l'Internationale sont coupées des masses. On en trouve la preuve dans ce que nous font connaître de la situation de l'Internationale les procès-verbaux des séances officielles, pendant le siège et pendant la Commune, procès-verbaux parus chez Lachaud en 1872 (du 5 Janvier 1871 au 20 Mai 1871).

L'insurrection du 18 Mars éclate à l'improviste. La tentative sournoise

de Thiers et grâce à laquelle il espère désarmer Paris, se heurte à la résistance spontanée des gardes nationaux et de la foule et à la révolte des troupes. La réaction populaire a été si vive que les militants des diverses tendances commencent aussitôt à agir. Les blanquistes contribuent pour une large part, au succès de l'insurrection. Dès 9 heures du matin, Duval a mis son arrondissement en état de défense. Au Comité de vigilance de Montmartre, Ferré et Jaclard contribuent à la victoire de l'insurrection sur la Butte.

Dès onze heures, à Belleville, Granger fait déposer les armes à deux bataillons. Et, à dix heures et demie du soir, Ranvier et Eudes, à la tête des bataillons de Belleville, s'emparent de l'Hôtel de Ville.

De ces actes et de quelques autres semblables, Maurice Dommanget conclut : « Ces faits ont leur éloquence, notamment la prise et l'occupation de l'Hôtel de Ville et de la Préfecture de Police. Ils établissent que, dans dans la surprise et le désarroi général, c'est surtout grâce à l'intervention personnelle et à l'initiative des militants blanquistes, habitués aux coups de main, partisans des coups de force, que la poussée spontanée des masses *a pu être exploitée et menée à des conséquences victorieuses. »*

Il faut attirer l'attention sur une individualité, celle d'Edouard Moreau et sur le rôle important qu'il a joué au Comité Central siégeant à l'Hôtel de Ville, pendant toute la nuit du 18 au 19 *Mars et pendant la matinée du* 19. *Le désordre était grand parmi ceux qui étaient présents aux premières séances après la prise de l'Hôtel de Ville. Ici s'affirme l'influence personnelle d'Edouard Moreau, jeune homme de vingt-sept ans, nature fine et distinguée qui lui a valu de ses camarades le surnom de l'Aristocrate. En des circonstances, où les autres sont dépassés par l'événement et incertains hésitent,* cette tête intelligente *garda le sang-froid nécessaire. Selon Charles da Costa, Edouard Moreau peut être rangé parmi les militants blanquistes. Il s'imposa tout de suite à l'Assemblée réunie à l'Hôtel de Ville. Il mit un peu d'ordre dans les discussions. C'est Edouard Moreau qui rédigea des proclamations destinées à donner du ton et de la force à l'esprit public. Enfin Edouard Moreau fût fermement d'opinion qu'il fallait aussitôt prendre l'offensive contre Versailles. Dès la nuit du* 18 au 19 *Mars, Eudes lui aussi avait proposé la marche sur Versailles. avec Edouard Moreau, Eudes, Duval, Ferré, Jaclard, donnèrent un avis aussi catégorique. Ainsi que Louise Michel, l'idée ne venait pas à Montmartre qu'on put attendre. Et Jaclard : « Il n'y a qu'une manière de traiter avec Versailles, c'est de la prendre. »*

En effet, les militants blanquistes sont tous conscients de la tactique de M. Thiers qui entend gagner du temps afin de préparer son offensive sur Paris. Les blanquistes s'opposent à toute tentative de conciliation. Ils mettent, dès le premier jour, la main sur l'appareil militaire (Rigault à la Préfecture de Police, Eudes et Duval à la Guerre, Protot à la Justice).

Les élections du 26 *Mars attribuent de huit à neuf sièges aux blanquistes ; mais les listes établies par Charles da Costa sont trop restrictives ; en dehors des purs blanquistes, il faut compter des blanquistes dissidents et des sympathisants, comme Vaillant. Maurice Dommanget porte à une quinzaine le nombre des élus blanquistes et à dix-huit celui*

des élus de l'Internationale ; les premiers n'ont eu du reste aucune influence sur les mesures prises au point de vue économique.

VI

Sauver Blanqui

Sauver Blanqui fût une des pensées auxquelles les membres de la Commune s'attachèrent avec le plus de ferveur et le plus de continuité. Blanqui, le 20 Mars, avait été transféré à Cahors où pendant deux mois il ne recevra aucune communication de quiconque, pas même de sa sœur qui n'aura aucunes nouvelles de lui. Sa sœur ne sera autorisée à lui rendre visite que le 17 Mai.

Afin d'obtenir la libération de Blanqui on songea naturellement à un échange de la seule personne de Blanqui contre des otages. Il y eut des négociations. Elles furent au nombre de trois.

Une première conférence eut lieu le 6 Avril dans le bureau de Rigault et une démarche fût décidée et faite par Gaston da Costa auprès de l'archevêque de Paris et du curé de la Madeleine. Le curé de Montmartre se rend le 9 Avril à Versailles et remet à Thiers les deux lettres qu'il avait mission de lui présenter. Le curé de Montmartre attend deux jours la réponse de Thiers. Elle est négative.

La seconde négociation a pour objet l'échange du seul Blanqui contre l'archevêque de Paris, sa sœur, le président Bonjean, l'abbé Deguerry et le vicaire général de Paris, l'abbé Lagarde. C'est le grand vicaire qui est chargé de porter la proposition d'échange à Versailles. Thiers devait répondre à une question précise. Bien que dans son esprit, cette réponse soit négative, Thiers veut s'entourer de précautions et déguiser sa décision déjà fermement prise, en soumettant la lettre d'abord au Conseil des Ministres, puis à la Commission des quinze députés qu'il s'était adjoints.

Thiers put alors rédiger sa réponse. Il prétendit que, puisque Blanqui devait être jugé à nouveau, il outrepasserait son droit en mettant l'inculpé en liberté, et il ajoutait : « Dans cette pénible position, j'ai du moins la confiance que les hommes qui ont osé vous arrêter ne seront pas assez pervers pour pousser leurs violences plus loin. »

Troisième négociation. Cette fois, l'impudeur de Thiers est démasquée aux yeux de E.B. Washburne, ministre des Etats-Unis à Paris et de W.B. Norcott, lord-maire de Londres, qui ont offert leur intercession. L'archevêque de Paris écrit un mémorandum où il déplore l'imprécision dans laquelle on le laisse des raisons évoquées contre l'échange des otages. Le mémorandum est remis à Flotte. Le 13 Mai, Flotte demande à Thiers de l'entendre. Il est reçu par lui. Afin que ceux qui doutent encore soient édifiés, nous reproduisons les deux entretiens qui ont lieu entre Thiers et Flotte.

Première entrevue du 13 Mai. « Si, dit Thiers, *la Commune commettait un pareil crime, ce serait monstreux. » « Il dépend de vous, Monsieur Thiers, de l'empêcher. » « Je ne demande pas mieux, mais donnez-moi la raison qui vous fait croire que la vie de Monseigneur soit en danger. »*

— » C'est la conduite inhumaine que les généraux de Versailles tiennent envers les combattants de la Commune. » « M. Thiers me regarda un instant, raconte Flotte, et reprit : « Cette question d'échange a déjà été deux fois agitée au Conseil. Sans l'autorisation du Conseil des généraux, je ne puis rien... Je ne connais pas M. Blanqui ; on le dit intelligent et très dangereux, il appartient au parti extrême de la Révolution. »

Deuxième entrevue du 14 Mai. Thiers dit aussitôt à Flotte que rendre Blanqui à l'insurrection c'est lui envoyer une force égale à un corps d'armée. « Je fis observer à M. Thiers qu'il y avait d'autres prisonniers à Mazas et que, s'il voulait consentir à rendre Blanqui, la Commune rendrait tous les otages. M. Thiers s'y refusa. Eh bien, dit Flotte, *voulez-vous me donner votre parole que vous allez signer l'ordre de faire élargir Blanqui, je vous amène ici demain les soixante-quatorze otages. » Car Flotte avait reçu la parole de Rigault qu'il était prêt à remettre tous les prisonniers en échange de Blanqui. « Devant cette détermination bien arrêtée de Thiers, je n'avais plus — écrit Flotte — qu'à me retirer. »*

C'est donc avec une détermination bien arrêtée que Thiers condamnait à mort son ami personnel l'abbé Deguerry et les autres soixante-treize otages dont le sang retombe sur sa tête. Il pouvait les sauver, décidé d'exploiter la mort des otages afin de justifier des représailles et le meurtre de milliers de membres de la Commune.

L'histoire de France a ratifié le jugement d'ignominie qu'encourt le dessein de Thiers : ce dessein apparaît dans les deux entretiens avec Flotte. Le visage de Thiers est mis en plein lumière, lorsqu'on le rapproche de celui d'Eugène Varlin : deux hommes, deux races. Et qui incarnent deux courants : l'un de pureté héroïque, l'autre d'astuce spéculative. Comme à la vilenie et à l'hypocrisie de Thiers s'oppose la grandeur de Blanqui, que cette antithèse rend plus singulière et plus insigne.

EDOUARD DOLLEANS.

A la lumière du désastre de 1940, de la crise politique qui précéda la guerre, de quatre ans de régime vichyssois, on comprend mieux l'attitude de Blanqui en 1870 - 1871. On comprend mieux aussi les causes profondes de l'insurrection du 18 mars.

En ce sens, cet ouvrage est d'actualité *malgré son caractère rigoureusement historique et chacun pourra faire les rapprochements qui s'imposent.*

Il a été composé sous la botte nazie et certains chapitres, au bruit même des bottes de soldats hitlériens, hôtes indésirables imposés à l'auteur.

Celui-ci s'est trouvé, par ailleurs, dans l'impossibilité de faire les recherches supplémentaires qu'il envisageait et il n'a pu, comme il le désirait et comme il l'avait fait dans son manuscrit original, donner au fur et à mesure ses références.

Malgré cela, l'ouvrage est livré tel quel au public qui, nous l'espérons, lui fera bon accueil.

CHAPITRE PREMIER

L'AFFAIRE DE LA VILLETTE
(14 Août 1870)

PRESSENTIMENTS DE BLANQUI. SON OPINION SUR LA GUERRE

Le 7 mai 1867 s'ouvre à Londres la conférence des grandes puissances. Elle a pour but de régler la question luxembourgeoise posée imprudemment par l'empereur Napoléon III et qui est devenue la pomme de discorde entre la France, les Pays-Bas et l'Allemagne.

Auguste Blanqui, alors en exil à Bruxelles, ne se fait aucune illusion sur cette tentative d'accord. Le jour même où les diplomates commencent la discussion, il écrit :

Malgré la conférence de Londres, je crois la guerre certaine dans un délai plus ou moins rapproché. Ce serait tout de suite sans l'exposition dont l'avortement serait un sujet de colère violente dans tout le monde industriel et dans la bourgeoisie parisienne. Mais, en dépit même de cette raison, je doute que l'ajournement soit long. Malgré les paroles de paix, les armements et les préparatifs continuent de part et d'autre.

Pour souligner la portée de ces prévisions, il suffira de citer de Moltke écrivant la veille même de la Conférence :

La question du Luxembourg n'amènera probablement pas d'hostilités, rien ne nous serait plus agréable qu'une guerre qui, malgré tout, ne se peut éviter.

Le 16 mai 1867, Blanqui répète à son correspondant Lacambre :

La guerre est certaine dans un temps donné, lequel ne sera pas très long. Si Bon. [Bonaparte] ne la fait pas, il est perdu. Après un déclin progressif de la France, cette chute brusque a porté dans tous les esprits la plus violente irritation. Sans distinction de parti, chacun sent l'abaissement immense qui vient de faire descendre le pays à un niveau que l'on ne supposait pas possible. Après Sadowa, l'humiliation du Luxembourg est le coup de grâce. L'avenir est noir.

Le 8 août 1868, Blanqui estime toujours la situation extérieure « très grave ».

La guerre est certaine pour l'automne. Elle va éclater peut-être d'ici un mois. La Belgique sera l'alliée de Bon. [Bonaparte] et il sera maître ici, absolument comme à Paris. Qu'allons-nous devenir?

Blanqui envisage avec inquiétude la situation délicate qui en résultera pour ses amis et lui réfugiés en Europe :

Il faudra peut-être déguerpir du continent, car il n'y a guère moyen d'aller en Espagne par le temps qui court. La perspective d'une révolution dans ce pays fuit devant les yeux comme un mirage. La Suisse ne tolérera pas non plus d'étrangers suspects au Bonap. Peut-être sera-t-elle entraînée dans la guerre. Nous perdons pied sur le continent. La position n'est pas gaie.

Le 9 août 1868, Blanqui voit les symptômes de guerre s'accentuant chaque jour davantage et il croit possible un coup de théâtre pour le 15 août. Mais le 15 août se passe et il constate qu' « on beugle la paix plus haut que jamais ». Il n'est pas dupe de ce tapage :

Chacun sait que cela ne prouve rien. On va donc rester en plan sur l'expectative.

Le 19 septembre 1868, la guerre lui paraît toujours « certaine » et en juillet 1870, il la considère avant tout comme la manœuvre de diversion à laquelle Napoléon III est acculé « pour se défaire de la Révolution ». Il y voit aussi une provocation de la part de Bismarck, l'homme qui depuis Sadowa « préparait dans l'ombre et le silence l'invasion et la destruction de notre pays ». Pour le surplus, il qualifie d'abominable « ce traquenard Hohenzollern » dans lequel Bismarck a attiré Bonaparte, lui tendant cette perche pour le noyer. Il s'élève également contre les excitations chauvines des journalistes, d'Emile de Girardin en particulier, « grand coupable » dont l'attitude révolte aussi son ami Arthur Ranc.

BLANQUI A PARIS
PREPARATION DE L'AFFAIRE DE LA VILLETTE

C'est dans cet état d'esprit et le cœur ulcéré par les désastres de Wissembourg, Frœschwiller et Forbach, peut-être aussi cette sombre perspective de démembrement de la France pressentie par lui dès 1864 que Blanqui débarque à Paris. L'atmosphère est trouble et fiévreuse. Un levain révolutionnaire fermente. Bakounine a reconnu qu'alors il n'écrivait pas moins de vingt-trois lettres par jour pour pousser ses correspondants à l'action. De Locarno, « l'ouvrier en révolution » présage à Ogareff un « nouveau vingt-quatre » [24 février] tandis que d'Angleterre Marx et Engels, qui ne doutent pas de l'éclatement d'une Révolution parisienne, se demandent comment elle pourra mener à bien les tâches immenses posées à son activité. De fait, le 9 août, lendemain de la tentative insurrectionnelle d'Alerine, Combes et autres à Marseille, la réouverture du Corps Législatif eût pu marquer la chute de l'Empire sans la couardise de l'Opposition parlementaire et l'arrestation, le matin même, de Pindy, chef du Comité d'action qui s'était formé. Si Blanqui avait été à Paris ce jour-là, peut-être la République triomphait-elle, et Sedan était épargné à la France. La situation était révolutionnaire et il ne manqua qu'un mot d'ordre, de l'aveu d'Yves Guyot. Ce dernier écrit :

Les troupes qui étaient à Paris étaient hésitantes; le Corps Législatif tourbillonnait dans l'épouvante des malheurs qu'il avait amoncelés sur la France avec tant de légèreté; toute la population sentait enfin que la République seule pouvait nous sauver ; le fruit était

pourri; au moindre vent d'orage, il tombait. Ce qui a manqué ce jour-là, c'était un mot d'ordre.

Le 11 août au soir, une soixantaine de délégués de la Fédération ouvrière parisienne, réunis chez Crémieux, demandaient aux parlementaires républicains de donner le signal du mouvement. Les députés se refusèrent à cette initiative et Eugène Pelletan ne craignit pas d'ajouter qu'il fallait attendre de nouveaux revers pour agir. C'est le 10, au milieu de ces pressions tentatives et pourparlers en vue de renverser l'Empire que se place le rappel de Blanqui. On ne peut donc point dire que les chefs blanquistes parisiens se montraient écervelés en demandant au « Vieux » d'intervenir et à leurs groupes de combat d'entrer en lice. Ils supposaient, a écrit Blanqui, « que la gravité de la situation et les tumultes des jours précédents seraient des motifs suffisants pour rallier les masses ». Ils ne s'apercevaient pas qu' « un certain découragement avait succédé aux émotions impuissantes des premiers jours », que les idées « prenaient un autre courant », qu'elles « tournaient au soupçon, à la crainte exagérée de l'espionnage prussien », et que la police, « avec autant de succès que de perfidie » poussait à « ces terreurs puériles » qui détournent le peuple de l'action révolutionnaire. Par ailleurs, ils étaient impatients d'agir et faisaient valoir la chute catastrophique des effectifs de la petite armée blanquiste, laquelle était tombée de deux mille cinq cents hommes à mille cinq cents, puis à mille et se trouvait maintenant réduite à quatre ou cinq cents fidèles. Encore craignaient-ils que ces derniers, devenus sceptiques par une action mise une fois de plus en veilleuse malgré le tragique des circonstances, ne se découragéassent. Bref, si l'on restait inactif, ils voyaient les groupes de combat frappés à mort. La police aussi commençait à les inquiéter. Ils la sentaient redoublant de vigilance et capable de déceler leurs plus récents préparatifs.

C'est que Granger et Eudes, les deux lieutenants de Blanqui, en étaient revenus à l'idée d'une tentative sur le fort de Vincennes et qu'ils avaient pris leurs dispositions en conséquence. Ils s'étaient assurés des intelligences dans la place. Ils avaient visité le fort dans ses coins et recoins, en avaient dressé un plan minutieux. Ils connaissaient l'emplacement et la force des postes, savaient combien il restait d'hommes les dimanches et les jours de fêtes. Ils pouvaient dire combien de temps il faudrait pour parvenir aux dépôts d'armes en empruntant tel ou tel couloir. Ce n'est pas tout : un dispositif d'attaque avait été mis au point pour un jour de grande sortie, la place étant vidée mais les groupes d'artilleurs amis restant au contraire. Le pont-levis enlevé, chacun des blanquistes se précipitait au poste désigné d'avance. Tout était réglé comme un mouvement d'horlogerie et la prise du fort apparaissait des plus facile.

En prévision de l'affaire et de ses suites, Granger avait sacrifié dix mille francs, son modeste patrimoine, pour l'achat de trois cents revolvers et la fabrication de quatre cents poignards en acier que forgea un mécanicien de la conspiration. Le gros fut entreposé impasse Jouvence, rue d'Alésia, à Montrouge, logis loué par Eudes. Une caisse fut portée chez un nommé Octave, 60, rue d'Aboukir.

C'est dans le logis d'Eudes qu'un « conseil de guerre » se tient dans la soirée du 12 et la journée du 13 août. Outre Blanqui sont présents : Eudes, Granger, Breuillé, Regnard, Caria, Tridon, Pilhes qui habite le voisinage, toujours fort et énergique malgré son âge,

et « le père Flotte » qui, à l'appel de Blanqui, a quitté son grand restaurant de Los Angelès en Californie, dès le début de la guerre.

Blanqui écoute ses jeunes lieutenants lui démontrer la nécessité d'intervenir et lui exposer en détails le coup projeté à Vincennes. Il discute et s'affirme « pour l'expectative, pour la collaboration fatale des faits ». Sa vieille expérience s'oppose à l'impatience de ces jeunes qui insistent, comme d'autres avaient insisté avant le 12 mai 1839, car ils veulent se battre à tout prix. Une discussion assez vive s'engage, bien que tous vénèrent Blanqui, reconnaissent son sens politique, admirent ses capacités dans l'art de l'insurrection. Le « Vieux » montre le danger de l'entreprise, ne voit pas le fort pris aussi facilement, présume que les partisans alertés seront saisis dès leur entrée, puis fusillés dans les fossés. Eudes, très excité, persiste, parle haut, s'agite. Blanqui est contraint de lui conseiller « s'il tient tant que cela à mourir, de monter au troisième étage de la maison et de se jeter par la fenêtre ». On discute à nouveau et Blanqui demande où en est la classe ouvrière, si elle fait preuve d'élan révolutionnaire, car il ne veut pas se laisser surprendre étant tout frais émoulu à Paris, n'ayant pas eu le temps de s'informer *de visu*. Tous affirment que les faubourgs n'attendent qu'un signal. Alors Blanqui se décide pour l'action, sans plus, se réservant pour les modalités. Il ordonne de prévenir les affiliés à se tenir prêts au premier signal et fixe au lendemain matin sept heures, au même lieu, l'ultime conseil de guerre.

Le dimanche 14 août, passage Jouvence, à l'heure convenue, l'étonnement est grand parmi les lieutenants de Blanqui. Ils ne sont plus en face d'un petit vieux réticent qui suppute et tergiverse, mais d'un chef plein de cran, toujours calme, toujours paisible il est vrai, mais qui commande, ordonne, impose sans rémission, d'une voix brève, d'un geste incisif, les yeux comme des charbons ardents. Il se lève dans le silence et fixe le combat pour l'après-midi. Il repousse le coup de main sur Vincennes comme présentant des chances de collision avec l'armée qui doit être ménagée en tant qu'auxiliaire de la Révolution. Il trouve aussi le lieu trop excentrique et n'offrant aucune chance d'entraîner le faubourg Saint-Antoine. Et puis des défections inattendues se sont produites, la garnison a été renforcée.

A la Rotonde, dans le quartier ouvrier et révolutionnaire de La Villette, non loin du bouillant Belleville, il y a une caserne de pompiers dont on se saisira des armes par surprise car, plus encore qu'avec la troupe, il faut éviter une collision avec les pompiers, « corps aimé et estimé des Parisiens, étranger aux luttes civiles, et réputé même pour ses idées démocratiques ». La caserne enlevée, on répartira les fusils, puis on prendra une autre caserne et on parcourra les boulevards extérieurs en ralliant des insurgés. Le soir, on sera à la tête d'une armée révolutionnaire qui s'établira à l'Institut, afin de commander les bords du fleuve et de pouvoir évoluer facilement vers les Tuileries, la Préfecture de Police, l'Hôtel de Ville.

Blanqui ayant parlé si catégoriquement, si impérativement, personne ne formule d'objection. On se sépare pour donner les ordres et il faut faire vite afin d'être tous au rendez-vous vers trois heures, tous sauf Tridon qui, malade, ne pourra se trouver sur le terrain.

Sur la façon dont on réunit les hommes, l'heure où ils furent prévenus, les difficultés rencontrées dans cette entreprise, nous avons trois témoignages.

Le premier émane de Jules Vallès, non affilié aux groupes, mais

dont le nom est venu l'un des premiers sur les lèvres de Blanqui parmi ceux qu'il convient d'avertir. Le 14, vers dix heures du matin, Vallès est prévenu par Brideau, son ancien élève du lycée de Caen, devenu étudiant en droit puis ouvrier graveur à Paris, membre d'une section blanquiste depuis trois ans, « grand gaillard à figure toute blême enfouie dans une grosse barbe noire, des lunettes d'étudiant allemand, un chapeau de bandit calabrais ». Vallès déclare qu'il ne veut pas avoir sa « part de responsabilité dans une tentative qui avortera, et dont le seul résultat sera d'envoyer de braves gens à Mazas et aux Centrales ». Vingtras sera cependant sur le terrain en spectateur et prêt à intervenir — on le suppose — au cas improbable où l'affaire tournerait favorablement.

Le second témoignage vient de Breuillé. En qualité de chef de section, Breuillé avait à prévenir vingt-cinq hommes. Ceux-ci se sont fait tirer l'oreille. Ils objectent que sous peu la population sera armée par suite de la formation de la garde nationale, qu'il est donc inutile de devancer l'heure. Quatre toutefois acceptent le rendez-vous mais, finalement, sur les vingt-cinq, Breuillé se trouve seul présent.

Emmanuel Chauvière, le futur député, fournit le troisième témoignage. Il était dans le XIV[e] arrondissement et ne fut prévenu qu'au dernier moment par Granger qui lui remit un revolver et un paquet de cartouches en lui disant : « Allons, vivement, ne perdons pas de temps ! » Granger héla un fiacre, poussa Chauvière dedans et donna au cocher l'adresse du boulevard de La Villette. Le fiacre s'arrêta devant la gare de l'Est, juste le temps de prendre un cognac chez un marchand de vins et la voiture fit halte à quelques mètres de la caserne des pompiers.

Vers trois heures, sur le boulevard, près du pont du canal se réunissent lentement une centaine d'hommes, selon Blanqui, soixante-dix à quatre-vingts d'après Rochefort, soixante à quatre-vingts d'après Taxile Delord et le *Moniteur*, soixante d'après Tridon. Il fait un beau soleil et de nombreux promeneurs endimanchés dissimulent le rassemblement. Un saltimbanque en maillot, installé à quelques pas du poste des pompiers, entrecoupe ses boniments de roulements de tambour et de jonglement de baguettes. Il est le centre de quelques curieux attirés par ses tours. Blanqui arrivé le premier sur le théâtre de l'affaire et qui est maintenant près du bateleur comprend le parti qu'on peut tirer de l'auditoire pour mieux dissimuler le rassemblement de ses hommes. Il fait avertir ceux-ci de grossir le cercle des curieux, cependant qu'Eudes et Vallès, d'autres certainement, échangent des signes de reconnaissance. En dehors des initiés, personne ne se doute que la caisse du saltimbanque qui bat pour ameuter les badauds, battra bientôt la charge pour les émeutiers.

L'ECHAUFFOUREE DU 14 AOUT 1870

Vers trois heures et demie Blanqui donne le signal et Eudes crie: « En avant ! » Au petit pas, sans tumulte, en suivant une contre-allée, les sectionnaires se dirigent vers la caserne. Pour arriver au corps de garde, il leur faut faire un brusque détour à angle droit et descendre sur la chaussée, ce qui alarme la sentinelle. Elle appelle aux armes et veut empêcher d'entrer. Premier mécompte, car il est désormais impossible de se saisir des armes par surprise.

Le poste est sur pied pendant que Granger et Chauvière se battent avec la sentinelle. Il était convenu de ne faire aucun mal aux pompiers mais il se trouve que dans l'échauffourée la sentinelle est blessée légèrement d'un coup de revolver parti on ne sait d'où. Autre mécompte.

Voici maintenant Blanqui, Eudes, Brideau et autres, — une dizaine environ —, qui pénètrent dans la cour et entrent dans le poste. Ils peuvent, en abusant de leur nombre, s'emparer des fusils de vive force. Fidèles au mot d'ordre d'éviter la collision, ils parlementent pour les obtenir de bon gré. Les baïonnettes, les fusils sont braqués sur Blanqui lequel calme, tranquille, rassure les soldats, les engage à se joindre aux insurgés, à livrer leurs armes afin de contribuer au renversement de l'Empire, à la proclamation de la République, seul moyen de mettre la nation en état de repousser l'invasion. Mais le poste ne se laisse pas circonvenir et l'on perd du temps. Nouveau mécompte car, au bruit de la lutte, les agents d'un poste de police voisin accourent et se précipitent sabre au clair sur les insurgés restés dehors. On tire des coups de feu. Aussitôt Blanqui, Pilhes, Granger et Breuillé sortent du poste, Eudes sort de la cour intérieure où il est parvenu. Tous prennent part à la mêlée. Elle est rude mais dure peu et tourne au profit des insurgés qui contraignent les policiers à fuir laissant un mort et deux blessés sur le terrain.

Pendant qu'ils vont chercher du renfort, Blanqui rentre dans le poste. Les pompiers n'ayant pas prêté main-forte aux agents et la bagarre étant favorable aux assaillants, il croit pouvoir obtenir les armes, cette fois. Vains efforts et nouvelle perte d'un temps précieux. Blanqui trouve en face de lui le lieutenant Cottrey, chef de poste qui, prévenu, vient d'arriver et s'oppose énergiquement à la livraison des armes. Comme il ne veut pas recourir à la force contre les pompiers, conformément à l'engagement pris, Blanqui n'a plus qu'à se retirer. C'est ce qu'il fait et, à ce moment, il a pleine conscience d'avoir perdu la première manche de l'affaire.

Reste à se diriger sur Belleville par le boulevard, en appelant les citoyens aux armes. C'est ici que se place le plus cruel mécompte de l'aventure. Tandis que les insurgés parcourent le boulevard, les armes à la main, en criant : « Vive la République ! Mort aux Prussiens ! Aux armes ! », ils ne trouvent aucun écho dans la foule. Pas un bruit, pas un mot, pas un geste. La population, selon le mot de Blanqui, paraît « frappée de stupeur ». Attirée tout à la fois par la curiosité et retenue par la crainte, elle se tient immobile et muette, adossée des deux côtés aux maisons. Du coin des rues, on aperçoit des gens amassés à plusieurs centaines de mètres et n'osant approcher. Les sergents de ville se tiennent au loin, le boulevard reste complètement désert. C'est le vide. Et l'émeute, de l'avis de Blanqui, n'entraîne « pas une seule recrue ».

Après la place du Combat, quand on a dépassé le lépreux « fort Monjol », vers le bas de la rue Rébeval et le haut de la rue de Sambre-et-Meuse, il faut bien se rendre à l'évidence : l'affaire est manquée. Blanqui, Eudes et Granger arrêtent la colonne et tirent la triste leçon du mouvement. Ils disent :

Nous n'avons pas les fusils, et puis vous voyez que personne ne se joint à nous. Nous ne pouvons rien sans le peuple! Avant dix minutes, notre petit noyau va rencontrer des chassepots contre lesquels nos revolvers ne signifient rien. Il faut nous séparer. Le terrain

est libre, nul n'inquiétera notre retraite. Cachez vos armes et dispersez-vous à travers les rues voisines.

Il n'y a pas d'opposition. On abandonne trois fusils pris aux pompiers, on met les revolvers et les poignards en poche, on se disperse sans obstacle tandis qu'aux abords de la caserne les curieux attroupés se trouvent frappés, assommés, arrêtés à tort et à travers par la police survenue tout à coup.

SUITES DE L'ECHAUFFOUREE
CALOMNIES, PROCES, DEMARCHES

C'est cette intervention brutale qui fut transformée par une partie de la presse en une manifestation de la foule indignée contre les insurgés, traités pour les besoins de la cause de « provocateurs » et de « Prussiens ». On alla jusqu'à dire que la population s'était ruée sur les émeutiers à coups de pied, à coups de poing et à coups de triques, les malmenant de telle façon que la police aurait eu beaucoup de peine à les protéger contre l'indignation publique. Les choses sont bien différentes si l'on en croit Blanqui. D'après lui, pas un insurgé ne resta devant la caserne; la troupe partit au complet sur le boulevard. Il insiste à ce sujet, écrivant d'abord :

Tous les insurgés se sont éloignés ensemble de la caserne des pompiers. Ils n'ont pas laissé un homme en arrière...

Puis, parlant des premiers accusés traduits en conseil de guerre, il déclare qu'ils étaient « aussi étrangers à l'insurrection que le grand Turc », ajoutant :

On les a ramassés pêle-mêle devant la caserne des pompiers, où, depuis une heure, il ne restait plus un seul insurgé.

Ce ne fut pas du reste sur ce seul point que les journaux déformèrent à plaisir la vérité. Tandis que les feuilles réactionnaires rendaient responsable de l'affaire l'organisation blanquiste, les feuilles d'opposition, le *Temps* en tête, racontaient que l'échauffourée était l'œuvre d'agents prussiens désireux d'accroître les difficultés de la situation par des discordes civiles. Le *Temps* raconta aussi qu'un pompier, une femme et un enfant de cinq ans avaient été tués, alors qu'il n'y eut qu'un pompier blessé qui partit en convalescence à Saint-Étienne. Dans le *Moniteur,* il était dit qu'une « petite fille de cinq ans » était morte à la suite d'un coup de revolver dans le ventre et l'on faisait intervenir, après cinq heures « une foule de trois à quatre mille personnes » recherchant les émeutiers. On raconta également qu'Eudes était le meurtrier de l'agent tombé mortellement au cours de la mêlée. Mais il fut démontré devant le conseil de guerre que le revolver d'Eudes — pas plus que celui de Brideau — n'avait été flambé et, par la suite vers 1887 l'un des agents qui chargèrent les émeutiers ayant vu des affiches électorales au nom d'Eudes, alla voir celui-ci, ce qui permit à Eudes de dire en riant :

Je viens de passer une heure avec le sergent de ville que j'ai tué.

Il manquait la main de l'Internationale dans l'affaire; on la trouva par une coïncidence assez troublante. En effet, une réunion de l'Internationale devait avoir lieu rue de Flandre, non loin du théâtre de l'émeute, à peu près à l'heure du rendez-vous des insurgés. Par suite des menaces du commissaire de police au concierge de la salle, la réunion n'eut pas lieu et les citoyens qui étaient venus pour y assister

se dirigèrent en grande partie sur le boulevard de La Villette, discutant des affaires publiques. C'est ce fait qui permit à la *Gazette des Tribunaux* de parler des poignards « dits de l'Internationale » et au *Petit Moniteur* d'avancer que « le chef de l'attaque » paraissait être « un nommé Périn, un des chefs de l'Internationale ». André Léo signala ces faits — dont le rapprochement fait réfléchir — à l'*Egalité* de Genève, en faisant remarquer malicieusement que si l'Internationale n'avait pas pris part à l'affaire, elle n'en croyait pas moins y reconnaître la présence de Guérin, le délateur du procès de Blois. En tout cas, l'ouvrier sculpteur J.-B. Périn, trésorier de la 3e Commission Exécutive de l'Internationale, fut arrêté et englobé dans l'affaire et, pour avoir donné le signal de l'émeute, condamné par le Conseil de guerre à cinq ans de détention.

Des véritables acteurs du drame, deux seulement, Eudes et Brideau, tombèrent aux mains de la police, et encore par l'effet du hasard. C'est un mouchard amateur nommé Leleu qui, ayant entrevu le revolver d'Eudes sous son paletot pendant que les deux amis prenaient une consommation au café Soufflet, boulevard Saint-Michel, prévint les agents. On arrêta Eudes et Brideau le soir devant le Palais de Justice.

Après cette arrestation, l'impasse Jouvence fut fouillée. On y saisit des drapeaux rouges, divers signes de ralliement, des notes sur des administrations publiques et des troupes occupant les forts de Paris. On trouva surtout la carte de visite d'un domestique du prince de Mecklembourg-Schwerin, recueillie par Brideau dans une grammaire allemande achetée sur les quais. C'était là une bonne aubaine permettant d'étayer la thèse du coup de main provoqué par l'Allemagne.

On ne put mettre la main sur Blanqui que cacha tout d'abord le docteur Paul Dubois, puis Cléray, sur les instances de Ranc. Interrogés, les habitants de l'impasse Jouvence signalèrent la venue d'un « vieux monsieur », du « marquis » comme ils l'appelaient, répondant au signalement du chef vu sur le boulevard de La Villette. Maigre renseignement. On fit arrêter Victorine Louvet afin de l'intimider, et aussi de la tromper par des promesses d'acquittement d'Eudes, son compagnon, si elle révélait la retraite de Blanqui. Mais rien ne put lui arracher le secret qu'on lui avait confié.

Au Corps Législatif, le 17 août, Gambetta accréditant la thèse officielle, parla des « agents de M. de Bismarck » et demanda au ministre de la Guerre Palikao pourquoi ces agents n'avaient pas encore subi le châtiment dû à leur trahison. Le ministre fit appel à sa patience et rappela qu'une information était en cours, tout en dénonçant « les stipendiés de la Prusse » dont il avait en poche, affirma-t-il, les preuves de la trahison. Il n'avait rien, bien entendu, et personne ne le mit au pied du mur pour lui faire rentrer sa calomnie dans la gorge. Jules Favre, qui intervint après Palikao, réclama une « instruction minutieuse » et sans précipitation, insistant pour qu'on recherche la cause et les instigateurs de « l'agression sauvage et criminelle ».

Quant au général Trochu qui venait d'être nommé gouverneur de Paris, il demanda par voie d'affiche aux habitants de cette ville

...de contenir eux-mêmes et de faire justice par leurs propres mains de ces hommes qui ne sont d'aucun parti et qui n'aperçoivent dans les malheurs publics que l'occasion de satisfaire leurs appétits détestables.

Les accusations produites à la tribune étaient graves. En plein régime d'état de siège et dans l'exaspération causée par les revers, elle faisait présager une répression rapide et impitoyable. Au reste, dès le 16, deux jours seulement après l'affaire, on annonçait la convocation du Conseil de guerre chargé d'instrumenter. Le 20 août, le Conseil de guerre condamna le graveur Rolidat à cinq ans de travaux forcés, le garçon épicier Saint-Hubert à dix ans et Auguste Drest à la peine de mort. Le 23, l'employé de commerce H. Cahen, le monteur en bronze A. Brisset et Pierre Zimmermann étaient tous trois condamnés à la peine de mort. Tous ces malheureux frappés sur la foi de dépositions erronées étaient innocents. Quant au blanquiste Larregieux qui avait distribué aux affiliés une partie des armes entreposées rue d'Aboukir et qui avait été arrêté deux jours avant l'affaire, il fut condamné à cinq ans de détention. Tous les moyens employés par la police pour le faire parler ne purent avoir raison de son silence. Le 29 août, Eudes et Brideau comparurent à leur tour. Ils repoussèrent avec indignation les accusations infâmantes du commissaire du gouvernement. Eudes déclara avec véhémence :

Je n'ai jamais eu des relations avec la Prusse ni avec des princes prussiens. Je proteste contre la pensée d'avoir voulu favoriser les desseins de la Prusse. J'ai voulu repousser l'invasion et, pour cela, renverser d'abord l'Empire. J'ai pensé que le salut était là. Je proteste également contre toute intention d'avoir voulu commettre un meurtre individuel. Les traîtres à la Patrie et les assassins ne sont pas parmi les républicains. C'est une infâme calomnie que de prétendre que j'étais de connivence avec les Prussiens. Je mets quiconque au défi de prouver rien de semblable. J'ai agi avec toute mon ardeur de patriote, pour la France et pour la République. Si c'est ma tête que vous voulez, prenez-la; mais ne me déshonorez pas!

De son côté, l'officier de pompiers qui déposa dit loyalement : *Condamnez-le pour ses idées, mais non pas comme un traître !*

Enfin, M. Balferdun, ancien député et ancien chef de bureau au ministère des Affaires Etrangères, fit le plus vif éloge de la loyauté et de la générosité d'Eudes.

Malgré d'autres dépositions favorables et la fière défense d'Eudes, la peine capitale n'en fut pas moins prononcée contre Eudes et Brideau. Il y eut encore une audience le 31 août, mais les désastres ne permirent point de terminer le procès. Cependant, il fallait sauver les condamnés à mort. Or, la Cour de Cassation confirmait les arrêts dès le lendemain, attendant à peine l'expiration des délais légaux. Le temps pressait donc. C'est bien pourquoi l'avocat d'Eudes, Benjamin Gastineau, par un subterfuge, avait déjà gagné vingt-quatre heures en prolongeant de dix minutes après minuit son temps de plaidoirie, trois jours francs étant requis pour se pourvoir en révision.

L'irréparable était d'autant plus à prévoir qu'Eudes et Brideau repoussaient tout recours en grâce présenté à l'Empire, et que leurs amis étaient décidés à n'avoir aucune faiblesse.

Rogeard, Alphonse Humbert, Regnard et Vallès se rendirent chez Michelet et obtinrent de l'illustre historien une lettre rendue publique adressée aux « chefs de la Défense » dans laquelle il demandait de surseoir aux supplices. George Sand intervint dans le même sens par une lettre qui n'a pas été publiée. En même temps, tout un écheveau de démarches se tissa. On courut chez les députés de Paris qui firent de vagues promesses. Gambetta, renseigné par Ranc, se ressaisit et

vit le maréchal de Palikao qui demeura intraitable. Dugué de la Fauconnerie, député de l'Orne, département d'origine de Brideau, vit l'impératrice. Adèle Esquiros, André Léo et Louise Michel portèrent au général Trochu la lettre de Michelet appuyée de nombreuses signatures, mais elles ne purent la remettre qu'au secrétaire du gouverneur de Paris. Ranc se rendit auprès d'Edouard Hervé pour faire toucher le ministre Jules Brame, et auprès de Clément Duvernois, ministre du Commerce, qui s'engagea à empêcher l'effusion de sang.

Le sang ne coula pas, en effet, et le « Vieux », le 2 septembre, remercia cordialement Ranc d'avoir sauvé ses deux « benjamins ».

CONSIDERATIONS SUR L'AFFAIRE DE LA VILLETTE

Que faut-il penser de cette malheureuse affaire de La Villette ? Taxile Delord considère que

...commettre des actes de guerre civile dans un pareil moment, s'attaquer au corps le plus populaire et le plus respecté de la garnison de Paris, ce ne pouvait être que l'acte de fous ou de gens soudoyés par les Prussiens.

Hippolyte Magen y voit une « coupable entreprise » et Jules Claretie une

...maladroite et coupable entreprise qui permit à l'Empire d'exploiter la légitime haine qu'avait la patrie contre l'étranger en répétant que les Prussiens poussaient les émeutiers.

Pierre Vésinier — qui cherche à atteindre Eudes, son adversaire, à travers le coup de main avorté — voit là une « entreprise sanglante et idiote », « une échauffourée aussi ridicule que cruelle ». Il ne comprend pas que Blanqui, « un homme politique qui avait la réputation d'être très intelligent », ait pu avoir l'idée d'une pareille entreprise et il ne voit pas « quel bon résultat » le vieux conspirateur pouvait en espérer. Cluseret, un autre communard, n'est pas plus tendre. L'affaire du 14 août est pour lui « un coup de tête bête ». Quant à James Guillaume, il estime que la tentative « ne pouvait réussir ».

Pourtant une chose certaine — comme nous l'avons montré — c'est qu'un mouvement était « dans l'air » et il y avait, dans l'armée même, des officiers républicains comme Rossel qui rêvaient d'expulser la clique des généraux incapables de l'Empire. On trouve une preuve surabondante des aspirations patriotiques et révolutionnaires qui suscitèrent le 14 août, dans le témoignage de Louise Michel. Un fait remarquable aussi, c'est que la veille de l'affaire, la Délégation des vingt arrondissements discutait de l'opportunité d'une « attaque à main armée », laquelle aurait été différée sur l'adjuration de Lullier. Il faut se mettre à la place des lieutenants blanquistes pour expliquer leur soif d'action. Ils appréhendaient d'être dépassés par d'autres fractions. Ils pouvaient craindre de perdre l'initiative du combat. Lourd et angoissant problème !

Le poète Gustave Mathieu, abordant Vallès le soir de l'affaire, traita les insurgés de « criminels » cependant que Regnard, peu indulgent pour ses amis, les traitait d' « imbéciles ». Ces épithètes sévères ne sont pas du goût de Vallès qui, pour avoir prédit l'échec, n'en refuse pas moins de jeter la pierre aux vaincus qu'il appelle « ces honnêtes et ces braves », tandis que Benoît Malon les qualifie de « républicains à la fois dévoués à leurs principes et à la patrie ». L'un d'eux, Breuillé,

vingt-trois ans après l'affaire, la justifiera sinon dans sa forme, au moins dans son fond :

La tentative de La Villette avait pour but de renverser l'Empire et de proclamer la République. Si elle avait réussi, si la population s'était jointe aux insurgés du 14 août, on eût peut-être évité de nouveaux désastres et l'on eût à coup sûr pris assez tôt des mesures énergiques pour la défense de Paris. On eût pu proclamer la République quinze jours plus tôt et donner à l'organisation militaire une impulsion plus rapide.

Il ne semble pas qu'on puisse rétorquer cette argumentation qui a été en somme reprise par Jaurès. Le grand leader socialiste déplore que « la petite poignée de héros » qui tenta d'ébranler Paris ait été « comme engloutie dans la réprobation ou l'étonnement de tous ». Il se demande si le peuple, après une forte préparation républicaine et révolutionnaire, aurait commis cette méprise et il souligne que la République proclamée au 14 août 1870, Mac-Mahon ne marchait pas vers Sedan, son armée appuyée sur Paris changeait le cours des choses.

De son côté, Jules Claretie reconnaît qu'au 9 août pouvait triompher non point « la misérable attaque à main armée de La Villette qui eut lieu le 14 », mais

...une révolution pacifique, nationale, la France ressaisissant sa destinée, son armée, sa force vitale, absolument comme elle le fit en septembre mais trop tard, et lorsqu'elle avait une armée de moins et des milliers d'ennemis de plus.

C'est, au moins pour moitié, abonder dans le sens de Breuillé. Une autre preuve qu'un mouvement révolutionnaire mi-août 1870 était loin d'être une chose insensée, c'est que Marx et Engels, à la même époque, l'envisageaient comme possible. Engels pensait même que ce mouvement, en cas de réussite, n'aurait pas à désespérer à condition de faire vite. Mais, à la différence de Breuillé et Jaurès, l'ami de Marx demandait l'abandon de Paris et la poursuite de la guerre dans le Sud. Considération curieuse : dans une autre lettre, Engels fait à peu de chose près du 14 août la date limite où il croyait la victoire encore possible pour un gouvernement révolutionnaire.

Après toutes ces opinions, il est permis de noter celle du principal intéressé. Qu'en pense Blanqui ? Le « Vieux » soutient que l'affaire de La Villette se produisit à la fois trop tôt ou trop tard; trop tôt puisque le peuple n'était pas encore assez averti et excité par l'étendue du désastre, trop tard puisque le 14 août Bazaine avait commencé à se laisser bloquer dans Metz. Le « Vieux » formule cette opinion dans le récit donné un mois plus tard, à la veille de l'investissement de Paris. Avec une sincérité peu commune, Blanqui fait son examen de conscience :

Paris comprend que ces hommes ont voulu faire le 14 août ce qui s'est accompli le 4 septembre. Ils se sont trompés sans doute, l'heure n'était pas venue; il faut savoir la deviner, et, dans des questions si redoutables, la méprise, l'erreur de calcul, devient une lourde responsabilité.

« J'ai cru » *n'est jamais une justification. Jouer à faux, de son chef, la partie de la liberté peut-être d'une nation tout entière est une faute, souvent irréparable, dont rien ne saurait absoudre. Heureusement, cette faute n'était ici qu'un simple incident, bientôt disparu dans la tourmente. Il reste aux téméraires cette excuse : Les moments étaient précieux, les délais funestes.*

En effet, ils ont coûté au pays sa puissance militaire, qui a sombré dans le gouffre ouvert par Bonaparte.

Supposez la République proclamée le 14 août. Bazaine, sans doute, n'eût pas échappé au blocus, le mal était fait, mais les cent cinquante mille hommes de Mac-Mahon appuyés sur Paris, se changeaient en armée invincible.

Les Prussiens aujourd'hui seraient balayés.

On peut justement reprocher aux insurgés de La Villette un retard de huit jours. C'est le dimanche 7 août, au lendemain du désastre de Reischoffen qui avait soulevé Paris, qu'il fallait se précipiter sur l'Empire.

Le 14, il était trop tard ou trop tôt. La seule réponse possible, c'est que le chef de l'entreprise, surpris à Bruxelles par les nouvelles foudroyantes de l'Alsace et dépourvu de passe-port, a dû franchir à pied la frontière dans la nuit du 11 au 12 août. Cette excuse n'est pas valable. Quand on se mêle de politique sérieuse, on ne doit pas se laisser surprendre.

Mais enfin, on n'est pas vendu à la Prusse parce qu'on s'est attardé malgré soi et qu'on a mal pris son temps. Cette rigueur impitoyable, ces honteuses calomnies contre les hommes qui préfèrent les actes aux paroles, est une des misères de notre époque et un des plus tristes symptômes de la décadence.

Il y a loin, entre parenthèses, de cette auto-critique sévère à l' « apologie » dont parle Claretie. Mais ce que le chef — soucieux de prendre toutes ses responsabilités, même celles des autres — ne dit pas, par un sentiment de délicatesse qui l'honore, c'est qu'il était opposé à l'affaire, c'est qu'il obéit comme d'habitude à la volonté de ses disciples, c'est qu'il se laissa entraîner enfin par « l'impatience juvénile d'Eudes ». Du reste Granger, tant en son nom qu'au nom des instigateurs du coup de main, reconnaît en toute franchise que l'affaire de La Villette « ne fut qu'un pis-aller imposé par [leur] impatience à Blanqui ».

Cependant, on est en droit de critiquer Blanqui sur deux points. L'un a trait au brusque rejet de tous les minutieux préparatifs faits par Eudes et Granger pour leur substituer une solution trop improvisée. L'autre, c'est la fausseté de sa conception révolutionnaire. Il ne l'avoue pas parce qu'il ne la voit pas et c'est grave. Une fois de plus il retombe dans l'insurrection conçue suivant les vieilles méthodes, une fois de plus il confond le coup de main isolé d'une petite troupe à date et à heure fixes avec la Révolution d'un peuple entier, surgie du consentement de tous, à la suite d'un événement sensationnel, Révolution qui peut réussir plus facilement et plus vite si un parti ou une société secrète en prend la direction, mais qui n'en est pas moins marquée inexorablement au cadran de l'histoire.

Cette Révolution qui devait abattre l'Empire allait surgir exactement trois semaines plus tard. A cet égard, on doit considérer l'affaire de La Villette, selon le mot de Louis Combes, comme « le prologue d'une grande pièce ».

CHAPITRE II

LE 4 SEPTEMBRE 1870

LES PRODROMES DU 4 SEPTEMBRE

Le 2 septembre, c'est la capitulation de Sedan. Le jour même, vers six heures du soir, la nouvelle se chuchote à Paris dans les hautes sphères, mais c'est seulement dans la nuit du 2 au 3 que le ministre de la Guerre reçoit la première dépêche annonçant officiellement la capitulation. Déjà, en ville, circulent toutes sortes de rumeurs. Des attroupements se forment. La catastrophe est considérée comme certaine et l'on se demande ce qui va se produire.

Que font les ministres ? Paralysés par la gravité de la situation, ils ne parviennent pas à se mettre d'accord sur l'attitude à adopter au Corps Législatif pour la séance décisive qui doit se tenir dans la nuit du 3 au 4. Que font les députés de la gauche? Ils envisagent, il est vrai, la déchéance de l'Empereur mais ils s'empêtrent dans des négociations avec les libéraux pour le transfert des pouvoirs, sans qu'aucun fasse l'effort urgent indiqué par les circonstances pour établir la République. Le résultat est qu'ils s'acheminent vers le compromis d'un conseil de régence ou d'une commission investie « de tous les pouvoirs du gouvernement » ce qui, d'une façon plus ou moins voilée, prolongerait l'existence de l'Empire. Et pourtant, le parti bonapartiste à l'Assemblée est littéralement effondré, les ministres sont muets à leur banc et il ne se trouva qu'un député pour s'élever contre la déchéance.

Il est à peu près deux heures du matin, le 4, quand les députés quittent le Palais-Bourbon avec la perspective de la solution bâtarde envisagée et que la séance prévue pour midi doit entériner, à moins... à moins que le peuple n'entre en scène pour faire entendre sa voix.

En fait, il est déjà intervenu. Le 3, entre 9 et 10 heures du soir, au moment où les députés de la gauche négociaient, des manifestations avaient eu lieu sur les boulevards et le 4 au matin, au moment où ils sortaient de la séance de nuit, une foule énorme massée place de la Concorde réclamait avec vigueur la déchéance. Qu'à cette pression instinctive du peuple s'ajoute l'orientation consciente donnée par un groupement politique, et les solutions de maquignonnage parlementaire rouleront comme des feuilles mortes, laissant la place libre

à la République. C'est ce qu'un observateur perspicace eût pu noter car, à l'heure où dans cette agitation la trame révolutionnaire se tisse, le fil rouge du blanquisme la traverse déjà.

PREPARATIFS BLANQUISTES

Les groupes d'action blanquistes sont pourtant sortis quelque peu désorganisés de l'affaire de La Villette. Le « Vieux » contraint de se cacher, a dû trouver un refuge chez Cléray à Brunoy, puis chez Sourd. Eudes et Brideau sont en prison, bénéficiant du sursis qui finalement les sauvera de la mort. Pilhes, recueilli par son ami A. Pescaire, occupe la chambre vacante d'un de ses compatriotes. Bon nombre d'autres, sous le coup de mandats d'amener, se terrent dans la capitale. Balsenq a surestimé sans doute leur activité quand il écrit qu'ils continuaient de voir leurs camarades car Granger a reconnu que le 3 il n'avait pas revu Pilhes depuis l'affaire de La Villette. Ces hommes, malgré tout, étaient prêts à saisir le moindre événement propice à leur cause et des indices qui ne trompent pas font penser que la plupart, le 3 septembre, étaient sortis de leur asile. En tout cas, si l'on s'en réfère à la déposition du commissaire Bellanger, c'est Ranvier, c'est Abel Peyrouton et autres « agents blanquistes » qui conduisirent la manifestation des boulevards dont les participants se donnèrent rendez-vous pour le lendemain. Il y avait là aussi, chose curieuse, Alexandre Raisant, un revenant des « Familles » ramené d'instinct à son blanquisme d'antan.

Au cours des enquêtes sur les événements, Glais-Bizoin fit allusion à des « sections insurrectionnelles », Mouton parla de conseils tenus dans la nuit du 3 au 4 auxquels assistèrent Delescluze et Blanqui, Jules Simon reconnut qu'un mot d'ordre fut donné. De fait, dans *Le Siècle*, le matin du 4, parut une sorte de convocation des gardes nationaux à la place de la Concorde pour l'heure d'ouverture du Corps Législatif.

Du côté des blanquistes nous avons les témoignages de Granger et de Balsenq. Le premier affirme que le 3 septembre Blanqui « avait alerté » ses chefs de section et leurs groupes. De plus, par la façon dont il conte la manifestation du 3 sur les boulevards, Granger, tout en reconnaissant son caractère spontané, n'en signale pas moins la part prise ensuite par Pilhes et par lui pour la « dériver » en en prenant la tête. C'est même Pilhes qui, en tirant un coup de revolver sur les agents qui chargeaient, arrêta comme par enchantement la trombe policière. Cournet, témoin de la scène, dira plus tard que ce coup de feu de Pilhes « a peut-être déterminé le mouvement et la victoire du lendemain où, à la première poussée de la foule, sur le pont de la Concorde, la police lâcha pied ».

Arthur Arnould reconnaît, lui aussi, qu'un mot d'ordre se répandait sur les boulevards une heure environ après la manifestation :

On se donnait rendez-vous pour le lendemain midi au Corps Législatif, en uniforme de la garde nationale.

Il cite même les recommandations qui étaient faites. Ranc, sans entrer dans ces détails, confirme en somme le fait. La concordance avec la convocation du *Siècle* saute aux yeux. D'après Ranc, toutefois, le mot d'ordre n'aurait été donné par personne, il serait « jailli de l'instinct de tous ».

Il est difficile dans de pareils moments de faire le départ du spontané et de l'ordonné. Balsenq, en tout cas, reconnaît avec Granger que la veille du 4 septembre, Blanqui avait donné des instructions pour que tous les blanquistes parcourussent les quartiers ouvriers en vue de préparer la manifestation du lendemain « dont il fallait faire coûte que coûte une révolution ». Il est vrai que Balsenq, dans le récit paru en même temps que celui de Granger, fixe dans la matinée du 4 la convocation par Blanqui de ses lieutenants; mais Balsenq ayant, postérieurement, donné le 3 comme date de cette réunion, a reconnu et pour ainsi dire rectifié la confusion chronologique qui s'était établie dans son esprit.

Quoi qu'il en soit, Balsenq signale que cette réunion eut lieu chez Pilhes, 220, faubourg Saint-Denis, et qu'Edmond Levraud, Granger, Lacambre, Tridon étaient à ce rendez-vous. Il précise, après avoir rappelé les directives générales de Blanqui, que les chefs de groupe devaient se trouver postés à deux heures « qui, au Cours la Reine, qui à l'entrée des Champs-Elysées, qui rue Royale, qui rue de Rivoli et quai des Tuileries ».

Ils avaient pour consigne de provoquer les bataillons de la garde nationale et la population qui se rendait là pour attendre les événements, à l'envahissement de la Chambre.

Ces renseignements très intéressants sont les plus détaillés qui ont pu parvenir jusqu'à nous. Ils pêchent néanmoins par omission puisque Gaston Da Costa nous apprend que la consigne était double : 1° envahir le Corps Législatif et forcer les députés de l'opposition à proclamer la République; 2° aller ensuite délivrer Rochefort à Sainte-Pélagie, puis Eudes et Brideau au Cherche-Midi.

Si l'on prend en considération cet ensemble impressionnant de témoignages et de faits, on ne peut évidemment se contenter de répondre avec Amédée Dunois qu'il « est plus que possible » que le 4 septembre ait été « voulu, organiser par ceux qui le firent ». On doit aller plus loin et souscrire à ce jugement d'un historien royaliste :

Il ne s'agit pas de nier la spontanéité du mouvement qui faisait affluer autour du Palais-Bourbon tant de Parisiens indignés; mais les mouvements populaires qui réussissent sont rarement sans préparation et sans guides. Ils paraissent n'en avoir pas eu, quand il n'y a pas de proportion entre l'obscurité des animateurs et la grandeur des événements, où ceux-ci disparaissent après les avoir déchaînés. La manœuvre qui décida de la journée fut d'inspiration blanquiste.

LES BLANQUISTES A LA CONCORDE ET AU CORPS LEGISLATIF

Le déroulement de la journée met en relief le rôle de premier plan joué par les blanquistes malgré leur faiblesse numérique. C'est ce qu'il nous reste à établir.

Le 4 septembre au matin, Paris est tranquille et calme. C'est dimanche et beaucoup de magasins sont fermés. La journée est belle.

Les splendeurs de l'été se marient aux douceurs de l'automne.

Par milliers des gardes nationaux se dirigent vers le rendez-vous. Des civils coiffés d'un képi, des ouvriers des faubourgs les rejoignent. La foule devient compacte et fait sur la vaste place la tache houleuse des grands jours, marquetée çà et là par les inévitables détachements

de troupe et de police que le gouvernement, inquiet, a mis sur pied. Il y en a aussi sur les quais voisins, sur le pont. Et la place du Palais-Bourbon est gardée par de l'infanterie et des dragons tandis qu'un bataillon de la garde nationale protège le palais lui-même.

Blanqui est là et ses hommes exécutent ses ordres. Vers une heure, Granger, Balsenq, Ed. Levraud — qui ne se sépareront pas de la journée — occupent leur poste de combat. D'autres tiennent les coins de la place. Gaston Da Costa, Jeunesse, Sornet sont mêlés à la foule qui s'est massée sur la rive gauche, menaçant de plus près le Corps Législatif. Au lieu de dire que les blanquistes sont « éparpillés un peu partout », il serait donc plus exact d'avancer qu'ils sont répartis en paquets sur divers points suivant les emplacements assignés. En tout, ils représentent quelques centaines d'hommes résolus et disciplinés appuyés d'environ deux cents étudiants et ouvriers qui avaient l'habitude de mener, de concert avec eux, les derniers combats contre l'Empire.

Les premiers cris de « Vive la République! » sont poussés par les blanquistes et c'est le trio Balsenq-Granger-Levraud qui prend la tête d'une vive poussée portant la garde nationale des faubourgs et une partie du flot populaire des environs de la rue Royale à l'entrée du pont, après rupture d'un important barrage de troupe.

Pour passer le pont, la masse doit culbuter deux rangs d'agents, la garde municipale à cheval qui occupe la chaussée puis, au bout, un triple cordon d'agents. La police résiste en vain; le torrent noie la garde, inonde les trottoirs, renverse le barrage et débouche quai d'Orsay. Balsenq à lui tout seul, au cours de ces opérations, désarme une dizaine d'agents sans qu'un seul ait l'idée d'opposer une résistance. La chose paraît incroyable mais on doit noter que les agents pâles, troublés, humbles, inquiets, s'excusaient et semblaient « se mettre de moitié dans le mouvement qu'ils ne se sentaient plus le pouvoir d'empêcher ».

Devant les grilles du palais, la foule se heurte à la troupe qui obéit mollement au commandement de « Baïonnette au canon ! » et finalement laisse passer. Balsenq franchit un des premiers les grilles aux pointes desquelles il laisse un pan de sa jaquette. La foule pénètre dans la cour d'entrée malgré la résistance des gardes nationaux de service qui, un moment, caressent les côtes de Balsenq voulant forcer la grande porte. Puis les manifestants s'infiltrent dans les couloirs, dans les salons et le trio blanquiste pénètre dans la salle des Pas-Perdus où les députés tentent de calmer la foule. Granger et ses amis se rendent alors parfaitement compte de la situation et sentent qu'il est impossible de songer à la Révolution, mais qu'on peut arracher la République.

Nous étions, — dit Granger, — *en présence de maîtres-fourbes qui avaient la prétention d'escamoter la République avant même qu'elle ne soit proclamée.*

Aussi. à chaque expédient des députés répondent les cris de « Vive la République ! » De guerre lasse, les représentants abandonnent les Pas-Perdus mais la foule « très modérée » refuse d'envahir la salle des séances, objectif immédiat des blanquistes. Du reste, toutes les issues sont gardées volontairement par des sentinelles qui se montrent rigoureuses dans les consignes qu'elles se sont fixées.

Granger, Balsenq et Levraud ne se rebutent pas, bien qu'aucun d'eux ne connaisse le Corps Législatif; ils en sont réduits à perdre

un temps précieux à tâtonner. Enfin ils enfoncent une porte et tombent en pleine conspiration orléaniste dans une salle de commission où le Centre-gauche s'est réuni. Thiers qui est là se fait apostropher et disparaît prudemment. Les recherches se poursuivent et font découvrir un couloir aboutissant à la salle des séances. Les jeunes blanquistes démontrent à des citoyens présents la nécessité de proclamer la République, puis exercent une forte poussée sur les gardes qui barrent la porte. Ils arrivent au seuil même de la Chambre et trouvent là des députés dont Kératry et Gambetta qui essaient de les arrêter. Ces députés sont bousculés et les envahisseurs descendent rapidement les gradins, en direction de la tribune. Aux sourires, aux rires mêmes qui les accueillent, Granger et ses amis s'aperçoivent alors qu'ils sont seuls, que personne ne les a suivis. Force leur est de battre en retraite et de rejoindre une bande de manifestants qu'ils entraînent cette fois aux cris de « En avant ! Vive la République ! ». La bande, blanquistes en tête, pénètre dans la salle des séances en même temps que la foule fait irruption par les autres issues. A la présidence occupée encore par Schneider, l'étudiant blanquiste Marchand, — rédacteur du *Candide*, — descendu en hâte d'une tribune, agite déjà la sonnette. Est-ce lui ou Granger, ou les deux dans le tohu-bohu qui prononcent la dissolution du Corps Législatif, la déchéance de l'Empire et proclament au nom du peuple la République ? On ne sait car ici Granger a donné de cet épisode deux versions différentes, celle où il reconnaît avoir parlé étant corroborée par le récit de Balsenq. Quoi qu'il en soit, un fait demeure : c'est le blanquisme qui a mis sa signature au bas de la décision la plus importante d'une journée préparée et conduite en grande partie par lui.

On sait ce qui se passe ensuite et nous n'avons rien à ajouter au thème classique. Après l'intervention de Gambetta tentant une fois de plus de calmer l'assistance, Jules Favre s'écria qu'il n'y avait plus qu'à se soumettre à la sentence du peuple et que la République devait être proclamée à l'Hôtel de Ville. C'est là que devait se dérouler le second acte du drame avec la formation d'un gouvernement de Défense nationale.

LES BLANQUISTES A SAINTE-PELAGIE ET A L'HOTEL DE VILLE

Les données manquent pour rendre compte de l'action blanquiste au cours de ce second acte. Blanqui, pas plus qu'aucun de ses partisans, ne s'est expliqué à ce sujet. Mais ce défaut d'explication trouve peut-être sa raison d'être dans le fait que, cette fois, le volontarisme révolutionnaire ne s'est point affirmé comme il eût fallu.

On a l'impression que l'obéissance au mot d'ordre de libération des prisonniers politiques a fâcheusement scindé le noyau blanquiste. Pendant que Gaston Da Costa et autres maîtrisent les gardes-forestiers du poste et les gardiens de Sainte-Pélagie pour délivrer Rochefort, Olivier Pain, Charles Da Costa, A. de Fonvielle, Vermorel, Duportal, Albert Goullé, J.-B. Clément et le père Caron, gérant du *Réveil*, des événements décisifs se passent à l'Hôtel de Ville, qui requièrent l'unité d'action de tous les blanquistes. Il est permis de penser que Blanqui présent à la maison commune et ses amis en trop petit nombre pour l'épauler fortement ne purent imprimer au courant révolutionnaire,

au milieu du désordre, cette allure rapide et irrésistible qui convenait. On peut estimer aussi qu'Etienne Arago qui précéda Gambetta à l'Hôtel de Ville et allait être nommé maire de Paris, s'employa de son mieux, en vieil adversaire de Blanqui, à battre en brèche l'influence de ce dernier.

Pendant plusieurs heures les escaliers, les salons, la grande salle, les fenêtres, les toits furent au pouvoir des révolutionnaires socialistes ou jacobins et Trochu a reconnu que ce qui devait être le Gouvernement de la Défense Nationale délibérait « dans un bouge ». La querelle des étendards réapparut comme en février 1848 et, tout d'abord, le drapeau rouge l'emporta. Mais finalement le drapeau tricolore eut gain de cause et, avec lui, le parti modéré.

Le gouvernement révolutionnaire constitué à grand'peine et dont les listes circulaient de mains en mains jetées par les fenêtres à la foule des manifestants, comprenait les noms de Blanqui, Flourens, Delescluze, Raspail, Félix Pyat, Rochefort et autres. Ce gouvernement avait pour lui la priorité de la constitution. Ernest Picard a reconnu devant l'Assemblée Nationale de 1871 que les hommes du Gouvernement de la Défense Nationale étaient des « usurpateurs » sur les hommes de la Commune, ce que souligne en ces termes le grand journal de la bourgeoisie :

Lorsque les représentants de la gauche allèrent à l'Hôtel de Ville installer un gouvernement provisoire, ce ne fut pas l'Empire déjà renversé dont ils prirent la place et s'ils furent des usurpateurs c'est contre les hommes de la Commune qu'on était en train de proclamer.

Les hommes du « bouge » purent supplanter Blanqui et ses colistiers grâce à l'initiative de Jules Ferry. Celui-ci, reprenant une suggestion de Ledru-Rollin, fit confier le pouvoir aux députés de la Seine y compris ceux qui, élus à Paris, avaient opté pour un département, de manière à englober Gambetta, Ernest Picard et Jules Simon. Habilement, les députés de la gauche s'assuraient ainsi la conquête du peuple parisien encore heureux d'être sorti d'un affreux cauchemar, tout en évinçant les personnalités marquantes et les leaders révolutionnaires, sauf Rochefort qu'il valait mieux « avoir avec soi qu'au dehors », selon le mot cynique de Jules Favre. Pour brocher sur le tout, abandonnant cette fois le principe primitivement invoqué, on plaçait à la présidence le général Trochu, militaire de capacité surfaite, larmoyant, bavard, clérical et têtu, celui que Victor Hugo, l'une des personnalités évincées, appellera le « Participe passé du verbe trop choir ». En fait, ce « conservateur prudhommesque » était plutôt taillé pour gouverner en temps de paix Belle-Ile-en-Mer, sa patrie, que la grande cité des Révolutions en des heures aussi graves.

Comme en 1848, la poussée populaire se trouvait donc confisquée au profit d'une douzaine de rhéteurs. Les blanquistes, après avoir gagné la première manche, perdaient la seconde. Il est vrai que le lendemain à dix heures, Eudes et Brideau étaient délivrés à la suite d'une manifestation de rue et d'une pression blanquiste au domicile d'Eugène Pelletan, membre du nouveau gouvernement. On vit Flotte, Granger, Balsenq, Breuillé, Th. Ferré, Verlet, Ranvier prodiguer des marques d'affection aux deux camarades libérés; on vit même Blanqui, d'ordinaire si réservé, sauter au cou d'Eudes. Mais ceci ne pouvait compenser cela. La joie de retrouver vivants et libres ceux qui avaient frôlé la mort ne pouvait faire oublier aux blanquistes l'amère réalité. Si, du point de vue général, ils n'avaient pas perdu tout à fait la

journée, d'autres n'en avaient pas moins escamoté tout le fruit de leurs efforts révolutionnaires. Les nominations de sympathisants ou partisans Arthur Ranc et Georges Clemenceau comme maires du IX^e^ et du XVIII^e^ et de Raoul Rigault comme commissaire spécial attaché au cabinet du préfet de police, de Gaston Da Costa comme secrétaire de ce dernier et, le 14 septembre, celle d'Alphonse Esquiros comme préfet des Bouches-du-Rhône, ne pouvaient constituer une fiche de consolation suffisante.

Le coup était dur, d'autant plus qu'aucun ne se faisait illusion sur les nouveaux gouvernants. A cet égard, on ne constate pas de divergence chez les combattants républicains et socialistes de toutes tendances. Le vieux Delescluze dit à Arthur Arnould, dès le soir du 4 septembre : « Nous sommes perdus » et à Henry Fouquier : « Le peuple est trahi ». « Jamais la République n'a couru de plus grands risques », s'écria Gustave Lefrançais de retour chez lui. « Tout est perdu ! » s'exclama J.-B. Clément et Lissagaray, libéré de la prison de Beauvais, répondit à Léo Frankel qui lui disait en débarquant à la gare du Nord qu'enfin la République était faite :

La République! Nous en sommes bien loin et celle-ci peut-être nous fusillera.

De son côté, Jules Vallès écrivit sur ses tablettes que le peuple avait

...fait la courte échelle à tout ce monde de politiqueurs qui attendaient depuis décembre 1851, l'occasion de revenir au ratelier et de reprendre des appointements et du galon.

Quant à Karl Marx, bien qu'à Londres, il portait le même jugement sur la situation. Le 9 septembre, il écrit :

La République est dans les mains d'un gouvernement provisoire composé en partie d'orléanistes notoires, en partie de républicains de la classe moyenne, sur quelques-uns desquels l'insurrection de juin 1848 a laissé son stigmate indélébile.

Blanqui ne pensait pas autrement et s'en est expliqué. Il voyait s'emparer du pouvoir, se substituer « au gouvernement pourri », se sacrer « arbitre de la France », à la faveur de l'indignation générale et par un coup de surprise « un groupe d'individus qui, sous l'Empire, s'étaient créé une popularité facile ». Il savait, par expérience personnelle, que ces hommes « étaient pour la plupart des bourreaux de la République de 1848 ». Avec tous « les vrais républicains », « ceux qui sous tous les gouvernements avaient souffert pour leurs croyances », il éprouvait une vive douleur à la vue de cette « usurpation des droits de la nation ». Sans doute aussi avait-il le cœur meurtri d'être traité en paria, lui, la cheville ouvrière de la journée, le vétéran des luttes républicaines, à l'heure où l'on fondait la République, car il n'était pas sans savoir ou sans deviner que le jeune Gambetta et les vieux chevaux de retour attelés ensemble au même char gouvernemental, avaient poursuivi systématiquement son élimination du pouvoir.

LES BLANQUISTES APPORTENT LEUR CONCOURS AU NOUVEAU POUVOIR

Mais le temps pressait. L'ennemi approchait. La France était menacée. Paris pouvait sombrer. Le patriote en Blanqui domina le partisan. Il refoula ses ressentiments, ses pressentiments aussi et

« pour ne pas diviser la nation », se rallia au gouvernement, apportant le concours de son parti « à l'œuvre de salut ». Il apporta ce concours sans conditions, ne lésinant pas, ne marchandant pas, n'envoyant pas une délégation pour réclamer ceci ou cela comme le fit la Fédération ouvrière de l'Internationale. Il se borna à prendre en considération et à faire prendre au sérieux la nature républicaine du gouvernement. Sa pensée se concrétise dans la déclaration suivante que signèrent dix-neuf de ses amis alors présents à Paris.

En présence de l'ennemi, plus de partis ni de nuances.

Avec un pouvoir qui trahissait la nation, le concours était impossible. Le Gouvernement sorti du grand mouvement du 4 septembre représente la pensée républicaine et la défense nationale.

Cela suffit.

Toute opposition, toute contradiction doit disparaître devant le salut commun.

Il n'existe plus qu'un ennemi, le Prussien, et son complice, le partisan de la dynastie déchue qui voudrait faire de l'ordre dans Paris avec les baïonnettes prussiennes.

Maudit soit celui qui, à l'heure suprême où nous touchons, pourrait conserver une préoccupation personnelle, une arrière-pensée, quelle qu'elle fût.

Les soussignés, mettant de côté toute opinion particulière, viennent offrir au Gouvernement provisoire leur concours le plus énergique et le plus absolu, sans aucune réserve ni condition, si ce n'est qu'il maintiendra quand même la République, et s'ensevelira avec nous sous les ruines de Paris, plutôt que de signer le déshonneur et le démembrement de la France.

Au bas de cette déclaration qui fut affichée figurent par ordre alphabétique : Balsenq, Blanqui, Casimir Bouis, Breuillé, Brideau, Caria, Eudes, Flotte, E. Gois. Granger, Lacambre, Ed. Levraud, Léonce Levraud, Pilhes, Regnard, Sourd, Tridon, Henri Verlet, Emile Villeneuve, Henri Villeneuve.

Vallès, que Blanqui voulait connaître depuis longtemps et auquel il avait donné rendez-vous, trouva le « Vieux » en frain de rédiger cette proclamation, un crayon à la main. Il en saisit tout de suite le caractère de trève.

La conversation suivante s'engagea :

— Vous trouvez que j'ai tort ?

— Dans un mois, vous serez à couteaux tirés !

— Alors c'est qu'ils l'auront voulu !

— Au moins, soulignez d'une phrase à accent votre déclaration tranquille.

— Peut-être bien... Que mettre, voyons ?

Ayant pris une plume, Vallès ajouta :

« Il faut dès aujourd'hui sonner le tocsin. »

— Oui, c'est une fin, répartit Blanqui.

Mais il se ravisa et se grattant la tête dit : « Ce n'est pas assez simple. »

Ce colloque prouve qu'en dehors des Internationaux et des blanquistes, les deux seules forces susceptibles de faire trébucher ceux qui tiraient les marrons du feu, il y avait bien quelques réfractaires au ralliement. Mais ils ne pouvaient que sombrer dans l'impuissance complète.

C'est probablement le même sentiment d'impuissance qui accabla

Blanqui après l'installation du gouvernement et qui détermina son attitude, celle de Delescluze et de la plupart des anciens irréductibles, les empêchant de donner cette « impulsion salutaire » dont parle Louis Dubreuilh. Tous ces hommes des mieux intentionnés, des plus résolus « dont un passé entier de lutte et de sacrifice inspirait la confiance et commandait le respect » auraient manqué alors, selon Dubreuilh, de « la claire vision des événements, la nette perception des actes de salut à accomplir ».

Dubreuilh est bien sévère après coup. Mais de Londres, à l'époque, Karl Marx jugeait avec plus d'indulgence les révolutionnaires parisiens. Il blâmait la branche française londonienne de l'Internationale qui poussait au renversement du Gouvernement provisoire, et fit déléguer tout spécialement Serrailler pour démontrer aux Parisiens susceptibles d'égarement les périls d'une tentative d'insurrection. Son opinion est nettement formulée dans ce passage du second Manifeste du Conseil général de l'Internationale :

La classe ouvrière française se meut dans des circonstances d'une difficulté extrême. Tout essai de renverser le nouveau gouvernement dans la crise actuelle, quand l'ennemi frappe presque aux portes de Paris, serait une folie désespérée.

De fait, pour expliquer l'attitude de Blanqui, il convient de se reporter quelques instants dans l'ambiance de ces jours graves. La vérité aveuglante, c'est que le vent n'était pas à la Révolution : il n'y fallait pas songer. D'abord, la population n'était pas encore vraiment réveillée du long sommeil de l'Empire. Ensuite, elle était dans l'euphorie, comme prise d'une « ivresse étrange », d'autant plus qu'aucune résistance sérieuse ne lui avait été opposée. Le mot magique de République éblouissait l'homme de la rue qui positivement en « jouissait » ; on l'a dit et c'est très juste. Par ailleurs, l'invasion en perspective préoccupait les esprits : on n'eût pas compris en de si graves circonstances un coup de force républicain contre une République naissante à qui rien encore ne pouvait être reproché. Comme l'écrivait G. Lefrançais, Blanqui lui-même fut pris. Et de surcroît, n'oublions pas la province, facteur que le « Vieux » — bien qu'il ne l'ait jamais exprimé — a dû faire entrer en ligne de compte ainsi qu'il l'avait fait en février 1848, plus même qu'à cette époque, car il jugeait la situation pire.

Dans ces conditions avec, d'une part, une « République bienvenue entre toutes » et « acclamée comme une délivrance » avec, d'autre part, « l'ennemi aux portes » Blanqui de même que les autres républicains éprouvés ne pouvait que s'incliner devant la situation. Il fit taire ses antipathies, ses défiances, ses rancœurs. Il offrit pour la défense du pays et de la République désormais indivisibles, le concours de son parti et de sa personnalité « malgré une profonde répugnance ».

Quoi qu'on puisse penser de ce geste, étant donné l'inexorable, il était loin de représenter un mince sacrifice. Blanqui et ses amis eussent pu s'en tenir sinon à l'hostilité, du moins à la réserve. Un grand nombre de lieutenants du « Vieux » penchaient pour cette dernière position. Ils furent surpris même de voir le vétéran irréductible, l'Intransigeance-incarnée accepter sans murmures de servir au nom de la République ceux qu'il reconnaissait avoir été « pour ainsi dire les créatures de l'Empire ». Mais Blanqui adjura ses lieutenants de cesser toute bouderie, de passer même complètement l'éponge.

Et comment ne se seraient-ils pas rendus à ses raisons en le voyant, lui, le républicain pur, le martyr des causes populaires, le grand calomnié, offrir sur l'autel de la patrie un si haut exemple de dévouement ?

CHAPITRE III

LE CLUB BLANQUI
LA PATRIE EN DANGER

LE CLUB BLANQUI

Avant même que fût affichée sa déclaration résumant, a-t-on dit, « la note vraie de l'opinion », Blanqui avait ouvert un club, le premier en date de ces « clubs rouges » qui allaient s'essaimer dans la capitale.

Il siégeait à l'entrée du boulevard Sébastopol, café des Halles Centrales, en la maison du 20, rue Saint-Denis englobée par la suite dans l'agrandissement des magasins de Pygmalion.

L'écrivain et journaliste conservateur J.-J. Weiss en a fait une description si vivante que notre devoir est de la reproduire.

Le club se tenait dans une petite salle du premier étage, au-dessus d'un café, club peu nombreux, grave et recueilli. Représentez-vous l'aspect de la Comédie Française, le jour où l'on y joue Racine et Corneille; comparez l'auditoire de ces jours-là à la foule qui emplit un cirque où des acrobates exécutent des sauts périlleux : vous aurez l'impression exacte qu'on éprouvait en entrant au club révolutionnaire de Blanqui, comparée à celle que donnaient les deux clubs en vogue du parti de l'ordre, celui des Folies-Bergères et celui de la salle Valentino. C'était comme une chapelle consacrée au culte orthodoxe de la conspiration classique où les portes étaient ouvertes à tout le monde, mais où l'on ne sentait l'envie de revenir que si l'on était un adepte.

Après le maussade défilé des opprimés qui se présentaient chaque soir à la tribune pour dénoncer invariablement, celui-ci la conspiration des banquiers contre le peuple, celui-là son chef de bureau, cet autre un administrateur des chemins de fer, le prêtre du lieu se levait, et sous prétexte de résumer les griefs de son client, le peuple, représenté par la demi-douzaine d'imbéciles prétentieux et furieux qu'on venait d'entendre, il exposait la situation.

L'extérieur était distingué, la tenue irréprochable, la physionomie délicate, fine et calme, avec un éclair farouche et sinistre qui traversait quelquefois des yeux minces, petits, perçants, et, à leur état habituel, plutôt bienveillants que durs; la parole mesurée, familière et précise, la parole la moins déclamatoire que j'aie jamais entendue avec celle de M. Thiers. Quant au fond du discours presque tout y

était juste. J'avais pour voisin, au Club des Halles, un jeune rédacteur du Journal des Débats, *très conservateur comme j'ai l'honneur d'être moi-même, qui débutait alors et qu'on remarquait beaucoup pour la sagesse ou la maturité de son esprit. Combien de fois ne l'ai-je pas entendu soupirer au moment où Blanqui faisait un exposé quotidien des événements du siège, des fautes du gouvernement, des nécessités de la situation : « Mais tout cela est vrai! Mais c'est qu'il a raison! Mais quel dommage que ce soit Blanqui! » Je le pensais comme lui, je le disais comme lui, mais je ne soupirais pas. La vérité est bonne, de quelque côté qu'elle vienne.*

Voici, d'autre part, un aperçu de la séance d'ouverture tel que nous le donne Maxime Vuillaume.

Très peu de monde quand nous entrons. Les fidèles. Eudes, Brideau... Edmond Levraud, Breuillé, Balzenq... Albert Regnard... Caria, Oudet, Edouard Roullier, Granger... Une cinquantaine d'autres.

Assis sur le rebord du billard, Moutard, mon ancien professeur de mathématiques à l'institution Barbet et à Sainte-Barbe. Moutard, alors jeune ingénieur, a refusé le serment au Deux-Décembre. Plus tard, professeur à l'Ecole Polytechnique, inspecteur général des mines. Il est venu là en curieux, comme J.-J. Weiss vient, lui aussi.

Où est Blanqui?

Une table en bois blanc, haussée sur une estrade. Je m'approche. Tridon cause avec un petit homme au nez fortement busqué, le visage rasé, la tête un peu penchée, l'œil noir extraordinairement perçant.

C'est lui.

Je m'approche. Tridon me serre la main, dit mon nom.

Déjà, à la tribune, devant la table, un homme parle haut. La chevelure rebelle, la parole nerveuse, le geste violent. C'est Lullier, l'ancien lieutenant de vaisseau. Habitué, comme nous tous, de chez Glaser, où il vide, chaque soir son carafon de cognac.

— Citoyens...

Lullier se penche, désigne du doigt Blanqui, qui cause toujours avec Tridon, moi à côté d'eux.

— Citoyens... ce vénérable vieillard...

Blanqui s'est dressé.

Son regard dur comme l'acier, luisant comme un tison, s'est dirigé sur Lullier... Lui! Lui!... Un vénérable vieillard!... Une vieille barbe! Ah! ce regard!

Lullier, tout décontenancé, balbutie quelques mots et disparaît.

A son tour, Jules Vallès, le réfractaire et l'Insurgé, le « candidat de la Misère », l'écrivain de la « Fédération des Douleurs », donne son impression sur Blanqui, quand pour la première fois il le vit à son club.

Un petit vieux, haut comme une botte, perdu dans une lévite au collet trop montant, aux manches trop longues, au jupon trop large, est en train de ranger quelques papiers sur la table.

Tête mobile, masque gris; grand nez en bec, cassé bêtement au milieu; bouche démeublée où trottine, entre les gencives, un bout de langue rose et frétillante comme celle d'un enfant; teint de vitelotte.

Mais, au-dessus de tout cela, un grand front et des prunelles qui luisent comme des éclats de houille.

C'est Blanqui.

...Voilà donc le fantôme de l'insurrection, l'orateur au gant noir,

celui qui ameuta cent mille hommes au Champ de Mars, et que le document Taschereau voulut faire passer pour un traître.

On disait que ce gant noir cachait une lèpre; que ses yeux étaient brouillés de bile et de sang... il a, au contraire, la main nette et le regard clair. Il ressemble à un eauqueur de mômes, ce jouetteur d'océans humains. Et c'est là sa force.

Les tribuns à allure sauvage, à mine de lion, à cou de taureau, s'adressent à la bestialité héroïque ou barbare des multitudes.

Blanqui, lui, mathématicien froid de la révolte et des représailles, semble tenir entre ses maigres doigts le devis des douleurs et des droits du peuple.

Ses paroles ne s'envolent pas comme de grands oiseaux, avec de larges bruits d'ailes, au-dessus des places publiques qui, souvent, ne songent pas à penser, mais veulent être endormies par la musique que font, sans profit pour les idées, tous les vastes tumultes...

Il laisse d'une voix sereine, tomber des mots qui tranchent, et qui font sillon de lumière dans le cerveau des faubouriens, et sillon rouge dans la chair bourgeoise.

Et c'est parce qu'il est petit et paraît faible, c'est parce qu'il semble n'avoir qu'un souffle de vie, c'est pour cela que ce chétif embrase de son haleine courte les foules, et qu'elles le portent sur le pavois de leurs épaules.

La puissance révolutionnaire est dans les mains des frêles et des simples... le peuple les aime comme des femmes.

A partir du 8 septembre, le club eut un bureau permanent avec Blanqui comme président, Regnard et Levraud comme assesseurs. Mais, à la fin du mois, Blanqui et ses amis, débordés par de multiples tâches, abandonnent le café des Halles, Dès lors c'est rue d'Arras ou à la salle Favié que le « Vieux » parle.

« LA PATRIE EN DANGER ». ESPRIT DU JOURNAL

La parole froide de Blanqui à son club devenait le lendemain une lave brûlante. Il développait dans son journal, avec colère, avec rage, dans des articles pleins de nerfs, les arguments donnés en primeur à ses clubistes avec la correction d'un professeur.

L'affiche faisant connaître au peuple de Paris la position des blanquistes annonçait en même temps la publication de *La Patrie en danger.*

C'est ainsi que Blanqui baptisa son quotidien. Le mot était dans l'air. Les regards se reportaient au temps de la Révolution. On se rappelait l'élan des grands ancêtres, la fièvre patriotique qui décida du sort de la première République. On se disait qu'après avoir été perdu par des généraux de cour et un militarisme absurde, la nation pouvait bouter hors l'ennemi en prenant exemple sur l'énergie civique et la levée en masse de 1792-1794.

Cette évocation, qui reposait sur de vagues réminiscences historiques et des notions militaires extrêmement superficielles, ne tenait aucun compte de la différence des temps. Elle établissait une analogie insoutenable entre les Prussiens de 1792-1793, peu nombreux, indécis, piétinant sur la frontière, et ceux de 1870, supérieurement organisés et qui allaient parvenir rapidement sur la Seine, la Loire et jusqu'en

Bourgogne. Elle oubliait que la victoire de la Révolution avait été acquise grâce à l'amalgame, à la supériorité du nombre, aux discordes des alliés, à des cadres exceptionnels et à une foi nationale qui n'exista en 1870 que dans Paris et quelques grandes cités de province. Elle ignorait enfin que « l'art de la guerre » avait fait de grands progrès depuis 1792 et que les généraux allemands, qui en étaient pénétrés, procédaient en quelque sorte avec une sûreté mathématique. George Sand dans son *Journal d'un Voyageur* et Victor Considerant dans *La France imposant la paix à l'Europe*, furent à peu près les seuls alors du camp républicain-socialiste à s'élever contre une comparaison entre les deux époques.

Par le titre de son journal, Blanqui s'ajustait à la mentalité du jour et lançait la formule symbolisant le mieux la déclaration retentissante de sa fraction. De plus, il tendait à rompre le cercle de défiance et d'isolement dans lequel on l'avait enfermé jusqu'ici. Triple avantage. Mais chose curieuse, bien que se plaçant formellement sous l'égide de 1792, Blanqui citera peu dans ses soixante-deux articles l'exemple de la Révolution française. Encore doit-on noter qu'il s'en sert beaucoup plus pour argumenter politiquement que militairement. Toutefois il entérine la notion que les hommes de 1792 remportèrent la victoire en dépit du nombre, alors qu'à Valmy ils étaient 50.000 contre 36.000, à Jemapes deux contre un et que, fait capital, la France était alors le pays le plus peuplé de l'Europe.

Karl Marx, qui comprit le ralliement de Blanqui au gouvernement du 4 septembre, ne comprit pas le titre donné par Blanqui à son journal. Dans son adresse du 9 septembre, il écrivit :

Les ouvriers français doivent remplir leur devoir civique; mais d'un autre côté, il ne faut pas qu'ils se laissent entraîner par les souvenirs de 1792, comme les paysans se laissèrent entraîner par les souvenirs du premier Empire.

Trente-huit ans plus tard, prenant la parole dans un meeting international à Genève, Lénine blâmera Blanqui de ne pas avoir trouvé de titre mieux approprié pour son journal que « le cri bourgeois » *La Patrie en danger*, tout en reconnaissant, dans l'Enfermé un « révolutionnaire indubitable » et un « chaud partisan du socialisme ». C'est que Lénine estimait double la tâche du prolétariat au lendemain du 4 septembre : tâche nationale, libérer la France de l'invasion allemande; tâche sociale, libérer les ouvriers du capitalisme. On conçoit dans ces conditions qu'il ait blâmé Blanqui du choix d'un titre impliquant, tout au moins apparemment, une tâche uniquement nationale. Mais précisément, en prenant ce titre, Blanqui restait logique avec lui-même, se maintenait dans l'esprit de sa déclaration. Et, par la suite, il s'efforcera de se tenir sur le terrain patriotique sans déborder sur le plan social, si difficile qu'il soit de séparer artificiellement deux domaines qui s'interpénètrent.

On le vit bien quand le 12 septembre, à son club, un citoyen demanda la mise à l'ordre du jour de la question du travail commun et de la fabrication des armes livrée à l'individualisme. Blanqui répondit que, sans l'invasion, on discuterait de bien d'autres questions, mais qu'à l'heure où l'on était, la question du salut se posait avant tout. Il reconnut néanmoins que si les réformes sociales avaient été faites, la puissance de résistance serait centuplée. Puis il ramena l'auditoire à la tâche urgente.

Le 25 novembre, amené à discuter dans son journal de la division de la société en deux classes antagonistes, que fait Blanqui? Il coupe court à « cette digression », ajoutant :

Elle nous écarte. J'ai traité ailleurs ce sujet qui a toujours un attrait invincible. Il ne faut pas se laisser aller. Ce serait bien peu le moment. Revenons à la politique.

On vit mieux encore l'attachement de Blanqui à l'esprit de trêve contenu dans sa déclaration quand, par souci de la défense nationale, il mit en garde à plusieurs reprises les républicains prêts à se soulever sous le coup de l'indignation. C'est ainsi que le 10 octobre il protesta contre l'attitude du gouvernement qui le 8 accueillit par la force une manifestation pacifique se déroulant place de l'Hôtel de Ville.

Le gouvernement a rompu la trêve et veut recourir à la guerre civile; il offre la bataille au peuple qui ne la demande pas et ne l'accepterait qu'avec tristesse, car il verrait avec désespoir le triomphe des Prussiens.

Même son de cloche quelques jours plus tard, le 13 octobre, après que des bataillons bourgeois eurent renouvelé place de l'Hôtel-de-Ville des scènes d'avril 1848.

Evidemment, on pousse à la guerre civile. Les Républicains feront la sourde oreille, dût leur patience encourager la lâcheté de leurs adversaires.

Langage similaire le 24 octobre quand les jésuites se livrent à des provocations dans le x^e^ arrondissement. Ce n'est que lorsque la coupe déborde que Blanqui, la veille du 31 octobre, montrera qu'en passant à l'action contre un gouvernement de défection on restera fidèle au souvenir de 1792, époque où la France furieuse attaquait en même temps Prussiens du dehors et Prussiens du dedans.

CAPACITE MILITAIRE DE BLANQUI

Le premier numéro de *La Patrie en danger* parut le 7 septembre. Il porte la date du 20 fructidor an 78 pour mieux marquer l'attachement à la tradition révolutionnaire.

Les bureaux provisoires s'établissent 34, rue des Ecoles; mais dès le cinquième numéro ils se fixent 78, rue d'Aboukir, en même temps que le nom de Blanqui flamboie comme rédacteur en chef.

Le journal aura quatre-vingt-neuf numéros grâce surtout aux sacrifices financiers de Tridon, Lacambre et Granger. L'apport principal, Tridon le fournit. Lacambre donna beaucoup, quitte à emprunter et ne se libéra de ses dettes à ce sujet qu'assez tard. Balsenq assuma les responsabilités du gérant et Henry Bauer, Adèle Esquiros, Eudes, Ferré, Flotte, Flourens, Alphonse Humbert, Levraud, Lachambeaudie, Rigault, Sapia, Vuillaume en devinrent les rédacteurs habituels ou occasionnels, sans compter ces hommes et femmes du peuple, aux noms obscurs, qui éprouvaient le besoin de communiquer au journal leurs naïves et parfois prophétiques suggestions dans l'intérêt de la défense nationale. Car il ne faut pas s'y tromper : les boulets asphyxiants, les aéronefs déversant des bombes, les forteresses mouvantes dont se gaussaient les militaires professionnels encroûtés dans la routine, toutes ces innovations qui paraissaient le fruit d'imagination en délire ont trouvé aujourd'hui leur application pour le malheur de l'humanité.

Dès son premier numéro, Blanqui va droit au but, prenant comme on dit le taureau par les cornes. Il traite longuement de « la défense de Paris » à la suite d'un préambule sur la situation, ses responsables, les causes morales et matérielles de la défaite, les illusions qui persistent et qui peuvent être mortelles. Ce qu'il dit, avec l'assurance d'un professionnel, révèle tout de suite au public un connaisseur des choses militaires. Et à mesure que Blanqui apportera, précisera ses solutions, à mesure qu'il fera la critique du temps perdu et des moyens insuffisants mis en œuvre, à mesure qu'il percera à jour les feintes et les intentions de l'ennemi, unissant à ses vues lucides sur les opérations le sens politique manquant d'ordinaire aux généraux, le lecteur sera amené invinciblement à voir dans le « Vieux », une sorte d'oracle civil de la guerre.

C'est que maintenant coule en un flot clair et limpide, à ciel ouvert, toute cette science lentement accumulée dans les prisons et qui avait cheminé jusqu'ici obscurément à la façon d'un cours d'eau souterrain. On devine que pour prodiguer de tels conseils, Blanqui s'est longuement penché sur des atlas et des plans de bataille, qu'il a étudié l'histoire et suivi par le menu bien des campagnes militaires. Sa compétence s'affirme quand il étaie ses articles en évoquant la méthode des Russes au siège de Sébastopol, les faits et gestes du général prussien Muffling en 1814 et de Blücher en 1815, quand il parle du siège de Paris en 1815, de la guerre de Birmanie et qu'il applique à l'investissement de Paris les règles classiques de la théorie des sièges.

Comme il voit que « les incapacités souveraines » ne tiennent aucun compte de ses avertissements à l'heure où les grondements du canon prussien annoncent la défaite, la rage de se sentir impuissant lui inspire des réflexions toujours vraies sur « les étonnantes impertinences des grosses épaulettes ». Il n'est certes pas étonné que les professionnels traitent par le mépris les « observations d'un pékin ». Il sait que l'art militaire est considéré par les officiers supérieurs comme « un arcane impénétrable à tout ce qui n'est pas affublé d'un uniforme ». Mais sa tendresse pour la France en péril ne lui en arrache pas moins, ne lui en arrache que plus, des cris déchirants.

Tout de même, plus d'un homme de métier fut stupéfié par la valeur technique des articles de Blanqui. Ne dit-on pas qu'ils arrachèrent au vieux de Moltke ce cri d'admiration : « Cet homme est le génie de la guerre. S'il devenait le maître de l'armée française, pour nous ce serait la défaite, peut-être la déroute » ? En tout cas, les lieutenants de Blanqui, surpris eux-mêmes de voir leur chef discuter avec tant de science et d'aisance de problèmes militaires, s'écrièrent que décidément « la personnalité dominante en lui était celle d'un général ». Pour un peu, ils lui eussent décerné ce titre, comme le firent à la même époque les intimes de Marx à Frédéric Engels, après que celui-ci eût fait la preuve de ses capacités militaires au point que ses articles de la *Pall Mall Gazette* furent attribués à un officier général de l'armée anglaise.

DEFENSE DE PARIS : LES FORTIFICATIONS

Aux yeux de Blanqui comme de la grande majorité des Français, la défense de Paris est avant tout l'objectif qui s'impose. Un impératif catégorique commande qu'on mette tout en œuvre pour accroître

la capacité de résistance de la grande cité, tête et cœur de la France.

Il ne s'agit point toutefois de se bercer d'illusions et à cet égard Blanqui fait entendre les avertissements nécessaires. Il affirme que le système fortifié de la capitale, forts et enceinte, n'a pas la valeur qu'on lui prête. L'enceinte ne peut servir que comme force auxiliaire et point d'appui. Elle est hors d'état d'agir. Le passage est barré à ses projectiles. Il faudrait raser les bois de Boulogne et de Vincennes, sacrifier les communes suburbaines. La première solution est assez facile, la seconde impraticable. En fortifiant les débouchés des communes, on pourrait il est vrai ralentir la marche de l'assiégeant mais ce ne serait qu'un faible palliatif.

L'enceinte prise, l'ennemi lançant des bombes de son terre-plein, atteindrait par toutes ses batteries la partie de la ville comprise entre la Seine, les grands boulevards, les rues Gaillon, Saint-Roch et la rue du Temple tandis que les trois quarts de ses batteries bombarderaient le reste de la ville. Constatation importante ! Blanqui tient à la faire pour répondre à ceux qui ont mis dans la tête des Parisiens que la capitale « jouit des propriétés de la Salamandre », pour éloigner surtout quand il en est temps encore les cent mille femmes réfugiées de la province qui, dans leur folle panique, sont venues « comme le papillon se brûler à la chandelle ».

Blanqui ne veut pas non plus qu'on perde de vue que le système fortifié de Paris a été établi sous Louis-Philippe et qu'il est le résultat d'un compromis entre le monarque qui voulait s'assurer des positions pour attaquer l'ennemi intérieur dans Paris et l'opposition qui arracha une enceinte protectrice. La preuve que les forts étaient dirigés uniquement contre Paris, c'est que le premier fut placé audacieusement sur les hauteurs du Père Lachaise et que les autres devaient être établis à proximité des faubourgs. Ainsi s'explique, pour Blanqui, le vide des forts à l'Ouest, ce côté ne renfermant point de faubourgs à mater et si l'on argue la présence du Mont-Valérien, Blanqui répond qu'il a été construit pour appuyer les derrières des Champs-Elysées et des Tuileries.

Certes, les quinze forts, malgré cela, ne constituent nullement une barrière négligeable, mais Blanqui le souligne, ces quadrilatères ou petits pentagones ne sauraient tenir contre un bombardement vigoureux, car « réduits à leur seule artillerie, ils la verraient bientôt démontée et leurs remparts bouleversés ». Ce qu'il faudrait, c'est les soutenir par des « redoutes latérales qui les empêchent de succomber sous les feux concentriques de l'assaillant ». De plus, ils ne protègent point la capitale du bombardement, comme les Parisiens se le figurent. En effet, l'ennemi, sans s'occuper ni s'inquiéter de ces ouvrages, peut placer ses mortiers derrière des villages ou des tranchées et arroser de projectiles les arrondissements de la rive gauche ainsi que les 16e, 17e et 18e qui appartiennent à la rive droite. Avec des pièces à longue portée, des bombes parties de Villejuif pourraient même tomber boulevard Montmartre.

Que faire alors ?

Blanqui se prononce pour les fortifications de campagne, un vaste système de tranchées, ce qu'il appelle la défense-offensive. Aux travaux de l'assiégeant, il faut opposer des contre-approches plus agressives et s'il remue vingt mètres de terre en remuer quarante. Blanqui est convaincu que la capitale tiendrait derrière ces faibles reliefs abri-

tant de l'artillerie et qui peuvent se construire rapidement à trois ou quatre mille mètres en avant des forts. Il voit ces ouvrages en terre, se dressant partout. Dans le Sud et dans l'Ouest, il les juge indispensables, et très utiles entre la Seine et la Marne à la hauteur de Créteil, pour couvrir le fort de Charenton. Malgré leur continuité, il prévoit des intervalles qui peuvent être balayés par l'artillerie et qui serviraient à la traversée des routes et au passage de la cavalerie.

Blanqui recommande pour cette guerre de retranchement une surveillance attentive de l'ennemi. Dès que le point d'attaque se dessine, dit-il, il faut concentrer une puissante artillerie et sous cette protection marcher en avant à la sape pour gagner du terrain, et le hérisser de redoutes. L'immense développement de la place lui paraît propice à la lutte ainsi partout à front égal.

En vue de ces travaux extérieurs destinés à tenir l'ennemi au large et à porter la lutte loin de la ville, dans les plaines de Saint-Denis et d'Asnières, sur les hauteurs de Sannois et de Meudon, Blanqui préconise des bataillons de terrassiers qui, de jour et de nuit, se serviraient de la pelle et de la pioche. Il pense que si le gouvernement savait parler intelligemment aux Parisiens par voie d'affiches, les bras ne lui manqueraient pas et que les mobiles, ces robustes gens, abattraient de la besogne en retrouvant dans les travaux de terrassement leur occupation habituelle. Inlassablement, dans chacun de ses premiers articles de *La Patrie en danger,* Blanqui soutient cette thèse de la guerre de tranchées.

LES TROUPES

Mais pour s'y livrer sur l'immense périphérie de la place de Paris et notamment pour occuper d'une façon solide les forêts traversées par les deux chemins de fer de Versailles qui couvrent la pointe sud-ouest de Paris, très vulnérable, Blanqui estime que cinq cent mille hommes sont nécessaires. Or, à la date du 7 septembre, il n'y a pas à son avis deux cent mille combattants sérieux. Que demande-t-il ? Un décret pour l'appel sous les armes de tous les hommes de seize ou dix-huit à soixante ans. Grâce à cette mesure, Paris pourrait mettre sur pied quatre cent mille hommes en quarante-huit heures. En y joignant les mobiles des provinces voisines, ceux de la Seine, les régiments disponibles et les marins, la capitale serait défendue par six cent mille combattants.

Blanqui précise qu'il entend qu'on mobilise tous les hommes valides, même ceux que la presse réactionnaire traite de gredins, voleurs et repris de justice. Il s'en explique tout au long en un article au titre significatif, « Fraternité » dans lequel les souvenirs de prison, quand il coudoyait les détenus de droit commun, les sentiments les plus purs de solidarité, les réminiscences historiques, l'optimisme le plus enthousiaste, l'ardent désir de rénovation, le souci de relèvement moral des plus criminels, victimes d'une société criminelle, s'alliant à son fiévreux patriotisme en font « une des pages les plus généreuses et les plus hardies qui aient pu être écrites en un tel péril ».

Les gredins, *ce sont les fuyards millionnaires qui se sauvent avec leurs écus, abandonnant Paris et la France aux Prussiens.*

Je préfère mille fois le voleur, *oui le* voleur, *prêt à combattre à nos côtés le Barbare de la Germanie, au riche et lâche coquin qui*

s'enfuit en souhaitant peut-être le triomphe de ces Germains féodaux, restaurateurs de toutes les aristocraties.

Parmi ces hommes, mis au ban, sous le nom de repris de justice, *combien sont les victimes de la misère et pourraient accuser la société de leurs malheurs et de leurs fautes. Si, à la vue de la patrie agonisante, ils saisissent une arme pour la sauver ou mourir; si le désespoir fait rentrer à flots dans leur âme les saintes émotions de la solidarité; s'ils se dévouent pour le salut commun, qui osera leur jeter la pierre et répondre par l'outrage à leur patriotisme.*

En 93, *les* honnêtes gens *ont livré Toulon aux Anglais, et les forçats, brisant leurs chaînes, ont arraché la flotte française à l'incendie, et pas un vol n'a été commis dans cette ville abandonnée par les traîtres. Quand on ne sait plus si demain on aura une patrie, un foyer; si on restera un citoyen ou même un homme, il faut être moins collet-monté et savoir abdiquer ces grands airs du personnage qui a des écus dans sa poche.*

Qu'on appelle aux armes toute la population mâle de la Seine, de seize à soixante ans, et qu'on ne demande à personne des titres de vertu. Qui vous dit que cette épreuve suprême ne retrempera pas les âmes égarées et n'en fera pas des hommes nouveaux et purifiés?

Quiconque combattra pour qu'il reste une France sur la carte de l'Europe sera un frère, car il aura sauvé, lui aussi, la grande famille.

Quelle pauvreté d'esprit et de cœur dans cette peur des gredins! *Quoi! toute une population en armes trembler devant une poignée de déclassés! Ne voyez-vous pas que c'est dans nos rangs qu'ils cesseront d'être dangereux et qu'ils perdront leur malfaisance?*

Réhabilités à leurs propres yeux par le contact solennel avec la société qui les a flétris, ils deviendront eux-mêmes les plus impitoyables répresseurs des natures mauvaises, réfractaires à la réconciliation. Jamais police n'aura été aussi sévère...

Ne comprimez pas les masses par la terreur. Ne leur portez pas sans cesse le glaive au visage. Tendez-leur une main fraternelle, et cette simple étreinte deviendra la plus invisible des forces, la force de l'enthousiasme et du dévouement.

L'ARMEMENT

Les hommes ne suffisent pas. Il faut les armer. Blanqui n'est point dans le secret des Dieux. Il se pose la question angoissante : Y a-t-il des fusils pour les six cent mille combattants envisagés ? Je l'ignore, répond-il. Mais tout de suite, il demande qu'on en fasse venir de tous les arsenaux de France par les voies ferrées, que Paris se mette à fondre sans relâche des canons, à fabriquer des mitrailleuses et des fusils, que le gouvernement achète des « Remington » en Angleterre, aux Etats-Unis, partout.

Sur cette question de l'armement, Blanqui revient sans cesse à la charge. Le 9 septembre, il critique l'inaction des usines de guerre, il déplore que tant de grands ateliers munis d'un bon outillage ne transforment point des vieux fusils, ne fabriquent point des armes modernes. Le 13, il demande que le matériel d'artillerie, les armes, les poudres qui se trouvent sans protection à Saint-Etienne, Tulle, Châtellerault et Bourges soient dirigés d'urgence sur Paris, Besançon et

d'autres places. Le 22, il réclame le transport à Paris immédiatement des armes contenues dans les arsenaux de Vincennes et du Mont-Valérien. Le 22 octobre, il remarque qu'en fait d'artillerie, on parle beaucoup de canons à fabriquer mais fort peu de canons disponibles. Il en tire la conclusion que le stock doit être bien maigre et qu'il ne grossira pas en présence d'ajournements sans fin qui éternisent le *statu quo*. Il trouve dérisoire le fait d'avoir organisé dix batteries, soixante pièces, pour la garde nationale alors que deux cents batteries seraient nécessaires, moitié de gros calibre, moitié de pièces de campagne. Ici, Blanqui touche au cœur du problème car le général Trochu est logique et avec ses opinions politiques en se défiant de la garde nationale et avec ses préjugés de militaire professionnel en ne demandant que quarante mille soldats au maximum à cette époque pour s'en aller en guerre rangée. Il répugnait à mener la garde nationale à l'ennemi, ne voulant l'employer que comme réserve des troupes occupées. Sa déclaration au général Clément Thomas est formelle sur ce point.

Blanqui le sentait bien qui faisait remarquer le 4 octobre que pour Trochu, l'armée des gardes nationaux n'était « qu'un simulacre », qu'il la redoutait et la tenait pour un danger, non pour un appui, tout simplement parce que les réactionnaires de son espèce avaient peur de la Révolution plus que de Guillaume. Il ajoutait :

Les deux cent cinquante mille gardes nationaux des faubourgs seraient une armée révolutionnaire. Voilà pourquoi on ne veut pas qu'ils soient une armée.

On leur donne des armes. Dérision! Ces armes sont des sabres de bois. Encore effraient-elles dans leurs mains. De toutes parts, les bataillons surgissent. Assez, assez de ces bataillons! Même désarmés, ils épouvantent.

Mis sur pied de guerre, ils suffiraient pour avoir raison de l'ennemi. On n'aurait besoin de personne. Mais s'ils détruisaient les Prussiens, ils fonderaient la République. Et la réaction crie au fond de son âme : Périsse la France plutôt.

Le 1er novembre, toujours hanté par le problème de l'armement, Blanqui rappelle qu'on avait des canons en nombre dans les arsenaux de Brest et de Cherbourg et qu'on les y a laissés. Suit toute une théorie sur les deux actes d'un siège : le premier, favorable aux assiégés car la défense, prête de longue main, fait feu sur les assiégeants et les tient en respect; le second, favorable aux assiégeants, qui ont mis leurs pièces en position dans des tranchées, grâce à la nelle et à la pioche. C'est si vrai qu'on peut calculer d'avance la durée d'un siège selon la position de la place, le nombre et la force de ses ouvrages, la mollesse ou l'héroïsme de la défense. Heureusement, remarque Blanqui, Paris échappe à cette règle par l'immensité de son périmètre car le front de la défense égal à celui de l'attaque ne permet pas la convergence des feux. Blanqui estime que le second acte va commencer et il craint que la cité ne paye cher l'incurie du pouvoir. Il songe avec un serrement de cœur au temps perdu. Il fait ses prévisions sur les endroits que les canons prussiens s'apprêtent à foudroyer, tout comme le 8 septembre il avait prédit le point d'attaque à peu près certain de l'ennemi, prédiction qui se réalisa.

Le 15 novembre, Blanqui dresse un réquisitoire accablant contre le gouvernement. Sous une forme indirecte, c'est une riposte à la pro-

clamation trop optimiste que Gambetta, en arrivant à Tours, avait adressée aux citoyens des départements pour leur remonter le moral. Blanqui, une fois de plus, montre ce qui aurait dû être fait pour « balayer l'invasion prussienne », car il ne doute pas qu'avec les mesures concrètes réclamées par lui, l'armée parisienne eût pu, avant le 15 octobre, « anéantir les hordes allemandes ». Et la conclusion arrive implacable :

Toutes les choses de la guerre sont restées à l'abandon. Il était clair que le nouveau pouvoir n'avait même pas l'idée d'une résistance quelconque. Il ne s'en cachait pas d'ailleurs dans l'intimité.

Dans le même article, Blanqui critique avec la compétence d'un expert les mesures prises pour la transformation de la garde nationale et fait observer que dès le 10 septembre, il avait proposé dans son journal, d'une part, l'organisation sur la base d'unités semblables aux formations de l'armée, d'autre part sur la base de l'âge afin d'utiliser les citoyens selon les besoins et dans un ordre naturel de justice. Il voit dans le décret créant des bataillons de quinze cents hommes la preuve de la perfidie du pouvoir et de son désir de ne point utiliser la garde nationale pour les opérations, un bataillon de quinze cents hommes étant trop lourd à manier sur le champ de bataille. Il le démontre, comme il l'avait déjà démontré le 10 septembre dans son article où il exposait ses vues poussées jusqu'aux détails sur l'organisation de la garde nationale.

Le 23 octobre, Blanqui s'acharnant à vouloir être entendu et compris, à gagner les cœurs trop enclins à la confiance, résume en quelques alinéas d'une netteté saisissante la longue série de ses critiques :

Que fallait-il pour le balayer [l'ennemi]? Des hommes, de l'énergie et des armes.

Les hommes, on les a trompés et endormis ; l'énergie, on l'a étouffée; les armes, elles sont encore à venir et ne viendront pas...

Du 4 au 20 septembre, on pouvait gorger Paris de fusils et de canons. Il n'en est pas entré un seul. A dater de l'investissement, il était facile de fabriquer par milliers des pièces en puissance et en portée à celles des Prussiens. On n'en a eu garde. On a commandé et décommandé et suspendu, fait et défait. Résultat : zéro. Nous sommes à peu près sans artillerie. Même jeu pour les fusils.

Ce ne sont pas là phrases banales de journaliste, car tout de suite se succèdent en feu roulant des chiffres sur la capacité de fabrication, des détails sur les genres de fusils, des indications sur la préparation des artilleurs. Dans son avant-dernier article, le 7 décembre, Blanqui se lamentera encore sur le manque d'armes, qui paralyse trois cent mille hommes, plus de la moitié de la garnison. Il n'a pas été écouté et son amertume s'exprime par les mots de malédiction et de désolation. C'est alors qu'il revient sur ce qu'il disait le 15 novembre, à savoir que les lignes allemandes eussent pu être culbutées, dispersées et l'invasion arrêtée si l'on avait pourvu Paris de trois cent mille chassepots ou sinders et de l'artillerie à proportion. Il ne croyait point si bien dire puisque A. von Stosch, le 14 novembre, avait reconnu sous le coup de la victoire française de Coulmiers et cela, malgré le défaut d'utilisation à plein des ressources indiquées par Blanqui, que « si les Français avaient eu des notions de tactique, les choses auraient pu très mal tourner » pour les Allemands.

QUESTION MILITAIRE ET QUESTION POLITIQUE

Le fait est, comme l'écrivait Blanqui le 28 novembre, que

Paris avait dans sa main tous les éléments de la victoire.

Pour les utiliser, il suffisait « d'un peu de bon sens, d'intelligence et de dignité ».

Au lieu de cela, qu'a fait le gouvernement ? Il s'est accroché à Trochu, abandonnant Paris en aveugle à un militaire déclarant la défense impossible, à un monarchiste qui ne comprend pas que le salut est dans et par le peuple. Car la question militaire est liée à la question politique. Blanqui le met en lumière à maintes reprises, renouvelant sans cesse à ce sujet son argumentation.

Il écrit le 24 octobre :

Le danger de la situation est dans le divorce du Gouvernement avec la République. On a beau invoquer le contrat du 4 septembre, personne n'est dupe. L'incompatibilité d'humeur s'accuse chaque jour davantage.

...Le parti républicain se sent haï, épié, menacé. Il a tout à craindre et doit se tenir sur ses gardes. Or, il est l'unique appui de la résistance, le seul adversaire sérieux des envahisseurs. En dehors de lui, il n'y a que faiblesse, impuissance, égoïsme, pusillanimité.

Il écrit le 19 septembre :

C'est en vain qu'on a prétendu séparer la cause de l'indépendance de celle de la liberté. En France, les deux n'en font qu'une.

L'Empire a trahi et il est tombé, parce que d'une main il essayait de combattre le dehors, et que de l'autre il comprimait le dedans. Sa main gauche a paralysé sa main droite. Il a perdu nos armées et laissé le pays roulant dans l'abîme.

Hélas! cette leçon n'a pas servi.

Est-ce ainsi que les hommes de la Révolution agissaient. Allons donc ! Le gouvernement d'alors, en même temps qu'il portait l'épée au visage de l'envahisseur étranger, foulait aux pieds son complice, l'ennemi intérieur.

Il y a aussi l'antagonisme entre le gouvernement et la capitale qui brise l'élan populaire, éteint l'enthousiasme, peut devenir mortel. En attendant, le « gouvernement de malheur » comme l'appelle Blanqui, compromet la défense nationale tant par ses sorties répétées, par ses mesures administratives et politiques détestables, que par sa carence sur le plan du ravitaillement.

Blanqui n'était pas le seul à blâmer les sorties. La population, les journaux devenus nerveux, avaient fini en octobre par s'impatienter de ces expéditions entamées sans autre but, paraît-il, que d'aguerrir les troupes.

Le 22 octobre, Blanqui les déclarait sanglantes et inutiles. Trois jours après, il les montrait dévorant l'armée en détail tout en décourageant le soldat.

Il serait temps d'en finir avec ces reconnaissances qui ne grattent même pas la première épiderme des camps ennemis. Si l'on veut apprendre où ils sont et ce qu'ils préparent, qu'on pousse un coup de sonde droit... On ménagera ainsi tout à la fois les hommes et les munitions, et peut-être le besoin d'agir conduira-t-il alors à un travail sérieux.

Ces sorties meurtrières, sans portée et sans résultat, n'ont d'autre

but selon Blanqui que « de gagner du temps et d'entretenir l'illusion ». C'est donc payer bien cher la dévastation, l'incendie et la mort ! Aussi bien demande-t-il le 18 novembre qu'on y mette un terme en substituant le combat à l'hécatombe. Cette opinion explique son approbation des combats destinés à forcer les lignes prussiennes (30 novembre et 2 décembre), bien qu'ils se soient terminés par une retraite. Mais c'était l'offensive, infligeant de très lourdes pertes aux Allemands, ranimant le courage des Parisiens et Blanqui pensait qu'avec sept ou huit affaires semblables, les Prussiens plieraient bagages.

Dès avant l'investissement, ce que Blanqui avait envisagé, procédant du même esprit d'offensive, c'était l'emploi de fortes colonnes allant au devant des ennemis jusqu'à vingt lieues, pour se retirer ensuite en livrant des combats sur des retranchements de campagne. Il avait vu avec douleur les Allemands investir la ville sans essuyer un coup de fusil. Là encore s'accusait la carence d'un pouvoir trop peu républicain pour être énergique et vigilant. C'est le même pouvoir qui, en septembre, n'a voulu ni révoquer les fonctionnaires de l'Empire, ni destituer les maires et juges de paix, ni disperser les anciennes forces de police. Au début d'octobre, il a même prescrit des mesures de compression et d'autocratie annonçant le coup d'Etat. Après le 31 octobre, il a ouvertement exercé la dictature pour brider la Révolution.

LES PROBLEMES DE LA VIE CHERE ET DU RAVITAILLEMENT

Tout se tient. Au point de vue économique, le gouvernement s'est montré de même au-dessous de sa tâche : Blanqui, qui voit loin et grand, aborde dans un esprit socialiste, ces problèmes de la vie chère et du rationnement que tout siège ou toute longue guerre pose inéluctablement. Il fait remarquer le 28 septembre que, depuis l'investissement, Paris est comme un îlot au milieu de l'Océan, où des naufragés ont trouvé refuge et que, dans ces conditions,

...l'activité sociale, sous peine d'une catastrophe, ne peut plus conserver le caractère individuel.

Revenant sur cette remarque et la complétant le 8 décembre, il en tire les mêmes conséquences et précise ainsi sa pensée :

Il s'agit de savoir si les lois de l'économie politique officielle sont applicables, alors même qu'il ne subsiste pas trace des conditions sociales qui leur donne naissance et leur prête main-forte.

En fait, la ville avait des approvisionnements pour trois mois. Mais au bout de cinq jours de siège, le taux des denrées montait déjà en flèche. Ce phénomène, selon Blanqui, ne s'explique que par la cupidité. Et, pour enrayer la hausse, en communiste convaincu, il indique les solutions radicales commandées par la nécessité.

Aujourd'hui, la population parisienne est le dernier rempart de la nationalité. Elle répond de la France. Elle ne peut pas rester à la merci des égoïsmes. Chaque homme armé est une des ressources suprêmes de la patrie. Sa vie appartient tout entière à la défense. Ni lui, ni sa famille ne doivent être les jouets de la spéculation.

Qu'on ne s'y trompe point. Une situation terrible vient de naître. Elle vous prend à la gorge. Impossible de lui résister.

Chose étrange! Une idée sociale, débattue depuis trente ans par

la presse, objet de raillerie pour les uns, de terreur pour les autres, surgit tout à coup du fond de nos désastres, non plus comme une vaine matière à polémique, mais comme une nécessité inéluctable.

L'utopie de la communauté s'impose brutalement à la grande capitale de la civilisation, réveillée en sursaut d'une orgie de Sardanapale. Et elle n'est point ici le résultat naturel de la perfectibilité humaine, ainsi que l'espèrent ses adeptes, mais une irruption soudaine, foudroyante. Il faut la subir ou périr.

La solde des gardes nationaux coûte plus de six cent mille francs par jour. Le gouvernement déclare qu'avant huit jours les caisses seront vides. Et cependant, on doit faire face à une foule d'autres dépenses, toutes urgentes.

Il est manifeste que le procédé habituel de l'échange n'est plus applicable à la vie sociale. Ses conditions ont disparu. La loi de l'offre et de la demande a cessé d'exister, car elle repose sur la liberté des transports et de la locomotion qui est complètement supprimée.

Hommes et choses sont également sous les verrous prussiens. Deux millions d'êtres humains se trouvent enfermés avec trois mois de vivres qui ne peuvent plus être renouvelés. La souveraineté de la monnaie livrerait à une mort certaine les quatre cinquièmes de la population. Les plus solides défenseurs de la patrie succomberaient les premiers.

Néanmoins, l'argent peut régir encore la plupart des transactions, mais les vivres et les moyens de chauffage doivent être répartis par tête, ration égale pour tous, sauf les différences d'âge.

Quant aux vêtements, la population entière y a aussi le même droit, dans la mesure du nécessaire. Le luxe, sous ce rapport, peut rester le privilège de la fortune. Le prolétaire n'y tient pas.

Donc, il s'agit de dresser sur le champ un inventaire général de tout ce qui est comestible, et d'en régler la distribution quotidienne d'après la loi de l'égalité. Les femmes ont surtout mission pour présider à l'organisation de ce grand travail...

L'article du 28 septembre d'où nous tirons cet extrait se trouve pour ainsi dire complété par le leader du 21 novembre qui dans son genre — comme on l'a noté — est un petit chef-d'œuvre. Il concerne les maraudeurs qui, au péril de leur vie, allaient hors de l'enceinte ramasser quelques provisions et contre lesquels la bourgeoisie réclamait des mesures de rigueur.

Dans cet appel à la répression contre des malheureux, Blanqui reconnaît bien là « cette société marâtre qui met le pauvre hors la loi, comme un criminel » et ne considère le citoyen qu'à « ses écus ».

C'est toujours la société hypocrite et féroce qui écrivait hier : Charité, *qui écrit aujourd'hui* Liberté, Egalité, Fraternité, *sur la porte de ses prisons.*

L'ennemi, en armes sous ses murs, ne la trouble point. Elle a compris qu'il n'était pas pour elle un danger, mais une sauvegarde, un gendarme à poucettes plus serrées contre ceux qui ne possèdent pas.

C'est que le riche, au fond, s'inquiète peu de la propriété commune qu'est la patrie.

Il est autrement soucieux de son pignon sur rue, ou d'une chaise de sa salle à manger, voire d'un légume de son jardin. Quand l'envahisseur pille, saccage et brûle, il ne voit là que le droit de la guerre et ne s'en effarouche pas.

Mais que des misérables, affamés et nus, sans travail, sans asile, sans pain, s'en aillent disputer aux obus un meuble abandonné, aux uhlans quelques racines, la société s'irrite de cet attentat à la propriété et fulmine contre les coupables.

Que ne faisiez-vous la récolte vous-mêmes, grands défenseurs de l'ordre! Pourquoi les propriétaires ont-ils laissé là leurs mobiliers, leurs choux et leurs carottes? La peur les tenait, et malgré la douleur de la séparation, ils ont préféré la vie à leurs pommes de terre. Cela vous semble tout à fait raisonnable. Mais ce qui vous paraît tout à fait odieux, c'est que de pauvres déguenillés osent, même au péril de leur vie, ramasser ces débris perdus, pour apaiser leur faim et couvrir leur nudité.

A défaut du propriétaire, qui empêchait l'autorité de déménager elle-même les maisons désertes, d'enlever les récoltes pendantes par la racine? N'avait-elle pas des voitures, des chevaux et des hommes? J'entends, il y avait des balles à recevoir, et les légumes ne valaient pas la chance. Alors, pourquoi ces anathèmes et ces rigueurs contre des infortunés qui la bravent et vous rendent au moins le service d'épargner vos provisions. Ils ne sont point dupes d'une hypocrite philanthropie et de vains simulacres d'égalité. Théorie et pratique sont deux. Vous dissertez contre les Malthusiens, et le rationnement se fait par la cherté, suivant leur doctrine.

C'est peu encore. En plein siège, sous le coup de la disette et à la veille de la famine, votre propriétarisme farouche défend, au nom du tien et du mien, de toucher à des biens destinés à périr, qui, sans aucun tort pour personne, pourraient sauver des existences. La mort plutôt qu'un ombrage à la propriété.

Blanqui raconte ensuite sur un ton déchirant, les scènes sauvages qui ont eu lieu aux barrières quand on obligea les maraudeurs à abandonner leur fardeau. Ils le brûlèrent en criant : « Personne ne l'aura! » Blanqui tire la leçon de ce sanglant outrage lancé par ces parias à la face de la société.

Malheur à toi, société sans entrailles, qui tues le dévouement dans le cœur du peuple et y fait germer la vengeance! « Personne ne l'aura! » C'est par cette formule d'extermination que tu es parvenu à remplacer la fraternité.

Pour Blanqui, c'est une vraie démence, de la part des « festineurs » que ce mépris des souffrances du peuple, que cette guerre barbare faite aux maraudeurs.

Donnez-leur des vivres, ils n'iront pas en picorer dans la plaine, sous le feu des Prussiens. Certes, les souffrances doivent être terribles, qui donnent à des femmes, à des enfants, cette indifférence pour la mort. Ce sera l'épisode le plus dramatique du siège de Paris, que ce débordement quotidien des faubourgs dans le champ de carnage pour glaner des restes de légumes, à la bouche des canons allemands. Nul autre n'accuse une plus profonde misère et une plus grande douleur morale. Ces parias portent le véritable deuil de la patrie.

Le dernier article de Blanqui, paru le 8 décembre 1870, roule encore sur le rationnement. Après avoir fustigé les riches qui n'acceptent pas de se plier aux souffrances communes, le rédacteur s'en prend au gouvernement qui a vécu au jour le jour en matière de ravitaillement et dont l'optimisme économique a été aussi funeste que l'optimisme militaire. Il a tâtonné, se traînant d'expédient en expé-

dient, s'attachant aux préjugés de l'économie libérale, sans aucune de ces vues d'ensemble, source des mesures décisives. Pour Blanqui, le mot de liberté commerciale est devenu « parricide », la grandeur du péril ne permet plus ni ménagements, ni aberrations. Il demande l'inventaire, réclamé déjà le 28 septembre, et qui implique à son sens la déclaration obligatoire de toutes les denrées soumises au rationnement et la visite rigoureuse de tous les entrepôts et magasins, y compris ceux des tiers accusés de recel. En ce qui concerne le rationnement, Blanqui dresse la liste des objets qui en sont passibles et indique dans quelle mesure et moyennant quoi on peut les répartir, afin que la lutte reste possible « jusqu'à la dernière extrémité », « jusqu'à la dernière miette de pain ».

CONTRE LE « BOURRAGE DE CRANES »

Chose remarquable, dès son premier article, Blanqui ne fait pas seulement la preuve que les préoccupations d'ordre militaire tiennent la première place dans son esprit, son souci de vérité saute aux yeux. Il met en garde contre ce que nous appelons aujourd'hui le « bourrage de crânes ». Car Blanqui estime que l'Empire en s'écroulant n'a pas enseveli sous ses ruines les rodomontades, les outrecuidances, les illusions, les fanfaronnades qui, de compte à demi avec l'infériorité numérique, ont amené la défaite. Il voit encore les hâbleurs et les traîtres qui flattent pour endormir. Hier, ils disaient la France invincible; maintenant, ils disent Paris imprenable. Eh bien! face à l'impudence impérialiste du passé comme à l'impudence journalistique du présent, Blanqui a le courage de proclamer : « Paris n'est pas plus imprenable que nous n'étions invincibles! » Et il ajoute :

Qu'on y prenne garde! Nous pouvons périr par un nouvel accès d'amour-propre. On a tant promis d'enterrer les Prussiens dans nos guérets, on a tant répété qu'il n'en rentrerait pas un seul vivant en Allemagne, que le public commence à s'impatienter du retard et demanderait volontiers la clôture.

La clôture ne dépend pas des déclamations et des hâbleries; mais du nombre, des armes et du courage. Les fortifications de la capitale n'ont point la valeur qu'on leur prête. Elles sont aujourd'hui un thème à fracas, et la crédulité prend ces boursouflures pour argent comptant.

Mais l'ennemi, lui, n'est pas dupe. On nous trompe, mais on ne le trompe pas.

Et c'est pourquoi, après s'être appesanti dès le 7 sur la défense de Paris, Blanqui revient à la charge les 12 et 13 septembre. Puis, chaque jour, obstinément, en procédant par petites touches, il pourfendra la « presse pourrie » qui poursuit avec audace son « travail de perversion », cette « presse vantarde » qui entretient « les illusions de la foule » et, par ses « mensonges funestes » prépare « les défaillances et les chutes ».

Il la met, si l'on peut dire, le nez dans ses « forfanteries » quand il signale ce journal qui annonce cinquante mille nouvelles inscriptions de gardes nationaux dans le 15e arrondissement. Comme il y a déjà quinze mille de ces gardes, cela en ferait soixante-cinq mille dans un arrondissement ne renfermant que soixante-dix mille habitants. Quelle ineptie! Et Blanqui de conclure :

Si tout Paris était bâti sur le même pied, les Prussiens n'auraient qu'à bien se tenir.

Les journaux fourmillent de ces contes bleus. C'est une terrible chose de parler ainsi à tort et à travers, dans un moment si critique. La plupart de ces billevesées n'ont point de conséquences funestes, mais quelques-unes pourraient coûter cher; le public accepte tout de confiance.

L'excuse du public, c'est d'être mystifié par cette presse à « balivernes » qui rivalise d' « émulation en charlatanisme » avec les grands capitaines « faiseurs d'embarras », furieux de « la divulgation de leurs prétendus arcanes » pendant que les journalistes se rengorgent « dans leur important péché d'indiscrétion ». C'est que Blanqui n'a garde d'oublier le bourrage officiel, militaire et civil aussi, qui abrutit tout un peuple. Il parle le 28 octobre des « dépêches mensongères expédiées des bords de la Loire ». « Cet honnête fleuve, dit-il en se gaussant, a sans doute changé de place avec la Garonne. » Et plein de verve, il écrit :

Nous avons une Pythie gouvernementale à deux têtes, qui rendent leurs oracles, l'une dans Paris, l'autre à Tours, De ces bouches sacrées, c'est à qui sur les badauds laissera tomber les mystifications les plus hiérophantiques. La Révolution du 4 septembre a inauguré la dictature de la tromperie.

Le ton change et devient grave pour tirer la leçon du fait :

On subit ce système avec une résignation de mauvais augure. Un peuple, placé entre la vie et la mort, qui abandonne si placidement sa destinée à l'ineptie doublée d'arrogance, qui accepte tête basse le régime du silence égayé par le conte bleu, ce peuple n'existe plus. Il a fixé d'avance le jour de son suicide.

C'est surtout les journalistes imbéciles que Blanqui cravache sans pitié. A leur intention, il forge le mot si expressif de « littérailleurs ». En « trois jours de rhétorique, d'effets de style, de narrations Tite-Liviennes », ces « sots désœuvrés » transforment les revers en succès. Ils brodent historiettes et légendes sur « le canevas lugubre de la guerre ». Mieux — ou pire — ils mettent en roman les désastres mêmes « pour amuser les badauds nourris de Paul Féval et de Ponson du Terrail ».

La colère du vieux Blanqui éclate quand il voit « la vérité austère et simple » disparaître « devant la fantasia des feuilletonistes », surtout quand ces faiseurs expectorent leur haine à propos des « scènes douloureuses du siège » ou de « la mort qui fauche les enfants du peuple ». Et voici qu'élevant la question, Blanqui tire de cet abaissement intellectuel et moral les considérations philosophiques qui s'imposent :

Même en temps ordinaire, on s'aperçoit bien toujours de la bêtise humaine. Mais les grandes crises viennent découvrir des profondeurs inconnues de stupidité. Tout le monde y puise à pleines mains et dévore. On est pris de pitié à la fois et de misanthropie, à contempler les milliers et milliers d'aveugles qui s'en vont ainsi moutonnièrement à l'abîme les yeux ouverts.

Blanqui demande qu'avec le mensonge, on abandonne déclamation et chauvinisme pour en revenir au sens commun. Lui, le vieux barricadier, il voit dans la soudaine volonté de mourir sur les barricades qui, à les en croire, anime certains matamores une échappa-

toire à des tâches plus positives. « Et les phrases de s'amonceler comme les pavés, jusqu'à premier étage. » Ici, à nouveau, Blanqui raille :

Si l'on ne meurt que sur les barricades, on vivra longtemps, et l'on peut, en toute sûreté, prêter le serment de cette mort héroïque : il n'en coûtera pas un cheveu.

Il est vraiment trop fort qu'après nos quarante jours d'aventures, on s'obstine encore à prendre les Prussiens pour des imbéciles. Le chauvinisme n'en démordrait pas, même à son dernier soupir. On ne lui ôtera pas de l'idée que les bons Allemands sont décidés à se faire tuer pour nous être agréables, et nous fournir un thème d'amplifications.

Il faut dire que Blanqui — et en cela il voyait juste — ne croyait pas à la coûteuse guerre des rues faite par les Prussiens peu soucieux de se payer une gloire dans les hécatombes. Se basant sur l'exemple de Strasbourg, il prévoyait le 12 septembre le bombardement intense, l'œuvre d'extermination.

Pour Blanqui, le chauvinisme, « ulcère sénile d'un peuple » fait encore illusion à trop de Français par ses « clichés monotones » et, la sottise tenant lieu de précautions, le désastre est au bout. Au nom de la défense sérieuse, Blanqui ne se lasse pas de rétablir la vérité, toujours salubre à ses yeux. Il n'est pas de ceux qui estiment qu'en temps de guerre on doit toujours être optimiste, approuver toujours chefs et gouvernants. Bien au contraire, et il est certain que lui, le grand patriote, eût été traité de défaitiste durant la guerre de 1940 par tous ces chauvins irrités qui trouvaient que tout était bien et qu'il fallait avoir pleine confiance, quitte après la défaite à pousser des cris d'orfraie sur l'impréparation et l'incompréhension dont leur attitude était en partie responsable. Ecoutez Blanqui à ce sujet le 13 septembre :

A l'épithète d'alarmiste, qui est le principal argument de l'optimisme, nous répondrons par celle d'endormeur.

Nous n'alarmons pas pour décourager, mais tout au contraire pour dissiper des illusions funestes. Un péril qui tombe à l'improviste en pleine sécurité, est presque toujours un péril mortel. Rien d'aussi dangereux que les endormeurs. C'était le système bonapartiste. On sait à quoi il nous a menés.

En écrivant ces lignes judicieuses, Blanqui, toujours en bataille contre l'optimisme aux « lunettes roses », ne faisait que revenir sur l'avertissement qu'il avait donné dès le lancement de son journal.

Paris mystifié par la presse vantarde, ignore les grandeurs du péril. Paris abuse de la confiance. La confiance est une bonne chose, mais poussée jusqu'à l'outrecuidance, elle devient mortelle.

HAINES DE RACES

Cependant, Blanqui pouvait pourfendre le chauvinisme et proclamer « la fraternité de toutes les races, mêmes celles qui paraissent inférieures » dans « l'humanité fusionnée », il n'est pas douteux qu'entraîné par son ardent amour de la France meurtrie, il tomba lui-même dans le chauvinisme.

C'est ce qui faisait écrire neuf ans plus tard, à l'un de ses anciens lecteurs :

La Patrie en danger *avait du cachet : talent incontestable. Mais quel chauvinisme à la Barbès j'ai remarqué dans quelques fragments de cette feuille.*

Ce jugement est à retenir.

Parmi les clichés habituels des chauvins de tous pays figure le thème de l'innocence du compatriote et de l'infâmie de l'ennemi. Ce thème, Blanqui l'a soutenu avec d'autant plus de délire que ses sentiments républicains, son ardeur révolutionnaire, ses opinions bien arrêtées sur les Allemands s'ajoutaient à sa passion patriotique exacerbée.

Une lettre de 1853 contient déjà en germe tout ce que Blanqui, écoulant sa bile contre l'envahisseur, reprendra dans les colonnes de *La Patrie en danger*. Il y est question de « l'anéantissement moral », de la servitude, des « ostentations de mépris vraiment burlesques » des Allemands, ainsi que de leurs « sentiments bassement envieux » à l'égard de la France. D'après Blanqui, si les Allemands jalousent la France, c'est parce qu'ils sont « furieux et humiliés de sa supériorité », c'est parce qu'ils se sentent « toujours esclaves de son initiative et satellites obligés de sa prépondérance ». Il écrit à son correspondant :

Ne voyez-vous pas que la France mène l'Europe en laisse! Elle y fait, suivant son caprice, la Révolution ou la Contre-Révolution, certaine de l'entraîner dans tous les méandres de sa politique, toujours et partout reproduite avec la fidélité servile du daguerréotype. Pardieu! soyez-en sûrs, nous n'irons pas prendre de leçons en Allemagne, et les Allemands en viendront prendre chez nous. Ils attendent même notre signal; ils s'ennuient de l'attendre, mais ils ne le devanceront pas, et s'il nous fallait à nous compter sur le leur, nous pourrions nous endormir pour l'éternité.

Ce n'est donc point, comme on pourrait le croire, un hiatus dans la vie de Blanqui que l'animadversion, la haine même qu'il manifeste en 1870 contre tout ce qui est germanique. Il écrira encore après l'armistice :

Comme je hais ce peuple. Ah! Peuple de brutes! Si nous pouvons avoir un jour notre revanche sur toi! Si vous aviez un fils, mon cher Ranc, si Gambetta en avait un, comme vous sauriez lui donner la haine de notre vainqueur, aussi vivace que l'amour de notre patrie.

Dans *La Patrie en danger*, Blanqui répète à satiété que les Allemands sont des barbares, qu'ils forment des « hordes bestiales », des « bandes féroces » qui, renouvelant l'invasion d'Attila, « menacent une fois encore la civilisation ».

Ces hordes prétendent « nous châtier de crimes imaginaires que leur convoitise et leur jalousie fabriquent à notre charge ». Pour les docteurs teutons, l'existence des deux races latine et germanique est inconciliable; l'une des deux doit périr. Naturellement, c'est la race latine, car la France « est un pays maudit, condamné de Dieu » et la nation allemande « est entrée chez nous avec la modeste prétention d'Attila, d'être un fléau terrestre ».

Cette justicière du Très-Haut n'a pas failli à l'habitude de ses pareils, habitude spéciale du métier, le raffinement de la scélératesse. Tous les vengeurs de Dieu sont des monstres. L'hypocrisie est leur première qualité, racine de toutes les autres.

Et pourquoi l'Allemagne se prend-elle pour la justicière divine,

pourquoi Guillaume se prétend-il l'homme de Dieu? C'est parce que le peuple allemand se proclame une race supérieure dont l'humanité entière est le marchepied naturel avec Berlin comme « ville sainte de l'avenir », comme « le rayonnement qui éclaire le monde ». Car Paris, aux yeux de ces « monomanes », c'est « la Babylone usurpatrice et corrompue, la grande prostituée que l'envoyé de Dieu, l'ange exterminateur, la Bible à la main, va balayer de la face de la terre ».

Ignorez-vous que le Seigneur a marqué la race germanique du sceau de la prédestination? Elle a un mètre de tripes de plus que la nôtre.

Ce n'est pas tout. Cette « nation farouche et étroite », ces hommes « aux pieds plats, aux mains de singes qui se prétendent l'élite du genre humain et qui n'en ont jamais été que le fléau », jouent un rôle essentiellement réactionnaire.

Ils viennent pour nous refouler mille ans en arrière dans les brouillards ténébreux de la Baltique.

Ils veulent, partant des forêts du Nord, « asservir la Méditerranée aux rois et aux hobereaux». Ces « Germains furieux » sont les « restaurateurs de toutes les aristocraties » et s'ils rêvent la destruction de notre capitale, c'est que pour eux :

La gloire de Paris est sa condamnation... Sa lumière, ils veulent l'éteindre; ses idées, les refouler dans le néant. Ce sont les hordes du cinquième siècle, débordées une seconde fois sur la Gaule, pour engloutir la civilisation moderne, comme elles ont dévoré la civilisation gréco-romaine, son aïeule.

De la comparaison dans le temps passant à la comparaison dans l'espace, Blanqui va plus loin. Les Allemands lui font penser aux primitifs.

N'entendez-vous pas leur hurlement sauvage : « Périsse la race latine! » Ils entonnent le chant de la tribu zélandaise autour de son festin cannibale : « Heureux qui brise de son tomahawk les têtes de la tribu ennemie et qui se repaît de sa chair et de sang! »

Ce parallèle avec les tribus zélandaises date du 12 septembre. Le 18 octobre, Blanqui le renouvellera, montrant les nouveaux cannibales.

..qui viennent s'accroupir et digérer sur les ruines de l'humanité.

La France en guerre, pour Blanqui, représente « l'idée de la Fraternité humaine » face à ces Teutons qui synthétisent « la férocité d'Odin, doublée de la férocité de Moloch,... la barbarie du Vandale et la barbarie du Sémite ». En conséquence, leur extermination est de rigueur. Sur ce point, le « Vieux » est implacable. Il écrit froidement que les Prussiens doivent être soumis à l'alternative : sortir du territoire ou y rester « pour le fumer ».

Après cela, Blanqui peut parler « des fureurs et des imprécations » de la race germanique! Dans l'exaspération de la lutte, son égarement l'aveugle. Pourtant, lorsqu'il prononce ainsi jugements haineux et sentences impitoyables, Karl Marx et le Comité Central du Parti Ouvrier allemand se dressent contre les chauvins d'outre-Rhin. Pourtant, des prolétaires allemands tiennent des réunions contre la guerre, Bebel et Liebknecht père protestent au Reichstag et sont jetés menottes aux mains dans une forteresse cependant qu'Engels, de sa plume talentueuse, défend dans la presse américaine

la cause de la France républicaine et même songe à se mettre au service du gouvernement de la Défense nationale.

Ce sont là des faits que Blanqui ne pouvait tous ignorer. Or, il n'a même pas consacré un article, pas même une ligne à l'un d'entre eux, tellement il est hypnotisé par le danger national, tellement il considère avant tout la guerre comme un conflit de deux races. A cet égard, la remarque de Steklov, le dernier en date des biographes russes de Blanqui, — est juste, à condition de l'amender : *N'importe quel bourgeois aurait pu signer* [non pas ses articles] *mais* certains *de ses articles.*

BAKOUNINE ET BLANQUI

Il faut dire à la décharge de Blanqui, — mais cela n'excuse pas ses exagérations patriotiques — que la chute de Napoléon III avait réveillé la préférence que les révolutionnaires de tous pays donnaient à la France comme missionnaire de la Révolution sociale internationale. Non seulement Marx et Engels, mais les révolutionnaires italiens, espagnols, suisses, belges, etc. disaient avec Blanqui que la victoire des Allemands serait la victoire des féodaux, des soudards et des cléricaux sur l'Europe. Et, dans leur généralité, sous le coup de l'angoisse, ils se laissaient aller, — comme le « Vieux », — à quitter le terrain démocratique ou socialiste pour le terrain raciste.

Il est vrai que Bakounine, à l'opposé de Blanqui, se maintint dur comme fer sur le plan révolutionnaire et, plus que Blanqui, analysa les événements du point de vue de la lutte des classes. Mais lui aussi, remarquons-le, tout en rendant justice aux chefs de la Démocratie-socialiste allemande, tout en procédant à cette analyse fouillée que la brochure permet plutôt que l'article quotidien, tenait au fond, sur les Allemands, le même langage que Blanqui.

L'outrance des jugements ne doit pas faire oublier la part de vérité qu'ils renferment puisque Bakounine trouve la nature allemande « beaucoup plus portée à l'obéissance qu'à la résistance, à la pieuse confiance qu'à la révolte » et qu'il estime que la bourgeoisie allemande « n'a jamais aimé, compris ni voulu la liberté ». Quant aux patriotes allemands, leur patrie, selon lui, « s'étend aussi loin que l'esclavage des peuples et cesse là où commence la liberté ». Aussi, Bakounine, bien que Slave d'origine, saigne autant que Blanqui devant « l'invasion aristocratique, monarchiste et militaire » qui déshonore la France et il a peur que, par la grâce des baïonnettes allemandes, la France tombe sous un régime qui, au point de vue de la liberté et du progrès humain, serait « le plus grand malheur » pouvant arriver « à l'Europe et au monde ». En conséquence, Bakounine prêche la résistance à outrance aux « bandes féroces du despotisme allemand » et, comme Blanqui, tout en se réclamant du socialisme révolutionnaire, il rêve d'exterminer jusqu'au dernier soldat du roi de Prusse et de Bismarck, au point qu'aucun ne puisse quitter vivant ou armé le sol de la France ». C'est, on le voit, mot pour mot, les mêmes imprécations rageuses que nous avons relevées dans les articles de Blanqui.

Bien mieux : à l'Allemagne « la vraie patrie du culte de l'autorité », le Slave Bakounine oppose la France « le plus beau pays de

l'Europe », la terre des révolutions, le « centre du monde civilisé ». Lui, l'internationaliste en diable, parce qu'internationaliste, devient en quelque sorte un patriote français. Là encore, il rejoint Blanqui auquel les événements douloureux de la défaite arrachent ces lignes émues sur la Patrie :

N'oubliez pas que demain on va combattre, non pour un Gouvernement, pour des intérêts de caste ou de parti, non pas même pour l'honneur, les principes, les idées, mais pour ce qui est la vie, la respiration de tous, pour ce qui constitue l'être humain dans sa plus noble manifestation, pour la patrie. Que serons-nous demain, si nous n'avons plus de patrie?

La grande différence entre l'attitude de Bakounine et la position de Blanqui réside dans le fait que la situation désastreuse de la France commande pour Bakounine de déchaîner la Révolution sociale au lieu de l'enchaîner. Bakounine considère que cette Révolution est la seule planche de salut pour la France et il pose carrément l'alternative : ou la Révolution, ou le joug des Prussiens. C'est assez dire que Bakounine repousse toute union sacrée, toute trêve avec le gouvernement de la Défense nationale. L'incapacité, la trahison de ce gouvernement venaient à ses yeux de sa nature de classe comme de ses attaches avec la réaction orléaniste et la réaction bonapartiste. Ici, Blanqui et Bakounine se retrouvent d'accord dans leurs critiques car il n'a pas fallu longtemps au rédacteur en chef de *La Patrie en danger* pour se rendre compte qu'il serait complice et criminel s'il maintenait sa confiance au gouvernement du 4 septembre. Quant à passer à l'action révolutionnaire, comme le fit Bakounine à Lyon et à Marseille, Blanqui ne s'y résigna qu'en octobre.

RUPTURE DE LA TREVE

Mais dès le 9 septembre, Blanqui « très adroit, a-t-on dit, à flatter les passions mauvaises des siens et à toucher juste l'endroit faible de ses adversaires », glisse dans les esprits le doute qui l'assaille en présence de l'insignifiance des travaux de fortification et des préparatifs de défense.

Jamais le peuple de Paris ne s'est montré plus grand, plus magnanime que dans cette crise terrible. Tous ses griefs sont mis de côté. Les idées de rénovation, qui naguère avaient seules le privilège de le passionner, ne trouvent plus de trace dans ses préoccupations.

Combattre jusqu'à la mort, sauver Paris et la France au prix de tout son sang, voilà sa pensée fixe. Qu'on ne lui parle pas d'autre chose, il se révolte. La fièvre du sacrifice le dévore, il suivra le Gouvernement, tête baissée, en aveugle, pourvu que le Gouvernement le mène droit aux Prussiens. En revanche, le moindre soupçon de faiblesse, d'hésitation, le met en fureur. Une inquiétude vague commence à le troubler. Il avait pris au sérieux l'enthousiasme patriotique de la presse, et les actes ne lui paraissent plus à la hauteur des paroles. Il doute. Peut-être est-ce erreur ou impatience de sa part, mais la défiance se fait jour.

Le 14, les critiques de Blanqui, dans l'ordre militaire et diplomatique, se terminent par cette question et cette exclamation terriblement angoissantes :

Est-ce donc ainsi qu'on fait la guerre?... Dans quel abîme allons-nous descendre?

Le 15, Blanqui réitère ses craintes et prédit à la fois la Commune et la paix de capitulation :

L'anxiété est profonde. Quelle destinée se prépare pour la France? L'ennemi est aux portes. Dans nos rues, partout l'appareil de la guerre, le bruit des armes, le flot des soldats. Et pourtant, au milieu de ces tumultes, je ne sais quoi de faux et de contraint, et une impression glaciale, comme si tout ce bouillonnement n'était qu'un simulacre, une boursouflure vide qui va s'affaisser.

Le doute envahit les âmes. Le cœur se serre au soupçon d'un immense mensonge. On sent une lutte sourde entre deux courants, celui du dévouement et celui de l'égoïsme. Qui l'emportera, l'enthousiasme des masses ou la ruse du petit nombre? Hélas! peut-être allons-nous assister à l'un des plus sinistres dénoûments de cet antagonime éternel. La résistance contre l'ennemi n'est qu'à la surface. La soumission rampe sous cette apparence. L'opprobe se dissimule derrière l'héroïsme. Qui sait si la comédie de la guerre ne va pas aboutir à une paix ignominieuse?

Du coup, *Le Siècle* attaque Blanqui, le désignant aux fureurs des champions de l'ordre comme à la vindicte de la foule. Dans sa riposte vigoureuse, à « Basile journaliste » le 18, Blanqui déclare nettement « qu'il ne veut plus être complice par son silence d'une politique dont il n'a jamais été dupe ».

Il se taisait parce que l'ennemi est aux portes. Mais les circonstances sont trop graves pour que l'apparence même d'un assentiment ne pèse pas à sa conscience.

Et voici qu'il s'en prend directement aux responsables de l'Hôtel de Ville et aux bourgeois qui les soutiennent.

Oui, la « résistance n'est qu'à la surface ». Cette surface, c'est la grande majorité de la population, et le « dessous qui rampe », ce sont les négociations de paix honteuse et les égoïstes qui font leur force. Ils ne seraient rien sans le Gouvernement. Ils sont tout, parce que le Gouvernement est à leur dévotion. La majorité héroïque de la surface est traîtreusement minée en dessous par les lâches de la minorité. Tous n'ont pas fui, en mettant la clé sous la porte. Il en reste plus qu'il ne faut pour nous perdre. Que ne sont-ils partis jusqu'au dernier, en laissant leurs demeures, plus utiles qu'eux. Ils sont une peste, leurs maisons une ressource.

Oui, Paris est frémissant, mais il n'est pas le maître. Il a un maître, le Gouvernement. Que le Siècle *ne feigne pas de l'ignorer.*

Le 19, loyalement, Blanqui explique pourquoi et par qui la trêve n'a pas été respectée.

Le 4 septembre, devant la grandeur du péril, les Républicains d'un mouvement unanime ont abjuré toute dissidence et offert leur concours au Gouvernement provisoire.

Il y avait une condition à ce concours, la défense en commun et à outrance contre l'envahisseur étranger.

Personne n'abdiquait l'usage de sa raison et de ses yeux. Une question restait palpitante devant toutes les pensées : « La Patrie est-elle énergiquement défendue? »

Chacun des jours écoulés a répondu avec tristesse : « Non! »... Quel est le coupable de cette rupture? Qui a failli le premier aux condi-

tions de l'alliance? Elle s'était conclue sur le terrain de la défense nationale. Le pouvoir nouveau n'est-il pas sorti le premier de ce programme? — Il n'y est pas même entré une seule minute.

Le lendemain, Blanqui avoue qu'il a trop supporté, que « la mesure est comble » et il demande que la population parisienne tout entière, que les gardes mobiles, les troupes de ligne, se réunissent et votant par bataillon, élisent au lieu et place de la « collection d'incapacités » qui a failli à tous ses devoirs, un gouvernement de neuf membres, une dictature de guerre, chargée de combattre à outrance. C'est fini. La trêve est rompue, bien rompue. Jules Vallès lui assignait un mois : elle n'avait pas résisté quinze jours à l'épreuve du temps!

LES BLANQUISTES CONTRE LE GOUVERNEMENT DE LA DEFENSE NATIONALE

Il va sans dire que les cadres du parti blanquiste et les anciens compagnons de captivité du « Vieux » accueillirent comme un soulagement la notification de cette rupture.

En fait de république, Lacambre ne voyait que le mot reparu « sur les monuments publics et sur l'en-tête des documents officiels ». Encore ignorait-il probablement que le 8 septembre, en séance de l'Hôtel de Ville, Gambetta avait fait observer à ses collègues, pour mieux combattre la convocation à bref délai d'une Assemblée Constituante, que le pouvoir nouveau n'était pas un gouvernement républicain mais simplement un pouvoir chargé de la défense.

Le 14 septembre, B. Flotte écrivait à son frère Auguste à Cuers (Var) :

Les événements marchent si vite que Paris s'attend d'un jour à l'autre à voir les Prussiens à ses portes.

Il est donc de mon devoir de vous écrire encore une fois pour vous dire toute ma pensée sur ce malheureux gouvernement du 4 septembre. Ne croyez pas que je mette de l'animosité contre tel ou tel homme. Je me place à un point de vue plus élevé et je ne prends que des actes. Depuis neuf jours, ils n'ont rien fait de révolutionnaire. Les grands coupables et les grands voleurs de l'Empire sont libres, les valets de Bonaparte sont toujours en place, le vrai peuple est toujours écarté et pour comble de malheur, on ne prend que des demi-mesures contre les envahisseurs.

Le gouvernement de Bonaparte nous a trahis par sa scélératesse. Le gouvernement du 4 septembre nous trahit par incapacité et en haine du prolétariat. Malédiction sur l'un et sur l'autre.

Si nous ne devons plus nous revoir, pensez quelquefois à moi et dites sans orgueil que votre frère comme tous les républicains du parti extrême — c'est ainsi que les traîtres nous appellent — a fait son devoir jusqu'au bout.

Sur cette lettre, Pilhes ajoutait deux mots pour informer que le jugement de B. Flotte était conforme à sa manière de voir. Il ajoutait :

Jamais le péril que court la Patrie en ce moment n'a été aussi grave. Sera-t-elle sauvée? Voilà ma douleur.

Les lettres que Pilhes fit parvenir le 16 à son frère et le 17 à son ami Anglade, dans l'Ariège, reflètent la même exaltation patrio-

tique alliée au même pessimisme révolutionnaire. Qui plus est, Pilhes souligne qu'il n'est pas seul à Paris « à éprouver tant de cruelles pulsations de cœur » et avoir pris « les résolutions les plus décisives et en même temps terribles ». Il voit partout « l'ineptie, l'énervement, la lâcheté, la trahison » et il considère « déjà bien coupables aux yeux de tout sincère patriote » les hommes qui ont accepté « le trop lourd fardeau de la défense nationale ».

Dans une adresse au gouvernement en date du 19 septembre, les anciens détenus et condamnés politiques Cazavan, Closmadeuc, Lacambre, Benoît, Amiel, Durin, Sanglier, Massard (de Verdun) disaient à leur tour :

Nous avons refoulé dans notre cœur les sentiments de défiance que devaient nous inspirer certains noms... Mais les Prussiens souillaient notre territoire... Qu'avez-vous fait de notre confiance, de celle du peuple?... Incapables d'énergie, sachez vous retirer. Votre pusillanimité perd la République universelle...

LUTTE CONTRE LE DEFAITISME

Désormais, c'est la guerre à couteaux tirés prévue par Vallès, une guerre qui finira par la Commune.

Blanqui, tout en revenant sur les mesures d'organisation et de défense, tout en dénonçant les paroles soporifiques des journalistes et les pièges de l'ennemi, tout en harcelant les responsables, dénonce avec une force et une clairvoyance admirables le défaitisme de la classe bourgeoise et des militaires professionnels.

Quand on pense que c'est ce vieillard de soixante-cinq ans, plein de sève encore malgré ses années de captivité, qui voyait dès 1832 le spectre du défaitisme se profilant déjà comme instrument de défense et de représaille de la bourgeoisie, au-dessus du mouvement social naissant, on n'en admire que plus la continuité de ses vues!

Hélas! en 1870, ses noirs pressentiments de jadis devenaient les tristes réalités du moment! Et c'est bien ce qui lui arrachait, suivant une expression, « cris de l'âme » et « éclats de nerfs », comme s'il écrivait « avec sa chair et son sang et comme en s'ouvrant les entrailles ». Mais c'est trop peu dire, et J.-J. Weiss à qui nous empruntons cette appréciation voit dans ces cris « des arguments » et trouve ces éclats dominés en leur désordre par « un jugement d'une sûreté et d'une rigueur toute géométrique ».

Fixons, en nous référant à ses articles, cet aspect des vues politiques de Blanqui, d'autant plus que cet aspect prend une importance de premier plan, en raison des événements douloureux que nous avons vécus.

Dans chaque pays, Blanqui distingue essentiellement la société et la nation, car à ses yeux on ne doit point confondre « deux êtres distincts et ennemis ». La société, c'est le Capital, c'est le Maître, c'est la Réaction. La nation, c'est le Travail. La société gouverne la nation et fort mal. Il s'ensuit des « culbutes ». Blanqui entend par là des révolutions et des guerres. Le désastre de 1870 est une de ces culbutes, mais cette fois la culbute au lieu d'être simple se trouve compliquée « d'un tiers intervenant qui assomme le malade pour le dépouiller » :

Comme le malade est double par essence, le larron étranger,

suivant l'usage, s'adresse à l'un des membres en lutte, et lui offre, contre l'autre, moyennant récompense, son appui qui est accepté. Mais le combattant lésé repousse cette médiation onéreuse et prétend continuer la querelle.

Le roi de Prusse, ce brigand du dehors, est le bienvenu de la société française qu'il veut replanter sur ses jambes. La nation, mécontente, le repousse avec colère. Elle est lasse de son mauvais Gouvernement, et s'obstine à ne pas terminer la bataille avant d'avoir rossé les envahisseurs et mis au pas leurs complices.

Son succès est fort douteux. Elle avait d'abord l'avantage. Elle l'a perdu par inexpérience et faiblesse d'esprit. La Société, son adversaire, est toute puissante. Le nombre, entravé par l'ignorance et la misère, ne saurait prévaloir contre la richesse et l'instruction, privilèges de la minorité.

Nous assistons à une nouvelle défaite du peuple. Mais la victoire sera plus criminelle cent fois que les précédentes, car le vainqueur va triompher par la grâce des brigands germaniques.

C'est ce que les masses aveugles n'aperçoivent pas encore et verront trop tard.

Par cette explication ingénieuse, le rédacteur en chef de *La Patrie en danger* donne à ses lecteurs la clé du défaitisme des classes dirigeantes car, en effet, c'est toujours pour défendre leur société, c'est-à-dire leur domination, leurs privilèges, leurs intérêts de classe, leur « idéal » qu'elles se font complices des envahisseurs.

Blanqui trouve dans l'histoire, jonchée de félonies, la justification de son raisonnement. Au temps d'Etienne Marcel, les modérés ne mettent-ils pas Paris aux mains de la contre-révolution monarchique et féodale ? Même défection, quelques années plus tard, après la bataille de Rosebecque. Les Hussites, longtemps vainqueurs de l'Allemagne, sont vendus par les seigneurs à l'ennemi étranger. Le parti bourgeois livre la Fronde et le peuple à Mazarin, sous la régence d'Anne d'Autriche. Blanqui ne parle pas des émigrés, de l'armée de Coblentz, de la Chouannerie sous la Révolution, mais il note qu'en 1814, la bourgeoisie « se hâte de traiter avec la coalition victorieuse » et qu'en 1815 « elle étouffe la résistance populaire et ouvre Paris aux Anglo-Prussiens ». Pourquoi, termine-t-il, « ne reverrait-on pas aujourd'hui un exemple plus sinistre encore de ces grandes trahisons? ». Il veut bien admettre que ce serait un suicide pour la plupart des membres du gouvernement, mais non pour tous et, par voie d'allusion, il désigne Trochu.

Blanqui montre la logique des conservateurs, des réactionnaires qui par leurs aboyeurs de presse, en juillet 1870, traitaient de Prussiens et de traîtres les républicains partisans de la paix et qui réclament, à la faveur des désastres, la paix à tout prix.

Ils voulaient alors l'absolutisme par une guerre injuste, qu'ils espéraient heureuse. Ils veulent maintenant l'absolutisme, par une paix même infâme. Le moyen leur importe peu. Ne sont-ils pas les dictateurs de la société? Leur volonté est la loi unique, toujours sainte et sacrée, quelle qu'elle soit.

Il n'y a de criminel que ce qui les gêne ou les contrarie. Vendre la France à Guillaume, si tels sont leur intérêt et leur plaisir, c'est l'ordre, le droit. S'opposer à cette trahison, quand elle leur convient, c'est l'anarchie et la révolte.

Cet article est du 10 novembre. La veille, Blanqui écrivait, dans le même esprit :

La bourgeoisie n'aurait même pas voulu de la victoire, au prix de la République. En rejetant la lutte, en se cramponnant à la paix quand même, c'est la République qu'elle repousse. Elle ne voudrait pas d'une grandeur nationale qui briserait ses privilèges et ouvrirait ses portes à l'Egalité.

Plutôt l'étranger! plutôt la France rayée de la carte d'Europe, et le peuple français de la liste des nations! L'idée nouvelle, elle n'en veut pas. Périsse la science! Périsse la justice! Périsse le progrès, plutôt que l'autocratie du capital!

Car, au fond de cette guerre extérieure, il y a surtout la guerre intérieure. C'est le dedans qui décide du dehors. Le capital préfère le roi de Prusse à la République. Avec lui, il aura, sinon le pouvoir politique, du moins le pouvoir social...

La tranquillité dans l'opulence, par la servitude des masses, tel est l'idéal de la caste dominante.

C'est pour l'amour de cet idéal que la France va périr.

Le « Vieux », transposant une réponse célèbre, exprime la même pensée par cette formule brutale et terrible :

La patrie meurt, mais la Bourse ne se rend pas.

Ce thème, Blanqui le développe à maintes reprises. Il lui sert à mettre à nu l'hypocrisie d'hommes qui se targuent d'être sur le plan national, à l'heure où l'on appelle national « tout ce qui sert à détruire la nation », d'hommes qui hurlent à pleins poumons « Vive la République! », en attendant, grâce à la défaite, de cracher des malédictions sur son cadavre. Ce sont les mêmes qui se livrent à un « simulacre de défense », se souciant peu à la vérité des Allemands, mais s'inquiétant beaucoup d'un éventuel triomphe populaire, leur vrai cauchemar. D'un terme sévère, Blanqui les flagelle quand rappelant la lutte à mort qui les oppose aux Républicains, il écrit :

Nous n'avons devant nous que des Prussiens : Prussiens au dedans, Prussiens au dehors.

Que si l'on trouve excessif et vraiment trop poussé au noir le jugement de Blanqui sur la bourgeoisie défaitiste de l'année terrible, rappelons ce qu'un homme de tout repos, un bon bourgeois comme Francisque Sarcey a reconnu dès 1871 :

La Bourgeoisie se vouait, non sans une certaine mélancolie, entre les Prussiens qui lui mettaient le pied sur la gorge, et ceux qu'elle appelait les rouges et qu'elle ne voyait qu'armés de poignards. Je ne sais des deux maux lequel lui faisait le plus de peur : elle haïssait plus l'étranger, mais elle redoutait davantage les Bellevillois.

Il y a dans ce passage le souci des nuances et de la mesure, mais le sens en est très clair.

BLANQUI POUR LA LUTTE A OUTRANCE

La manifestation la plus caractérisée du défaitisme de la bourgeoisie, c'est le désir constant quoique hypocrite de traiter avec l'Allemagne réactionnaire. Les « Judas de la Patrie », comme les appelle Blanqui, sont toujours prêts à céder leur pays « pour moins de trente deniers » car ce n'est point cette propriété mais la leur propre qui

les inquiète. Ce sont les hommes de « la soumission aux Prussiens » ou comme l'écrit Blanqui d'un terme plus expressif de « la soumission à plat ventre ». Toujours ils sont disposés à s'entendre et, en fait, ils s'entendent très bien avec Bismarck sur le dos de la nation. Les tractations en vue d'une paix se présentent comme un marché entre représentants de la société capitaliste. Bismarck vise au démembrement, la réaction française à la monarchie et au maintien des privilèges. L'accord est fait d'avance :

« Passe-moi le démembrement, je t'octroie la monarchie » dit l'un. Et l'autre répond : « Donne-moi la monarchie, je te passe le démembrement. »

Ainsi les deux larrons peuvent avoir leur part et la France ferait tous les frais de l'opération, perdant du même coup la liberté et l'indépendance. Henri V deviendrait roi et Trochu connétable de France.

Bien entendu, Blanqui ne formule pas tout de suite aussi franchement son opinion. Le 22 novembre, quand il écrit ces lignes, les réactionnaires se sont démasqués. Son mérite, c'est d'avoir vu clair dans leur jeu dès le début, c'est de dénoncer leurs tentatives de paix à tout prix au fur et à mesure qu'elles se dessinaient, c'est d'avoir montré que dans cette besogne défaitiste, les républicains modérés — en majorité dans le gouvernement — se joignaient à eux. Avec le peuple de Paris, Blanqui « se révolte » à l'idée qu'on puisse parler d'autre chose que de la guerre à outrance tant que les Allemands ne sont pas refoulés hors de France. Il voit dans l'arrière-pensée de traiter, dans l'aspiration inavouée à la capitulation, dans la croyance à l'inutilité de la résistance, — toutes choses liées en somme intimement, — le ver rongeur qui, à l'Hôtel de Ville et dans les municipalités parisiennes à sa dévotion, voue la France à la défaite.

C'est le 9 septembre, — sans doute à cause de la circulaire du ministre des Affaires Etrangères Jules Favre aux agents diplomatiques, — que Blanqui flaire cette faiblesse congénitale du gouvernement. Des termes non équivoques l'attestent. Mais c'est le 14 septembre, après avoir appris la mission diplomatique confiée à Thiers auprès des cours européennes, que Blanqui annonce dans ce fait « un fâcheux pronostic pour l'avenir de la défense ». Et c'est précisément le lendemain que développant sa pensée dans un article dont nous avons cité un passage, Blanqui s'attira les foudres du *Siècle*. La thèse de Blanqui est celle-ci. Pourquoi frapper « en suppliant aux portes des cabinets, au lieu de frapper le sol du pied pour en faire surgir des légions » ? C'est se faire berner à plaisir que se pendre aux basques de l'Europe. Fiévreuse de jalousie et de haine, elle a soif d'assister à la chute de la France républicaine. Ses condoléances sont des railleries; sa pitié est une insulte. Elle nous donne le coup de pied de l'âne de cent côtés à la fois et nous osons l'implorer! Et voici la haute et fière leçon que Blanqui, devenu décidément homme d'Etat par ces qualités majeures que Weiss, Ranc et Joseph Reinach ont reconnu formellement, se permet de donner aux gouvernants qui s'abaissent à supplier:

Un peuple ne peut compter que sur lui-même. Malheur à qui espère son salut de l'étranger! Nos défaites ont déjà détruit le prestige de la France. Tous ses services, toutes ses gloires sont oubliées. La force seule impose. Hier le respect, aujourd'hui le dédain, demain le mépris. Une paix humiliante nous mettra sous les pieds.

Blanqui ne s'arrête pas là. Il en profite pour critiquer cette presse

qui affecte de repousser toute cession territoriale et paraît consentir au paiement d'une indemnité. Naturellement, par delà cette presse, les critiques s'adressent aussi à Jules Favre :

Il y a dans le langage de la presse une ambiguïté qui nous épouvante. Elle répète à satiété la phrase de Jules Favre « Ni un pouce du territoire, ni une pierre des forteresses ». Mais sur la contribution de guerre, pas un mot!

Cependant, personne n'ignore cette prétention prussienne. Il lui faut cinq milliards, la saignée à blanc, la misère homicide, le peuple fauché par la faim.

Qu'on s'explique!

Veut-on souscrire à cette exigence, aussi honteuse et plus barbare que le démembrement? Elle touche assez peu les favorisés de la fortune. Pour les travailleurs, c'est presque la mort.

Point d'équivoques, point de sous-entendus! Faut-il, oui ou non, payer une rançon de plusieurs milliards, après un semblant de résistance dans Paris?

On croit peut-être ainsi sauver l'honneur.

On le perdra comme le reste.

De même que Blanqui avait vu juste au sujet de « la tournée mendiante de Thiers » qui s'avéra inopérante, il voyait juste là encore. On sait aujourd'hui que Jules Favre et Thiers s'imaginaient pouvoir amener l'opinion à accepter une paix comprenant une forte indemnité et que le 19 septembre, au cours de sa première prise de contact avec Bismarck, Jules Favre déclara que la France était prête à payer une contribution de guerre à l'Allemagne. La veille de cette déclaration, avec sa claire vision, Blanqui dans son journal montrait les prodromes trop visibles de la soumission :

Qui donc oserait soutenir qu'il n'y a pas à Paris des partisans d'une paix à tout prix? Ils ne forment qu'une minorité, c'est vrai, mais cette minorité est puissante par la fortune et par l'influence, et le Gouvernement est son humble serviteur.

Le *Siècle* ayant daigné ajouter à la fameuse formule de Jules Favre « ni un écu d'indemnité », Blanqui prit acte de cette amende honorable et rappela que dès l'apparition de la formule, *La Patrie en danger* avait ajouté : « Ni un vaisseau de nos flottes, ni un écu de notre budget. » Il fit comprendre ainsi la portée de l'oubli soulignant la défaillance sous la fierté, ce qu'il désigne d'une expression savoureuse, « la couardise par sous-entendu ».

Le « Vieux » estimait que « si une indemnité est due, c'est par les ravageurs, non par les ravagés ». Il fait remarquer fort opportunément que les « affamés de paix à tout prix » du gouvernement n'ont jamais voulu consentir à rallonger la formule de Jules Favre, ce qui est tout à fait significatif.

L'accusation en règle contre « les partisans de la génuflexion », Blanqui devait la formuler le 22 septembre, après la malheureuse affaire de Châtillon, au moment où la nouvelle se répandait que Jules Favre s'était rendu au quartier général prussien. La rupture des blanquistes, alors consommée avec le gouvernement de la Défense nationale, permettait au chef d'écrire sans ménagement :

La situation n'est plus tenable et ne saurait se prolonger sans catastrophe. Comment vivre dans cette contradiction mortelle : un Gouvernement de défense nationale qui ne veut pas se défendre ?

...Il est des moments dans l'histoire qui rayent un peuple de la liste des sociétés humaines. Sa vie morale s'éteint ; il descend les marches du sépulcre, et ne les remontera jamais.

Nous sommes au bord de cette tombe creusée par Bonaparte. La réaction veut nous y précipiter. Elle n'a pu, comme elle l'espérait, perdre la France par l'exploitation de la victoire; c'est à la défaite qu'elle demande la réussite de ses complots.

Elle veut livrer à la monarchie le cadavre de la France. Peu lui importe que la proie qu'elle livre soit vivante ou morte.

...Depuis le 4 septembre, le Gouvernement de la prétendue défense nationale n'a eu qu'une pensée : la paix — non pas la paix victorieuse ni même la paix honorable, mais la paix quand même. C'est son rêve, son idée fixe.

Il ne croit pas à la résistance, il croit au triomphe infaillible des Prussiens. Cette perspective n'a pas cessé une minute d'obséder son esprit, et dans les hautes régions officielles, cette conviction ne rencontre point de contradicteurs.

Est-on bien disposé à combattre quand on a la certitude de la défaite? A quoi bon organiser une défense, jugée d'avance inutile et impuissante?

Ce fatal préconçu ne peut aboutir qu'aux catastrophes. Le découragement et l'incurie les préparent, et quand elles sont accomplies, on se targue de sa prévoyance. « Je l'avais bien dit! » s'écrient les auteurs responsables du malheur public.

Ainsi périssent les nations.

Allons-nous sombrer dans cet abîme? La France, mise à feu, à sang et à sac va-t-elle en sus donner un pourboire de plusieurs milliards à ses dévastateurs, payer à la fois sa ruine et sa honte?

Paris, malgré tant de fautes militaires, Paris est encore debout. Gardons notre argent pour acheter du plomb et du fer. Un million de chassepots nous coûterait cent millions. C'est la cinquantième partie de ce qu'on exigera de nous.

Point d'or pour les Prussiens! Du fer et du plomb.

Le 6 octobre, Blanqui répète que personne ne peut se tromper sur la pensée du pouvoir :

Ce que veut le Gouvernement, c'est ce qu'il a toujours voulu, ce qu'il n'a pas cessé une minute de poursuivre par les plus honteux moyens, la paix quand même, la paix de la soumission et du déshonneur.

Jules Favre, le négociateur de Ferrières, qui mendia « trois jours la paix dans les rues du camp prussien » est pris sévèrement à parti :

On sait ce qu'il a rapporté : un outrage que la France sentira éternellement sur sa joue, et une harangue lamentable qui a obtenu chez toutes les femmes un succès de larmes.

Que les hommes n'aient pas tous bondi d'indignation sous ce soufflet, c'est un des plus tristes symptômes de notre abaissement; on s'est attendri, on a pleuré sur la prose de M. Jules Favre, on a été byzantin jusqu'au bout des ongles.

On n'a pas vu ce qu'il y avait d'effrayant pour le pays dans cette dictature clandestine d'un homme qui se glisse nuitamment, hors des portes, pour aller de son chef, sans mandat, à l'insu de tous, maquignonner l'existence même de la patrie dans l'antichambre d'un Bismark.

L'affront reçu, les solliciteurs déconfits ont poussé de brugantes clameurs attestant le ciel et la terre qu'il serait tiré vengeance de l'insulte. Ils ont juré la guerre à outrance, la guerre au couteau, la victoire ou la mort, toutes les prosopopées du mélodrame.

Comédie et mensonge ! Tandis qu'ils montraient le poing à Bismark en présence des badauds, ils recommençaient leurs courbettes dans la coulisse. Pas un seul instant, les négociations c'est-à-dire les supplications, les pleurnicheries n'ont interrompu leurs cours.

Ces hommes n'ont jamais songé qu'à la paix. Ils l'ont quémandée sans relâche depuis le 4 septembre, ils la quémandent encore à la porte de tous les cabinets de l'Europe.

De quel prix ils la payeront, personne ne peut plus l'ignorer. De l'or, du pays, peut-être de ses lambeaux; mais avant tout du sacrifice de la République. Elle sera la première immolée sur l'autel, victime aussi joyeusement égorgée par nos dictateurs que par Guillaume lui-même. Prussiens et royalistes s'embrasseront sur son cadavre.

Après Jules Favre, Blanqui s'en prend à Thiers qui vient d'implorer la paix sur tous les chemins de l'Europe et qui est de retour, la besace vide :

M. Thiers, malgré son grand âge et ses gros livres, a oublié qu'un peuple ne peut demander l'aumône qu'au bout de son escopette, comme le mendiant du Gil Blas. *Or, le Gouvernement, en tendant son chapeau, affectait de montrer qu'il ne tenait point d'escopette. On a détourné la tête avec mépris.*

De toute façon, à quoi aboutit cette recherche fièvreuse de la paix, soit à Ferrières, soit dans les cours de l'Europe ? Selon Blanqui, la défense nationale en est paralysée, non seulement en haut par la conviction de l'inutilité des préparatifs, mais en bas car on brise le ressort populaire en mettant la mort dans l'âme des soldats, en transformant « une armée en troupeau ». De plus, la morgue de Bismarck s'accroît d'autant.

Les étapes de « la capitulation à merci », Blanqui les retrace « mieux que personne », a dit Ch. Fauvety, en des articles pleins de flamme les 9 et 16 novembre. Il fustige les « pleurards », les « agenouillés », les « couards », tous ceux qui préfèrent le « verbe mielleux des avocats et des diplomates » à l'action militaire, à l'organisation en vue du combat. De nouveau, il met en relief leur rôle de Janus « jouant dans la ville une ignoble comédie de vaillance, et aux portes des palais européens leur rôle naturel de mendicité ». Dès lors, les articles se succèdent aux titres significatifs : « Alliance ouverte de la réaction avec Bismarck » (25 novembre), « Les trahisons » (26), « Comment périt une nation » (27), « Le sort des peuples qui abdiquent » (28), « Le gouvernement de l'étranger » (29). Terminant ce dernier, il s'écrie :

Il est temps que la France reprenne possession d'elle-même et congédie la horde des gens d'affaires amassés autour de son lit et de son héritage.

Après la tentative avortée de Trochu pour forcer les lignes ennemies, Blanqui voit bien qu'il ne faut plus escompter la délivrance de Paris par les armées de province et que la capitale doit pourvoir seule à sa défense, malgré l'état d'abandon consécutif à « l'impéritie et la platitude » des gouvernants. Il estime toutefois qu'en tirant parti des

ressources disponibles, elle peut résister encore et même prendre l'offensive avant que la disette n'ait pu faire son œuvre. C'est, pour Blanqui, une question de temps entre Paris et les Allemands. Durant cette période, la province doit se soulever, appuyant les armées qui s'organisent ou ont été organisées. Blanqui est tellement ancré dans cette idée de guerre jusqu'au bout qu'il envisage, au pis aller, « un Gouvernement provisoire réfugié de ville en ville jusqu'à Toulon, place imprenable et ravitaillée par nos flottes ». Cette solution de suprême énergie qui peint bien l'état d'exaspération patriotique de Blanqui contraste étrangement avec la mollesse de ce pouvoir « imbécile sinon traître » que Blanqui appelle en dérision le « Gouvernement de la désertion nationale ».

CONTRE TROCHU ET LA DELEGATION DE TOURS

Le plus grand responsable de ce « Gouvernement de sacristain et de Bourse » c'est son président Trochu, « général posé par le hasard et les circonstances ». Il devait tomber de droit le 4 septembre avec le ministère Palikao dont il n'était qu'un appendice. C'est lui qui a le plus compromis l'existence du pays. Sa puissance est réelle tandis que « les avocats éperdus ne sachant où donner de la tête » et qui se cramponnent à son panache ne sont qu'une apparence.

Ce n'est pas seulement un « homme de monarchie et d'Eglise ». Depuis que le roi de Prusse s'est déclaré pour lui et « ses douze » contre « la populace » de Belleville, c'est « le grand vizir » de Guillaume. A la veille du 31 octobre, Blanqui l'appelle *Sultan-Trochu*. Fin novembre, il en fait un fauteur de coup d'Etat, un maître absolu « plus hautain, plus brutal, plus insultant dans ses procédés que ne l'a jamais été l'ex-empereur lui-même ». Par ailleurs — et ici Blanqui ne mâche pas ses mots —, c'est « un idiot », c'est « l'ineptie en personne », comme le prouve sa proclamation de mi-novembre. En outre, c'est un ambitieux immolant à sa passion le sort de Paris et de la France. Et pourquoi? Pour devenir président de la République, connétable de France ou le Monk de la dynastie d'Orléans.

Son impéritie dépasse encore son ambition. Blanqui ne cesse de le répéter. Il écrit le 28 novembre « qu'elle est démontrée par trois mois d'expérience ». Le 18, il avait fait remarquer en s'en référant à la dernière proclamation de Trochu et sans doute aussi à des propos peu encourageants colportés en public que le gouverneur de Paris ne croyait pas à une défense victorieuse de la capitale. Et tout de suite avec un déroulement logique ces questions étaient venues sous sa plume : Pourquoi a-t-il pris en mains la défense de Paris s'il la jugeait impossible? Qui l'obligeait, lui et « les avocats de l'Hôtel de Ville », à se charger d'une besogne estimée insensée? Pourquoi conservait-il le pouvoir, étant en contradiction avec le sentiment public ? Pourquoi n'a-t-il pas prononcé tout de suite le mot de « paix à merci » puisqu'il y était résolu? Que de malheurs épargnés alors!

De fait, dès le commencement du siège, Trochu avait affirmé que les Allemands entreraient dans Paris quand et comment ils voudraient et que la grande cité tiendrait une quinzaine tout au plus. Maintes fois il avait déclaré que la défense de Paris n'était qu'une « héroïque folie » et même une fois il avait ajouté avec son emphase bien personnelle que cette folie servirait à faire « de l'humus pour les générations

futures ». Dans ces conditions combien justes apparaissent les questions posées par Blanqui! C'est si vrai qu'après les événements, des historiens les posèrent à leur tour. Jules Claretie, par exemple, ne devait-il point écrire dès 1872, en parlant de Trochu :

Puisqu'il avait cette conviction intime, pourquoi ne s'était-il point démis de ses fonctions entre les mains d'un chef plus confiant et plus résolu? L'opinion publique sera toujours en droit de lui adresser cette dure question.

Le même historien reconnaît du reste, tout comme Blanqui, que Trochu manquant de cette confiance superbe qui transporte les montagnes et renverse les situations était loin d'être au diapason d'audace et de frénésie guerrière du peuple de Paris. Mais Blanqui ne se contentait pas de constater ces faits en plein drame et dans le déchaînement des passions du siège, il en tirait toutes les conséquences. Hardîment, il émettait l'hypothèse : si Trochu conserve malgré tout le gouvernail de la défense, c'est qu'il a un but et ce but c'est, la famine aidant, de pouvoir ouvrir les portes de Paris aux Allemands, moyennant quoi il espère réaliser ses rêves ambitieux.

On parlait beaucoup du plan secret Trochu durant le siège. C'était un sujet de plaisanteries sans fin, un thème de chanson et de caricature. Ce plan est aujourd'hui connu : il consistait en une sortie par la rive droite de la basse-Seine en direction de Rouen. Mais, pour Blanqui, allant au fond et recherchant les mobiles politiques plus que les vues stratégiques, le plan secret et immuable de Trochu consistait à jouer Paris par des grimaces guerrières et à le conduire ainsi, de tromperie en tromperie, jusqu'à l'heure où la famine le contraindrait à se rendre.

Blanqui ne croit pas aux capacités militaires de Trochu. N'écrit-il pas le 4 octobre, un mois jour pour jour après la proclamation d'un gouvernement qui « s'est effacé devant sa suprématie militaire » ? :

Il ne fait pas merveille, malgré ses chassepots. On le croyait un aigle de guerre. On s'aperçoit qu'il ne plane pas si haut. Les grands événements portent les grands hommes, ils laissent choir les petits.

Depuis le 2 décembre, la nation a pris l'habitude de la domination soldatesque. On l'abhorre, mais on la subit. On s'y est plié insensiblement, et la routine l'emporte sur la réflexion, voire sur la volonté.

Cette situation terrible d'un siège fait planer sur notre avenir la menace d'un despotisme pire que tous les précédents, et il apparaît sous la forme du sabre. Le préjugé lui donne une force presque invincible.

Et le pis est, qu'en se laissant « imposer le joug de cet homme », la République est tombée d'un militarisme dans un autre. Quelle aberration! Elle s'explique par l'accoutumance, vingt années durant, à la « tyrannie militaire ». Résultat : la liberté en fera les frais.

Pour concentrer ses feux sur Trochu et Jules Favre, Blanqui n'en englobe pas moins les autres gouvernants dans la même réprobation. Ce sont pour lui de « simples comparses », bien qu'il reconnaisse volontiers que plus d'un parmi eux et notamment Rochefort, a dû souffrir de sacrifier le citoyen Mottu, maire du 11e, sur l'injonction des sacristies.

Il n'a pas plus confiance dans la délégation de Tours. Le 3 octobre, procédant par insinuation, étant donnée la difficulté de recueillir des informations sûres dans Paris bloqué, Blanqui annonce qu'à Tours,

« Cremieux et son pâle cortège sont noyés dans le flot légitimiste soulevé par la tempête » et que « cette émanation du Gouvernement central n'est plus qu'une ombre servant de drapeau aux reconstructeurs du passé ». Quant au général Fourichon, on le dit régnant en maître à Tours et préparant « les logements de Henri V ». Le « Vieux » qui considère « le monstre » Fourichon comme « l'homme du légitimisme » et « le bourreau des Républicains », n'est pas loin d'entériner ce bruit.

Le 5 octobre, sur la base d'informations énigmatiques parues dans l'*Electeur Libre* et de recoupements opérés dans les feuilles légitimistes, Blanqui s'alarme. Il voit le royalisme « maître sur les bords de la Loire ». Qu'eût-il dit s'il avait su que par décret du 1er octobre, la délégation avait décidé de son propre chef, sans même consulter Paris, qu'on procéderait à des élections constituantes, mesure réactionnaire et défaitiste qu'il désapprouvait avec un luxe remarquable d'argumentation ?

Le 18, irrévérencieusement, Blanqui traite la délégation de « Gouvernement cacochyme, podagre et cul-de-jatte », puis Crémieux et Glais-Bizoin de « vieillards ineptes et impuissants ». Il les voit cependant se ranimer au contact de Garibaldi qui vient d'offrir son épée à la France républicaine. Sans doute ignore-t-il encore que Gambetta siège à la délégation, investi de pouvoirs spéciaux. Le 20, Blanqui, informé cette fois, n'augure pas mieux de cette adjonction d'un jeune aux « vieillards ridicules ». Il écrit :

Ce n'est pas le citoyen Gambetta qui réparera le mal. Sa proclamation gasconne aura le sort de tous les verbiages d'avocat. Une piqûre d'épingle fait justice de ces ballons gonflés.

Ministre de l'Intérieur et ministre de la Guerre, il a beau concentrer en ses mains tous les pouvoirs, cumuler la dictature militaire et civile, il a emporté de Paris la maladie mortelle du Gouvernement provisoire, l'incertitude, la peur du peuple, l'obséquiosité pour la réaction. Il ne pourra rien et ne fera rien. C'est un corps sans âme. Le souffle de la vie lui manque.

Le 14 novembre, Blanqui s'élève à nouveau contre la délégation qu'il définit le « commis et porte-voix des aristocraties fédéralistes ». C'est dans ce même article que répondant avec colère à ceux qui réclament une assemblée pour statuer sur l'avenir alors que la nation est sous les baïonnettes allemandes, Blanqui s'écrie fièrement :

Les pouvoirs légitimes sont aux mains de qui résiste. Le bulletin de vote, aujourd'hui, c'est la cartouche. Aucun autre n'est valable, tant que l'étranger n'a pas vidé les lieux. Les départements envahis ou menacés d'invasion prochaine sont frappés d'incapacité politique. Ils n'ont plus qualité pour régler le sort du pays. Une ville assiégée, aussi longtemps qu'elle combat, représente la nation et la représente mieux que personne. En capitulant, elle déchire son mandat.

Si la France cède et que Paris se défende, il est la France. S'il succombe et qu'une province fasse tête à l'ennemi, elle devient à son tour la nation. Là où on se bat pour l'indépendance, là est la République, et le Gouvernement de droit comme de fait.

Quelques jours plus tard, Blanqui revient à la charge contre toute Assemblée en s'appuyant sur les leçons de l'histoire et l'expérience des hommes. Dans sa conclusion, il reprend les mêmes principes que lui inspire son patriotisme hautain et farouche :

Il n'appartient pas à qui ne combat point de régler le sort de la France. On ne doit en traiter que les armes à la main. La paix ne peut être mise aux voix tant qu'il reste cent soldats pour tenir la campagne.

Il existe en séance, à Paris, une assemblée de cinq cent mille hommes avec des bouches de bronze et des paroles de plomb. Que la province en convoque d'autres, de la même nature, sinon du même chiffre. Quant à la direction de ces nombreux représentants de la nation, elle sera aux plus hardis, aux plus fermes, aux plus braves, et ne s'en trouvera pas plus mauvaise, pour être moins bureaucratique...

La France, en ce moment, n'a d'existence civique que dans les camps. Partout ailleurs, personne n'a droit à la parole.

JUGEMENT SUR BLANQUI EN 1870

Ainsi dans tous les domaines : militaire, politique, économique, moral, diplomatique, gouvernemental, Blanqui, avec une lucidité et une ténacité peu communes, indiquait ce qu'il convenait de faire d'urgence et aussi ce qu'il fallait éviter.

Il ne se contentait pas d'apporter des critiques serrées, il préconisait les mesures d'organisation, les méthodes énergiques que lui dictaient son patriotisme ardent, son expérience politique, ses connaissances et son instinct militaires. En même temps, il indiquait les ressources susceptibles de réaliser l'action envisagée, ne perdant pas de vue l'ensemble de la situation, toujours obsédé par le but final : repousser l'envahisseur, libérer la France, ce qui pour lui se confondait avec la victoire de la cause républicaine. Tout cela, sans grandes phrases, sans rhétorique verbeuse, en des propositions étudiées s'étayant sur la raison et le bon sens. Même quand il exhale sa colère, et Dieu merci c'est presque dans chacun de ses articles, Blanqui conserve une certaine mesure, sait se maîtriser. On dirait un historien, un gouvernant qui écrit, non un journaliste, un chef de l'opposition. Situation unique dans la presse du temps. Elle explique qu'ont ait cru devoir associer par la suite le nom de Gambetta à celui de Blanqui, qu'on ait fait de ce dernier l'organisateur de la Défense nationale du dehors, comme Gambetta le fut du dedans.

Dans ces conditions, on comprend que Ranc qui connut personnellement et put apprécier au cours de l'année terrible Gambetta et Blanqui, ait voué un culte égal à ces deux fortes personnalités au point que voisinaient, dans son cabinet de travail, les portraits du guide de la résistance en province et du rédacteur en chef de *La Patrie en danger*. Quant à Ulysse Parent, qui vit Blanqui durant le siège, il ne put s'empêcher d'écrire à Ranc, devenu directeur de la Sûreté générale à Tours : « Quel grand patriote que Blanqui ! » C'était bien l'avis d'Anatole de La Forge, le héros de la défense de Saint-Quentin qui, en 1877, ornait encore sa chambre des portraits de Blanqui et de Garibaldi. Plus près de nous, en 1915, Georges Renard évoquant les souvenirs du siège, se rappellera avoir lu « les appels enflammés de *La Patrie en danger* » qui le poussaient vers les partisans de la manière forte. Mais c'est à J.-J. Weiss qu'il nous faut revenir si nous voulons apprécier vraiment la contribution extrêmement sérieuse que Blanqui en « homme très capable et très énergique » quoique sans

responsabilité et sans mandat, apporta à la défense nationale. Weiss écrivit en 1872 :

Rien n'est plus curieux que de parcourir aujourd'hui la collection de La Patrie en danger. *Le temps n'a pas refroidi ces pages ardentes; il n'a fait qu'apporter la consécration des faits aux prédictions qui y sont contenues. Les articles du 7, du 9, du 12 et du 13 septembre sur la défense de Paris, celui du 10 sur l'organisation de la garde nationale seront devant l'histoire comme autant d'actes d'accusation contre un gouvernement, qui n'a voulu prendre aucune des mesures qui s'y trouvaient recommandées.*

Rien de plus vrai. Mais comme l'ont reconnu les frères P. et V. Margueritte dans leur histoire de la guerre franco-allemande, si le journal *La Patrie en danger* était « plein de vues patriotiques et justes », elles n'avaient qu'un tort, c'est d'émaner d'un « irrégulier » dont le nom effrayait « au lieu de venir d'un Favre ou d'un Trochu ».

Karl Marx à Londres lisait aussi avec intérêt les articles de Blanqui.

Cependant le vieux conspirateur ne trouva aucun écho dans les sphères officielles tandis que la grosse masse du peuple dont il était le défenseur et l'interprète ne profitait point de ses avertissements. On assista alors à ce paradoxe de pages à l'unisson de la population, traduisant vraiment ses aspirations, de pages qui eussent dû la soulever et qui restèrent presque inconnues d'elle.

La vérité triste à dire et reconnue par Casimir Bouis, l'un des blanquistes du siège, c'est que « ce pauvre et sublime Paris n'a pas su lire les feuillets quotidiens » dont Blanqui fut « le rédacteur prestigieux et magnifique ». « Dans le mouvement et le bruit de la ville en bataille, écrit Gustave Geffroy, la voix de Blanqui est comme une voix dans le désert. » Jaurès, en sa langue imagée, fait remarquer que dans la nuit glacée du grand Paris de 1870, « les mots de flamme » de Blanqui « ne pouvaient percer » et « réchauffer » des foules désemparées et tristes.

Pourquoi? Assurément pour une large part — comme le croit Jaurès et comme l'a reconnu Blanqui — parce que la longue résignation et le sommeil de servitude dus à la dictature impériale s'opposaient à la formation d'une passion républicaine assez ardente et assez fière pour prêter l'oreille, quand il était temps encore, aux appels enflammés de Blanqui. Assurément aussi à cause de la réputation démoniaque du « Vieux », des préjugés entretenus sur sa personnalité, des haines inexpiables dont il continuait d'être l'objet et qui avaient trouvé un aliment nouveau dans l'affaire de La Villette.

On s'en fait une idée en lisant l'ouvrage de Jules Claretie sur l'année terrible. Sans doute, on doit tenir compte que l'auteur est un fervent de Barbès, mais il faut qu'il soit quand même aveuglé par la passion pour ne point noter, ne fût-ce qu'en quelques lignes, la position constructive de Blanqui durant le siège. Ce mutisme d'un historien qui se targue de « regarder en face la vérité » indique assez l'ostracisme dont il dut faire preuve quand il n'était que spectateur. Louise Michel écrit du reste qu'après le 31 octobre 1870 « le nom du vieux Blanqui [était] secoué comme un épouvantail devant la bêtise humaine ». Après le 31 octobre, certes ; mais avant aussi, quoique dans une mesure moindre, suffisante toutefois pour nuire à la diffusion du journal.

On doit faire intervenir un autre facteur pour expliquer l'isolement de Blanqui. Il faut bien le dire, ses articles étaient trop sérieux. Leur force d'argumentation, leur valeur technique, leur qualité de style même et jusqu'à la fine ironie qui s'y glissait avec aisance, tout cela n'était point fait pour satisfaire l'homme de la rue. Comme pâture quotidienne, il lui faut autre chose. Chaque matin, selon le mot de Jules Vallès, il a besoin qu'on « fasse ronfler la toupie des grandes phrases ». Or, nous l'avons montré, rien de tel chez le « Vieux » qui intervenait bien plus en homme d'Etat qu'en pamphlétaire. Lissagaray fait donc une remarque très juste quand il signale que le clinquant des apostrophes boursouflées du *Combat* de Félix Pyat, par exemple, « attirait plus la foule que la dialectique nerveuse de Blanqui ».

Ce qui éloigna également la foule du quotidien blanquiste, et ici nous tombons dans l'implacable matérialisme des choses, c'est sa présentation défectueuse. Il est certain que *La Patrie en danger* fut un « vilain journal » suivant les propres termes de Gérôme, le chroniqueur de l'*Univers Illustré*, qui ajoute :

Quelle impression, grand Dieu! et quels caractères! Et le papier, ce papier jaune, squalide, dont les établissements à quinze centimes n'eussent pas voulu, même avant la lettre.

CHUTE DU JOURNAL

Comment s'étonner, dans ces conditions, de la disparition du journal au bout de trois mois?

Une note en tête du n° 89, le 8 décembre 1870, annonce ainsi sa fin :

La Patrie en Danger *cesse de paraître. Nous dirons franchement pourquoi : les ressources nous manquent. Malgré la plus stricte économie, malgré la gratuité absolue de la Rédaction, le journal n'arrive pas à faire ses frais. Le déficit est peu de chose, mais il suffit quand on est pauvre. Nous regrettons amèrement que cette nécessité survienne au moment où chacun doit lutter de ses derniers efforts.* — LA RÉDACTION.

Ce que ne disait pas cette note c'est qu'il y eut des fautes dans la gestion de la feuille. Blanqui et ses amis, absorbés par des besognes diverses, ne s'occupèrent pas assez de la vente et du gain, laissèrent trop libre l'imprimeur duquel ils n'exigèrent pas de comptes. Celui-ci, pourtant, leur avait donné un avertissement fin septembre en arrêtant trois jours l'impression du journal parce que les subsides faisaient défaut. Et quand *La Patrie en danger* reparut, toujours en grand format mais sur simple feuille, la rédaction devait bien penser que cette forme n'était point suffisante pour assurer la trouée de l'organe dans les masses. Fin octobre, toutefois, le journal était encore assez demandé sur la voie publique.

Il est évident qu'avec un bon noyau de lecteurs, le journal eût pu survivre. Cette fin prématurée, en dépit des sacrifices matériels et de la collaboration des amis comme du talent, de l'éloquence et de l'élan patriotique du rédacteur en chef, est la meilleure preuve que le journal n'a pu entamer sérieusement l'opinion. Les autres organes de l'opposition firent leurs frais, purent au moins durer jusqu'au 18 mars 1871, sauf naturellement les suspensions aux périodes répressives.

On n'apprécie bien que ce qu'on a perdu. *La Patrie en danger* fut regrettée. Très suggestif, à ce sujet, est l'incident qui surgit le 3 mars 1871 à la célèbre réunion du Comité Central de la Garde nationale au Tivoli-Vaux-Hall. Metjé y attaqua l'un de ceux qui venaient d'être élus à la Commission Exécutive provisoire, le citoyen Henri Verlet [Henri Place], comme responsable de la chute du journal. Toute une discussion s'ensuivit au cours de laquelle Verlet, se disculpant, fut amené à parler des fonds « très restreints » du journal. Elle se termina à la confusion de Metjé, mais le fait qu'elle eut lieu en une telle assemblée avec tant d'ampleur et près de quatre mois après la disparition du journal est tout à fait probant.

CHAPITRE IV

LUTTES ET RANCŒURS PENDANT LE SIEGE LE 31 OCTOBRE

LES BLANQUISTES DANS LE COMITE DES 20 ARRONDISSEMENTS ET DANS LA GARDE NATIONALE

Le Comité Central de la Garde Nationale dont nous venons de parler ne doit pas être confondu avec le Comité Central des vingt arrondissements qui lui est bien antérieur.

Pendant le siège, le Comité des vingt arrondissements fut, avec l'Internationale, un des foyers d'agitation socialiste à Paris. Granger, Tridon, Eudes, Brideau, Verlet, Caria y jouèrent obscurément un rôle en tant qu'organisateurs et agents de liaison. Les affiches du groupement portent les signatures de blanquistes libres ou de stricte observance tels que Th. Ferré, Jaclard, Ranvier, Rigault, Tridon, Germain Casse, Genton, E. Duval, Breuillé, Constant Martin. Il convient d'y joindre Edouard Vaillant qui, à la faveur du siège, fit la connaissance de Blanqui et de Tridon. Ces relations, dit Charles Longuet,

...firent mieux que confirmer le jugement que je lui avais exprimé plusieurs années auparavant sur les qualités intellectuelles et morales du grand révolutionnaire, elles l'inclinèrent à un accord chaque jour plus étroit avec lui.

Quand on relit ces affiches du Comité des vingt arrondissements, on s'assure que le programme qu'elles formulent « pour le salut de la Patrie et de la République » c'est, sur tous les points, ce que demandait Blanqui. Il n'avait donc qu'à rédiger ses articles pour appuyer l'action du groupement. D'où les éloges que G. Lefrançais, l'un des délégués du IVe arrondissement, prodiguera à Blanqui en 1871 pour s'être révélé aux Parisiens

...comme un journaliste de premier ordre et d'un véritable bon sens pratique.

Assimilant, avec une haute raison, la situation présente de Paris à celle d'un bâtiment menacé de naufrage et contraint de ménager ses ressources pour tenter d'arriver au port, il faisait toucher du doigt l'impérieuse nécessité de rationner à chacun la quantité

de vivres disponibles et de concentrer toutes les énergies vers le but à atteindre : le salut de Paris et du pays tout entier.

Et Lefrançais ajoutera :

Que ces sages conseils eussent été suivis, que les mesures indiquées dans le programme [du Comité des vingt arrondissements] *eussent été appliquées, la France, nous n'en doutons pas, eût été délivrée de la Prusse, et la République définitivement assise cette fois.*

Cette opinion — ou plutôt ce regret — qu'on n'ait pas écouté la voix du « Vieux », le conservateur J. Weiss, comme nous l'avons vu, devait la formuler l'année suivante et c'est comme en écho que Gustave Geffroy écrira en 1896 :

On ne l'entendra qu'après [la voix de Blanqui], *elle deviendra de plus en plus vivante, elle incarnera enfin tous ceux qui jetaient alors leur clameur au vent, et qui n'auront jamais su, ou qui n'auront su que trop tard, quel collaborateur s'offrait à eux.*

Une autre formation dans laquelle les blanquistes jouèrent un rôle fut la garde nationale.

A l'élection des chefs du 169e Bataillon, celui de Montmartre, Blanqui pose sa candidature. Mais il est inconnu de la plupart des « trente sous », lui, l'homme des prisons et de l'exil. C'est vraisemblablement pour se faire connaître, en dissipant les calomnies colportées sur son compte, qu'il raconte deux jours de suite l'affaire de La Villette dans son journal. Georges Clemenceau, maire de l'arrondissement, qui préside dans une vaste salle de la rue de Clignancourt une grande réunion de quinze cents gardes nationaux, présente à l'auditoire le vétéran qui demande leurs suffrages. Il fait son éloge et, à l'unanimité, Blanqui devient commandant du bataillon.

C'est dans sa tenue de chef, képi galonné et sabre, qu'il parle le 15 septembre à la salle Favié. Dès lors, le temps de Blanqui est compté et sa journée bien remplie, malgré son âge. Le matin, il va aux nouvelles et s'occupe de son bataillon, naviguant des remparts à la mairie de Montmartre, de celle-ci à l'Hôtel de Ville, aux bureaux d'armement, d'équipement, etc., s'intéressant aux mille détails d'organisation que pose la gestion d'un bataillon. Le soir, avant le dîner, il est au bureau du journal et après, au club. Il couche chez Sourd.

Fût-ce une faute de la part de Blanqui, Millière, Varlin et autres chefs de la classe ouvrière d'accepter leur élection comme chefs de bataillon? G. Lefrançais l'a prétendu. Cette force que les révolutionnaires croyaient posséder, a-t-il dit en substance, c'est elle au contraire qui les possédait. Ils se trouvaient pris par quantité de besognes fastidieuses auxquelles jusqu'alors ils étaient demeurés étrangers. Mieux eût valu, sans doute, laisser leurs grades aux anciens militaires, quitte à contrebalancer l'influence de ceux-ci dans les conseils de famille élus par bataillon afin d'assurer le secours aux gardes dans le besoin.

Toutefois, il va sans dire qu'étant investi d'un grade, d'une responsabilité, d'une influence par voie démocratique, Blanqui a plus de poids pour exiger, au nom du parti de la Révolution, la guerre à outrance avec toutes les mesures énergiques que comporte ce mot d'ordre de combat. Le chef de bataillon appuie désormais le journaliste, l'orateur de club, le chef de parti, surtout après la rupture de la trêve, quand le gouvernement a fait aux yeux des blanquistes et des autres fractions révolutionnaires la preuve de son incapacité,

quand, vers lui, de leur part, montent les récriminations. Blanqui est de ceux qui estiment que le gouvernement ayant failli à tous ses devoirs est frappé de déchéance et doit disparaître. Mais il est encore trop tôt pour en arriver là : la provision de confiance des Parisiens est à peine entamée, ils ne comprendraient pas une action en ce sens. Il faut biaiser. L'idée se fait jour de réclamer l'adjonction au gouvernement d'une délégation communale pour l'aider et le contrôler. Ainsi, en mettant l'épée dans les reins des gens de l'Hôtel de Ville, on faisait un premier pas sur la voie menant à la Commune. Le 18 septembre, une réunion des chefs de bataillon de la garde nationale et des délégués du Comité des vingt arrondissements a lieu sous la présidence de Blanqui, pour s'entendre sur une démarche en faveur de la guerre à outrance et des élections communales. Or, précisément le matin même, avait paru dans *La Patrie en danger* en premier-Paris, un article hostile à toutes élections, mêmes communales. On demanda des explications à Blanqui. Il répondit être étranger à cet article et ne l'avoir pas lu. L'incident clos, on se mit d'accord au sujet de la délégation. Elle se rendit à l'Hôtel de Ville. Blanqui en fit partie et eut à la fin de l'entretien une discussion assez aigre avec Jules Ferry. Vallès qui était présent, a relaté l'entretien en ces termes :

J'ai vu, un matin, tout le Gouvernement de la Défense nationale patauger dans la niaiserie et le mensonge, sous l'œil clair de Blanqui.

D'une voix grêle, avec des gestes tranquilles, il leur montrait le péril, il leur indiquait le remède, leur faisait un cours de stratégie politique et militaire.

Et Garnier-Pagès dans son faux-col, Ferry entre ses côtelettes, Pelletan, au fond de sa barbe, avaient l'air d'écoliers pris en flagrant délit d'ignardise.

La démarche n'eut pas grand succès, le gouvernement, selon Blanqui, n'ayant répondu que « par des discours d'apparât et de vagues protestations ».

Elle aboutit tout de même à quelque chose car ce n'est point l'effet d'un hasard si l'attaque contre Blanqui prononcée par *Le Siècle* se double bientôt d'une effervescence parmi les officiers de la garde nationale. Ceux-ci, prenant prétexte d'une information qui leur a déplu, arrêtent sans mandat le secrétaire de la rédaction, le correcteur et deux employés de *La Patrie en danger*. Assurément, ils sont remis en liberté immédiatement après leur arrivée à l'Hôtel de Ville. L'incident n'en est pas moins symptômatique. Il met à nu le résultat concret de toute une entreprise souterraine menée avec astuce et jésuitisme. Elle vise à démonétiser Blanqui, devenu une fois de plus le grand gêneur. Sous une autre forme, c'est la campagne de 1848 qui recommence. Le parallèle saute aux yeux et Blanqui lui-même ne peut s'empêcher de le faire dans son journal. Il écrit :

La calomnie se déchaîne comme en 1848. Nous savons ce que c'est..., le marchepied de l'échafaud, le prélude de la proscription.

Mais le « Vieux » qui a été échaudé prend tout de suite l'offensive et se dresse, menaçant :

Et la défense, où en est-elle?... On cultive le Prussien comme une ressource contre la « Démagogie ».

La « Démagogie » fera tête et ne se laissera point égorger, qu'on le sache bien. Elle a été débonnaire en 1848. Elle était seule en cause, et s'est abandonnée au couteau.

En 1870, elle est la Patrie. Elle défendra la Patrie avec les ongles et avec les dents. Aux hurlements et à l'audace de la réaction, elle a compris le danger, et les traîtres n'échapperont ni à sa perspicacité, ni à sa vengeance.

AUDACE GRANDISSANTE DE LA REACTION

La journée du 8 octobre montra l'audace grandissante des gouvernants non contre les Allemands mais contre le peuple. On vit de la garde mobile et des bataillons royalistes rangés en bataille et prêts à user de la force. Jules Ferry refusa de recevoir une délégation populaire. Les cris de : Brigands, pillards, voleurs, Prussiens furent poussés à l'adresse du peuple. Comme en 1848, le cri de : A bas Blanqui! retentit. Le « Vieux » relatant ces faits ne s'en effarouche pas. Il constate simplement qu'aux outrages « se mêlaient des noms de républicains qui ont le tort d'avoir dévoué leur vie à la République ». Puis il ajoute férocement :

On peut accepter de la bouche des financiers, des gros boutiquiers et autres parangons de désintéressement et de probité, les épithètes de « pillards » et de « voleurs ». Quant à celle de « Prussien », que ces messieurs la gardent pour eux. Elle leur appartient en toute légitimité car le plus beau jour de leur vie sera celui où le bon roi Guillaume les délivrera de la République et des Républicains.

A partir de ce jour, les « calomnies à outrance de la réaction » se donnent libre cours. Flourens et Blanqui se trouvent particulièrement visés, surtout qu'on n'ignore pas que dans une réunion de soixante-cinq chefs de bataillon, ils ont déposé une motion proposant la loi martiale et l'organisation de la Commune. C'est du reste à la suite de cette réunion que le préfet de police Kératry demande l'arrestation de Flourens et de Blanqui. Mais, comme on sait, Flourens ne peut être arrêté et Blanqui disparaît sans laisser de trace tandis que Kératry démissionne.

Une phrase « idiotement cruelle » court dans Paris : « Blanqui est payé par la Prusse. » Dans les salons, dans les boudoirs, dans les bureaux, les traîtres de toutes les nuances décochent au patriote irréductible l'épithète de « Prussien ». Il est clair que Blanqui n'en a plus pour longtemps à détenir un poste responsable. Surtout qu'au 169e, comme dans la plupart des autres bataillons, une sourde animosité règne, depuis le début, entre le commandant élu et les cadres composés généralement d'ex-officiers et sous-officiers de l'Empire antirépublicains et surtout antirévolutionnaires qui s'arrangent de façon à rester irresponsables devant leurs hommes de toutes les misères dont eux-mêmes sont souvent les auteurs.

Blanqui raconte comment on s'y prend pour se débarrasser d'un commandant qui déplaît. Il a beau faire une longue queue, on ne lui donne rien alors qu'on donne tout à d'autres, grâce à l'appui d'un nom influent. S'il reçoit quelque chose, ce sont des vareuses-canevas, des pantalons toiles d'araignée, des équipements de vingt-quatre heures de durée, des fourreaux de baïonnettes qui se brisent au premier contact, tout un monceau de camelote qui révolte le soldat. Alors, les agents secrets interviennent et dénoncent aux gardes nationaux le commandant comme incapable. Quant au Gouver-

nement, le vrai coupable, la source de ces turpitudes, on ne remonte pas jusqu'à lui et il peut alors tirer parti des vols, des malfaçons contre ses adversaires politiques.

Tout ce scénario bien monté devait aboutir au dénouement prévu. Le 10 octobre, des officiers et gardes du 169e Bataillon rédigent une protestation déclarant qu'ils ne suivront pas Blanqui, leur commandant, dans ses manifestations contre le gouvernement de Défense nationale et qu'ils s'élèvent contre ses doctrines politiques tendant à « provoquer la guerre civile ». Ils protestent de même

...contre l'incapacité absolue dudit commandant en fait de manœuvres militaires et pour ces motifs, ils déclarent qu'il ne peut rester à leur tête.

Une députation remit le texte directement au général Tamisier. Tout de suite Trochu, dans un ordre du jour, prit acte des sérieux dissentiments survenus au 169e Bataillon, prononça la dissolution du corps des officiers, prescrivit de nouvelles élections.

Une réunion orageuse présidée par Blanqui eut lieu aux Folies-Montmartre pour discuter de son renouvellement comme chef de bataillon. Blanqui fit remarquer qu'il n'avait jamais dit un mot de politique au 169e. Il approuva hautement la manifestation du 8 et revendiqua l'établissement de la Commune. Son exposé mal accueilli fut interrompu plusieurs fois et Blanqui dut quitter la tribune sans l'achever. Ses amis intervinrent à leur tour, mais rien n'y fit. Toutes les compagnies décidèrent que Blanqui ne serait pas réélu. Le lendemain, on procéda à l'élection nouvelle des officiers. Blanqui ne recueillit que trois cent une voix contre sept cent dix-huit à l'un de ses capitaines le citoyen Brulez qui devint commandant. L'*Electeur Libre* en donnant cette information à ses lecteurs, la fit suivre de ce jeu de mots moqueur :

Le révolutionnaire Blanqui, privé de ses quatre galons de commandant, ce n'est plus la patrie en danger, *c'est la* patrie perdue.

Plus heureux que Blanqui, Edmond Levraud chef du 204e Bataillon, Eudes chef du 138e, Jaclard chef du 118e, purent rester à leur poste jusqu'au lendemain du 31 octobre 1870, date marquant leur destitution. Quant à Lacambre, commandant du 67e Bataillon, il ne fut révoqué que plus tard, tandis que Granger commandant du 159e se maintenait à la tête de sa formation jusqu'au dernier jour du siège, malgré tous les efforts déployés pour le démolir.

Le 5 octobre, Blanqui s'était vu contraint de défendre son vieil ami Lacambre victime d'intrigues et de mensonges. Il avait écrit :

Ses opinions sont les miennes, son énergie m'est connue. Si vous ne désirez pas l'élire pour chef de votre bataillon, c'est votre droit absolu et je m'incline devant le droit. Mais je ne puis consentir à ce qu'on lui reproche, et de n'avoir point d'antécédents politiques et de ne pas être suffisamment révolutionnaire, et surtout de n'avoir jamais eu des relations avec moi.

Granger avait bien été révoqué à la suite du 31 octobre, mais devant l'attitude énergique de son bataillon qui quatre fois procéda à sa réélection, le général Clément Thomas le reconnut tout de même comme commandant légitime.

Pilhes, élu par les citoyens du 4e commandant du 212e Bataillon et qui prit part en cette qualité aux combats de Champigny et de Choisy-le-Roi, ne semble pas avoir été inquiété.

BLANQUI ET L'AMBIANCE DU 31 OCTOBRE

C'est la garde nationale des faubourgs qui fit le 31 octobre, comme c'est la garde nationale des quartiers bourgeois qui le défit. Mais, dans quelle mesure Blanqui prépara-t-il cette tentative révolutionnaire et y prit-il part? C'est ce qu'il convient d'établir.

Il est incontestable, comme nous l'avons vu, que depuis la rupture de la trêve, les articles de Blanqui poussaient à la lutte la plus sévère contre le gouvernement « si mal dénommé de la Défense nationale ». En dénonçant son incapacité et son ineptie, en le montrant né « le ver de la trahison au cœur », en découvrant ses secrets desseins, Blanqui incitait ses lecteurs à se demander

...si le péril n'est pas plus grave au dedans qu'au dehors et si les conquêtes de l'esprit moderne, si la vie intellectuelle même ne sont pas plus menacées encore que l'indépendance nationale.

En ce sens, il n'est pas douteux que Blanqui contribua à accumuler ces matières inflammables qui brûlèrent subitement le 31 octobre. Il fallait cependant une étincelle et aussi le vent favorable pour provoquer l'incendie. La confirmation de la capitulation de Metz, l'annonce de l'abandon du Bourget, l'énervement produit par les propositions d'armistice jouèrent ce rôle. Paris, exaspéré par ces trois nouvelles qui lui étaient communiquées en même temps, se leva d'un bond comme au 4 septembre. Mais au lieu de se diriger sur la Chambre, il prit l'Hôtel de Ville comme objectif.

La veille, Blanqui dans l'ambiance fiévreuse due à la publication anticipée par Félix Pyat de la chute de Metz, avait fait un parallèle entre le gouvernement révolutionnaire de 1792 et le pouvoir contre-révolutionnaire de 1870. Il avait montré qu'il n'y avait rien de commun entre les deux dates que rapprochaient artificiellement des républicains se berçant d'illusions.

La filiation morale a disparu. On est de race par le sang, on ne l'est ni par la conscience, ni par le caractère... 1792, l'enthousiasme; 1870, la spéculation.

...Nos pères de 92 se serraient autour d'un gouvernement révolutionnaire qui foulait aux pieds l'ennemi intérieur, le monarchisme, et portait la pointe de l'épée au visage de son complice, l'envahisseur étranger. Et vous vous ralliez, vous, à un pouvoir contre-révolutionnaire, proscripteur des Républicains, courtisan des royalistes et très humble serviteur de l'invasion.

...Ce sont les deux antipodes. 92 a sauvé la Révolution et fondé la République; l'Hôtel de Ville est en train de les anéantir.

Le but du « Vieux » était d'emporter les dernières résistances de tous ceux qui, malgré les fautes du gouvernement ne voulaient pas se résoudre à le changer. Il disait :

Les plus énergiques se hasardent : « Il faut le pousser en avant, suppléer à sa faiblesse, à sa lenteur et néanmoins le soutenir. »

Ah! vous prenez le Gouvernement pour un colis qu'on traîne avec soi par les chemins parce qu'il faut des malles en voyage? Eh bien! c'est le bagage qui règle la marche et qui domine le voyageur.

Les peuples sont ce que les a fait leur Gouvernement. Ils ne vivent et ne meurent que par lui. Toute leur destinée est dans ses mains. Il est singulier qu'on l'oublie si vite après vingt ans de Bonaparte. La République de 92 proscrivait sans pitié les suppôts de la

monarchie, ses états-majors civils et militaires, ses lois, ses mœurs, sa religion, ses idées et jusqu'à ses costumes. Debout sur ses débris dispersés, elle entraînait la France furieuse aux batailles et si le Prussien du dehors faisait un pas de trop sur le sol de la patrie, elle ne reculait pas devant un 2 novembre contre le Prussien du dedans.

C'était un appel très net à l'insurrection.

La fin de l'article, inspirée du même désir d'entraîner adroitement les républicains qui hésitaient à passer à l'action, ramassait en deux alinéas les critiques d'ordre politique portées par le vétéran contre le gouvernement de l'Hôtel de Ville :

Il est le drapeau des traîtres et des caméléons, des amphibies qui ont un pied dans chaque antichambre, un article pour chaque couleur, une pierre d'attente dans chaque édifice. Toutes les âmes gangrenées se réfugient à son ombre, font escorte et chorus à ses tromperies.

Il est la contre-révolution et creuse le tombeau de la France.

Cet article, évidemment, n'était point fait pour arranger les choses au moment où, dans tous les quartiers, des groupes se formaient, commentant violemment la situation. On ne saurait donc sous-estimer la part de Blanqui dans la formation du processus d'irritation d'où sortit le 31 octobre.

Mais quel fut son rôle direct dans le déclenchement de l'insurrection? La nature essentiellement spontanée et explosive du mouvement en exclut toute préparation spécifique. C'est le gouvernement qui, par maladresse, amassa en quelque sorte les charbons ardents sur sa tête. Dès qu'on lut les affiches signées Jules Favre imprudemment apposées le matin du 31 octobre, il était clair que la journée serait chaude.

De fait, dès le matin, pendant que les représentants des municipalités parisiennes délibéraient dans le cabinet du maire Etienne Arago, des groupes bruyants de gardes nationaux sans armes se formaient déjà place de l'Hôtel-de-Ville. Vers une heure et demie, au moment où les maires étaient réunis, quelques bataillons armés arrivaient. La situation devenait sérieuse. Elle devint critique pour les hommes au pouvoir quand les gardes nationaux forcèrent les grilles du palais et pénétrèrent dans l'Hôtel de Ville. A deux heures, le gouvernement était prisonnier.

Mais, dit Gaston Da Costa, *à cette foule envahissante et bien déterminée à en finir, il manquait des chefs sur lesquels elle avait compté et qui, il faut bien le dire, n'arrivèrent que tardivement, sans s'être concertés et avec des vues tout à fait différentes.*

De là, l'impression de chaos, d'incohérence, qui se dégage des différents récits de cette journée. Cette impression demeure, même après l'arrivée de Flourens et d'autres personnalités qui essayèrent de mettre un peu d'ordre parmi les envahisseurs, lesquels dans diverses salles rédigeaient des listes de gouvernements provisoires avec le nom de Blanqui.

Celui-ci logeait alors rue du Temple, 191, chez Cléray, républicain ardent, dévoué, un peu vif mais loyal et franc qui était estimé de tous ceux qui le connaissaient et exerçait une influence considérable dans les quartiers du Temple et des Enfants-Rouges. Sa femme était aussi républicaine et dévouée que lui. Vaillant et Lefrançais étaient venus voir Blanqui chez Cléray, dans la matinée, en sortant de chez Félix Pyat et lui avaient annoncé que le Comité Central se réunissait à une

heure à la Corderie. Blanqui promit d'assister à cette séance, mais il ne fit qu'y passer. D'après Lefrançais, il n'était pas partisan de renverser le gouvernement; il voulait seulement le contraindre à s'adjoindre un conseil communal. Ces propos sont à ce point contradictoires avec l'article publié la veille par Blanqui qu'on est porté tout d'abord à ne point les retenir. Mais, toutes réflexions faites, ils ne sont pas invraisemblables. C'est qu'il convient de tenir compte d'un fait nouveau : la convocation des électeurs pour le lendemain, mesure décidée par les maires et entérinée par le gouvernement. Cette mesure, réclamée depuis longtemps, permettait tous les espoirs aux opposants, étant données les circonstances.

Elle peut expliquer le changement d'avis de Blanqui. On sait, du reste, que Delescluze qui, dans *Le Réveil,* avait poussé aussi à l'action, n'en était plus partisan et que trois sur cinq des commandants de bataillons de Belleville refusèrent de suivre Flourens le 31 octobre après-midi dans sa descente sur l'Hôtel de Ville. En tout cas, il est bien clair, comme l'a souligné à juste titre Charles Fauvety, que Blanqui ne fut pas « le promoteur du mouvement ».

ROLE DE BLANQUI AU 31 OCTOBRE

Vers cinq heures et demie, des amis politiques vinrent l'informer et lui apprendre qu'il était membre du nouveau gouvernement. A cette annonce, Blanqui se rendit au poste où l'appelait la volonté populaire et consentit à s'associer au mouvement. Il pouvait être six heures et demie quand il pénétra avec beaucoup de peine à l'intérieur de l'Hôtel de Ville. Il surgit dans le « salon rouge » ou bureau du préfet de la Seine séparé de la salle du gouvernement par un vestibule donnant sur l'escalier du préfet. Les citoyens réunis dans cette salle l'accueillirent avec une vive satisfaction. En leur nom Jean Larocque cet ancien séminariste qui présidera plus tard le Comité Central de la garde nationale, souhaita « filialement » la bienvenue à l'habitué des prisons d'Etat et l'invita à entrer en fonctions. Le vieillard tremblant, les joues maigres, les mains froides, monta sur une chaise et prononça d'une voix faible une courte allocution; après quoi il s'assit à la gauche de Larocque autour d'une table chargée de papiers, écoutant attentivement l'exposé de la situation. Cependant, n'apercevant aucun des membres qui lui avaient été désignés comme faisant partie du gouvernement, il s'écria : « Où sont-ils? » On lui répondit : « Mais le gouvernement c'est vous; les autres ne sont pas encore arrivés. » Sur ce, il se mit à expédier les affaires urgentes en attendant ses collègues.

Ici, nous sommes à un point controversé. Larocque dit que Blanqui « approuva et contresigna les résolutions prises, déjà revêtues du cachet du gouvernement de la Défense nationale ».

Larocque va plus loin : il énumère ces mesures qui, dans l'ensemble correspondent à ce que Blanqui affirme au contraire avoir rédigé et signé seul, insistant même sur ce dernier mot. Ces ordres étaient les suivants : Fermer toutes les barrières et empêcher toutes communications qui pourraient informer l'ennemi des dissensions soulevées dans Paris; ordre aux commandants des forts de surveiller et repousser avec énergie toutes les tentatives que feraient les Prussiens; ordre à une vingtaine de chefs de bataillon de rassembler leurs

troupes et de les conduire à l'Hôtel de Ville immédiatement; ordre à des bataillons réunis sur la place, d'entrer immédiatement dans le palais pour en garder les portes et en protéger l'intérieur; ordre à ces mêmes forces de faire sortir du palais le 106e Bataillon composé de légitimistes et de cléricaux du faubourg Saint-Germain; ordre de faire occuper la préfecture de police par un bataillon républicain et nomination de Rigault comme préfet de police; ordre à trois ou quatre citoyens de s'installer dans les mairies réactionnaires; ordre d'occuper le ministère de l'Intérieur et l'imprimerie nationale.

Ces ordres prouvent que Blanqui, au milieu du gâchis, ne perdait de vue ni l'ennemi extérieur, ni l'ennemi intérieur. Il « paperassait » a dit, en se gaussant Ledru-Rollin qui survint un moment et le vit écrivant, signant comme un petit vieux paisible assis à sa table de travail. Le fait est que dans ce tohu-bohu Blanqui, silencieux et froid, ne perdait pas la tête, courait au plus pressé. Pourtant, il devait sentir qu'un gouvernement composé d'éléments disparates, de personnalités se regardant en chiens de faïence n'était pas viable. Il regrettait sans doute aussi que son parti, quoique servi extraordinairement par les circonstances, ne fût pas en mesure de l'exploiter car

...il est certain qu'en cette occasion, les blanquistes n'observèrent pas du tout leur discipline habituelle, ceux d'entre eux qui prirent part à la journée, y étaient venus individuellement et sans consigne.

On vit même les bataillons sous les ordres d'Edmond Levraud et d'Eudes se réunir boulevard Voltaire et rester toute l'après-midi dans l'inaction, ne se décidant que très tard à se diriger place de l'Hôtel de Ville. Eudes n'y resta d'ailleurs pas, ce pourquoi il fut acquitté à l'issue des poursuites consécutives au 31 octobre.

Qu'advint-il des ordres de Blanqui? Le « Vieux » répond :

Une partie de ces ordres fut exécutée. Les autres ne purent l'être.

Il est difficile sur la base des données qu'on peut recueillir de vérifier cette réponse et, à plus forte raison, de procéder à la discrimination qu'elle postule. Essayons quand même.

Les bataillons réunis sur la place commencèrent à dégager l'Hôtel de Ville encombré de troupes mêlées et confondues. Mais ne croyant plus au danger, ils se retirèrent : faute très grave qui décida partiellement de la journée. Par ailleurs, le détachement envoyé à l'imprimerie nationale n'exécuta pas sa consigne, sous prétexte que l'établissement était déjà occupé par un poste de gardes nationaux. Il en résulta que la proclamation d'une Commune révolutionnaire (avec Blanqui comme membre) que Vaillant avait rédigée, ne put paraître au *Journal Officiel*. Quant au détachement expédié au ministère de l'Intérieur, sa faiblesse ne lui permit pas d'avoir raison du bataillon hostile posté là, et ses deux chefs furent faits prisonniers. D'autre part, Constant Martin chargé d'installer le docteur Pillot à la mairie du 1er en remplacement de Tenaille-Saligny put s'acquitter de sa mission. C'est Lacambre avec son bataillon, plus Rigault et Gaston Da Costa comme guides qui fut chargé nuitamment de s'emparer de la préfecture de police. Tous les postes extérieurs en étaient tenus par la garde municipale et des agents. Un conflit pouvait se produire. Grâce à l'aplomb imperturbable de Rigault et à l'alibi inattendu dont usa le secrétaire général de la préfecture, tout se passa de part et d'autre dans l'attente, sans effusion de sang. G. Da Costa et une cinquantaine d'hommes qui étaient retournés à l'Hôtel de Ville pour demander des renforts en

furent quittes pour un emprisonnement dans les caves de la Maison commune jusqu'à quatre heures du matin.

En dépit des ordres donnés, Blanqui se rendait compte de sa position précaire et notamment des inconvénients graves que présentait son manque de liaison avec Flourens. Au bout de trois quarts d'heure, il apprit que celui-ci, dans une salle voisine, gardait à vue les membres de l'ancien gouvernement et ne pouvait quitter son poste. Il essaya de le rejoindre un peu plus tard pour conférer avec lui, mais ne put y parvenir par suite de l'opposition obstinée des gardes du 106e Bataillon ayant à leur tête le commandant Ibos. De retour dans le salon rouge, Blanqui expédia encore quelques affaires puis voulut à nouveau rejoindre Flourens. Il y parvint non sans difficultés et, revenant en compagnie de Flourens, traversa une pièce envahie par le 17e Bataillon composé de gardes du faubourg Saint-Germain. Reconnu par les gardes réactionnaires, Blanqui est bousculé, houspillé, on lui arrache sa barbe. Heureusement quelques hommes du même bataillon prennent fait et cause pour lui. Ils le déposent presque évanoui sur un banc où il peut recouvrer sa respiration. Quelques gorgées d'eau l'aident à reprendre ses sens. On l'emmène ensuite comme prisonnier entre deux haies de gardes du 15e et du 17e Bataillon, juste au moment où sept ou huit tirailleurs de Flourens le délivrent après une lutte marquée d'un coup de revolver.

Devenu libre et pouvant à peine se soutenir, pâle, défait, la chemise déchirée, les vêtements en lambeaux, Blanqui parvient sous la protection du 15e Bataillon dans la salle où siège le nouveau gouvernement. Il y a là, assis autour de la table, Flourens, Millière, Ranvier, Delescluze et Mottu debout. A cette heure, l'insurrection est vouée à l'échec. Jules Favre, Garnier-Pagès, Jules Simon et le général Tamisier sont toujours gardés à vue, mais Trochu, Jules Ferry, Emmanuel Arago qui sont parvenus à s'échapper grâce au 106e Bataillon, réunissent des forces considérables pour entrer bientôt en lice et rejoindre les bataillons bourgeois à l'intérieur du palais. Déjà, deux bataillons de mobiles s'infiltrent par le souterrain reliant la caserne Lobau à l'Hôtel de Ville.

Il s'agit de délibérer sur le parti à prendre pour s'en tirer le mieux possible. Deux textes ou plutôt deux échappatoires sont en présence. Delescluze prend acte de la déclaration faite par Dorian que les formalités de l'élection de la Commune sont déjà accomplis, proclame le désir d'éviter un conflit sanglant et déclare attendre le résultat des élections. Le texte de Blanqui est une proclamation ainsi conçue :

Citoyens de Paris,

En présence des nouvelles désastreuses qui arrivent de Metz et des projets d'armistice qui livreraient la France aux Prussiens, la population de Paris a jugé nécessaire de remplacer le Gouvernement qui a si gravement compromis la République.

Elle a élu une commission provisoire, chargée de prendre les premières mesures de sûreté et de convoquer les électeurs de Paris pour nommer une municipalité.

Cette commission invite tous les citoyens à appuyer ces mesures d'ordre et à attendre paisiblement les résultats du scrutin.

Toutes les précautions sont prises pour veiller à la sûreté des

forts et les mettre, ainsi que l'enceinte, à l'abri d'une attaque de l'ennemi.

La commission provisoire résignera ses pouvoirs aussitôt après la manifestation du scrutin.

Cette adresse n'ayant pas été appuyée, Blanqui se rallia à la proposition Delescluze qui, soumise à Dorian, le seul membre du gouvernement resté à son poste et acclamé par le peuple, l'accepta.

D'un commun accord avec la Commission provisoire, Dorian accepta aussi la convention suivante : 1° Election de la Commune ou municipalité le 1er novembre; 2° Réélection des membres du gouvernement provisoire le 2 novembre; 3° Séparation à l'amiable des deux pouvoirs siégeant à l'Hôtel de Ville. Il était convenu en outre que nulles représailles, nulles poursuites n'auraient lieu à l'occasion des faits accomplis et que les membres de la Défense nationale retenus dans le palais et les républicains suivis de leurs forces, sortiraient ensemble et se sépareraient après avoir passé dans les rangs des troupes en station sur la place.

Les membres du gouvernement détenus, ainsi que Jules Favre informé par Dorian, adhérèrent à la résolution Delescluze et, semble-t-il, à la convention. En apportant ces adhésions, Dorian déclara aux personnalités siégeant à l'Hôtel de Ville qu'il engageait sa parole sur le respect de la convention. Il le jura sur sa tête et sur son honneur. Plus tard, dans une déposition, il affirmera nettement qu'il y eut une convention entre les chefs de l'insurrection et les membres du gouvernement, convention qui pour n'être point écrite n'en avait pas moins la valeur d'un écrit. De son côté, dans sa déposition, le général Ducrot confirmera l'existence d'une « transaction » qu'il qualifie de déplorable et par laquelle, déclare-t-il, « on finissait par accepter toutes les conditions posées par les insurgés ». Quant au général Tamisier, il laissera simplement entendre, dans sa déposition, que les membres du gouvernement, par leur attitude comme par leur silence, acquiesçaient aux propositions qui leur étaient faites.

L'accord tout au moins tacite était si bien réalisé que Millière dit aux gouvernants prisonniers : « Vous êtes libres! » Mais les gardes nationaux et Blanqui tenaient pour des engagements écrits. Blanqui expliquait aux soldats qu'une pièce formelle était nécessaire comme sauvegarde des hommes compromis dans le mouvement. Il monta sur une table pour mieux réclamer ces garanties. On lui répondit que douter de la parole qui avait été donnée par les membres du gouvernement serait leur faire une injure.

Cette réponse n'étant point considérée comme satisfaisante par Blanqui et les gardes nationaux, Millière, Flourens, Charles Longuet et autres montèrent à leur tour sur la table, usant de leur influence pour la faire accepter. A peine purent-ils se faire écouter. Alors Blanqui imagina une proposition que Charles Longuet estime « des plus raisonnables », mais « trop tardive malheureusement ».

Qu'importe, disait Blanqui, *les engagements verbaux ou écrits des prisonniers, si le général Trochu qui, lui, est depuis 9 heures du soir en liberté, ne ratifie pas la parole donnée par ses collègues?*

Demandons-lui de reproduire demain, dans un ordre du jour à l'armée, les termes de la transaction, et désignons à l'instant les parlementaires qui vont avoir à s'aboucher immédiatement avec lui.

Cette proposition fut acceptée. Edmond Levraud et Charles Lon-

guet proposés par Blanqui en qualité de chefs de bataillon comme émissaires auprès de Trochu partirent accompagnés d'un capitaine des tirailleurs de Flourens et du vicomte de Luppé, commandant de l'état-major de la garde nationale. Mais ils ne purent accomplir leur mission, le lieutenant-colonel des mobiles Chevriaux, gouverneur officiel de l'Hôtel de Ville, les ayant retenus prisonniers jusqu'après l'évacuation du palais, entre quatre et cinq heures du matin.

Pendant que les « parlementaires » se trouvaient ainsi gardés à vue, l'invasion de l'Hôtel de Ville par les mobiles bretons et les mobiles berrichons devenait un fait accompli. On put croire un moment que le sang coulerait dans la cour, au rez-de-chaussée. Blanqui, Flourens, Delescluze, Millière avec Dorian étaient à la merci d'un geste intempestif, d'un coup de feu, d'une baïonnette menaçante. L'officier des mobiles bretons appelé par Flourens est calmé par Dorian et il calme ses hommes cependant que son collègue berrichon s'empare sans effusion de sang du premier étage et délivre les membres détenus du gouvernement.

A quatre heures un quart, Garnier-Pagès, Jules Simon et Jules Favre quittaient l'Hôtel de Ville par une issue tandis que le général Tamisier, commandant de la garde nationale, faisant honneur à sa parole, sortait par la grande porte, sous la pluie, donnant le bras à Blanqui et à Flourens qui, sur le perron, se sépara de ses deux compagnons. On a ironisé sur cette sortie de Blanqui le 31 octobre, la présentant insidieusement comme un cinglant affront.

Assurément, ni Blanqui, ni Tamisier, ni aucune personnalité des deux camps, pas plus du reste que les gardes nationaux, n'avaient lieu d'être fiers de la journée. Il ne semble pas néanmoins que la sortie de Blanqui ait eu le caractère que d'aucuns lui ont prêté. D'une part le général Tamisier, à qui Blanqui donnait le bras, était un proscrit de 1851, vieux fouriériste, auteur d'une brochure dans laquelle le problème social se trouve posé d'une façon mathématique et résolu selon les théories phalanstériennes. Blanqui ne l'avait jamais mis en cause dans sa critique de la défense et il n'y avait nulle honte de sa part à sortir en sa compagnie, conformément d'ailleurs à la convention adoptée. D'autre part, Blanqui et Tamisier sortaient avec, derrière eux, tous ceux qui avaient occupé en insurgés l'Hôtel de Ville et sous l'escorte de la compagnie des frères May, tambours battant, clairons sonnant. Ils défilèrent ainsi devant leurs troupes stationnées sur la place. Elie May déclare :

Nous étions fiers et heureux d'avoir, sans guerre civile, sans effusion de sang français, obtenu les élections de la Commune.

De son côté, le général Tamisier a raconté ainsi la scène :

Des masses de gardes nationaux occupaient la place. Un espace libre au milieu d'elles. Nous nous y engageâmes. M. Blanqui me donnait le bras. On ne le reconnut pas, je le crois du moins. Nous fûmes sur notre passage, salués par des cris qui n'avaient rien d'hostile. Nous marchâmes jusqu'à un endroit désert; M. Blanqui me remercia et nous nous séparâmes.

JUGEMENTS DE BLANQUI SUR LE 31 OCTOBRE

Quelques heures après, Paris, en s'éveillant, voyait clair dans la situation par le truchement de deux affiches. La première signée Dorian, Schœlcher, Etienne Arago, l'avertissait qu'il avait à nommer

un Conseil municipal. La seconde lui annonçait que, maître de la situation, le gouvernement ajournait ces élections mais que le 3 novembre la population voterait suivant le mode plébiscitaire par oui ou par non sur la question de savoir si l'élection de la municipalité et du gouvernement aurait lieu à bref délai. En outre, le soir même, une note parue au *Journal Officiel* précisait le caractère des négociations d'armistice et quelques jours plus tard des perquisitions et des poursuites avaient lieu contre tous ceux qui avaient joué un rôle actif le 31 octobre. Ainsi se trouvait bafouée la volonté des insurgés, annulée la transaction intervenue ainsi que la délibération prise par les maires et acceptée par le gouvernement avant l'investissement de l'Hôtel de Ville. Et comme les calomnies touchant les chefs populaires mêlées aux bruits de victoires savamment orchestrés faisaient leur œuvre, Paris « ouvrit un nouveau crédit » au gouvernement de la Défense nationale, par la majorité écrasante de plus de 557.000 suffrages contre plus de 60.000.

La partie était perdue, bien perdue par ceux qui avaient eu le vent en poupe le matin du 31 octobre. Quant au gouvernement devenu hostile à la population parisienne du haut en bas de l'échelle — de l'aveu même de Jules Ferry — il sortait consolidé comme il n'eût osé l'espérer.

Comment Blanqui jugea-t-il la journée ? Dans quelle mesure peut-on dire qu'il contribua à l'échec? Que faut-il penser des bruits qui circulèrent sur son compte, le lendemain du mouvement? Autant de questions qu'il convient d'examiner.

Pour y répondre, c'est surtout à lui que nous ferons appel car Blanqui a eu tout le temps de longuement réfléchir et ensuite de s'expliquer dans ses articles leaders de *La Patrie en danger*. Il dut en effet, pour se soustraire aux poursuites, reprendre son vieux système de claustration volontaire.

Blanqui trouva d'abord asile chez le baron de Ponnat, devenu commissaire de police du quartier des Epinettes par la grâce du gouvernement de la Défense nationale. Placé entre ses affections et ses devoirs professionnels, le vieux baron sacrifia ces derniers. Blanqui, en vérité, ne pouvait être plus en sûreté. Mais le commissaire fantaisiste fut dénoncé. Révoqué à la date du 12 novembre par le préfet de police Cresson, il se vengea en publiant une série d'articles intitulés *Cressonnades*.

Blanqui s'installa alors rue Clauzel, dans l'appartement que Léonce Levraud, chirurgien d'un bataillon de mobiles au plateau d'Avron, ne pouvait momentanément occuper. Le révolutionnaire traqué se fit passer, aux yeux de la bonne, pour un parent ayant dû quitter sa maison bombardée. La solitude n'était pas complète car, outre la servante, le docteur Cholet d'Agen était son compagnon. Et puis, dans le cabinet de travail du docteur absent, les livres sollicitaient la curiosité de Blanqui. On devine que sa tentation fut grande d'entrer en rapport avec les « doctes vierges ». Il ne s'en priva point. Hélas! les cellules de Belle-Ile et autres prisons n'avaient pas offert cet avantage : il fallait profiter de l'occasion inespérée, dans ce grand Paris du siège, palpitant et affamé.

Les livres, quels qu'ils soient, n'ont cependant pas la vertu de chasser le naturel : il revient au galop. On le voit aux allusions et aux commentaires nombreux que Blanqui consacra alors au 31 octobre.

Il considère ce mouvement comme un « geste puissant » du peuple parisien pour échapper des mains du gouvernement de l'Hôtel de Ville. Toutes les malfaisances étant accourues à la rescousse, la victime a été rendue à ses bourreaux. De ce jour, son agonie a commencé. Paris est retombé sans force et s'est abandonné.

Cette « fatale journée » en marquant la défaite de la Révolution, est venue relever la morgue et les prétentions de la Prusse. Elle lui a rendu « ses espérances et ses exigences » selon une formule de Trochu que Blanqui reprend à son compte, mais pas dans le sens donné par cet « étrange personnage ». La Prusse en effet ne redoutait que les Républicains. Leur ascendant croissant commençait à l'inciter à la prudence. Mais du jour où elle les vit sous les verrous, ses prétentions s'accrurent. C'est en considération de ce fait que Blanqui écrit :

L'armée allemande a vaincu dans la nuit du 31 octobre.

Ce n'est pas tout. Par delà le Prussien, relevant la tête et en somme « vainqueur par les baïonnettes de la réaction » le 31 octobre a rendu aux despotes l'espoir et l'insolence par la défaite du Paris héroïque et populaire. Maintenant, c'est le Paris aristocratique et lâche qui domine. La Bourse et la sacristie sont maîtresses.

Une issue différente et Paris se dressait menaçant, terrible, poussant un cri de guerre, cri de délivrance en même temps. Paris touchait « aux plus hauts sommets de la grandeur morale ». Il pouvait à la fois écraser les Allemands sous ses murs, « conquérir pour tous les peuples la liberté et l'égalité, fonder la République universelle ». Pour Blanqui le triomphe des forces populaires au 31 octobre n'équivalait donc à rien de moins qu'à la Révolution sociale et une fois de plus nous constatons que République, Socialisme, Patriotisme font dans son esprit un tout indivisible. Cette appréciation relative aux perspectives immenses qu'eussent alors ouvertes une victoire populaire, on la retrouve chez quelques-uns de ses disciples. C'est ainsi que Casimir Bouis — qui se proposait précisément de faire l'histoire du 31 octobre — écrira en 1871 que dans « cette nuit historique » le peuple « pouvait racheter la Patrie », tandis qu'Henri Place en 1895 montrera « que si la victoire avait ce jour-là répondu à l'effort révolutionnaire, la République sociale eût été fondée et la France délivrée de l'invasion ».

Blanqui ne porte pas que des résultats négatifs au compte du 31 octobre : le côté positif de la tentative ne lui échappe pas. Il considère que cette journée, quand on l'envisage sous l'angle de la défense nationale, n'a pas été inutile. Elle fit l'effet d'un coup de fouet sur le gouvernement de l'Hôtel de Ville, le faisant sortir de sa torpeur, le contraignant à quelques simulacres de préparatifs. Le 5 décembre, après avoir rappelé que deux mois durant les gouvernants de la France n'ont songé qu'à attendrir Bismarck et les puissances, il ajoute :

Mis au pied du mur et contraints d'opter entre l'anéantissement de la France et la guerre, ils se sont résignés à laisser les supplications pour les armes. Ils ont daigné user de la force qu'un grand peuple mettait entre leurs mains, et par ce qu'on voit aujourd'hui, après un mois de demi-préparatifs, on peut juger de ce qu'auraient enfanté, au début, six semaines d'énergie.

Selon Blanqui, Paris a été le grand coupable. Au lieu de faire preuve de virilité, il a montré une faiblesse maladive. Il s'est montré

au-dessous de ce que ses plus grands contempteurs auraient pu supposer. La victoire qu'il tenait un moment donné, il n'a même pas essayé de la disputer à ses partenaires, préférant succomber « par horreur de la guerre civile ». Il périt par le scrupule que n'ont jamais connu ses odieux adversaires, « celui de verser le sang des concitoyens ». Blanqui insiste surtout sur ce point les 5 et 29 novembre, bafouant la « bonnasserie » des républicains

...qui tenaient une forteresse, et l'ont évacuée sur parole, par horreur de la guerre civile.

Ne les vit-on pas en face de fourbes se montrer « des idiots sans yeux et sans oreilles », croyant « à la loyauté des gens gangrenés de parjure depuis deux mois » ? Ceci l'amène à parler du pacte qui fut un marché de dupes pour les insurgés et un instrument de répression pour les gouvernants, jaloux de se venger du « souvenir d'une humiliation ». Blanqui, soucieux de dégager sa responsabilité, fait remarquer à ce propos qu'il comptait peu sur la loyauté de ses adversaires, et il l'a montré effectivement.

Dans ses critiques, Blanqui exhale avant tout sa rancœur. Son jugement se fait plus serein quand, en vieux pilier d'insurrection, il fournit une explication de l'imbroglio qui caractérisa cette « nuit tumultueuse ».

D'abord, premier point faible, les membres de la Commission provisoire ne purent conférer entre eux paisiblement de leur situation commune. Ils étaient noyés dans une foule bruyante et irritée, qui rendait impossible toute discussion sérieuse et suivie. Ensuite, Flourens a toujours ignoré la présence sur la place, à l'Hôtel de Ville et à ses portes, de plusieurs des bataillons républicains requis par Blanqui. Enfin, Blanqui ignorait la présence des tirailleurs de Flourens au rez-de-chaussée et ne l'a appris qu'au moment où ils l'ont tiré des mains des troupes contre-révolutionnaires.

Certainement, Blanqui avait à signaler d'autres points faibles et même, disons le mot, des fautes graves. Mais n'oublions pas que le 4 novembre, quand il se livre à cette critique, le « Vieux » qui se terre dans un appartement ami pense à ses compagnons que le pouvoir va frapper. Il pêche par omission volontaire et dépersonnalise son exposé, ne voulant en aucune façon mettre en cause ceux qui, effectivement, se trouveront pour la plupart arrêtés ce jour-là. On ne peut croire par exemple qu'il n'ait rien eu à dire de Flourens, lequel discourut à perdre haleine au lieu de garder à vue plus solidement Trochu et Jules Ferry. Il est vrai, si l'on s'en rapporte à Rochefort, que Flourens n'aurait pas fait d'opposition un moment donné quand des gardes nationaux voulaient fusiller Trochu, tandis que Blanqui se serait opposé à cette exécution. Mais ce point important n'étant ni confirmé, ni infirmé par un autre témoignage, la prudence commande de s'en tenir à la réserve. Une chose sûre, c'est que Blanqui fut maltraité par les gardes du 17e bataillon, précisément dans sa tentative pour « essayer d'empêcher Flourens », ce qui signifie dans la pensée de Larocque le faire cesser de discourir et le contraindre à prendre des résolutions. Blanqui rappela cette tentative mais en la camouflant d'une façon habile derrière « son grand déplaisir » d'être sans liaison avec son collègue.

Blanqui eût pu, en bonne justice, faire publiquement son auto-

critique, ainsi qu'il procéda le 16 septembre au sujet du coup de main de La Villette.

Certes, Casimir Bouis considère qu'il fut le seul au cours de ce que Raspail appelle « la cohue » à avoir été « à la hauteur de sa tâche » et Olivier Pain, dans son récit, dit :

...Un homme reste calme, au milieu de l'orage qui s'apprête et ce vieillard révolutionnaire admirable, impassible, c'est Blanqui.

Tout de même, on a pu lui reprocher de n'avoir pas songé au passage souterrain unissant l'Hôtel de Ville à la caserne Lobau et d'avoir fait preuve, ainsi que ses collègues, d'un « flegme augural » à l'heure où s'imposaient coûte que coûte des décisions rapides et énergiques.

Il ne peut être rendu responsable, par contre, des revirements qui se produisirent à cause de lui et qui contribuèrent à l'échec de la tentative. C'est que la haine de Blanqui joua une fois de plus dans cette malheureuse journée. Un assez grand nombre de républicains de 1848 disposés à donner leur concours se retirèrent dès qu'ils virent surgir dans la mêlée l'ombre de Blanqui. Bien mieux, on vit Langlois pousser l'inconséquence jusqu'à ramener au secours de l'Hôtel de Ville, le soir, les forces qu'il avait mises le matin au service du mouvement. Gustave Lefrançais, un des acteurs du drame, n'hésite pas à ranger comme cause principale de l'avortement, avec l'absence de direction de la part de l'Internationale, « les répulsions absurdes ou intéressées » dont le nom de Blanqui était l'objet. Il classe même en trois catégories les républicains qui, en prenant Blanqui pour tête de turc, eurent le triste courage de servir objectivement la Réaction: les ambitieux qui voyaient en lui « un concurrent redoutable », les traîtres qui prétendaient expliquer ou justifier leurs trahisons par la haine qu'ils lui avaient vouée, les niais qui couvraient leur abandon par la peur qu'il leur inspirait.

Naturellement, les uns et les autres s'en référaient aux vieilles calomnies. Mais la presse rétrograde, bien stylée, se chargeait de leur en fournir de nouvelles, dès le lendemain du 31 octobre. Elle racontait que les envahisseurs de l'Hôtel de Ville s'étaient fait servir à dîner puis, qu'entre la poire et le fromage, ils avaient envoyé au ministère des Finances deux délégués porteurs d'un bon de quinze millions signé Blanqui. Elle précisait qu'un lieutenant se serait introduit chez le secrétaire général des finances et aurait présenté ce bon en sommant le caissier central d'avoir à lui remettre quinze millions.

Blanqui dut, le 4 novembre, faire justice de cette « misérable fable » en rappelant qu'à l'Hôtel de Ville il n'avait pas seulement pris un morceau de pain ni un verre d'eau et qu'il n'avait envoyé personne au ministère des Finances.

LE 22 JANVIER 1871 ET LA CONVOCATION DE L'ASSEMBLEE

Après l'insuccès de Buzenval le 19 janvier, la colère monte comme au 31 octobre. A l'enterrement du colonel Rochebrune, on parle de s'emparer du corps et de le transporter à l'Hôtel de Ville. L'après-midi du 21, cent trente hommes environ, blanquistes pour la plupart et parmi eux Henri Place, délivrent Flourens et les autres prisonniers politiques de Mazas. Ce succès, qui enhardit les éléments avancés,

refroidit les éléments modérés de l'*Alliance Républicaine* disposés jusque-là à marcher. Par surcroît, la démission de Trochu vient apaiser la colère populaire, cependant que les chefs révolutionnaires qui considèrent la situation désespérée, ne veulent point, comme l'a dit Blanqui « faire les fous pour rendre service au gouvernement en prenant sa place ». La journée du 22 janvier 1871 vue sous cet angle n'était donc qu'un suprême sursaut de la colère populaire contre lequel les leaders extrémistes ne pouvaient se dresser, mais qui était vouée d'avance à l'échec. Blanqui dira plus tard devant les juges du 4e Conseil de guerre :

Je repousse toute participation à ce mouvement, car cette participation me constituerait en état d'imbécillité.

Vue sous un autre angle, cette journée représente autre chose : c'est, sous le siège, la suprême tentative de la Corderie pour s'emparer du pouvoir afin de poursuivre la lutte à outrance. A cet égard, la journée fit l'objet d'une préparation longue et minutieuse qui fut confiée à une commission de cinq membres comprenant Tridon et Vaillant. Cette Commission travailla dans un secret si absolu que Blanqui lui-même ne fut averti que le matin par Flotte. Il se montra très contraire au mouvement mais laissa toutefois ses partisans agir comme ils l'entendaient. C'était la règle, en somme, depuis le siège, le parti ayant

...noyé ses unités dans les bataillons de la garde nationale et perdu par là même toute cohésion.

On peut donc signaler la présence de Granger qui arriva un des premiers, de Rigault qui commanda les gardes nationaux avec Théodore Sapia, de Duval à la tête de deux ou trois cents hommes du 101e bataillon, de Genton, d'Henri Place, d'Eugène Drain, de Tavernier.

De même que Delescluze suivait les événements de l'appartement proche de Lefèvre-Roncier, Blanqui s'était installé avec Regnard au café de la garde nationale qui fait le coin de la place de l'Hôtel de Ville et de la rue de Rivoli. On a même laissé entendre qu'un appartement de ce café avait été loué tout exprès sous le prétexte d'offrir un punch à des gardes nationaux des bataillons de marche.

L'Hôtel de Ville supérieurement armé cette fois répondit par des feux de peloton à un coup de feu tiré on ne sait par qui. Alors le sang coula et l'irréparable s'accomplit, car il y eut six morts et une vingtaine de blessés parmi lesquels Henri Place, le bras cassé.

Blanqui, comme Delescluze, assista impuissant et désespéré à cette tuerie qui allait s'accompagner d'une recrudescence de répression car, le soir même, on fermait les clubs, on supprimait les derniers journaux révolutionnaires, on arrêtait une centaine d'hommes. Delescluze fut jeté à Vincennes, Blanqui dut et put à nouveau rentrer dans une oubliette. Six jours après, la capitulation était signée.

Ainsi, Blanqui avait vu clair quand il prédisait le 11 novembre 1870 que le dénouement se précipiterait comme un flot par la digue rompue le 31 octobre, « jour néfaste » où la République et la nationalité avaient sombré ensemble. Désormais, disait-il, « la comédie de la guerre et la tragédie de la paix » s'avanceront en se donnant la main. Maintenant que le dernier sursaut de colère populaire était noyé dans le sang, la « lugubre farce » jouée par la réaction pouvait prendre fin. Il n'était plus nécessaire de duper à coup

de « jonglerie » le bon peuple et quelques naïfs bourgeois. On capitulait. Sans doute, Blanqui n'avait plus son journal pour faire part de sa douleur au grand public. Mais ce qu'il écrivait à la suite du 31 octobre, il pouvait l'écrire au lendemain du 22 janvier. Il lui eût suffi de reproduire purement et simplement ce qu'il avait énoncé alors, deux mois et demi d'épreuves n'ayant pu que le confirmer dans son opinion :

Et quand on songe que cette certitude préconçue de la défaite en a été la seule cause, que des préparatifs sérieux faits à temps nous assuraient la victoire, et qu'on s'est croisé les bras, par conviction de leur inutilité, comment ne pas rester anéanti de douleur et de rage, devant la patrie qui s'abîme, par l'ineptie, l'égoïsme et la plate ambition de quelques hommes?

La convocation brusquée d'une Assemblée nationale chargée de décider de la guerre ou de la paix, s'ajoutant à la capitulation n'était point susceptible, comme on le pense, de calmer la rage de Blanqui. Gambetta, à Bordeaux, fut exaspéré aussi. Il tenta de poursuivre « la résistance à outrance » en faisant passer sur le pays « le souffle de la révolution française ». Il décréta. touchant l'Assemblée, que tous les fonctionnaires et candidats officiels du régime impérial n'en pourraient faire partie.

Cette attitude étant parvenue à sa connaissance, Blanqui écrivit le 6 février à Ranc afin que celui-ci excite son chef et ami à la résistance. « Dites-lui de tenir bon. » Et il lui indique qu'à Paris « on est assez furieux », que le gouvernement n'y « existe plus moralement », qu'il lui reste simplement pour le dehors « le prestige de Paris », prestige mince, Paris étant « prisonnier ».

Ce qui intrigue Blanqui — et il y revient à deux reprises dans sa lettre — c'est de savoir

...si l'état des armées est tel qu'on puisse asseoir sur elles une résistance sérieuse.

Dans le cas contraire, la situation lui paraît difficile.

Toute la question est là, celle de l'Assemblée ne m'en paraît pas une. Un gouvernement prisonnier n'avait pas le droit de convoquer une Assemblée, pas plus que de conclure un armistice général.

Là-dessus Blanqui blâme Gambetta d'avoir accepté l'armistice et il argumente :

Une place assiégée ne peut stipuler que pour elle-même, non pour le pays. C'est monstrueux, incroyable. Le gouvernement d'ici, depuis la capitulation du 28 n'est plus gouvernement. Il n'existe plus. Il me semble même que c'est assumer une grave responsabilité que d'obéir aux injonctions, aux décrets d'une collection d'individus qui sont entre les mains de l'ennemi.

Puis Blanqui met en garde contre Emmanuel Arago, Garnier-Pagès et Pelletan envoyés par le gouvernement pour briser la résistance de Gambetta :

Les signataires de la capitulation, détachés à Bordeaux pour entraver ce qui s'y fait, ne peuvent être considérés que comme des émissaires de l'ennemi, puisqu'ils n'ont pu sortir de Paris que par sa permission, ce qui signifie pour son intérêt. Le gouvernement qui est en province, au milieu des armées françaises et des populations libres ne peut pas recevoir d'ordres d'un autre gouvernement prisonnier de l'ennemi. Ce serait une étrange nouveauté.

Blanqui perdait son temps. Il ignorait, en écrivant ceci, que les « émissaires de l'ennemi » arrivés à Bordeaux le 5 pour renforcer Jules Simon déjà là depuis le 1er, avaient obtenu ou allaient obtenir de Gambetta sa démission, ce qui mettait un point final aux espérances de lutte à outrance.

Dans la dernière partie de sa lettre décidément très importante, Blanqui se dresse contre la validité de l'Assemblée :

Elle est illégale et G. [Gambetta] *a le droit, je dirais le devoir de ne pas la reconnaître, ni l'autoriser. Le gouvernement libre seul avait le droit de convocation, parce qu'il était placé pour connaître l'opportunité.*

G. ne doit pas tenir compte de l'insolente cassation du décret des irréeligibles. Ces gens-là n'ont plus aucun pouvoir legal. C'est le roi de France, entre les mains duquel ils se trouvent, qui est le véritable auteur de leurs décrets. Ils ne peuvent faire que ce qui lui convient. Si on ne tient pas ferme à Bordeaux, la République est perdue.

CHAPITRE V

LES ELECTIONS. UN DERNIER MOT BLANQUI A BORDEAUX, A LOULIE ET A CAHORS

LES ELECTIONS PARISIENNES. BLANQUI BATTU

Les élections eurent lieu le 8 février, à la date fixée.

Elles furent pour Blanqui un double effondrement : effondrement d'ordre général pour la lutte à outrance, la République, le socialisme, tout ce que le vieillard avait soutenu en plein cercle de feu avec l'ardeur d'un jeune homme; effondrement d'ordre personnel, car à Paris où ses principes triomphaient tout au moins partiellement, Blanqui se trouvait battu et de façon piteuse.

Comme toujours, l'envie, les ignorances, les rancunes, les haines suscitant de multiples et basses manœuvres, avaient eu raison du plus opiniâtre, du plus clairvoyant défenseur de Paris. On vit des arrivistes forcenés, des nullités prétentieuses et même des inconnus comme Sauvage élus en bon rang tandis que mordait la poussière l'homme qui eût pu occuper une haute position sociale et qui s'était

...condamné volontairement à la misère, aux souffrances de la prison et de l'exil pour le seul intérêt de ses concitoyens.

Le vétéran s'était pourtant révélé depuis le 4 septembre

...non seulement comme un grand écrivain, mais encore comme un penseur élevé et d'un grand sens pratique.

Nous empruntons intentionnellement ces citations élogieuses à Gustave Lefrançais parce que, grâce à lui, nous savons comment on s'y était déjà pris aux élections des maires et adjoints de Paris les 5 et 7 novembre 1870 pour barrer au « Vieux » la route de toute élection. Lefrançais, emprisonné après le 31 octobre, ne fut-il point dans ce but et à son insu porté comme candidat municipal à Belleville. Effectivement, il fut élu adjoint au 20e avec Flourens et Millière et ce dernier, dans une lettre tardive l'informant du fait, lui avouait que son nom avait été mis en avant

...pour faire échec à Blanqui dont la candidature eut, sans cela, réussi.

Lefrançais fut très irrité du rôle odieux qu'on lui avait fait jouer. Il s'en explique en détail, mais cette indigne manœuvre de Millière sans doute en accord avec Flourens en dit long sur l'ostracisme dont le

pauvre Blanqui était l'objet non seulement — ce qui peut s'expliquer — dans le camp des Républicains modérés mais — ce qui est intolérable — dans le camp de la Révolution.

Ce sont des manœuvres sournoises du même ordre, difficiles à saisir en raison même de leur nature, qui expliquent dans une large mesure l'échec de Blanqui.

Au Comité de l'Alliance républicaine, les survivants de 48 refusèrent d'admettre Blanqui sur leur liste. Au cours d'une réunion, on vit même Cournet, futur blanquiste qui suivait alors Delescluze, combattre avec acharnement la candidature de Blanqui et, avec ses amis, quitter démonstrativement la salle en déclarant qu'il n'acceptait pas le vote favorable à l'inscription. C'est à la suite de cet incident que le nom de Blanqui ne fut point porté sur la liste d'Alliance républicaine, ce qui constituait un handicap décisif.

Un autre handicap d'importance fut le refus obstiné d'Henri Rochefort d'inscrire Blanqui sur la liste du *Mot d'Ordre* et cela malgré plusieurs démarches de blanquistes. Ainsi, quand il comparut en septembre 1871 devant le 3e Conseil de guerre à Versailles, Rochefort put-il déclarer sans trop exagérer son influence cette fois :

Je puis dire que si Blanqui n'a pas été élu député, c'est parce que je ne l'ai pas voulu.

Il fallait quarante-trois élus pour la capitale. L'essentiel, pour sortir de l'urne, était de figurer sur la liste des quarante-trois noms dite des quatre comités comptant parmi ses candidats des hommes comme Victor Hugo, Louis Blanc, Edgar Quinet, Henri Martin. Avec quelques-uns de ses amis, Blanqui figura sur la liste des socialistes révolutionnaires élaborée au dernier moment par l'Association internationale, la Chambre fédérale des sociétés ouvrières et la Délégation des vingt arrondissements.

Ceux-là seuls de cette liste avaient des chances d'être élus dont le nom chevauchait sur d'autres listes et avant tout sur celle des quatre Comités. Blanqui ayant été impitoyablement proscrit de cette dernière comme étant « l'épouvantail » malgré les efforts de Vaillant qui se refusa alors lui-même à y être inscrit, l'échec était certain. Seuls, Garibaldi, Gambon, Benoît Malon, Félix Pyat et Tolain figurant sur sa liste et sur la liste des quatre comités se trouvèrent élus.

Sur 328.970 votants, Blanqui recueillit 53.839 voix alors que Louis Blanc, premier élu, groupait sur son nom 216.530 suffrages et que Farcy, le quarante-troisième, en recueillait 69.968. La bizarrerie du scrutin donnait parmi les élus 126.533 voix à Ranc, 102.366 voix à Martin Bernard, 95.851 voix à Langlois, 95.144 à Clemenceau, 75.784 à Ledru-Rollin et 73.124 voix à Millière. Jaclard recueillait plus de 59.000 suffrages et Michelet venait derrière Blanqui avec plus de 37.000 tandis que Dupont de Bussac en groupait plus de 34.000. Aucun blanquiste de stricte observance n'était élu, mais deux disciples passaient avant le maître : Tridon avec plus de 65.000 voix et Regnard avec plus de 60.000. Quant à Eudes, il dépassait 33.000 suffrages, soit 11.000 de plus qu'Emile Duval.

Tous ces chiffres sont d'ailleurs sujets à caution, car le dépouillement des votes se fit au milieu du plus grand désordre, créé, favorisé par le gouvernement qui pensait sans doute y trouver son compte, mais qui ne parvint à faire élire que Jules Favre. Le dépouillement dura plus de huit jours à la mairie centrale, donnant lieu à des

supercheries incroyables, à des tripatouillages inouïs que Jules Favre couvrit de sa responsabilité. Indications significatives : *Le Journal Officiel* fit d'abord connaître les élus sans indiquer le nombre de suffrages obtenus par chacun d'eux. Puis, après pointages et contre-pointages, il donna à trois reprises des chiffres dits définitifs conformes au tableau suivant :

Le 14 février :	J. Favre	67.405	voix.	—	Blanqui	43.953	voix
Le 15 février :	»	81.126	»	—	»	50.547	»
Le 18 février :	»	81.722	»	—	»	52.389	»

Le chiffre de 68.200 voix devant être atteint pour l'élection, on voit que de la sorte, en vingt-quatre heures, Jules Favre, battu, passait député à une faible majorité, tandis que Blanqui était évincé de la liste à une faible minorité, après quoi, trois jours plus tard, l'opération était consolidée.

Devant la mauvaise foi des scrutateurs, Rigault, « qui n'y allait pas par quatre chemins » suivant l'expression populaire, s'empara à Belleville, avec une cinquantaine de partisans, des salles de scrutin et fit appliquer le mot d'ordre cynique : « Chaque fois que le nom de Jules Favre serait appelé, le nom de Blanqui lui serait substitué ».

Ainsi, en retirant à l'un les voix qu'on ajoutait à l'autre, on constituait en faveur de ce dernier la différence de la perte au gain. C'est ce qui explique la petite quantité de suffrages obtenus par Jules Favre dans les bureaux de vote où Blanqui en récoltait d'exceptionnellement nombreux ; chaque soir Rigault allait au *Mot d'Ordre* de Rochefort faire part du succès de son entreprise dont il riait à se tordre.

Malgré ses efforts, Rigault parvint peut-être à compenser les voix dont Blanqui se trouvait frustré ailleurs, mais non à le faire élire ; quant à Jules Favre il fut nommé quand même.

Lors de la proclamation des résultats à l'Hôtel de Ville, il y eut des bravos au nom de Blanqui qu'on fit répéter deux fois à Dubail maire du 10e. Mais cette petite manifestation sympathique n'était, pour ses partisans qu'une piètre fiche de consolation. Ils endossaient un échec retentissant. Pour ce qui est de Blanqui, « délaissé de tous ceux qui auraient dû aller vers lui, encore une fois seul comme un maudit, après ces jours où il avait eu en son âme l'âme de la France, son énergie, sa volonté de vivre », il dut souffrir de cette humiliation. Comme l'a remarqué Lissagaray, avoir été « la sentinelle vigilante qui, pendant tout le siège avait toujours montré de la sagacité » et ne trouver que 52.000 votes tandis que 145.000 allaient à Félix Pyat « pour ses fifreries *du Combat* », c'était une injustice cruelle. Il y avait de quoi éprouver au fond de soi-même un peu de l'amertume que tout échec inspire aux hommes au cœur le plus solide, selon la loi de l'humaine nature. On peut sur ce point s'en référer à Flotte quand il dit avoir vu briller des larmes dans les yeux du vieillard lorsqu'aux approches de l'élection, on lui annonça que, malgré l'insistance de Vaillant, le Comité de la Corderie avait écarté son nom, décision qui fut d'ailleurs rapportée au dernier moment.

Assurément, nul n'était mieux qualifié que Blanqui pour porter à l'Assemblée, avec le bilan négatif d'un gouvernement félon, la parole de suprême résistance patriotique et de dignité républicaine qu'attendaient la plupart de ceux qui avaient porté leurs suffrages sur d'autres noms. Nul non plus n'avait acquis autant que Blanqui

le droit de parler au nom de ce Paris du siège, brûlé de vaillant enthousiasme, acceptant stoïquement périls et privations, décidé à la lutte héroïque et à qui il ne manqua qu'un chef pour employer au salut de la France ses magnifiques capacités. L'échec de Blanqui — de ce chef précisément que Paris ne sut pas déceler — fut donc « un malheur » comme l'écrivit Rochefort, mais non point dans le sens étrange et mesquin donné à ce mot par le célèbre pamphlétaire. Il écrit en effet :

Lui [Blanqui] *à la Chambre, c'était peut-être dans l'esprit des révolutionnaires de son entourage, un sensible apaisement. Mais leur porte-parole n'ayant pas été investi du droit d'exposer ses idées à la tribune, il ne leur resta qu'à descendre de nouveau dans la rue. C'est ce qu'ils firent au* 18 *Mars.*

Cela est dit bien légèrement, à la façon sceptique et primesautière de Rochefort. Le plus curieux c'est, qu'élu, il n'est pas sûr du tout que Blanqui fût allé à Bordeaux. Dès l'annonce des résultats de province, il s'était rendu compte avec sa claire vision, que la majorité de l'Assemblée avait

...contre Paris, contre le malheureux Paris du siège, une hostilité anti-républicaine, anti-patriote.

Et avant de connaître les résultats parisiens, le 11 février il écrivait à Ranc :

Je n'irai pas à Bordeaux à l'Assemblée

et il protestait contre le

...sentiment étroit, mesquin et envieux de la majorité.

UN DERNIER MOT (12 FEVRIER 1871)
LE PROBLEME DES RESPONSABILITES

Ce que Blanqui eût dit à Bordeaux ou plutôt ce qu'il n'eût pas pu dire — car le sort fait à Garibaldi et à Victor-Hugo indique assez à quelles protestations furieuses il se fût heurté — nous sommes à même de le savoir grâce à un placard paru le 12 février 1871. Il a pour titre *Un dernier mot* et a été composé dans l'une de ces cachettes ténébreuses où Blanqui dut se réfugier après le 22 janvier afin d'échapper une fois de plus aux limiers de la police. N'oublions pas, en effet, qu'il était toujours sous le coup des poursuites consécutives au 31 octobre et que son procès allait bientôt avoir lieu.

Un dernier mot ? Pourquoi ? Pour se disculper, pour se défendre, pour dégager sa responsabilité au moment où la France tombe dans le gouffre? Peut-être. Indirectement en tout cas. Avant tout, Blanqui revient à son idée fixe. La défaite l'obsède. Il ne veut pas admettre que la France soit vaincue. Malgré la capitulation de la capitale, il pousse à la résistance. Il indique ce qu'on peut encore faire, ce qu'on aurait dû faire, résumant de la même voix qui prêcha dans le désert et dépensa tant d'intelligence en pure perte, la période historique qui allait se clore. L'ensemble forme un grand in-folio qui se vendait cinq centimes, rue du Croissant. C'est comme un complément, un prolongement de *La Patrie en danger* où l'on retrouve, d'après Louis Combes avec ses qualités d'écrivain

...son admirable clairvoyance, ses cris d'alarme, ses conseils, ses élans de patriotisme,

tout ce dont il fit preuve pendant le siège.

Examinons cette œuvre sobre et éloquente, de cette éloquence directe et vraie que donne seule une grande passion servie par un grand talent.

Tout d'abord, Blanqui pose le problème des responsabilités car il en est et ils sont nombreux, qui cherchent des causes imaginaires à la capitulation de Paris afin de se dégager personnellement. Ils usent de la vaine rhétorique, invoquent la métaphysique. Nouveaux Jérémie, ils lèvent les mains au ciel, accusent la fatalité, l'ignorance, la corruption. La fatalité ? Pour Blanqui :

La fatalité est la loi de l'univers matériel, et n'est point celle de l'humanité, qui ne relève que d'elle-même.

Quant à l'ignorance et à la corruption, ce sont deux plaies qui

...infectent beaucoup plus les autres pays que la France.

Il estime que nos vainqueurs nous dépassent « en égoïsme et en cupidité » et qu'il ne faut pas moins d'ignorance

...pour attrouper les bestiaux humains derrière un Guillaume que derrière un Bonaparte.

D'autres prétendent que les Allemands nous ont vaincus parce qu'ils savent tous lire et écrire. Blanqui repousse ce singulier raisonnement :

L'instruction gît dans l'idée seule. La lettre moulée n'est que simple instrument. Un lecteur, nourri de sottises, devient un sot. Quelle meilleure preuve que ces Teutons ? Le plus illettré de nos soldats ne se fût pas laissé dire que l'ennemi égorge à froid ses prisonniers, leur arrache méthodiquement la langue et les yeux. C'est un peuple de laquais, qui a tout juste l'intelligence d'un chef d'escadron.

En premier lieu, Paris doit faire son *mea culpa*. Il doit reconnaître sa crédulité, sa faiblesse. A-t-on jamais vu un pareil spectacle:

Toute une population courant à sa perte, sous prétexte de l'éviter, et buvant jusqu'à la lie, au nom de son salut, le breuvage empoisonné dont elle sait qu'elle va mourir !

Le peuple parisien n'est donc pas plus intelligent que le peuple allemand ? Si, Mais il a eu le grand tort de se laisser prendre aux mensonges de la presse.

Voici donc en second lieu la « grande coupable », le vrai foyer de la gangrène publique ». Là-dessus Blanqui procède à une classification impersonnelle des journaux du siège qui, tous, à des degrés divers, se sont faits les complices du « gouvernement de la déroute ». Excepté le *Combat*, de F. Pyat « qui a gardé la ligne droite ». Le *Réveil* de Delescluze est sans doute compris parmi « les moins mauvais » qui

...ont tonné, pleuré, supplié, mais qui n'ont eu garde d'agir et de barrer le passage.

Au fond, la presse ne fut que l'instrument du pouvoir. On en arrive donc par gradation à mettre en cause avant tout les hommes « de la débâcle nationale ».

Ils ont pris la situation en mains au 4 septembre. Or, quelle était l'attitude publique ce jour-là ? Blanqui le rappelle et son témoignage ne peut être récusé par aucun des acteurs et spectateurs de l'époque, même pas par Veuillot et les rédacteurs de la *Revue des Deux Mondes :*

Sans doute la joie de la délivrance intérieure éclatait par dessus

toute chose. Mais à travers cette joie, la tristesse n'eût-elle pas jeté son ombre, si le sentiment de l'impuissance contre l'ennemi eût dominé au fond des cœurs ? Cette allégresse devant un sursis de quelques jours n'aurait été que de la folie. Or, on avait son plein bon sens, et l'espoir contre le dehors ne se séparait pas de l'espoir au dedans.

L'opinion était donc fermement acquise à la lutte à outrance. Elle avait l'espoir de vaincre. Elle ne croyait pas que la chute de l'Empire à Sedan nous

...léguait fatalement la chute de la République et de la France à Paris.

Par malheur sinon dès le premier jour, tout au moins dans les premiers jours — car ici Blanqui hésite dans ses affirmations — les hommes de l'Hôtel de Ville virent les choses à l'inverse. A l'appui de ses dires, Blanqui cite les aveux mêmes de Trochu et d'Ernest Picard et il en tire cette conséquence ou plutôt cette accusation terrible formulée déjà dans *La Patrie en danger* :

Croire une chose impossible et l'entreprendre, c'est en effet de la démence. Mais cette démence s'appelle trahison, quand l'entreprise est la défense in-extremis *de la patrie et qu'on est libre de décliner le péril de ce fardeau.*

L'action de Trochu et de Picard était un crime, leur propos était une sottise.

La seule ressource pour ces hommes devenus objectivement les agents de l'ennemi était donc dans de «promptes démarches de paix», dans « le prosternement aux pieds de Guillaume ». Ils n'y manquèrent pas, prétendant de la sorte adoucir le sort de la France, ajoutant une fausseté au crime et à la sottise. Pourquoi ? Blanqui le dit, le redit plutôt :

Loin de nous servir, ces démarches éplorées nous ont porté un coup terrible. Elles ont rassuré, encouragé l'ennemi et lui ont donné la certitude de vaincre, en montrant à Bismark, dans ces trembleurs, des auxiliaires de l'invasion et par cela seul qu'ils avaient peur du peuple.

Au moment où il écrit, tombe le masque de « ces fourbes présidés par un jésuite ». Blanqui note le fait en termes cruels :

La commission de l'Hôtel de Ville apparaît désormais ce qu'elle n'a cessé d'être : une délégation du roi de Prusse. La capitulation lui a donné l'estampille officielle. Bismark règne et gouverne à Paris. Et ce n'est pas d'hier.

Ainsi Blanqui, sur l'enclume de sa feuille vengeresse, forge la chaîne des responsabilités car, en toute conscience, sans évincer Paris, il sépare par un acte de justice la cité de septembre pleine de fierté, de dévouement et d'auguste espoir des chefs pleurards qui osent avouer en janvier :

Nous devions *succomber...*

LE PLAN DE BLANQUI

Ayant écarté les raisons transcendentales, les arrêts du destin débités par la presse ainsi que l'imposture des gouvernants coupables cherchant à « substituer Paris à leurs propres personnes », Blanqui

explique la capitulation par une « faute militaire ». Cette faute a, il est vrai, une cause toute politique

...qui la transforme en attentat contre l'indépendance de la nation.

Mais Blanqui soucieux de ne pas s'égarer au moment où il arrive au cœur de son sujet, s'en tient aux aspects techniques de la faute technique. Il entend démontrer — c'est le mot qu'il emploie et ce mot s'avère juste — que le 4 septembre, malgré vingt-deux ans de décadence morale, malgré les revers foudroyants du mois d'août, la partie n'était pas désespérée. Bien loin de là ! Toutes les chances étaient du côté de la France.

Le facteur du succès, c'était Paris avec son enceinte et ses forts, avec sa situation unique de nœud des voies ferrées du pays. En utilisant Paris à plein et à temps, on retournait la médaille, on transformait la défaite en victoire. Le bon sens et les circonstances, selon Blanqui, indiquaient cette solution « bien simple », dont la clé n'était qu'une « simple question » de statistique et de transport. Pour cela il fallait profiter fébrilement des seize jours qui se sont écoulés entre la chute de l'Empire et l'arrivée des Allemands sous les murs de Paris :

L'avenir de la guerre était tout entier dans l'emploi de cette quinzaine.

Remarquons que Blanqui n'énonce point une proposition germée dans son cerveau après coup. Tout au plus peut-on dire qu'il lui donne une forme gagnant en netteté par son laconisme. Il n'est que de se reporter à ses articles durant cette quinzaine d'importance capitale à ses yeux pour s'en assurer.

Comment devait-on utiliser ces seize jours de « grâce forcée » laissés par l'ennemi ? C'est là-dessus que Blanqui s'appesantit en reprenant la plupart de ses conseils de naguère et en donnant à certains un développement que ses articles ne permettaient pas toujours.

Le premier point était un problème d'échange de population entre Paris et la province. La capitale, par l'arrivée de 200.000 fugitifs avait vu monter sa population à deux millions d'âmes. Il fallait envoyer en province un million de femmes et d'enfants, plus les vieillards au-dessus de 67 ans et, simultanément, remplacer ce poids mort d'éventuels assiégés par un million de gens de guerre.

Ici, le « Vieux » se présente à nous comme un précurseur à la fois en posant le vaste problème du transfert des populations et l'opération plus limitée de l'évacuation de la capitale. Le principe en est soutenu par lui avec cette limpidité d'expression et cette force convaincante du raisonnement qu'on lui connaît. Tout d'abord, il lui paraît inutile de retenir les fuyards partant à leurs frais : ce sont des poltrons plus dangereux qu'utiles en présence de l'ennemi. Le point névralgique est l'émigration obligatoire. En homme de cœur, il en comprend la tristesse et voit les larmes accompagner les adieux, mais il s'y résigne en patriote décidé au sacrifice pour le salut de la France. Il estime, au surplus, que Paris qui a fait preuve de cinq mois d'héroïsme ne s'y serait pas refusé. D'autant plus que cette multitude de réfugiés aurait moins souffert de son odyssée en province que des épreuves du siège; bien des femmes et des enfants auraient vu, au contraire, leur santé rétablie ou fortifiée. En outre, la pension servie par l'Etat et que Blanqui fixe à 1 fr. 50 par jour

pour un adulte et 0 fr. 50 pour un enfant, aurait apporté un supplément de bien-être à leurs hôtes.

Le principe posé, Blanqui entre dans des détails, fait des calculs. Il compte à Paris six cent mille enfants des deux sexes de moins de 16 ans, en chiffres ronds. Il les répartit entre les départements libres, ainsi que leurs mères, à raison d'une par trois enfants en moyenne, ce qui fait deux cent mille femmes évacuées environ. Les orphelins de mère auraient été confiés aux soins de personnes spéciales. Cent trente mille femmes au dessus de 55 ans et soixante-dix mille hommes au-dessus de 67 seraient partis également. Ainsi, le total des émigrés fait un million, la population civile restant à Paris donnant aussi un million d'individus.

Blanqui passe ensuite au dénombrement des hommes en état de porter les armes. Aux cinq cent dix mille de 16 à 50 ans, il estime qu'on peut en joindre quarante cinq mille sur les cent vingt mille de 50 ans et au-dessus restés à Paris. Cela représente en tout cinq cent cinquante mille gardes nationaux. C'est ce qu'il appelle « l'armée régulière » de la capitale. A cette force, il ajoute quatre cent mille jeunes gens provenant de la levée des deux classes de 18 et 19 ans, compte tenu des retranchements dûs aux exceptions et aux quatre-vingt-quinze mille conscrits des douze départements occupés par l'ennemi. La garde mobile, en comptant trente pour cent de décnet pourrait donner à son avis trois cent mille hommes. En y joignant toute l'infanterie de marine amenée des ports de mer, les matelots canonniers et une forte proportion de gabiers, il arrive au nombre de cent mille. Ce n'est pas tout, car Blanqui n'oublie pas les soldats de toutes armes disséminés sur le territoire et qui, laissés à l'abandon devenaient « une proie assurée pour l'ennemi ». Il les concentre à Paris ainsi que les garnisons des places fortes avec leurs canons et munitions, sauf Besançon et quelques forts de montagne. Cela donne encore cent mille hommes. C'est ainsi qu'il substitue environ un million de gens de guerre au million de civils touchés par l'évacuation.

Aucun détail n'échappe au rédacteur : il défalque des cinq cent cinquante cinq mille gardes nationaux, trente cinq mille jeunes gens des deux levées et les vingt mille mobiles de la Seine. Il ramène ainsi l'effectif de la garde nationale sédentaire à cinq cent mille citoyens. Ajouté au million de mobiles et de soldats, cela donne un million et demi d'hommes rassemblés dans Paris, dont trois cent mille soldats et marins aguerris prêts à entrer en ligne.

La question des transports se pose. Blanqui pense que l'échange pouvait s'opérer avec promptitude et sans encombre car Paris conservait libres les lignes de l'Ouest, d'Orléans, de Lyon et partiellement du Nord. Celle de Lyon, note-t-il, n'a été envahie que le 18 septembre et aurait fonctionné quatorze jours. Il donne la norme générale du décret réglant l'évacuation obligatoire et prévoit entre autres choses le transport gratuit pour la classe ouvrière avec 25 kilogs de bagages par personne. Il échelonne les départs sur chaque ligne, soixante-douze convois de mille cinq cents personnes toutes les vingt-quatre heures, ce qui donne trois jours pour l'évacuation complète du million d'émigrants, la partie disponible du réseau du Nord abrégeant encore le délai. Partout, les autorités prévenues par télégraphe, sont présentes aux gares pour la répartition des évacués.

En contre-partie se faisait l'acheminement des levées et des trou-

pes vers la capitale, tout service autre que la défense nationale étant suspendu sur les voies ferrées mises en réquisition. On indiquait par commune la station de départ, on allouait des vivres selon les distances. Comme Blanqui pense à éviter l'encombrement des lignes, il prévoit que dans un rayon de soixante lieues autour de Paris, la cavalerie et l'artillerie eussent emprunté les routes. Et l'homme d'Etat conclut :

Ainsi, la France entière est en mouvement, ici pour quitter Paris, là pour s'y rendre, les autorités, les bons citoyens pour organiser et diriger ces convois.

LE RAVITAILLEMENT
L'ORGANISATION DE L'ARMEE A PARIS

Blanqui aborde également cette question du ravitaillement dont les autorités — comme l'histoire nous l'apprend — s'occupèrent beaucoup trop tard, après la capitulation de Strasbourg (27 septembre), en créant une commission des subsistances et en réquisitionnant des blés et farines. Il estime qu'il fallait — toujours avant l'investissement — compléter à huit mois l'approvisionnement de Paris en vivres. Il y en avait pour quatre mois. Un supplément de quatre mois était donc nécessaire. Les gouvernants ne s'en inquiétèrent pas. Pourtant, les greniers où puise d'ordinaire la métropole n'étaient pas entamés. Blanqui s'étend surtout sur le cas de la Beauce « pays d'énergie et de patriotisme » qu'il connaît bien et sur lequel il a obtenu évidemment des renseignements directs. La récolte n'y était pas battue en majeure partie au 4 septembre. Par le chemin de fer de Chartres on pouvait l'amener rapidement, grains et paille. Un ordre des préfets aurait fait transporter aussi les céréales en gerbes dans un rayon de trente lieues en réservant les quantités nécessaires à la subsistance locale et aux semailles.

Pour la viande, les départements de l'Ouest et du Centre auraient fourni des quantités de bœufs et de moutons : on doublait facilement le nombre des bestiaux réunis déjà à Paris. On faisait tuer dans les départements quarante à soixante mille porcs à saler et à expédier, mesure très réalisable. Grâce à l'activité d'agents spéciaux, l'approvisionnement pouvait se compléter par un afflux d'œufs, beurres, légumes et poissons secs, fromages, huiles, volailles et lapins vivants. Enfin, pour réduire en farine les céréales introduites en grains, l'ancien étudiant en droit indique la solution au lieu et place des avocats siégeant à l'Hôtel de Ville, lesquels

...ne sont pas tenus de savoir que le pain se fait avec de la farine et la farine avec du blé.

Il fallait transporter à Paris les meules de moulins d'Etampes, Corbeil et Pontoise. Ainsi, on n'aurait pas manqué de pain en décembre tandis que les magasins regorgeaient de blé.

Ne voulant rien laisser dans l'ombre, Blanqui passe à cette question des armes qu'il soulevait avec ardeur les 7, 9 et 13 septembre, quand il était encore temps. Il déplore que le public n'ait jamais rien su de précis sur l'état de l'armement. Ce n'est pourtant pas faute qu'il ait réclamé, car il n'admettait pas qu'on invoquât « ce méchant prétexte de ne pas renseigner l'ennemi ». Il revient sur toutes les mesures qu'il préconisait : l'expédition d'urgence par voie ferrée des armes, poudres et munitions provenant des arsenaux terrestres, ainsi

que de trois mille gros canons de marine provenant des arsenaux maritimes, puis l'achat en Angleterre de nombreux fusils Smider et Remingthon

...supérieurs aux chassepots pour la promptitude du tir, mais d'une portée moindre.

Il prévoit pour cette dernière opération l'objection du manque de temps. Il le reconnaît et invoque en sens contraire les distances courtes et les traversées rapides.

Quoique nécessaire, tout cela n'était point suffisant aux yeux de Blanqui, décidément d'une exigence jamais satisfaite sur le chapitre de la défense nationale. Il fallait donner ordres aux préfets de diriger sur la capitale les ouvriers de 20 et 50 ans, leurs femmes et enfants étant dotés d'allocations. Ordre également d'envoyer les ouvriers de toutes les fabriques d'armes et fonderies de l'Etat, ainsi que l'outillage pour la fabrication des chassepots. Ordre également aux ouvriers des forges et fonderies de la Nièvre, aux mécaniciens du Creusot, de se diriger sur Paris. Il convenait de faire expédier sans délai les fers, aciers, bronzes, cuivres, étains, plombs, salpêtres, soufre, houille ainsi que les canons. On achetait même de la houille à Mons et à Charleroi pour Lille et Paris, à Newcastle pour Le Hâvre. En outre, des bateaux de charbon et des trains de bois auraient dû descendre en grand nombre du Morvan par l'Yonne et la Seine. Tous ces matériaux devaient servir à fabriquer des quantités énormes de chassepots et à reconstruire l'artillerie passée aux mains des Allemands. Blanqui ne doute pas qu'on aurait pu fondre six mille canons en trois mois puisque trois cents de sept à longue portée ont été obtenus par l'industrie privée, malgré la mauvaise volonté des gouvernants et la pauvreté des ressources.

Après les armes, les étoffes, les cuirs propres à l'habillement et à l'équipement de l'armée. Sur ce point, Blanqui s'étend moins. Il reconnaît simplement qu'une commande faite aux cordonniers tous autres travaux cessants, et répartie entre les provinces, aurait produit aisément quinze cent mille paires de souliers solides confectionnés en dix jours, assez à temps pour arriver à destination.

Voilà, certes, de grosses dépenses. Blanqui les évalue pour les quatre mois qu'a duré le siège, en portant le chiffre des approvisionnements beaucoup plus haut que la consommation ordinaire de Paris — car il n'oublie pas que les soldats mangent plus que les femmes et les enfants. Comme s'il était au tableau noir, il dresse son addition à la face de tous, sans rien omettre, même pas le financement à deux millions du vinaigre et du sel, à six du poisson sec. Il arrive ainsi au total de neuf cent quatre-vingt-seize millions qu'il arrondit à un milliard. Il fait la partie belle, double le milliard et se tournant vers l'opinion pose la question :

Valait-il mieux acheter à ce prix la victoire, ou gagner dix milliards la besogne que nous a faite le gouvernement de la défense nationale ?

Ce n'est pas tout. L'homme d'Etat fait maintenant place au théoricien de la nation armée qui, sur la base du simple bon sens et de l'expérience de 1792 vivifiés par la passion, donne des leçons aux généraux encroûtés dans la routine.

Blanqui parle du classement et de l'organisation des troupes, s'occupe surtout de la formation des cadres au moyen des anciens

soldats, des sous-officiers, des jeunes gens d'intelligence et de cœur. Ces derniers, à son avis, peuvent devenir très rapidement des officiers capables car il n'est pas besoin « d'avoir traîné ses guêtres dans les casernes durant des années » pour faire un excellent chef. On voit que « la loi sur l'avancement, cet évangile des armées permanentes » est le cadet des soucis de Blanqui qui en montre les beaux résultats à Sedan, Metz et Paris.

Puis, élevant le débat, le « Vieux » pousse cette charge toujours vraie contre le militarisme des prétoriens :

Aujourd'hui, les officiers ne sont pas faits pour l'armée, l'armée est faite pour les officiers. C'est leur chose personnelle, leur patrimoine. Y toucher, n'importe à quel titre et par quelle nécessité, c'est un attentat à la propriété, un sacrilège. Le plus grand homme de guerre, un Annibal, sorti de la garde nationale, ne pourrait pas entrer caporal dans l'armée. La terre de France en tremblerait dans ses fondements. C'est la stupidité élevée à sa plus haute puissance. S'il est au monde une institution née du salut commun et n'ayant point d'autre raison d'être, c'est à coup sûr l'armée. Comme tout ce qui relève de l'autorité, elle est devenue une boutique d'égoïsme et de corruption, et ne sert plus que de proie aux intérêts particuliers.

Qu'on se délivre de ce scandale, on trouvera à discrétion des officiers de mérite. Paris, entre des mains républicaines et sensées, eût improvisé en septembre les meilleurs cadres pour ses quinze cent mille hommes. On ne se doute pas de ce qu'il est possible de faire, le jour où l'on a mis dehors la routine, cet ulcère moral des nations.

Blanqui n'en a pas fini sur le plan militaire. Le voici revenu à sa théorie des fortifications de campagne par la pelle et la pioche. En seize jours, deux cent mille hommes « avec une ardeur fiévreuse » auraient pu construire des redoutes à Garches, Meudon, Clamart, Thiais, Montmesly, Chelles, Montfermeil, Livry. Les hauteurs de Sarnois, la plaine de Gonesse, Choisy, Villeneuve-Saint-Georges, la butte Pinson se seraient hérissés de retranchements tout prêts à repousser au loin les attaques allemandes.

REQUISITOIRE DE BLANQUI

En supputant le résultat des travaux réclamés par lui obstinément, Blanqui se demande si l'ennemi aurait persisté dans son « insolent projet d'investissement ». Du moins, dit-il, l'ennemi n'eût pas trouvé à Châtillon les quarante-cinq mille démoralisés de Sedan « las d'être conduits à la boucherie par l'incapacité ». Il n'eût pu, en tout cas, investir la ville ni à une lieue de distance, ni à dix, ni même à vingt. Son cercle, en s'élargissant, n'eût fait qu'aggraver son danger et il n'eût pas traité de même

...un gouvernement qui allonge la griffe et un gouvernement qui tend la joue.

Conclusion :

Paris, gardé par un pouvoir énergique et par un million cinq cent mille hommes dont trois cent mille vétérans, n'était pas abordable. Bismark et de Moltke auraient compris. La prudence leur eût crié : « N'approchez pas le volcan préparant son éruption. »

C'est une comparaison familière à Blanqui que cette assimilation

du Paris du siège à un volcan en éruption. Déjà le 15 septembre, il l'employait dans son journal. En février, il est toujours persuadé que le volcan parisien crachant du feu à la suite de la formidable préparation qu'il envisage, aurait pu repousser les Allemands et même donner le signal de la revanche. Car, dans sa pensée, la défense ardente se confond ou plutôt se mue en offensive ardente, hardie, audacieuse qui déroute et déconcerte l'ennemi. Il ne doute pas qu'en ajoutant la force de l'organisation méthodique et de la préparation patiente à l'inspiration, à la ferveur et à l'énergie populaires Paris et avec lui la France auraient été sauvés. Bien mieux : il apercevait si bien la glorieuse lumière à travers la brume des désastres et des incapacités que sans les deux levées de 18 et 19 ans, il voyait les Allemands refoulés à la frontière et, avec les levées, reconduits jusqu'à Berlin.

Ces questions que pose Blanqui, ces hypothèses qu'il émet, cet optimisme dont il fait preuve à la seule vision des résultats escomptés et qui paraît excessif, ne sont pas le fruit d'une imagination déréglée. Encore une fois, l'histoire a prononcé. Il n'est que de se reporter aux ouvrages spécifiques pour en avoir la preuve et il suffit de rappeler le plan de la défense de Paris élaboré par Napoléon en 1815 et qui impliquait l'allongement bien moindre du cordon d'investissement, pour voir combien Blanqui jugeait en expert militaire. Napoléon concluait à l'impossibilité pour cent cinquante mille hommes de tenir la périphérie tracée par lui. Or, au début du siège de 1870, les Allemands n'étaient pas beaucoup plus nombreux que les cent cinquante mille hommes dont parle Napoléon et ils auraient dû constituer, à la suite des travaux préconisés par Blanqui, un cordon trop éloigné et trop ténu. N'oublions pas que le 21 octobre, à la suite de l'appel des troupes disponibles, le cordon d'investissement ne comptait encore que deux cent cinquante mille hommes.

L'abandon était fatal dans les conjonctures résultant du plan de Blanqui. Qu'auraient fait alors les Allemands ? Le « Vieux » les voit parcourant la France vide de soldats, accablant de réquisitions et violentant les populations des campagnes, mais dans l'impossibilité de livrer bataille. Temps précieux pendant lequel l'orage grossissait dans la Cité par la constitution d'une armée d'un million d'hommes appuyés sur une réserve de cinq cent mille gardes nationaux

...non point cette cohue de bataillons disloqués, d'invention Trochu, mais un ensemble de légions solidement reliées.

Ce n'est pas sous les murs de Paris que les comptes, alors, se seraient réglés.

Arrivé à ce point de sa démonstration Blanqui montre que cette armée c'était celle-là précisément que Gambetta a levée un mois plus tard, un mois trop tard mais en ordre dispersé et dans des conditions bien inférieures. Car il a manqué à Gambetta, dit expressément Blanqui « une vaste place d'armes » pour abriter ses troupes pendant leur organisation. Et Paris réclamant toujours du secours, on devait marcher à son aide avec des bandes sans instruction et sans solidité lancées en rase campagne par la pluie et les frimas alors qu'elles pouvaient se forger en sécurité à Paris et en banlieue. Ainsi eussent été évitées les défaites successives des armées de province, ainsi l'utilisation à plein d'une position centrale incomparable, d'une base d'opération magnifique, permettait selon le railleur Blanqui de déli-

vrer un général en chef des neuf dixièmes de ses soucis, lui laissant le loisir

...de laisser dormir son génie, s'il en a, ou de s'en passer, s'il n'en a pas.

La victoire était au bout, Blanqui en est persuadé. Il croit même qu'après le 31 octobre Paris, tel que l'avait fait le « triste gouvernement » pouvait encore vaincre. Après avoir énuméré les forces disponibles des assiégés à cette époque, il écrit :

Aux mains d'un pouvoir loyal et d'un chef dévoué, cette armée serait sortie victorieuse de la lutte. Elle avait la supériorité du nombre, le choix des points d'attaque, la liberté entière de ses mouvements. Elle n'avait à craindre ni surprise, ni dispersion par la défaite, ni tentative sérieuse de l'ennemi.

Blanqui spécifie bien : « Aux mains d'un pouvoir loyal et d'un chef dévoué ». Justement, ce n'était pas le cas. Toute la fin de son écrit, le dernier mot d'*Un dernier mot* pourrait-on dire, roule précisément là-dessus. Blanqui rappelle la perfidie du pouvoir qui ne connaissait qu'un ennemi : la Révolution, réservait toutes ses faveurs à la Réaction, toutes ses violences à la République. Il évoque le guet-apens du 22 janvier, la terreur qui suivit, l'armistice qui en sortit, marquant « la plus ignominieuse des capitulations. » Il souligne la valeur nulle de la convention du 28 janvier en reprenant l'argumentation déjà soutenue à Ranc et proteste contre ses effets touchant l'armée de l'Est. Quant à la convocation de l'Assemblée sur l'intimation de Bismark, cette mesure lui arrache des cris de révolte, et sa douleur est plus poignante encore en constatant que

...le gouvernement libre, protégé par les baïonnettes nationales, a dû obéir au gouvernement captif et agent de l'étranger.

L'ouvrage se termine par ces alinéas dans lesquels se résume la censure du grand patriote :

En attendant le jour de la vindicte publique, tout ce qui conserve dans sa poitrine un cœur de citoyen, doit protester avec énergie contre la paix infâme que la lâcheté et la trahison prétendent nous imposer, une paix tramée comme un complot et qui sera notre honte éternelle. Car la France n'est pas abattue par la chute de Paris et peut encore exterminer les hordes de l'invasion. Pas un militaire sérieux n'oserait contester cette vérité. Car le plan à suivre saute aux yeux et ne laisse aucun doute sur le résultat.

Les Allemands devraient partir ou succomber.

En conséquence, la dictature de l'Hôtel de Ville est accusée de haute trahison et d'attentat contre l'existence même de la nation.

LE SENS PROFOND D' « UN DERNIER MOT »

Il reste à dégager le sens profond de l'écrit et à faire les remarques qui s'imposent à la lueur des connaissances historiques maintenant acquises.

Rien à dire sur le principe et les calculs de l'échange de population, mais Blanqui pêche certainement par optimisme sur la question des transports, car les événements de 1870 ont montré qu'une des principales causes de l'infériorité des Français, une des lacunes de leur administration militaire, résidait précisément dans le service des chemins de fer. L'extrême lenteur et l'encombrement en furent

les deux inconvénients graves. Mais enfin en seize jours, au lieu des trois prévus par Blanqui, on eût pu réaliser en majeure partie tout au moins, le transfert envisagé. Après le sommeil tragique de Trochu sur le mol oreiller de l'attente et de l'inaction, on ne saurait en tout cas faire grief à Blanqui de s'inspirer du fameux principe de César sur « la diligence et l'expédition » facteurs primordiaux du succès.

Blanqui se trompait en croyant pouvoir fabriquer des quantités énormes de chassepots à la suite des mesures qu'il préconise. Les fabriques n'en produisaient que quinze à dix-huit cents par mois. A ce compte, par cette voie, il aurait fallu plusieurs années pour armer l'énorme garnison parisienne, la grande ville au début du siège ne disposant que de six cent mille fusils dont le tiers en chassepots. Il a eu raison, par contre, en insistant sur l'achat de fusils à l'étranger. La délégation de Tours usa de ce moyen. Mais c'est seulement au mois de février qu'elle se trouva en mesure de pourvoir les troupes sous ses ordres de plus de un million deux cent mille fusils dont trois cent mille chassepots ce qui prouve, en l'occurence, l'importance du facteur temps que Blanqui avait tendance à sous-estimer. Sur le chapître particulier de la confection des cartouches de chassepots, Blanqui marquait un point positif. Les faits ont établi que Paris était plus apte que la province à répondre aux besoins et Freycinet fait part de ses angoisses tout le temps où la délégation de Tours en était réduite à demander à Paris l'envoi de capsules par ballon.

En ce qui touche le financement de la défense de Paris tel que l'entendait Blanqui, on ne voit pas que des objections sérieuses puissent être faites à son total. On peut même, par la comparaison de certains chiffres de dépenses donnés par Freycinet pour le financement de la guerre en province, s'assurer que Blanqui n'a pas fait ses calculs à la légère et qu'en tout cas, il n'a pas sous-estimé. Freycinet estime à près de six cents millions les dépenses engagées par la délégation de Tours en cinq mois et demi pour six cent mille hommes, non compris les dépenses de la Commission d'armement, les soldes et campements. Ce sacrifice financier somme toute peu important, eu égard à l'immense et rude tâche accomplie, fait mieux sentir la portée considérable des dépenses envisagées par Blanqui et illustre étrangement la question terrible qu'il pose.

Sur le plan de la guerre de tranchées et de redoutes, non seulement Trochu n'a rien envisagé, mais il s'est limité à multiplier outre mesure des obstacles proches des remparts. L'histoire porte encore à sa charge le fait qu'il donna aux ennemis le temps de développer soigneusement leur cordon d'investissement et qu'après la débâcle de Châtillon (19 septembre) par une « reculade injustifiée », il fit abandonner les redoutes des Hautes-Bruyères et du Moulin-Saquet, ce qui donna aux Allemands, sans combat, des positions inestimables d'où ils dominèrent les forts du Sud. Après Francisque Sarcey, Paul et Victor Margueritte reconnaissent implicitement que Blanqui voyait juste lorsqu'ils écrivent :

Les meilleurs esprits priaient qu'on ne laissât point l'investisseur s'implanter à son aise, river plus fortement chaque jour son cercle fortifié...; trois cent mille travailleurs eussent pu remuer la terre, les forcer [les assiégeants] *dans leurs lignes, au lieu de monter aux remparts ces gardes insoucieuses, avec deux heures de faction sur vingt-quatre et le reste en flâneries le long des tentes, en sommeils ou en*

parties de cartes ou de bouchon, en tournées chez le marchand de vin.

Que si maintenant nous examinons les vues de Blanqui touchant l'entraînement plus facile sous les murs de Paris qu'en province des levées et des troupes insuffisamment instruites, nous constatons qu'elles sont judicieuses. Un professionnel comme le colonel Fabre de Navacelle reconnaît aujourd'hui que les armées de province étaient

...moins bien placées que l'armée de Paris pour se former promptement et devenir capables de lutter avec l'ennemi.

Il rappelle le cas de Mayence en 1793 et estime, après Blanqui,

...que des soldats toujours assurés de leur retraite, peuvent préparer en sécurité toutes leurs entreprises, sont en bonne situation pour s'instruire vite.

Le même auteur reconnaît, dans un autre domaine, que les ingénieurs, les entrepreneurs de terrassement et de constructions abondaient à Paris et offraient un concours de lumières et de bon vouloir qui aurait satisfait à toutes les nécessités matérielles du siège. Il signale tout ce qui a été fait au point de vue de l'artillerie, la pleine bonne volonté et l'utilisation trop tardive de cette garde nationale qui déploya à Buzenval, de l'aveu de Trochu, « une bravoure incomparable ». Enfin, bref, comme Blanqui, avec plus d'optimisme que Blanqui car il ne raisonne que dans les conditions concrètes jugées insuffisantes par le « Vieux », il formule ce jugement :

Paris avait donc tous les éléments moraux et matériels d'une armée. Il y manqua la flamme qui devait faire vivre ces éléments.

De son côté, Freycinet procédant à son autocritique et se faisant le porte-parole de ses collègues de Tours aboutit, comme Blanqui, à la même condamnation du militarisme professionnel. Il se reproche d'avoir trop respecté les scrupules des chefs. Il écrit :

Si nous avions été moins timides, moins respectueux de certaines convenances militaires, le sort de la guerre aurait peut-être changé... Nous avons cédé aux préjugés de nos concitoyens, et c'est là le vrai tort que nous avons eu.

A la fin de son ouvrage il ne peut s'empêcher, tirant les leçons de nos désastres, de mettre l'accent sur le même point. Il proclame que l' « armée n'est pas une caste dans l'Etat », que l'administration ne doit pas en appartenir « à des mains privilégiées qui opèrent dans le mystère et loin des regards du public », que l'armée étant nationale « la nation entière doit en scruter minutieusement tous les détails », etc.

C'est comme un écho de ces avertissements qui retentira presque à chaque page de l'*Armée Nouvelle* de Jaurès, une trentaine d'années plus tard. Le leader socialiste s'élèvera lui aussi avec force contre le militarisme professionnel et oligarchique dont l'effet prolongé même sous un régime de suffrage universel et de service obligatoire est de « séquestrer la question militaire ». Ce n'est pas, du reste, en termes moins vifs qu'il se dressera contre l'esprit de caste des professionnels militaires comme aussi contre

...l'étroitesse d'esprit et d'âme d'une institution à demi close et qui ne s'ouvre qu'avec peine à la grande vie du dehors.

Et c'est sans doute parce qu'on n'a tenu compte ni des avertissements de Blanqui sur le même danger en pleine guerre de 1870, ni de ceux de Freycinet et de Jaurès que la guerre de 1939-1940 était perdue avant d'être commencée.

Etait-il possible, comme le soutient Blanqui, de vaincre après Sedan?

Etait-il possible de continuer la guerre avec quelque chance après l'armistice, comme le prétend Blanqui dans la finale d'*Un dernier mot ?* Freycinet estime et prouve qu'après Sedan, en restant sur le terrain même où se plaçait le gouvernement de la Défense nationale,

...la France pouvait encore espérer ne pas être vaincue.

De son côté, le colonel Navacelle estime que fin octobre encore

...la disproportion des forces n'interdisait pas l'espérance

et qu'

...une meilleure fortune eût pu couronner l'effort de la France, si le général Trochu eût montré la fiévreuse activité de Gambetta et si celui-ci eût pu s'aider des talents militaires, des connaissances et des qualités spéciales qui distinguaient le général Trochu.

Enfin Camille Pelletan, après avoir évoqué en des pages vécues le patriotisme brûlant et l'héroïsme admirable de Paris assiégé, s'écrie sur le ton amer :

Ah! s'il s'était trouvé un chef pour employer au salut de la France ces magnifiques forces de combat!... Le cours de l'histoire en aurait pu être changé.

Les avis sont partagés sur la possibilité de la continuation de la guerre après l'armistice.

Nous verrons plus loin l'opinion négative de Ranc, mais il convient de noter qu'elle date de plus de vingt jours après la signature de la convention. Freycinet pense que la guerre aurait été fort difficile à soutenir

...moins à cause de l'insuffisance des ressources du pays que des dispositions morales des populations.

Et ceci malgré la perte de l'armée de l'Est. Gambetta, au lendemain même de l'armistice, était encore confiant, affirmant sa conviction que la prolongation de la lutte « en nous ramenant la fortune » épuiserait nos envahisseurs. Il est de fait qu'à la date du 3 février, d'après les rapports officiels, la France disposait encore de 888.000 hommes, compris les divisions territoriales, les recrues de la classe 1870 et les troupes d'Algérie. Elle pouvait aligner 1.232 bouches à peu complètes plus l'artillerie départementale. Ces chiffres ne laissent pas d'être impressionnants par eux-mêmes. Mais les possibilités des anciennes armées et des armées en formation donnaient bon espoir à Chanzy. Il voyait dans ces forces des points d'appui qui eussent permis à la nation de se reprendre et par une guerre nationale de lasser les Allemands et d'émouvoir l'Europe. De son côté, Henri Martin était loin de juger la partie perdue. Et en mars 1871, dans son compte rendu justificatif aux électeurs de la Côte-d'Or, Tridon fera état des marchés passés à Birmingham et en Amérique, réservant à la France toutes les armes à tir rapide fabriquées jusqu'à la fin de l'année.

Enfin, rappelons pour mémoire que deux jours après le lancement d'*Un dernier mot,* un officier de la valeur de Rossel, apprécié pour ses grandes connaissances militaires, était loin de considérer la lutte à outrance comme une utopie. Peut-être même est-ce parce qu'il avait la conviction qu'en mars Paris ramenant la guerre, ranimait les chances de battre les Prussiens, que Rossel s'est jeté dans la Commune.

Sans doute Blanqui, déjà grandi par sa *Patrie en danger,* sort

grandi encore par la publication d'*Un dernier mot*, testament en quelque sorte de son patriotisme meurtri. C'est son honneur d'avoir fait entendre avec tout l'accent de la sincérité et toute la force de sa vision d'homme d'Etat la voix grave et énergique de ce qu'il considère comme le salut. C'est son mérite, face au plan occulte — et qui s'avéra funeste — de Trochu, d'exposer à l'opinion son plan magistralement conçu, méticuleusement étudié et qu'il croyait propre à changer la situation. Mérite indiscutable, car il n'y a pas de vrai mérite sans une grande modestie. Or, Blanqui ne se fait pas valoir. Au public qui n'a pas suivi sa campagne de *La Patrie en danger*, il ne dit pas que ce qu'il expose, il l'a proposé en temps utile maintes et maintes fois. Seuls ses amis, ses lecteurs habituels, ceux-là précisément qui étaient édifiés, pouvaient après la lecture de son écrit, faire le rapprochement qui le grandissait. Ainsi, comme les ombres donnent plus de force aux figures d'un tableau, la modestie donne encore plus de force et de relief au mérite de Blanqui.

On doit déplorer toutefois que le « Vieux » ait trop respecté les règles de la modestie car, dans la chaîne de son œuvre durant le siège, il est arrivé qu'on a fait peu de cas du dernier anneau, n'en saisissant pas toute l'importance. Par là, peut-on dire, Blanqui a contribué à sceller l'injustice dont il a été l'objet de la part de tant d'historiens de la guerre franco-allemande. Mais ce regret, si légitime qu'il soit n'est, si l'on peut dire, que subjectif. En se plaçant au point de vue objectif, les partisans de la résistance à outrance ont dû déplorer bien plus : à savoir que Blanqui n'ait eu ni assez de prestige, ni assez d'influence pour soulever l'enthousiasme nécessaire à la réalisation de son plan d'envergure.

Si maintenant par delà l'horizon de la guerre de 1870, on porte ses regards vers la suite des horizons, si l'on veut dégager la vérité durable qui découle de tout exposé sincère, c'est Jaurès qu'il convient de faire intervenir. Dans son *Armée Nouvelle*, il cherche comment porter au plus haut les chances de salut et les moyens de victoire de la France au cas où, malgré ses efforts de paix, elle serait attaquée. Evidemment, il traite la question dans le même esprit, avec les mêmes principes socialistes que Blanqui. Mais qui plus est, il reprend le plan même du « Vieux » bien que, pas une seule fois il ne se réfère à son enseignement, malgré un imposant appareil de rapprochements historiques et de considérations de tous ordres. La seule différence tient dans le fait que Jaurès applique à la partie de la France protégée par les troupes de couverture ce que Blanqui envisageait pour Paris. Même système d'utilisation à plein de toutes les forces disponibles, même condamnation des forces dispersées et inarticulées, même plan de concentration formidable, même combinaison de la prudence qui utilise le terrain et des mouvements audacieux qui le dépassent, même répudiation de la défense inerte et passive, même méthode de défensive passionnée qui n'est au fond que le prélude de l'offensive totale.

Quand on suit Jaurès dans son exposé savant, touffu et d'une si grande puissance de dialectique, on a l'impression de reprendre les chemins tracés par la pensée frémissante de Blanqui. Pour le rédacteur de *La Patrie en danger*, pour l'auteur d'*Un dernier mot*, ce n'est pas un mince titre de gloire qu'on soit amené à faire cette réflexion.

BLANQUI A BORDEAUX ET A LOULIÉ

Le 12 février 1871, jour du lancement d'*Un dernier mot*, Blanqui part à Bordeaux avec Édouard Vaillant, délégué de la Corderie, et Tridon que la Côte-d'Or a envoyé à l'Assemblée. Il traverse la ligne prussienne sous le nom de Rastoul Frédéric, 68 ans, rentier, né et demeurant à Paris. C'est seulement le 19 qu'il arrive à Bordeaux. Il y passe toute une journée avec Ranc et, par lui, entend le récit de la guerre en province, connaît le bilan des forces disponibles, se rend compte enfin qu'une ultime résistance est vaine. Sa douleur est grande.

Un instant, Ranc a l'idée de ménager une rencontre entre Blanqui et Gambetta mais il y renonce, redoutant que « l'esprit aisément soupçonneux » du « Vieux » ne fût heurté par « l'exubérance et la fougue du jeune tribun ». Quelque temps après, Ranc s'étant ouvert de ce projet aux intéressés, ses amis communs, chacun d'eux exprima le regret qu'il n'eût point été mis à exécution. Très curieuse, en vérité, eût été cette rencontre.

N'oublions pas que le 13 février, l'Assemblée s'était réunie, que le 14, au soir, Garibaldi insulté quittait déjà Bordeaux et que le 19, jour de l'arrivée de Blanqui, la Chambre se prorogeait pour laisser à Thiers le temps de bâcler la paix. On l'amusait simplement avec des commissions « qui ne commissionnaient rien du tout » et des réunions creuses dans des bureaux déserts. Aussi, Tridon n'attendait-il qu'une occasion pour quitter « l'enceinte maudite ». Elle lui fut offerte par le départ des représentants d'Alsace-Lorraine. Il donna immédiatement sa démission, s'en expliquant dans une lettre à ses électeurs. Ainsi disparaissait de « l'Assemblée de malheur » le seul blanquiste authentique.

Quant au « Vieux », découragé, fatigué, malade, n'ayant plus rien à faire à Bordeaux, on estime qu'il n'y resta pas vingt-quatre heures. Il y était pourtant venu dans le but de disperser l'Assemblée Nationale, malgré sa répugnance à se dresser révolutionnairement contre l'émanation du suffrage universel. Avant de partir de Paris, il s'était consumé sans profit dans cette tentative auprès des éléments de la Corderie, n'en gagnant que quelques-uns. Il avait tenté notamment d'avoir une entrevue avec l'ancien lieutenant de vaisseau Lullier, homme de coup de main que la Commune investira du commandement de la garde nationale. L'idée était séduisante de s'appuyer sur l'opposition de Gambetta et de Ranc comme d'utiliser la présence et le prestige de Garibaldi pour culbuter le Parlement de capitulation et, en conjuguant la résistance provinciale et le mécontentement parisien, reprendre la lutte à outrance. En tout cas, à la date du 19 février, la soumission complète de Gambetta, l'inventaire donné par Ranc, le départ brusqué de Garibaldi, annulaient toute velléité en ce sens. Blanqui n'avait plus qu'à s'en aller.

Que voulait-il? Un asile, un lieu de repos où il puisse se refaire un peu, prendre un temps de répit. Pour cela une solution s'offrait : rejoindre sa sœur Mme Barrellier dans la maison de campagne de Loulié appartenant à son neveu le docteur Lacambre, et que celui-ci laissait à leur disposition. Il faut dire que Lacambre, sorti du siège avec un dégoût impossible à décrire, fuyait littéralement vers l'Espagne, après avoir confié à un notaire la mise en vente de sa propriété. C'est du fond de l'exil que Lacambre avait fait l'acquisition

de ce domaine pour sauver l'héritage du républicain Lescure, déporté en Afrique, fils de Vincent Lescure qui fut maire républicain de Bretenoux en 1848. Il y avait installé tout d'abord Marie Borny, une servante de confiance qui subit les mauvais traitements et les outrages du voisin Petitot, propriétaire du premier lot. Ce fut pour Lacambre, très procédurier, la source d'innombrables différends qui transformèrent ce séjour riant en une caverne maudite. Il arriva même qu'un nommé Croute — qui récolta pour cela un an de prison — brisa en partie les meubles, objets de prix, livres, réserves de crûs des meilleurs vins ibériques, cadeaux de malades reconnaissants, que Lacambre y avait fait ramener. Enfin un incendie dû probablement à la malveillance devait détruire la maison vers 1888. La construction actuelle, élevée dans les murs primitifs, selon le vœu de Lacambre, ne peut donner qu'une idée très approximative de la maison où séjourna Blanqui, laquelle formait un vaste et antique bâtiment, comme l'indiquait la date de 1510 marquée dans un mur, et une magnifique fontaine Louis XV en marbre rose. Il reste néanmoins l'aspect agréable et séduisant dans une des plaines les plus ombreuses et les plus fertiles du département du Lot, en un des nombreux méandres de la Cère, à une portée de fusil du confluent de cette rivière poissonneuse et de la Dordogne.

C'est dans cette solitude familiale que Mme Barrellier tentait d'apaiser la douleur causée par la perte de sa fille Marie, morte à Paris dans les premiers jours de novembre 1870. C'est là qu'en sa compagnie, grâce à ses soins affectueux et vigilants, Blanqui pensait surmonter les pénibles épreuves de la guerre et guérir la bronchite dont il était atteint. Et comme l'avait fait après l'amnistie de 1859, le grand gaillard Chapon placé comme régisseur par Lacambre, Blanqui songeait certainement dès qu'il irait mieux, à s'occuper de la gestion du domaine. Une lettre, en date du 12 mars, ne laisse aucun doute à ce sujet. Le « Vieux » donne d'abord des nouvelles :

Je me lève pour vous écrire, bien que ma bronchite continue.

Il dit avoir du lait depuis le matin, mais du lait « vert », chose qu'il n'avait jamais vue, ce qui l'amène à railler :

La vache, écrit-il, *est sans doute malade de colère.*

Ce préambule achevé, la lettre roule sur les affaires intérieures du domaine. La cousine de Lacambre étant venue proposer des scieurs de long, Blanqui annonce que les arbres du pré seront coupés le 14 ou 15 et il demande des instructions. Comment doivent être débités : le noyer, le chêne, le peuplier? Que doit-on faire avec chacune de ces trois essences : des madriers, des planches, des chevrons, des poutres? Faut-il aussi débiter et comment, les peupliers abattus l'an dernier et qui sont « couchés sur le flanc dans la prairie »? Quel salaire faut-il donner aux scieurs pour chaque article de bois à débiter? etc. Quand Blanqui écrit cette lettre prosaïque, il ignore probablement qu'il vient d'être condamné à mort et que sa tranquillité va bientôt prendre fin.

CONDAMNATION A MORT

Le 9 mars s'était tenu à Paris le 4e Conseil de guerre, jugeant les accusés du 31 octobre. Après l'acquittement de Pillot, Vermorel, Vésinier, Tribaldi et Lefrançais (23-24 février) seuls accusés ayant répondu à la citation, le Conseil avait eu à juger les autres accusés.

Maurice Joly, Jaclard, Ranvier, Bauer, Régère et Eudes s'en étaient tirés par l'acquittement; le docteur Goupil avait récolté deux ans de prison et Vallès six mois. Blanqui, avec Flourens, Ed. Levraud et Victor Cyrille avait été condamné à la peine capitale. La sentence prononcée à l'unanimité reconnaît Louis-Auguste Blanqui « homme de lettres » coupable d'attentat ayant pour but d'exciter à la guerre civile et coupable, en outre, de complicité de séquestration sur la personne des membres du gouvernement.

Ce procès arrivant au lendemain de la capitulation apparut plutôt comme un anachronisme. Il n'émut qu'à demi l'opinion. Mais l'annonce des condamnations à mort, d'une rigueur en quelque sorte rétrospective, étonna, irrita, puis exaspéra la population des faubourgs. On ne pouvait croire que le nouveau gouvernement prendrait au sérieux des condamnations aussi graves. Du reste, les peines prononcées par contumace sont toujours plus lourdes que celles prononcées contre les accusés présents.

En fait, les gouvernants entendaient profiter des sentences intervenues pour se débarrasser des personnalités gênantes. C'était le cas pour Blanqui, dont la présence à Loulié était connue depuis que nuitamment, avec trois amis, il avait passé la Dordogne en barque, éveillant ainsi les soupçons du batelier, les cancans locaux et l'attention de la gendarmerie voisine de Bretenoux. Sur télégramme du Garde des Sceaux Dufaure, le procureur de la République de Figeac, Célestin Prunières, reçut le 16 mars l'ordre d'arrêter le « Vieux » qu'on surveillait déjà étroitement.

La chose fut exécutée le 17 mars, date que l'histoire doit enregistrer avec soin, car c'est le même jour que Thiers donna l'ordre de désarmer les Parisiens ce qui, on le sait, déclencha la Commune. On est donc en droit de se demander si avant de donner un pareil ordre qu'il savait devoir entraîner de terribles conséquences, le chef du pouvoir exécutif ne voulait pas s'assurer de la personne de Blanqui. D'autant plus qu'on croyait, en haut lieu, que le voyage de Blanqui avait pour but de préparer les départements méridionaux à l'avènement de la Commune. On savait aussi que Blanqui correspondait avec les membres les plus actifs du Comité Central de la garde nationale qui commençait à prendre figure de puissance sous l'influence commune des Internationaux et des blanquistes. On n'ignorait pas enfin que le Comité Central venait de déléguer à Bordeaux Camélinat, Chemalé et Drouchon, ce qui ne pouvait qu'accroître l'inquiétude. Enfin, l'affiche que Blanqui venait de faire placarder à Paris pour protester contre sa condamnation à mort prouvait surabondamment qu'il importait de mettre à l'ombre un dangereux adversaire. A bien des égards, au demeurant, l'appel de Thiers aux « habitants de Paris » affiché dans la nuit du 17 au 18 mars, apparaît comme une riposte et à l'influence grandissante du Comité Central et à la protestation de Blanqui placardée sous forme d'affiche sur les murs de Montmartre.

Dans cette protestation dont nous avons déjà donné de larges extraits, Blanqui reprenait ses griefs contre le gouvernement du 4 septembre, puis justifiait en ces termes son attitude au 31 octobre :

Le péril était imminent. [Il fallait le conjurer]. Or, au gouvernement issu d'une surprise, il fallait substituer la Commune, issue du suffrage universel. De là le mouvement du 31 octobre. Plus honnêtes

que ceux qui ont l'audace de se faire appeler le gouvernement des honnêtes gens, les républicains n'avaient pas ce jour-là l'intention d'usurper le pouvoir. C'est au peuple, réuni librement devant les urnes électorales, qu'ils en appelaient du gouvernement incapable, lâche et traître. Au gouvernement issu de la surprise et de l'émotion populaire, ils voulaient substituer le gouvernement issu du suffrage universel.

La conclusion venait ensuite, sereine et digne :

Citoyens!

C'est là notre crime. Et ceux qui n'ont pas craint de livrer Paris à l'ennemi avec sa garnison intacte, ses forts debout, ses murailles sans brêche ont trouvé des hommes pour nous condamner à la peine capitale. On ne meurt pas toujours de pareilles sentences. Souvent, on sort de ces épreuves plus grand et plus pur. Si l'on meurt, l'histoire impartiale vous met tôt ou tard au-dessus des bourreaux qui, en atteignant l'homme, n'ont cherché qu'à tuer le principe.

Citoyens!

Les hommes ne sont rien, les principes seuls sont immortels. Confiant dans la grandeur et dans la justice de notre cause, nous en appelons du jugement qui nous frappe au jugement du monde entier et de la postérité. C'est lui qui, si nous succombons, fera comme toujours un piédestal glorieux aux martyrs de l'échafaud infâmant élevé par le despotisme ou la réaction.

Vive la République!

ARRESTATION. TRANSFERT A FIGEAC ET A CAHORS

Le 17 mars 1871 lorsque les gendarmes frappent à la porte de la maison Lacambre pour arrêter Blanqui, il peut être six heures du matin. Blanqui est au lit. Mme Barrellier reçoit les gendarmes. Ils lui demandent s'il n'y a pas un étranger chez son gendre. Réponse négative : l'étranger est parti depuis trois jours. Cependant, pressée de questions, Mme Barrellier avoue la présence d'un vieillard malade dont elle déclare ignorer le nom. Interpellé à son tour, l'hôte déclare n'avoir aucun papier d'identité. Il dit très franchement avoir passé la ligne prussienne sous le nom de Rastoul et ajoute, d'après le procès-verbal, qu'il n'est pas nécessaire de donner un autre nom et puisqu'il y a des ordres, qu'il est prêt à suivre la gendarmerie devant le juge mandant.

Arrêté et conduit à la gendarmerie de Bretenoux, Blanqui y est gardé à vue jusqu'au lendemain. A deux heures du matin, par un froid très vif, deux degrés dit-on, le domestique de son neveu le conduit en voiture jusqu'au chemin de fer pour être dirigé sur Figeac. Sa sœur l'accompagne et des gendarmes l'escortent.

Voilà donc Blanqui, alias Rastoul, devant le parquet de Figeac. Le procureur Prunières avait lutté contre l'Empire quand il était, avant le 4 septembre, avocat du barreau de Paris. Sans aucun doute, il se trouvait médiocrement flatté du rôle qu'il devait jouer, mais sa position l'obligeait à instrumenter; tout d'abord il lui fallait vérifier l'identité du vieillard. Un sien parent qui avait vu Blanqui dans les premiers jours de septembre 1870 lui en avait fait le portrait. Vague souvenir. Prunières en avait surtout retenu un détail d'ailleurs faux,

la face « ridée et parcheminée » du révolutionnaire. Le signalement envoyé du ministère était plutôt bizarre :

Très petit de taille, légèrement voûté, cheveux ras, blancs, maigre, barbe entière courte, blanche, front découvert, nez pincé, pointu, yeux de chouette, air de fouine.

C'est sur cette double base assez fragile que le procureur dut procéder à l'opération, se montrant par ailleurs fort correct et sympathique au vétéran.

Blanqui, dûment repéré, est emmené à la prison. On le fouille, on lui enlève son canif et on l'inscrit non sur le registre d'écrou, mais sur le registre des « passagers » comme « condamné à la peine de mort pour fait de révolution et d'insurrection ». Il est conduit en cellule, car le médecin refuse l'admission à l'infirmerie, la santé du prisonnier étant excellente à son avis. Blanqui embrasse sa sœur et la lourde porte se referme.

Le lendemain, le procureur vient le voir. Le prisonnier réclame des livres, dans l'ignorance où il est de sa situation éventuelle. Mais déjà son arrivée est signalée à Figeac. Julien Rey s'occupe d'améliorer son « ordinaire » en recueillant des souscriptions parmi ses amis; Bailly s'offre à le faire évader, proposition que le « Vieux » décline, ne voulant pas, dit-il, lancer dans cette aventure le peuple « bien assez exploité ».

Le 20 mars, Blanqui est conduit secrètement à Cahors où il arrive par le train de dix heures du soir. Sa présence est néanmoins connue bien vite quoique les journaux locaux fassent le silence, sauf le *Réformateur* qui annonce l'arrivée en quelques mots. A la maison d'arrêt on le fouille à nouveau et le procès-verbal constate qu'il n'a « ni argent, ni bijoux » sur lui. Il y a là un voleur, un mendiant, un vagabond, un paysan condamné pour coups et blessures, un autre condamné pour ouverture illicite d'un débit de boisson. C'est avec ces gens que Blanqui passera deux mois et, durant presque tout ce laps de temps, il ne recevra aucun secours du dehors, aucune nouvelle, ne pourra non plus en donner, se verra interdite toute communication. Son gardien même n'aura pas de rapports avec lui. Sa sœur ne pourra le voir et ne recevra aucun renseignement sur son état de santé. C'est seulement le 17 mai qu'elle sera autorisée à lui rendre visite. La prison, alors, n'a pas encore de bibliothèque, mais Blanqui parvient à se procurer l'année 1869 et les six premiers mois de 1870 de la *Revue des Deux Mondes*. Il les lit. C'est sa seule échappée sur le monde extérieur, avec la visite du préfet du Lot, du gardien-chef et du procureur de la République.

Encore doit-on noter que ce dernier ne se soucie pas de l'interroger comme le prescrit le Code d'instruction criminelle.

Ce n'est plus de l'emprisonnement : c'est de la séquestration.

CHAPITRE VI

LES BLANQUISTES ET BLANQUI SOUS LA COMMUNE

BLANQUI ET LES BLANQUISTES AVANT LE 18 MARS

Pendant que le sexagénaire encore malade se ronge derrière les hauts murs de la Maison d'arrêt de Cahors, rue du Château-du-Roi, quelle occasion exceptionnelle s'offre de déployer ses capacités exceptionnelles!

Jamais insurrection ne s'est présentée dans des conditions si favorables. Toutes ces ressources inutilisées contre les Allemands et tant de fois dénombrées par Blanqui passent au service de la Révolution et du prolétariat contre un gouvernement contraint de fuir. Tous les services publics tombent des mains blanches des mandarins bourgeois dans la rude poigne des ouvriers. Paris reprend sa fière tradition de combat libérateur, se lave des flétrissures que lui avait infligées le gouvernement du 4 septembre et l'Assemblée de malheur, relève les provocations de Thiers et de Vinoy. C'est maintenant que s'ouvrent les perspectives grandioses entrevues quelques heures par Blanqui au 31 octobre!

Mais une fois de plus le « Vieux » manque l'occasion ou plutôt Thiers lui fait manquer l'occasion. Une fois de plus se vérifie ce paradoxe cruel : Blanqui est toujours là, tentant l'insurrection quand les masses sont rétives au mouvement ou victimes de malentendus; il est absent quand les masses, d'un élan irrésistible, se montrent capables en développant toutes leurs virtualités d'exploiter la situation.

Cependant, ses amis sont nombreux à Paris. Comment se sont-ils comportés dans les journées décisives des 18 et 19 mars 1871? Comment se comportent-ils ensuite? Quel fut, en un mot, le rôle du parti blanquiste sous la Commune?

Cette question d'un intérêt historique indiscutable, a été à peine effleurée par les biographes de Blanqui. Elle a été traitée néanmoins par Gaston Da Costa qui, en raison de sa connaissance des milieux blanquistes de l'époque, apporte des éclaircissements sérieux sur bien des points. Mais le problème est loin encore d'être résolu. C'est quand on aura répondu, au préalable, et avec précision à toute une série de questions bien délimitées qu'on pourra avec assurance dire la place qui revient au blanquisme dans la Commune.

Il est évident, étant donnée l'ampleur du sujet, qu'un ouvrage spécial peut seul satisfaire à ce desideratum. Le présent chapitre, pour une part tout au moins, ne doit donc être considéré que comme une contribution sommaire et très modeste à un tel ouvrage.

Il importe tout d'abord d'établir dans quelle mesure le parti ou les individualités blanquistes ont favorisé le succès de la journée du 18 mars et, pour déblayer le terrain, de se demander quelle est la situation du parti à la veille du 18 mars.

Les lourdes conséquences de la journée du 31 octobre pèsent toujours sur lui. La plupart de ses militants sous le coup de mandats d'amener, traqués par la police, se trouvent paralysés dans leur action. Les commandants blanquistes ou sympathisants de la garde nationale sont presque tous révoqués de leur grade. L'absence de Blanqui et de Tridon s'est fait sentir.

Toutefois, les blanquistes occupent encore certaines positions. Ainsi, le 15 mars, trois jours avant l'insurrection, on relève les noms de quelques-uns dans le Comité Central de la garde nationale. Moreau est délégué du 4e, Mortier du 11e, Ranvier du 20e et le dissident Chouteau est l'un des deux délégués du 6e. Comme chefs de légion élus il y a Jaclard, dissident lui aussi pour le 18e, Eudes pour le 20e et, pour le 18e Emile Duval, que les autorités militaires du neuvième secteur ont tenté d'arrêter le 13 mars. Pilhes et Granger sont toujours là, exerçant un grand ascendant moral sur les hommes qu'ils ont eus constamment sous leurs ordres.

Parmi les maires et adjoints des municipalités d'arrondissement on ne relève comme blanquistes que Jaclard au 18e et Villeneuve au 17e. Le secrétaire de la Délégation des vingt arrondissements est Constant Martin qui offrira le concours de son groupement à la Fédération de la garde nationale le 22 mars. Enfin, peut-être convient-il de noter la présence d'Henri Goullé comme secrétaire au Conseil fédéral de l'Internationale jusqu'à la date du 1er mars.

On ne doit pas, certes, sous-estimer l'importance des fonctions dont sont investis des hommes tels que Ranvier, Duval, Eudes et Granger, mais il n'en reste pas moins qu'à la veille du 18 mars, le parti, qui est comme décapité, a perdu de sa force. Il a toujours ses troupes, quelques milliers d'ouvriers et d'intellectuels, mais ces troupes — comme nous l'avons vu — sont dispersées et comme noyées dans la garde nationale. C'est une avant-garde énergique mais qui est incapable d'entraîner la masse parce qu'elle est disparue en tant que formation disciplinée et cohérente. Charles Da Costa reconnaît qu'au 18 mars « le parti blanquiste est à peu près disséminé » et qu'il aura « le plus grand mal à se reconstituer sur place, sur le champ de bataille ».

Dans les corporations parisiennes, même situation.

A la séance du Conseil fédéral de l'Internationale du 12 janvier 1871, André, des ébénistes, Minet, pour sa corporation, notent l'état de dispersion des ouvriers ce qui empêche le versement des cotisations et Varlin, s'en référant à l'exemple des bronziers, expliquera la situation :

Les bronziers sont dispersés dans les compagnies de guerre; ils ne peuvent verser, on ne peut l'exiger, il y a force majeure.

En fait, l'Internationale était coupée des masses. A la séance du Conseil fédéral du 26 janvier 1871 où étaient représentés quatorze

groupes, les délégués font l'analyse de la situation. Elle n'est pas brillante. Varlin reconnaît qu'il faut « réorganiser l'Internationale », que « l'élément solide, c'est-à-dire les travailleurs, manque ». Lacord confirme qu'il faut « ramener les ouvriers ». Noro dit que les sections doivent être « recomposées ». Frankel avoue qu'il importe de faire de la propagande afin de « ramener » les prolétaires à l'Internationale. A la séance suivante du 15 février qui porte précisément à l'ordre du jour la question de la réorganisation de l'Internationale, Frankel incrimine les événements et fait remonter au 4 septembre l'état de dispersion de l'Internationale.

On voit que le parti blanquiste n'était pas seul à être affaibli à la veille du 18 mars. Cette conclusion, à laquelle nous aboutissons chemin faisant, présente une certaine importance. Elle nous permet de répondre par la négative à la question beaucoup plus générale du rôle joué par les organisations ou organismes se réclamant du socialisme et de la classe ouvrière dans la préparation de la journée du 18 mars.

LES BLANQUISTES AU 18 MARS

L'insurrection éclata « à l'improviste », c'est le terme employé par Charles Da Costa. Les premiers surpris en furent les révolutionnaires eux-mêmes. Benoît Malon, Arthur Arnould l'ont reconnu nettement et nous avons cité ailleurs leur témoignage.

C'est la tentative sournoise de Thiers se heurtant à la résistance spontanée des gardes nationaux et de la foule et à la révolte des troupes qui provoqua le soulèvement parisien. Tout permet même de penser que sans le retard des attelages l'opération militaire réussissait.

Ce n'est qu'à partir du moment où ils apprirent le coup de force gouvernemental et la forte réaction populaire qui s'ensuivit que les militants des diverses nuances commencèrent à agir. On peut dire qu'alors les blanquistes contribuèrent pour une large part au succès de l'insurrection.

Dans le 13e, Duval réunit ses hommes dès neuf heures du matin. C'était l'heure où la garde nationale reprenait la lutte. Duval, qui s'attendait à une attaque, se porta à la mairie du 13e, fit braquer ses canons sur toutes les avenues donnant place d'Italie, envoya le 133e occuper la raffinerie Say, bref s'ingénia à mettre en état de défense son arrondissement. Enfin, soucieux de prévenir les arrondissements voisins, Duval fit tirer quelques coups de canon. Cette prescription, bonne en soi, était superflue, tout au moins pour le 5e dont les gardes nationaux étaient sur pied depuis plusieurs heures. Au cours de la matinée, Duval se maintint en liaison avec la garde nationale du 5e à laquelle il passa des munitions et qu'il assura de son appui.

Dans l'après-midi, Duval qui a appris les événements de Montmartre et la prise de la mairie du Panthéon part avec plusieurs bataillons et entre dans le 5e. Il fait occuper la gare d'Orléans, le Jardin des Plantes, l'Entrepôt, détache un bataillon vers l'Hôtel de Ville et s'avance par la rue Monge, la rue Soufflot, le boulevard Saint-Michel et le quai des Augustins. Il veut s'emparer de la Préfecture de Police. A peu près vers huit heures, la Préfecture de Police, abandonnée par ses hôtes et confiée à la garde du concierge, tombe sans coup férir entre les mains de Duval.

Un peu plus tard, vers dix heures et demie du soir, Ranvier et Eudes, à la tête des bataillons de Belleville, se joignent aux fédérés de Montmartre amenés par Pindy puis s'emparent de l'Hôtel de Ville où ils font hisser le drapeau rouge. En outre, il faut souligner que c'est sous la pression de Th. Ferré que Bergeret prit l'offensive et se porta sur la place Vendôme où, avec Varlin, il occupa l'Etat-Major. De son côté Jaclard, adjoint de Clemenceau, fidèle à ses antécédents révolutionnaires, est passé au Comité de Vigilance de Montmartre où siège Ferré, organisme qui contribua grandement à la victoire insurrectionnelle sur la butte.

A Belleville, dès onze heures du matin, Granger avait débuté par une action d'éclat. Débouchant à la tête de son bataillon, au pas de charge sur le lieu même où stationnaient deux bataillons d'infanterie, l'arme au pied, l'air morne et irrésolu, il avait contraint le colonel à lui remettre son épée et les lignards à déposer leurs armes.

Ces faits ont leur éloquence, tout spécialement les deux opérations qui mirent aux mains des fédérés l'Hôtel de Ville et la Préfecture de Police dont l'importance ne saurait échapper à personne. Ils établissent que dans la surprise et le désarroi général, c'est surtout grâce à l'intervention personnelle et à l'initiative de militants blanquistes, habitués des coups de main et partisans des coups de force, que la poussée spontanée des masses a pu être exploitée et menée à ses conséquences victorieuses.

ROLE D'EDOUARD MOREAU AU COMITE CENTRAL

Voici maintenant le Comité Central à l'Hôtel de Ville. Il y siège toute la nuit du 18. Le désordre est grand et les discussions sont confuses. Bien des membres du Comité font des difficultés pour siéger. Ils ont des scrupules légalitaires. Ils répètent qu'ils n'ont pas mandat de gouvernement. Vont-ils abandonner la place conquise de haute lutte?

C'est ici que se marque la forte influence personnelle d'Edouard Moreau, jeune homme de 27 ans, plein d'enthousiasme, à la tête intelligente, aux traits accentués, au teint un peu basané, portant barbe et cheveux longs. Sa nature fine et distinguée lui vaut de la part de ses collègues le surnom d'*aristocrate*. Ce n'est pourtant qu'un simple commissionnaire en marchandises.

Georges Bourgin le donne comme blanquiste. On n'en a point la preuve formelle, mais la façon dont G. Da Costa en parle porte à croire qu'effectivement ce « révolutionnaire bien militant » peut être classé parmi les blanquistes. Il s'imposa tout de suite et prit en quelque sorte la présidence de cette assemblée hésitante et gauche. En grande partie c'est grâce à lui qu'un peu d'ordre fut mis dans les discussions et que le Comité décida de rester à l'Hôtel de Ville jusqu'au moment où des élections municipales viendraient régulariser la situation. Très tard, vers deux heures du matin, c'est lui encore qui éconduira le colonel Langlois venant affirmer qu'il est nommé commandant de la garde nationale dans un but de concorde. Il lui répondra fermement et dignement :

La garde nationale entend nommer son chef elle-même ; votre investiture par une Assemblée qui vient d'attaquer Paris n'est nullement un gage de concorde.

Quand vers huit heures et demie du matin, le 19, siège à nouveau le Comité Central, Ed. Moreau prend encore la direction des débats. Il appelle l'attention des délégués sur la double nécessité de prendre des mesures de sécurité et de faire fonctionner les services publics. A l'un d'eux qui parlait de supplément de solde il répliqua :

Quand on est sans contrôle et sans frein, il est immoral de s'allouer un traitement quelconque. Nous avons jusqu'ici vécu avec nos trente sous, ils nous suffiront encore.

C'est cet « écrivain de mérite » qui rédige avec habileté les proclamations destinées à maintenir et renforcer l'esprit public. Vraiment, en ces premiers vagissements de la Commune, Ed. Moreau représente bien comme l'écrit Lissagaray « la pensée et le verbe éloquent » du Comité Central. Cluseret, — qui le traite d'ambitieux, — reconnaît qu'il « exerçait une influence indiscutable ». Toutefois, sur un point important, capital même en ce sens que l'issue du mouvement pouvait en dépendre, Ed. Moreau ne fut pas suivi par la majorité du Comité Central. C'est sur la question de l'offensive et de la marche immédiate sur Versailles, acte à la vérité au-dessus des forces des inconnus et des timorés composant dans l'ensemble ce Comité.

ATTITUDE ENERGIQUE DES BLANQUISTES

Avec Brunel et les blanquistes du Comité Central tels qu'Eudes, Faltot, Duval et son aide de camp le chaudronnier Chardon, Edouard Moreau eût voulu réduire les forces non fédérées qui s'agitaient encore dans la capitale, puis organiser une expédition contre Versailles. Eudes avait proposé, dans la nuit même du 18 au 19, la marche sur Versailles. Duval, le matin du 19, dès son arrivée au Comité, réclamait des mesures rapides à la place d'élections : l'arrestation des ministres, la dispersion des bataillons hostiles, un mouvement pour enrayer le repli des troupes. C'était s'élever, tout de suite, à l'intelligence de la situation.

Hors du Comité Central, d'autres blanquistes s'affirmaient également pour la marche sur Versailles, tels Jaclard et Th. Ferré. Ce dernier criait, monté sur le char funèbre du premier garde national tué à la Butte Montmartre : « A Versailles! » et ce cri de combat trouvait un écho dans la foule résolue à venger le mort. « L'idée ne venait pas à Montmartre qu'on pût attendre » écrira plus tard Louise Michel.

Le Comité laissa pourtant passer l'heure décisive quoique les blanquistes insistassent toujours. Ainsi le 26 mars, Jaclard ayant lu dans l'*Officiel* un papier où il était question de traiter avec l'assemblée de Versailles, publia une lettre se terminant par ces mots :

Il n'y a qu'une manière de traiter avec Versailles, c'est de la prendre.

Cependant, si le 19 les blanquistes n'obtiennent pas gain de cause à propos de l'offensive sur Versailles, ils décident le Comité à faire occuper les forts de la rive gauche évacués par les troupes de Vinoy. Mais quelques jours après ils devaient essuyer un autre échec qui atteignit cette fois indirectement leur propre chef Blanqui. Il s'agit de la libération du général Chanzy.

Duval, — à l'inverse de Jaclard et Ferré qui avaient fait libérer les officiers arrêtés le soir du 18 mars, — avait donné l'ordre d'arrêter

tous les officiers se rendant à Versailles. C'est en conformité de cet ordre que Chanzy avait été appréhendé dans un wagon du chemin de fer d'Orléans. Par ordre spécial du 19, il avait été incarcéré à la Santé.

L'insistance de Duval à garder Chanzy montre que l'ouvrier fondeur blanquiste saisissait très bien l'importance de la prise, bien que le jour où elle eut lieu il ne pouvait être question de faire un otage du vainqueur de la Loire. Aussi quand Lullier lui donna l'ordre d'élargir Chanzy, Duval déchira cet ordre et déclara que son exécution serait le signal d'une insurrection. Il fit plus. Ou bien il se rendit en personne au Comité Central, ou bien il y envoya un messager car le 20 tout au matin il était en possession de l'ordre « de maintenir en arrestation le général Chanzy ». Le 20, dans la journée, il résista à la pression du vieux Beslay qui voulait emmener Chanzy. Enfin si Léo Meillet et Crémer l'emportèrent au Comité Central en faisant décider l'élargissement de Chanzy, c'est malgré tous les efforts de Duval appuyé par Eudes, Edmond Levraud et Rigault. Les blanquistes obtinrent tout de même du général Chanzy l'engagement d'honneur de ne point prendre les armes contre Paris, engagement qui fut tenu.

L'énergie des blanquistes se fit également jour au sujet des rapports avec les municipalités d'arrondissement. On a pu parler de l'apathie du Comité Central en ce domaine et ce n'est peut-être pas assez dire. Les vingt maires de Paris et leurs adjoints représentaient sur place le 19 mars, la seule autorité investie par le suffrage universel. Ils pouvaient par une entente avec le Comité Central mettre Thiers en fâcheuse posture et susciter en province un mouvement de grande envergure, susceptible de changer la face des choses. Mais leur division en trois ou quatre tendances les vouait à l'impuissance et pour partie à devenir le jouet de Thiers. Après l'entrevue du 19 mars au soir entre la délégation des maires et le Comité Central au cours de laquelle Clemenceau alla jusqu'à demander à ce dernier de quitter l'Hôtel de Ville, il était clair que l'un des deux pouvoirs devait disparaître, opération qui ne se ferait pas sans lutte. Cependant, le Comité Central, issu de la force insurrectionnelle, s'enlisait dans les tractations avec les élus de la veille que Thiers encourageait perfidement. Le vieux renard, en gagnant du temps, entendait préparer son offensive contre Paris et au besoin la rendre inutile par un travail de sape dans la cité même.

En ces circonstances, les blanquistes adoptèrent dès le début une attitude nette. Ils s'opposèrent à toute tentative de conciliation. Au Comité Central, c'est Eudes qui, en réponse à Clemenceau demandant la reconnaissance de l'Assemblée, s'écria que celle-ci conspirait contre la République, défendue uniquement par les canons et les fusils de Paris. Rue de la Corderie, à une importante réunion des comités de vigilance d'arrondissements où s'étaient rendus un grand nombre de blanquistes, Ferré et Eudes montrèrent que le Comité jouait un rôle de dupe dans les pourparlers et ils révélèrent que les maires se fortifiaient dans le 2e arrondissement où ils commençaient à réunir des troupes. De son côté, Edmond Levraud opposa l'attitude énergique des députés et maires vis-à-vis du Comité Central à leur faiblesse vis-à-vis de l'Assemblée. Finalement, le Comité Central adopta la position des blanquistes. Aussi, quand la réunion apprit que par une entente intervenue entre les délégués du Comité Central et les maires, l'aban-

don de l'Hôtel de Ville avait été décidé, le blanquiste Viard put faire sentir aux délégués des maires que cette entente était nulle en spécifiant bien que, vu les circonstances, le Comité Central ne pouvait se dessaisir ni du pouvoir civil, ni du pouvoir militaire.

Le 21 mars au soir, au Comité Central, quand Clemenceau et Lockroy vinrent tenter une ultime démarche, ce fut encore Duval qui demanda à deux reprises ce que l'on gagnerait à accepter la loi de l'Assemblée, cependant qu'Eudes affirma le néant des pourparlers.

C'est donc à la suite de la résistance et de l'opposition blanquistes que l'insurrection n'abdiqua point et qu'elle sortit de l'ornière des tractations pour entrer dans la voie de la lutte contre les conciliateurs, dont un certain nombre n'étaient que des dupeurs.

Ainsi, en ces jours décisifs de la dictature du Comité Central où se jouait le sort de la Commune, les blanquistes n'arrivèrent pas à doter d'énergie les nouveaux responsables de l'Hôtel de Ville pas plus pour la marche sur Versailles que pour l'incarcération de Chanzy. En arrêtant les pourparlers, ils entraînèrent cependant le Comité Central à ne point déposer le pouvoir et par conséquent, en fait, ils empêchèrent l'insurrection d'aboutir au bout de quelques jours à un lamentable avortement.

LES BLANQUISTES A L'HOTEL DE VILLE

Pour le poste important de commandant de la garde nationale puis de général en chef il s'agissait de choisir un révolutionnaire de tempérament, un homme capable de prendre des mesures rapides et énergiques, sans aucun souci de ménagement vis-à-vis des Versaillais. Le choix du Comité Central fut malheureux. Il se porta sur Lullier qui n'eut pas même l'idée de s'emparer de la position-clé du Mont-Valérien et qui se vantera plus tard : 1° d'avoir fait rebrousser chemin à une compagnie de Duval qui lui demandait de l'aide pour capturer Thiers et des ministres; 2° d'avoir mis à la disposition des troupes de « l'ordre » un « secteur d'écoulement » avec plusieurs issues donnant sur Versailles.

C'est à la date tardive du 24 mars, après avoir vu la Réaction relever la tête et après s'être enhardi lui-même, la surprise passée, que le Comité Central se décida à liquider Lullier et à désigner à sa place comme délégués à la Guerre : Brunel, Eudes et Duval.

La nomination d'Eudes et de Duval en tête des combattants, venant après celle de Rigault à la Préfecture de Police (20 mars) donnait en somme, avant l'élection de la Commune, la haute main aux blanquistes sur l'appareil militaire et policier de Paris insurgé. Il ne leur manquera plus, pour disposer presque en totalité de l'appareil de force, que d'occuper la délégation à la Justice. C'est ce qui fut fait le 31 mars par la désignation de Protot. On ne saurait trop, après Gaston Da Costa, souligner l'importance de ce fait quoique la prudence commande de ne pas en surestimer la portée réelle. C'est que l'appareil de force n'est point une chose abstraite. Son efficacité, son rendement dépendent de l'orientation générale, de l'esprit d'organisation, de la combativité du pouvoir tout entier. N'avait-on pas vu déjà Duval contraint de lâcher Chanzy?

Cette réflexion nous amène à parler des élections à la Commune le 26 mars dans la mesure où elles se rapportent à notre sujet. Remar-

quons d'abord que le parti blanquiste en tant que tel et sous la forme habituelle d'un appel appuyé d'un bloc homogène de ses militants, n'intervint pas dans la campagne d'affiches qui précéda les élections. Remarquons ensuite que c'est en ordre dispersé que les militants blanquistes affrontèrent le scrutin.

A la rigueur, on pourrait porter au compte du blanquisme une affiche placardée le 25 mars. Elle demandait aux électeurs parisiens de rejeter l'abstention comme un « suicide politique »; elle revendiquait les franchises municipales et réclamait la reprise du travail; elle fustigeait les fauteurs de troubles et de collisions au nom de l'ordre. Parmi les quatorze signataires de cet appel figurent les noms de : A. Breuillé, G. Caulet, Ch. Da Costa, G. Da Costa, Dereure, Albert Regnard, Raoul Rigault.

D'après des recoupements, on peut induire que Charles Longuet ne compte guère en fait de blanquistes dans l'assemblée communale que : Blanqui, Chardon, Duval, Eudes, Th. Ferré, Rigault et Tridon, en tout sept et trois seulement dans la majorité : Eudes, Rigault et Ferré. Quant à Louis Dubreuilh, il attribue huit sièges aux blanquistes : Blanqui, Chardon, Duval, Eudes, Ferré, Protot, Rigault et Tridon. De son côté G. Da Costa classe comme blanquistes élus : Blanqui, Tridon, Ferré, Rigault, Duval, Eudes, Miot, Ranvier et Chardon. Ces listes dressées par des socialistes de nuance différente coïncident sur sept noms et divergent sur trois. En fait, elles sont toutes trois trop restrictives. Il y eut, parmi les élus, des blanquistes dissidents qui portaient toujours la marque de leur passage dans les noyaux de la fraction; il y eut aussi des sympathisants qui passeront dans les cadres de la fraction, après la chute de la Commune. Protot, Dereure, Mortier, Vaillant doivent être rangés dans l'une ou l'autre catégorie. On doit noter aussi dans le 9e (Opéra), l'élection de Ranc dont on connaît les relations amicales avec le « Vieux ». En portant à une quinzaine le nombre des élus plus ou moins blanquistes, on n'est certainement pas loin de la vérité. Comme il y avait quatre-vingt-onze élus, cela représente le sixième de l'assemblée, proportion qui s'élève au cinquième après les démissions et les exclusions quand la Commune ne compta plus que quatre-vingt-six représentants, mais qui peut se ramener au sixième après les élections complémentaires, compte tenu de la mort de Duval.

En fait, il est extrêmement difficile de donner une classification des élus à la Commune car il en est — et ils sont nombreux — qui chevauchent plusieurs divisions. C'est ainsi que le Comité Central pouvait revendiquer Ranvier et Mortier comme élus puisqu'il les avait portés comme candidats. Duval et Eudes pouvaient être considérés comme élus en tant que membres du Comité Central, étant donnée leur action dans ce Comité et on a effectivement classé Eudes comme élu du Comité Central. Miot a pu être classé parmi les jacobins, parmi les élus de la presse extrémiste ou encore parmi les « révolutionnaires divers » ce qui n'empêche pas, comme on l'a vu, son classement dans les blanquistes orthodoxes par l'orthodoxe G. Da Costa.

Le cas de Duval est le plus complexe car Duval peut être porté à la fois comme élu de l'Internationale, du Comité Central et de la fraction blanquiste. Du reste, on doit totaliser les élus appartenant à l'Internationale non pas à une quinzaine selon l'évaluation de Talès, à quinze nombre fourni par G. Da Costa, à dix-sept nombre fourni

par le général Appert, B. Malon, J. Claretie et G. Bourgin, mais bien au-dessus de dix-huit, nombre donné par Lefrançais. Il ne serait même pas étonnant que la majorité des membres de la Commune et des blanquistes élus aient figuré ou figurassent encore à la date du 26 mars sur les listes d'affiliés de l'Internationale. La sous-estimation provient de ce qu'on ne compte d'ordinaire comme élus de l'Internationale que ceux des membres de la Commune qui s'étaient fait plus particulièrement remarquer dans cette association.

Parmi les élus blanquistes : Mortier, Protot et Eudes (11e), Ranvier (20e), Ferré (18e) obtinrent le plus de suffrages avec respectivement 21.186, 19.780, 19.276 et 13.784 voix. Tridon recueillit 6.469 voix dans le 5e (Panthéon). C'est à peu près ce qu'obtint Duval dans le 13e, mais Tridon groupa encore sur son nom 3.557 suffrages dans les 17e et 20e. Dans le 8e (Champs-Elysées), Rigault fut élu avec 2.173 voix. Aux élections complémentaires du 16 avril, Pillot, Trinquet et Viard, ce dernier du Comité Central, devaient renforcer la représentation blanquiste à l'Hôtel de Ville. De toute façon, nous sommes loin, comme on le voit, de cette « majorité de blanquistes qui avait déjà dominé dans le Comité Central » si l'on en croit F. Engels, d'ordinaire mieux informé. Et le traducteur de celui-ci Ch. Longuet a eu raison de faire justice de cette affirmation totalement inexacte. Mais le plus surprenant, c'est qu'un homme comme H. Rochefort passe à l'extrémité opposée en affirmant, ce qui est inexact également, que les « partisans de Blanqui étaient ces réactionnaires (1) qui formaient la minorité de la Commune ». Ni minorité, ni majorité : en nombre capable d'entraîner une assemblée composite pour peu qu'ils aient conservé leur cohésion et leur discipline. Mais c'est justement ce qui leur fit défaut en l'absence de leur chef. On le vit bien quand Tridon rejoignit les Internationaux sur la question du Comité de Salut Public et c'est pourquoi, en bonne justice, on ne peut suivre Gustave Rouanet quand il écrit, transposant la situation antérieure au 4 septembre, que sous la Commune, le parti blanquiste était « la seule organisation socialiste solidement disciplinée ». Rouanet dit aussi, — en forçant un peu la note, — que le parti blanquiste « joua un rôle considérable sous la Commune » mais il exagère visiblement quand il écrit que le même parti « domina l'insurrection ». A. Regnard a reconnu en 1875 — et son opinion est intéressante à noter — que le parti blanquiste « n'a figuré qu'accessoirement dans la dernière crise révolutionnaire » :

A part quelques individualités disséminées dans les administrations, incapables par conséquent d'influer sur la marche générale des affaires, il n'y a eu dans la Commune, au point de vue de l'action gouvernementale que des socialistes-économistes et des jacobins. Seulement, l'influence de ce parti s'est fait sentir dans le courant d'idées générales; c'est à lui, c'est à nous oserai-je dire que le mouvement de la Commune doit son caractère éminemment athée, par conséquent social.

Il est certain que les mesures anticléricales de la Commune procèdent surtout de l'influence blanquiste. Il est non moins certain que cette influence se manifesta peut-être aussi fortement sur le plan

(1) On doit lire « révolutionnaires ». Il y a là évidemment une coquille dans les *Aventures de ma vie*, t. III, p. 134.

policier et, dans une mesure moindre, sur les plans judiciaire et militaire. Au point de vue économique, on n'en trouve pas trace.

L'ELECTION DE BLANQUI

Et Blanqui?

Quoique absent, il fut élu simultanément dans le 18e et le 20e, à Montmartre et à Ménilmontant. Ces deux arrondissements étaient ceux où Blanqui s'était trouvé battu durant le siège. Ce succès prenait la tournure d'une réparation symbolique.

Dans le 18e, Blanqui arrivait en tête des élus avec 14.953 suffrages sur 17.443 votants. Dans le 20e, il passait après Bergeret, Ranvier et Flourens par 13.859 voix, l'arrondissement ayant donné en outre 1.304 voix à Tridon et 47 à Eudes. Cette dispersion des suffrages blanquistes qui s'insère dans le phénomène général de dispersion des suffrages constitue d'ailleurs la grande caractéristique de l'élection du 26 mars.

Il importe maintenant de signaler un fait qui a passé jusqu'ici inaperçu : Blanqui recueillit des voix dans tous les arrondissements. On en compta jusqu'à 744 dans le 9e, plus de 200 dans les 11e, 17e et 19e, près de 200 dans le 13e et dans le 15e. Dans cinq arrondissements, les 4e, 8e, 10e, 12e et 16e, ces voix ne furent pas comptées : on les engloba dans les « voix diverses ». Cependant, en ajoutant les 2.578 voix qu'on peut ainsi repérer aux 28.812 recueillies dans le 18e et le 20e, on arrive au total de 31.390 voix pour les trois quarts des arrondissements, ce qui représente environ 32 à 33.000 voix pour tout Paris.

Cette manifestation ne se produisit pas par l'effet d'un hasard. Il est sûr qu'un mot d'ordre a couru parmi les blanquistes : se compter sur le nom du « Vieux » partout où ce geste n'empêchait pas l'élection de camarades de la fraction.

Le *Père Duchêne* appuya cette action en portant Blanqui dans chaque arrondissement, en tête de sa « grande liste » avec le nom mis en relief en gros caractères et seul sur une ligne à vingt reprises. Il fit suivre cette liste, « rudement méditée » et comprenant les noms de Vaillant cinq fois, d'Eudes quatre fois, de Tridon et Duval trois fois mais où l'on chercherait en vain le nom de Rigault, — d'une longue explication se terminant sur ces mots :

Nommez donc des gens dont vous soyez sûrs et que vous connaissez de longue date; peu importe que la célébrité les entoure ou que l'ombre les voile. Et surtout, ô patriotes, vous nommerez le citoyen Blanqui, tant de fois condamné à mort par les jean-foutres de toutes les réactions, le grand Blanqui, que les assassins du 22 janvier ont eu l'audace de faire condamner à mort par leur Conseil de guerre.

Suivait cette apologie :

Blanqui, citoyens, c'est la Révolution sociale en personne!

Blanqui, c'est l'honneur, c'est la probité, c'est le patriotisme, c'est l'héroïsme, c'est l'incarnation vivante du socialisme, des droits du peuple, de la revendication et de l'égalité universelle!

Nommons en tête de nos listes le brave Blanqui, le patriote qui n'a jamais reculé devant le danger, qui n'a jamais désespéré de la patrie, et qui a toujours mis au service de la Révolution toutes les forces de son être, de son cerveau et de son cœur.

Vive la Sociale!

En voilà un avec qui le peuple fera des progrès et sera heureux!

En voilà un qui aura l'œil ouvert sur tous ces mauvais bougres qui en veulent à la République et les jean-foutres de prétendants qui voudraient manger le peuple, simplement pour imiter leurs aïeux!

Nommons Blanqui, ô patriotes, non seulement parce que c'est un grand citoyen, une âme vaillante et une intelligence d'élite, mais encore parce que nous condamnerons ainsi une fois de plus par le vote les jean-foutres qui ont vendu la France, blessé la République et calomnié la Révolution!

Vive le citoyen Blanqui! condamné à mort par les jean-foutres et les traîtres!

Vive la Révolution! dont il est le glorieux représentant!

Vive la Commune! dont il sera le chef et la lumière!

Cet appel à la solidarité et à la réparation indiquait bien, surtout dans la dernière ligne, le sens profond que le *Père Duchêne* donnait à l'élection et pourrait-on dire au plébiscite de Blanqui.

Il eut sa contre-partie. Une manifestation de même nature se fit sur le nom de Delescluze que le *Père Duchêne*, en « gaillard » voyant « assez clair dans la situation » avait cru devoir également porter sur sa liste. Toutefois, cette manifestation en faveur de Delescluze se traduisit par des résultats inférieurs puisque toutes choses égales, les mêmes arrondissements mis de côté, le vieux jacobin ne recueillit que 26.379 voix.

Blanqui était donc le grand triomphateur du scrutin et cela, sans qu'une affiche ait convié le corps électoral au geste de sympathie envisagé.

On s'explique, dans ces conditions, la joie, la « grande ribote » du *Père Duchêne* en apprenant le succès de son « meilleur ami », avec l'élection de tant de « bons bougres » dignes des « sans-culottes de la vieille Commune ».

Aussi bien à la première séance de la Commune — dont le nom fut pris sur la proposition d'Eudes appuyé par Ranc — Paschal Grousset et Mortier, soutenus par Clément (du XV^e^) réclamèrent la présidence d'honneur pour Blanqui (28 mars), ce que fit encore Rigault à la deuxième séance (29 mars).

C'est alors qu'on vit se manifester la vieille hostilité de Delescluze, tandis que Cournet demanda qu'il soit fait quelque chose de plus efficace pour l'élu qu'on savait prisonnier.

Ici, on doit noter que la Commission Exécutive, malgré ses mutations successives, réserva toujours la place de Blanqui à la Commune. Par décret du 1^er^ avril, elle considéra de son propre chef Blanqui comme optant pour le 20^e^ et décida en conséquence son remplacement dans le 18^e^. Si elle fit élire le 16 avril deux conseillers dans le 20^e^ elle laissa ou fit entendre que la mort de Flourens d'une part, l'accroissement de la population d'autre part, nécessitaient cette opération. Blanqui n'entrait donc pas en ligne de compte, de telle sorte qu'à tout moment il eût pu prendre sa place à l'assemblée.

TENTATIVES POUR DELIVRER BLANQUI

Depuis quand était-on au courant de sa situation ? Par qui et comment ? Ce sont là des questions qu'il convient d'élucider en tant que préface à la tragédie des otages, car cette tragédie ne se fût

jamais déroulée sans l'ardent désir de sauver et d'utiliser Blanqui, sans la colère vengeresse suscitée par l'échec des négociations ouvertes dans ce but.

Dès la victoire de l'insurrection, Pilhes alla trouver Eudes au ministère de la guerre pour lui dire qu'on ne pouvait rester dans l'ignorance de ce qu'était devenu Blanqui et affirmer son désir de le retrouver. Pilhes préférant être accompagné dans sa recherche, Eudes désigna Granger à cet effet. Pilhes et Granger, le premier guidant le second se rendirent à Toulouse. Mais là, Pilhes montra si peu d'entrain à continuer les recherches que Granger prit sur lui de les poursuivre seul.

Sur les indications de Pilhes, Granger se dirigea sur Loulié où il apprit de Mme Barrelier que Blanqui avait été incarcéré à Figeac d'où peut-être on l'avait transféré. Granger se rendit incontinent à Cahors où il entra en relations avec un homme sûr, le républicain Combarieu qui lui apprit que Blanqui était resté à la prison de Figeac. Combarieu dissuada Granger de se rendre à Figeac pour tenter l'évasion de Blanqui mais fit entrevoir l'éventualité d'une réussite par la corruption d'un ou plusieurs gardiens. Granger, sans le sou et connaissant la répugnance de ses amis pour les tentatives de cet ordre n'avait qu'une chose à faire : revenir à Paris pour aviser. Il repartit donc de suite pour la capitale.

C'est par lui fort probablement que furent informés, Tridon d'une part en tant que « véritable chef du parti sous la suzeraineté de Blanqui » et Eudes, d'autre part, en tant que chef blanquiste investi d'une fonction par le pouvoir insurrectionnel. Le 23 mars, Tridon, par lettre à divers journaux annonça l'arrestation du « Vieux » fournissant les précisions de détails indispensables. Il terminait sa lettre ou plutôt celle dont nous faisons état par ces mots :

On ne se débarrasse pas plus allègrement d'un adversaire,

Citoyen, je vous serais obligé de publier cette nouvelle importante en l'annonçant comme vous le jugerez à propos.

Dès lors la nouvelle allait faire le tour de la presse parisienne. Casimir Bouis dans le *Cri du Peuple* du 27 mars publia un filet spécial pour fustiger les « raffinements de haine » du gouvernement de Versailles et demander si Paris insurgé allait, par son « silence » et par son « inertie » se rendre complice d'un assassinat à huis-clos. Il terminait en invitant le Comité Central à s'occuper de l'affaire et « à prendre immédiatement toutes les mesures pour mettre un terme à cette basse vengeance exercée contre un vieillard ».

Le même jour, le *Père Duchêne*, rendant compte de l'élection de Blanqui tonnait contre « les jean-foutres » qui l'ont arrêté, ajoutant la menace à la bouche :

Ah! il faudra bien qu'ils nous le rendent, ou le Père Duchêne ira à Versailles, à la tête des faubourgs le réclamer lui-même et foutre! nous verrons un peu.

Il est probable que le Comité Central jugea prudent de ne pas s'engager au sujet de Blanqui, étant donné que des mandataires élus du suffrage universel allaient lui succéder. D'où un premier retard. Et comme la Commune ne prit le pouvoir en mains que le 28 mars au soir, ce n'est pas avant le 29, date de son fonctionnement, que la Commission de Sûreté Générale se trouva saisie par Eudes du cas soulevé par Granger.

Cette commission comprenait primitivement : Rigault, Th. Ferré, Cournet, Assi, Oudet, Chalain, Gérardin. Les trois premiers, à tout le moins, ne pouvaient que précipiter les choses. Mais apparemment rien de sérieux ne se fit de ce côté, même après l'adjonction de Chardon du 5 au 21 avril et le renouvellement qui fit entrer Trinquet. Sans doute aussi la Commission des finances se montra-t-elle rétive à l'octroi de subsides. Toujours est-il que les choses traînèrent en longueur. On se perdit en tergiversations au lieu d'aller droit au but. Bref, il était trop tard quand la Commission vota un crédit de cinquante mille francs pour obtenir la délivrance de Blanqui. Aussi, lorsque Granger gagna le nouveau lieu de détention du « Vieux » à Cahors — où il apparait, d'après son récit, que Combarieu était parvenu à corrompre un gardien — Blanqui était déjà parti et les Versaillais étaient rentrés dans Paris. L'affaire était classée.

Si l'on s'en rapporte à une version, Granger n'aurait pas été le seul à tenter de délivrer Blanqui. Le soir du 19 mai, alors que Blanqui n'avait pas encore quitté Cahors, des inconnus auraient offert sur le quai de Morlaix à un commis de la marine, lieutenant de la garde nationale, une somme de cinq mille francs, s'il voulait enlever Blanqui. Le commis ayant parlé, c'est alors que les autorités multiplièrent les précautions en vue de l'arrivée du vieux prisonnier.

Ph. Morère ne croit pas ici invraisemblable l'intervention de Pilhes, étant donnés les nombreux amis qu'il avait en Bretagne et les séjours fréquents qu'il y fit. Mais comment Pilhes aurait-il appris avec les précisions de date et de lieu le transfert si mystérieux de Blanqui à Morlaix ? Voilà qui reste assez troublant.

L'ECHANGE CONTRE LES OTAGES

Un autre moyen envisagé pour obtenir l'élargissement de Blanqui fut l'échange d'otages de marque contre le vétéran.

Cette idée n'était pas si « stupide » que Cluseret le déclara au baron de Holstein, délégué de Bismarck, lors de l'entrevue diplomatique du fort d'Aubervilliers.

Elle était dans la logique des choses depuis les 4 et 6 avril, dates respectives de l'arrestation de l'archevêque et du décret de la Commune sur les otages.

Ce sont les blanquistes, et c'est tout naturel, qui eurent les premiers l'idée de cet échange et, par un rare concours de circonstances, ils trouvèrent un appui parmi leurs plus fermes adversaires politiques. Décidés à tout pour recouvrer leur chef, dont ils voulaient faire suivant le mot de l'un d'eux « le Jules II de la défense suprême de Paris », ils demandaient qu'on livrât à Thiers les plus importants des otages, tous au besoin. Trois séries de négociations s'engagèrent successivement.

La première fut menée par les blanquistes de l'ex-Préfecture de Police. Une conférence se tint le 6 avril dans le bureau de Rigault. Il fut décidé que Gaston Da Costa, secrétaire du Comité de Sûreté Générale, ferait immédiatement une démarche auprès de l'archevêque Darboy et de l'abbé Deguerry, curé de la Madeleine afin d'en obtenir une protestation écrite contre les exécutions sommaires perpétrées par les Versaillais. Il était convenu que si l'on obtenait gain de cause,

le porteur à Versailles de ces protestations aurait mission verbale de parlementer pour l'échange de Blanqui.

Le soir même, G. Da Costa mandait l'abbé Deguerry et obtenait la lettre réclamée. Dans la matinée du 8, muni de cette lettre, Da Costa voyait l'archevêque et le mettait au courant de la situation. Réponse favorable. Le 9, les deux lettres sont soumises à Rigault qui regrette que la proposition d'échange de Blanqui n'y figure point. Il demande que le messager ecclésiastique promette par écrit et de revenir, et de réclamer à Thiers l'échange de Blanqui.

L'abbé Bertaux, curé de Montmartre, se rend à Versailles par Saint-Denis. Il est reçu tardivement par le chef du Pouvoir Exécutif et lui remet les deux lettres. Mais Thiers fait attendre deux jours sa réponse. Elle nie les exécutions sommaires et aucun mot ne donne l'espoir d'une issue pour les otages.

L'état d'esprit de l'homme d'Etat ne permet pas du reste à l'abbé Bertaux de poser le problème de l'échange de Blanqui.

La matinée du 15 avril, quand l'abbé Bertaux rend compte de sa démarche négative à Da Costa, la seconde série de négociations est entamée. Elle se fait sur la base proposée par B. Flotte aux commissaires de la Commune : échange de Blanqui contre l'archevêque de Paris, sa sœur, le président Bonjean, l'abbé Deguerry et le vicaire général de Paris, l'abbé Lagarde. Flotte demande à l'archevêque d'appuyer cette proposition. Quoique en jeu dans l'affaire il y consent en une lettre pathétique datée du 12 avril.

Elle dit :

Il n'y a déjà que trop de causes de dissentiment et d'aigreur parmi nous; puisqu'une occasion se présente de faire une transaction, qui du reste ne regarde que les personnes et non les principes, ne serait-il pas sage d'y donner les mains et de contribuer ainsi à préparer l'apaisement des esprits ?

L'opinion ne comprendrait peut être pas un tel refus.

Dans les crises aigües comme celles que nous traversons, des représailles, des exécutions par l'émeute, quand elles ne toucheraient que deux ou trois personnes ajoutent à la terreur des uns, à la colère des autres et aggravent encore la situation. Permettez-moi de vous dire, sans autres détails, que cette question d'humanité mérite de fixer toute votre attention dans l'état présent des choses à Paris.

Oserais-je, Monsieur le Président, vous avouer ma dernière raison ? Touché du zèle que la personne dont je parle [Flotte] *déployait avec une amitié si vraie en faveur de Blanqui, mon cœur d'homme et de prêtre n'a pas su résister à ces sollicitations émues, et j'ai pris l'engagement de vous demander l'élargissement de M. Blanqui le plus promptement possible...*

Il fut décidé que le grand vicaire Lagarde, porterait cette lettre à Versailles. Au préalable, ordre fut donné par Rigault de laisser communiquer Lagarde et Darboy.

Le 12 au matin, Flotte remit à Lagarde un permis de mise en liberté plus un laisser-passer en règle pour circuler dans Versailles et lui fit jurer de revenir, même si sa mission n'aboutissait point. « Dussé-je être fusillé, répondit Lagarde, je reviendrai ». Il ajouta : « Du reste, pouvez-vous penser que je puisse un seul instant avoir l'idée de laisser monseigneur seul ici ? »

Lagarde avait fait la même promesse à l'archevêque. Flotte

l'ayant conduit à la gare lui fit renouveler son serment avant de prendre place dans le train. « Ne partez pas, lui dit-il, si vous n'avez pas l'intention de revenir » Lagarde jura de nouveau. Il partit et remit la lettre au destinataire.

Cette fois, Thiers était au pied du mur. Il ne pouvait se tirer d'affaire par la tangente, il lui fallait répondre à une question précise. C'est alors qu'il soumit la lettre au Conseil des ministres puis à la Commission des quinze députés qu'il s'était adjointe. Le Conseil, à l'unanimité et il est à peine besoin de le dire, grâce à l'influence dominante de Thiers se prononça pour le refus de l'échange. De son côté, la Commission opéra dans le même sens, malgré l'intervention contraire d'un de ses membres.

Fort de ces deux refus, Thiers prépara une réponse à l'archevêque dans laquelle il lui déclarait que malgré son désir de le voir en liberté, ainsi que l'abbé Deguerry, son ami personnel, il ne pouvait exécuter l'échange. Il ajoutait que Blanqui allait être jugé à nouveau et qu'en cas de condamnation à mort il aurait en qualité de chef du pouvoir exécutif le droit de le grâcier. Quant à mettre en liberté l'inculpé avant le jugement, il s'y refusait comme outrepassant son droit. Enfin, évoquant le danger qui pesait sur les otages, il s'en tirait par cette échappatoire :

Dans cette pénible position, j'ai du moins la confiance que les hommes qui ont osé vous arrêter, ne seront pas assez pervers pour pousser leurs violences plus loin.

Cette réponse, Lagarde fut prié de la porter à l'archevêque sous enveloppe cachetée. Mais Lagarde refusa de le faire, prétextant qu'il ne pouvait porter une lettre cachetée en réponse à une lettre apportée ouverte.

La vérité, c'est que, malgré une première lettre de Darboy en date du 19 avril, une seconde plus pressante du 23, Lagarde, selon l'expression du nonce apostolique, n'avait « pas envie » de se charger de la commission. Et comme l'abbé Amodru, curé de Notre-Dame-des-Victoires, qui menait des négociations souterraines, le suppliait de rester à Versailles dû son honneur être sacrifié ; comme Plou, en rapport avec Beslay, lui déconseilla le 6 mai de rentrer, Lagarde viola la parole donnée et la lettre de Thiers resta au ministère des cultes.

DERNIERES NEGOCIATIONS

Devant l'échec de cette tentative, de nouvelles négociations s'engagèrent la deuxième décade de mai, menées d'un côté et directement par Flotte, de l'autre par des personnalités comme Cernuschi, E. B. Washburne, ministre des Etats-Unis à Paris, W. B. Norcott, lord-maire de Londres et Flavius Chigi, nonce apostolique à Versailles.

La pièce principale de ces négociations est le mémorandum écrit par l'archevêque le 10 mai. Dans ce mémorandum, Darboy déplore l'imprécision dans laquelle il est des raisons officielles alléguées contre l'échange des otages.

A ceux qui invoquent des scrupules légalitaires, Darboy fait remarquer :

La question n'est pas entre la Commune et le gouvernement, mais entre le gouvernement et les personnes sus-mentionnées [qui s'intéressent à Blanqui].

Ces dernières ont décidé que l'archevêque et quatre ou cinq autres prisonniers, à désigner par M. Thiers, seraient envoyés à Versailles si l'on peut avoir l'assurance que M. Blanqui sera mis en liberté. Cette assurance devait être garantie par la parole du ministre des Etats-Unis, autorisé à cet effet par celle de M. Thiers. Quant à la libération de M. Blanqui, au lieu de l'ordonner officiellement, ne serait-il pas possible de la réaliser, en lui laissant la faculté de s'évader, en sous-entendant qu'il ne serait pas repris, à moins que ce ne fut pour quelque nouveau délit commis par lui ? De cette façon le gouvernement n'aurait rien absolument à faire avec la Commune; quelqu'un en dehors de la Commune recevrait l'assurance donnée par M. Washburne, et tout serait arrangé.

En outre, dans une lettre à M. Thiers, Darboy demande d'entendre B. Flotte :

Quelles que soient ses opinions politiques, c'est un homme droit et de paroles sincères. Il obtiendra de vous une réponse et la liberté de la rapporter ici.

Le 13 mai, Thiers reçoit Flotte qui raconte ainsi l'entrevue :

Si la Commune commettait un pareil crime [l'exécution des *otages*], *ce serait monstrueux.*

— Il dépend de vous, Monsieur Thiers, de l'empêcher.

— Je ne demande pas mieux, mais donnez-moi la raison qui vous fait croire que la vie de Monseigneur soit en danger.

— C'est la conduite inhumaine que les généraux de Versailles tiennent envers les combattants de la Commune.

M. Thiers me regarda un instant et reprit :

— Cette question d'échange a déjà été deux fois agitée au Conseil... Je peux, d'accord avec le Conseil des généraux, faire beaucoup de choses, mais sans leur autorisation, je ne puis rien... Je ne connais pas M. Blanqui; on le dit intelligent et très dangereux, il appartient au parti extrême de la révolution.

Le 14 mai, le méridional Flotte, entêté comme un breton, revient à la charge.

Voici sa narration :

En entrant M. Thiers me dit que l'échange n'était pas possible, que rendre Blanqui à l'insurrection, c'était lui envoyer une force égale à un corps d'armée, mais qu'il m'autorisait à dire à l'archevêque que les choses pouvaient changer d'un jour à l'autre et qu'il n'oublierait rien pour le retirer de la fâcheuse position où il se trouvait.

Ce n'était plus de l'eau bénite de cour. Je fis observer à M. Thiers qu'il y avait d'autres prisonniers que l'archevêque à Mazas et que s'il voulait consentir à rendre Blanqui, la Commune rendrait tous les otages.

M. Thiers s'y refusa encore.

— Eh bien! lui dis-je, voulez-vous me donner votre parole que vous allez signer l'ordre de faire élargir Blanqui; je vous amène ici demain les soixante-quatorze otages.

Nouveau refus de Thiers.

Devant cette détermination bien arrêtée, je n'avais plus qu'à me retirer.

Pour souligner la portée des offres ultimes de Flotte, il faut savoir qu'elles ne furent point faites à la légère, Rigault lui ayant dit au départ en présence de ses collaborateurs à la Préfecture de Police :

Au besoin, tu proposeras de remettre tous les prisonniers en échange de Blanqui.

Les mêmes offres furent faites à Barthélemy Saint-Hilaire.

De retour à Paris, Flotte rendit compte de ses démarches à Rigault, à Eudes, à Ferré, à Tridon, à Vaillant. Il en informa aussi l'abbé Deguerry et l'archevêque Darboy. Il obtint du premier cette appréciation sur Thiers : « Cet homme manque de cœur. » Sur quoi, l'archevêque rectifia : « Mieux vaut dire que cet homme n'a pas de cœur. »

Un compte rendu succinct des dernières négociations fut publié par le *Cri du Peuple* et reproduit par le *Journal Officiel de la Commune* du samedi 2 mai. C'était la veille de la pénétration des Versaillais dans Paris. Il était bien clair que Thiers se souciait peu de la vie des otages mais on fera difficilement croire qu'à cette heure, il considérait la présence de Blanqui à Paris — si toutefois elle eût pu se produire en cas de libération — comme susceptible de faire changer la face des choses.

C'est que la Commune, en cette seconde décade de mai, était déjà virtuellement battue. Mais voilà : elle pouvait susciter encore un très large courant de mansuétude puisqu'elle était vierge de tout sang versé au titre de la répression. En ce sens, le raisonnement de G. Lefrançais prend toute sa valeur :

La liberté, la vie même de l'archevêque importait moins au triomphe de Versailles que n'eût été nuisible au gouvernement de M. Thiers, la présence de Blanqui siégeant au milieu de ses amis à la Commune et les disciplinant. Les événements donnèrent raison à M. Thiers. Blanqui demeura donc prisonnier.

Qu'on retourne la question sous ses différents aspects, le résultat est le même : on est contraint d'admettre que l'inexorable entrait dans les vues de Thiers.

Ce qu'il y a de certain, — a écrit Ed. Vaillant, — *c'est qu'il ne voulut rien entendre, refusa constamment d'accepter toute proposition d'arrangement quelle qu'en fût la nature, et de quelque côté qu'elle vînt. Il est évident que son plan était déjà fait et que, comptant sur l'action des conspirateurs qu'il soudoyait à Paris, il attendait tout des événements qui se sont produits.*

Le même Vaillant a pu parler aussi des « effusions verbales de l'archevêque à l'égard de Flotte et son pressentiment sur les intentions secrètes de Thiers, pressentiment que les faits se sont chargés de réaliser ».

En refusant d'échanger Blanqui, est-ce que les otages ne restaient point à Paris en proie aux fatales représailles, à la merci de l'exaspération populaire? Leur exécution ne pouvait-elle servir d'excuses à la répression impitoyable préméditée par le massacreur de la rue Transnonain? En tout cas, les choses se passèrent comme si un scénario scélérat eût été combiné de sang-froid.

Aussi le moins qu'on puisse dire, c'est qu'à la lueur du massacre des otages, « l'entêtement » de Thiers, — pour reprendre l'expression de Maxime Du Camp lui-même — apparaît comme « singulièrement coupable ». Karl Marx, qui n'ayant pas à ménager Thiers pouvait se dispenser de tout euphémisme a déclaré du reste très nettement :

Le véritable assassin de l'archevêque Darboy, c'est Thiers... Il savait que rendre Blanqui, c'était donner un chef à la Commune

tandis que sous forme de cadavre, l'archevêque servirait au mieux ses desseins.

De toute façon et par un tragique destin, le seul vivant en qui la Commune eût pu s'identifier demeura absent, qui plus est dans l'ignorance presque complète du mouvement insurrectionnel puissant personnifié par lui. Car enfin, si l'on va au fond des choses, deux hommes animèrent, incarnèrent, gouvernèrent la Commune : Proudhon et Blanqui. Mais ces deux hommes précisément furent condamnés à l'inertie : l'un par une mort prématurée, l'autre par une séquestration féroce.

QU'EUT FAIT BLANQUI ?

Qu'eût fait Blanqui à la Commune?

Il est toujours vain et quelque peu ridicule d'épiloguer. Mais la question a été si souvent posée et elle se présente si naturellement à tout homme qui étudie la Commune ou la vie de Blanqui qu'il faut bien l'aborder.

On s'est fourvoyé, croyons-nous, en posant cette question sur un plan trop général et d'une façon statique. Quand on l'envisage d'une façon dynamique, partant plus rationnelle, on serre de plus près la réalité. C'est alors toute une série de questions qu'il convient de poser : Qu'eût fait Blanqui s'il s'était trouvé à Paris au 18 mars ? Qu'eût-il fait par la suite? Qu'eût-il fait s'il avait été échangé contre les otages?

La réponse à la première question diverge évidemment, selon qu'on rejette ou qu'on admet l'influence prépondérante de Blanqui au Comité Central. Dans le premier cas, rien n'était peut-être changé à la politique de modération, d'hésitation, de détours, d'atermoiement et d'attente qui empêcha le colosse parisien victorieux de réduire en miettes tout de suite le pygmée versaillais désemparé. A moins que le Comité Central, malgré sa timidité, n'ait confié à Blanqui le commandement de la garde nationale comme étant le chef populaire qui s'était imposé, durant le siège, par ses vues techniques. Alors, on pouvait escompter un redressement rapide de la politique du Comité, ce qui, par une voie détournée, nous ramène au second cas.

Si l'on admet l'influence prépondérante de Blanqui au Comité Central, tout change. Blanqui, aidé d'Eudes et de Duval, faisait bénéficier l'insurrection de ses capacités militaires : on s'assurait du Mont-Valérien, clé de la défense; on occupait les forts du Sud; on empêchait les troupes de quitter Paris; on marchait sur Versailles, ce qui changeait toute la situation.

Jaclard a affirmé que le « Vieux » aurait eu la décision nécessaire et l'autorité suffisante pour imposer la marche sur Versailles dès le 19 mars. Sa supposition est plausible. En ce cas évidemment, la face des choses était bouleversée car une nouvelle fuite du gouvernement et de l' « Assemblée de malheur » ajoutait à leur discrédit. Alors d'une part, en province, les éléments énergiques qui se soulevèrent à la suite du 18 mars se trouvaient renforcés et d'autre part, ceux qui se bornaient jusque-là à envoyer des pétitions à Versailles, passaient en grand nombre à l'action cependant qu'à Paris même beaucoup de républicains ralliaient l'insurrection. Il n'est pas sûr que Thiers l'eût emporté et ce qui est plus grave, la guerre pouvait

reprendre sur la base de l'obsession patriotique chez des hommes comme Blanqui, comme Rossel. Cette obsession, rejoignant la haine des capitulards si vive dans la population parisienne et parmi les républicains provinciaux, provoquait peut-être l'irréparable avec Bismarck décidé à défendre contre « la populace » de Paris le gouvernement ayant signé la paix.

En admettant que Blanqui libre ait pu rejoindre Paris quelques jours après la victoire de l'insurrection, les choses changeaient encore, malgré les fautes initiales de stratégie. C'est qu'au point de vue matériel, la Commune n'était pas sans ressources. Durant son siège par Versailles, le ravitaillement de Paris a fonctionné sans interruption et n'a jamais donné lieu aux inquiétudes ressenties du temps du premier siège. Le matériel de guerre ne manquait pas non plus et deux mille canons pouvaient appuyer trois cent mille baïonnettes. La Commune avait tous les éléments pour constituer une véritable « armée rouge », mais à l'instar des généraux du siège, elle ne sut ni organiser, ni discipliner, ni utiliser tactiquement une force qui dépassait de beaucoup celle de Versailles. Le « Vieux » avait longuement réfléchi à cette question comme à la question plus générale de la défense de Paris. Il ne sous-estimait pas l'importance du facteur temps. Il eût donc suppléé à l'ignorance et à l'inertie militaire du Comité Central. C'est bien pourquoi rendre Blanqui c'était « donner une tête à l'insurrection » selon le mot de Lissagaray ou, ce qui revient au même, c'était « donner un chef à la Commune » suivant la parole de K. Marx.

Thiers, au fond, pensait de même. Comment s'expliquer autrement la garantie dont il s'assura avant de provoquer la bagarre? Car, encore une fois, ce n'est pas l'effet d'un hasard que l'arrestation de Blanqui ait constitué en quelque sorte la préface, le prélude immédiat de la Commune. Bien révélateur est à cet égard le cri du cœur de Thiers à l'annonce de cet événement, avoué comme un acte politique de première importance, comme une nécessité vitale de l'heure : « Enfin! nous tenons le plus scélérat de tous! » Cette exclamation, du reste, est confirmée par le propos tenu à Flotte à un moment pourtant où la Commune était perdue, propos que nous avons rapporté d'autre part.

Tout autant que Thiers, les membres non-blanquistes de la Commune que n'aveuglait pas la haine de tendance appréciaient l'appoint que Blanqui eût pu apporter au mouvement. C'est ainsi que G. Lefrançais, nous faisant part de ses impressions d'alors, regrette l'absence de Briosne et Loiseau-Pinçon, après quoi il ajoute :

Nous n'aurons pas non plus malheureusement Blanqui... C'est une force de moins pour la Commune.

De son côté, Benoît Malon écrit, parlant de l'élu qui ne pouvait siéger :

Ses collègues, sentant de quelle utilité aurait été à la révolution communale cet organisateur de tant de conspirations, firent tout pour le délivrer.

Quant à Tridon, annonçant à Flotte le 27 mars la mise à l'ombre du « Vieux », il trouve le mot juste :

Cette arrestation est un malheur pour la Commune.

Avec ses capacités organisatrices et militaires, avec sa lucidité, le prestige qui s'attachait à son nom, Blanqui serait bien vite devenu

l'âme et l'espoir de l'insurrection. D'autant plus qu'il se trouvait investi par le corps électoral de la plus haute autorité dans le conseil communal. On peut même conjecturer que son ascendant moral eût abouti, par la force des choses, à une dictature de fait qui n'eût pas été certes sans susciter une violente opposition. D'abord, du côté de Delescluze, animé toujours d'une rancune contre Blanqui et qui, précisément, se trouva investi, lui aussi, quoique dans une mesure moindre d'une grande autorité morale par le suffrage de Paris insurgé. On a remarqué, il est vrai, qu'à la Commune Delescluze sut rester étranger aux luttes de partis et aux querelles personnelles. Peut-être donc que, comme au 31 octobre, guidé par l'idée du salut commun, il eût fait le sacrifice de son inimitié pour Blanqui sur l'autel de la Commune. Une autre opposition fût venue du côté des Internationaux et d'hommes comme Lefrançais et Arthur Arnould, ombrageux sur le chapitre de la dictature. Mais les uns et les autres s'inclinaient avec tant de respect devant la haute personnalité de Blanqui, qu'avec eux les difficultés eussent pu s'aplanir. D'autant plus que le « Vieux », par sa fraction, poussant des antennes parmi les Internationaux comme parmi les chefs de clubs et les révolutionnaires divers, était en état, en cimentant les tendances de l'Assemblée, de donner à celle-ci cette force rationnelle et systématique qui lui manqua.

Ainsi, en s'associant à la Commune et par la force des choses en en prenant la tête, Blanqui, bien loin d'être « un nouvel élément de discorde » — comme l'avançait l'archevêque Darboy dans son memorandum, — permettait peut-être à l'assemblée communaliste de réaliser le maximum d'unité compatible avec sa composition hétérogène. Il lui apportait donc un atout important dans le jeu contre Versailles.

Mais raisonner de la sorte, c'est admettre implicitement l'adhésion de Blanqui au principe de la transmission des pouvoirs du Comité Central à une Commune élue. Parvenu assez tôt à Paris, Blanqui se fût probablement prononcé contre toute reconstitution de l'arène électorale traditionnelle tant que la Cité eût été une « barricade ». A ce sujet, *La Patrie en danger* nous donne des indications précieuses. N'est-ce point Blanqui, dès le 20 septembre 1870, qui a lancé l'idée d'un organisme d'exécution de la garde nationale, germe de la future fédération, s'étayant sur le vote par bataillon? Le gouvernement de combat qu'il envisageait, sorte de Comité Central avant la lettre, mais moins nombreux, moins lourd, plus adapté à la « dictature de guerre » comprenait neuf membres. Il préférait ce pouvoir, pour un peuple en armes, à toute assemblée élue prématurément.

Remarquons qu'en renforçant et en concentrant le pouvoir, c'est-à-dire la dictature de fait du Comité Central, plutôt qu'en poussant à la constitution d'un corps municipal élu, Blanqui eût rejoint Marx qui, à Londres, au nom de l'Internationale, poussait dans cette direction ses correspondants parisiens. Ainsi le « Vieux » sûr de sa fraction qui mordait déjà sur tant de jacobins, gagnait les militants du Comité Central et ceux de l'Internationale. Ainsi eût-on évité peut-être ou tout au moins atténué ces déchirements, cette lutte funeste entre frères ennemis que connut la Commune au moment du suprême danger.

On doit considérer aussi que la présence de Blanqui à la Commune, tout en amenant l'utilisation au maximum des ressources et des énergies, eût empêché ses partisans de se livrer à ces manifes-

tations d'allure terroriste qui, sans être vraiment utiles à la cause communaliste, lui aliénèrent bien des sympathies. C'est sans aucun doute ce que veut dire G. Lefrançais lorsque, parlant de la majorité de la Commune, il déclare :

La majorité était malheureusement privée du seul homme qui eût pu lui imprimer une direction intelligente et qui, grâce à son influence sur la plus grande partie de ses membres, eût pu rectifier leurs décisions dans ce qu'elles avaient du moins d'anarchique et de puérile violence.

Nous voulons parler de Blanqui, dont la présence à la Commune eût été d'un grand secours à celle-ci, en ce qu'il eût astreint ceux qui l'acceptaient comme inspirateur à plus de méthode et d'habileté politique dans leurs agissements.

Devant les juges de Versailles, Henri Rochefort tint à peu près le même langage :

Blanqui, qui est un conspirateur émérite, est un cerveau organisé, et s'il avait fait partie de la Commune, il eût été des plus modérés ; avec son autorité et son âge, il aurait empêché bien des malheurs... Si donc Blanqui avait été de la Commune, les incendies et les massacres bien certainement n'auraient pas eu lieu.

Cette opinion est d'autant plus soutenable que, Blanqui libre, l'exaspération de ses partisans diminuait. La question des otages pouvait encore certes se poser, mais avec moins d'acuité.

Louis Ménard estime de son côté que Blanqui à Paris en 1871, c'est la Commune dotée de « son chef naturel » et entre autres effets de cette impulsion, il croit que la Commune, au lieu de fixer un maximum au traitement de ses membres, eût adopté la solution radicale du gouvernement gratuit. Il ne peut admettre en effet que la Commune se fût arrêtée à mi-chemin, guidée par l'homme qui disait: « Quand le peuple a faim, personne ne doit manger. »

On peut admettre que Blanqui libre après la deuxième négociation, — c'est-à-dire à l'heure où la Commune tenait encore les forts de Vanves et d'Issy, les localités de Neuilly, Asnières, Clichy, Villejuif, Montrouge — pouvait encore représenter un appoint sérieux pour la Commune, à condition qu'il fasse vite. Jules Simon l'a reconnu implicitement quand il avoua que le refus de l'échange procédait d'une raison politique, le gouvernement, dit-il, ne voulant pas « donner à l'insurrection un chef qu'elle regardait elle-même comme un accroissement de force considérable ».

Blanqui libre après la troisième négociation et parvenant à Paris, se fût jeté dans la fournaise de la Commune où très probablement il eût été dévoré. S'il n'eût pas été tué sur les barricades ou au coin d'une rue, il eût été toujours facile, la lutte terminée, de le reprendre. C'est l'argumentation que faisaient valoir les représentants républicains à Versailles pour soutenir l'échange de Blanqui, au cours des très vives discussions qui les mettaient aux prises avec les représentants royalistes. Dans cette hypothèse, Blanqui, de toute façon, trouvait la mort. Mais les républicains qui ne craignaient pas de spéculer sur le cadavre du vétéran de la République, auraient bien dû penser que le « Vieux », qui avait plus d'un tour dans son sac et qui l'avait montré maintes fois pouvait encore s'échapper, car de sa part l'idée d'un sacrifice stoïque et désespéré à la Delescluze doit être exclu.

CHAPITRE VII

LE CHATEAU DU TAUREAU
ET
L'ETERNITE PAR LES ASTRES
(24 mai - 12 novembre 1871)

DE CAHORS AU CHATEAU DU TAUREAU

Le 22 mai au matin, on conduit Blanqui à la gare de Cahors. Le préfet du Lot et le procureur de la République l'accompagnent. Il monte dans un wagon spécialement affecté à son transfert, dans lequel cinq gendarmes le gardent avec consigne de cacher sa présence. La précaution s'avère du reste inutile : un brigadier de gendarmerie s'étant, dit-on, livré à une indiscrétion et les employés de chemin de fer ayant ébruité le secret. Le wagon passe à Périgueux, à Coutras et arrive à Tours à minuit trente où on le gare avant la station. Un groupe se forme et Blanqui entend une voix furieuse qui crie : « Gredin ! Brigand ! C'est moi qui ne le conduirais pas loin ! »

Le wagon rattaché au train de Nantes, le voyage continue par express avec des arrêts à Saumur et Angers. Partout le passage est signalé en haut lieu. Après Nantes, on se dirige sur Redon, on remonte la Vilaine jusqu'à Rennes où le train arrive à midi. Là, le préfet en personne déclare que le voyage doit se poursuivre sur Saint-Brieuc et, pour éviter un trop long contact avec les ouvriers, fait conduire le prisonnier à la station voisine où le train ne devait passer qu'à quatre heures. Blanqui dut l'attendre jusqu'à cinq heures et demie, en plaine, près de la station de l'Hermitage où un rassemblement se forma dans lequel apparurent des cavaliers décorés de l'ordre du pape l'attitude ironique. Lorsqu'on changea de wagon, Blanqui dut défiler sur deux à trois cents mètres devant des curieux hostiles.

Entre Rennes et Guingamp, nouvel attroupement d'une cinquantaine de paysans. Il y a des cris de : « Vive le roi ! » en agitant en l'air des chapeaux. A la station précédant Guingamp, un jeune

homme s'approche de Blanqui regardant à la portière et, après l'avoir considéré un moment dit :

Tiens, il ressemble à Glais-Bizoin, mais il est encore plus canaille que lui.

Sur plusieurs points du parcours, heureusement, le prisonnier avait reçu des marques de compassion sinon de sympathie. Ceci compensait cela.

Il est onze heures du soir, le 23 mai, quand Blanqui arrive à Morlaix. Le froid est très vif. Les gendarmes, menés d'étape en étape par des ordres successifs, croient enfin toucher au terme de leur mission. Ils apprennent, consternés, qu'il s'agit maintenant d'une expédition maritime.

Les choses ne traînent pas. Le prisonnier, bien escorté, est introduit dans une voiture cellulaire qui descend la vieille ville et passe sous un des arceaux du viaduc. Elle suit la rivière par une route bordée de grands arbres, de maisons de campagne, de jardins, de collines couvertes de verdure. C'est en été, à la brune, la promenade favorite des gens de Morlaix : là seulement ils trouvent un peu de fraîcheur. Par cette saison, en pleine nuit, le froid est glacial.

On arrive au Bas-de-la-Rivière Locquénolé vers une heure du matin. En ce lieu, la rivière a déjà pris des proportions. Des feux scintillent au large. Par l'air humide, on sent la mer proche, mais il n'y a pas un souffle de vent ce soir-là.

La voiture s'arrête devant le poste de douanes. On descend et comme le vieillard semble souffrir du froid, une couverture de douanier lui est offerte qu'il refuse d'abord et finit par accepter. Une barque attend là qui tire sur ses amarres. Quelques paroles sont échangées. On assied Blanqui, les gendarmes se placent et le bateau s'en va, plongeant, montant, descendant par des vagues de plus en plus puissantes. On raconte qu'une fois éloigné du rivage, Blanqui aurait demandé aux marins en raillant sans doute, comme à son habitude, s'ils avaient reçu l'ordre de le jeter à l'eau. Ils répondirent avoir reçu l'ordre de conduire le prisonnier au « château » et probablement Blanqui apprit alors sa destination. Après plus de deux heures de navigation dans une brume épaisse qui égare les marins, les obligeant à louvoyer, un rocher apparaît éclairé d'un feu. C'est le château du Taureau.

Bientôt un cri retentit : « Halte-là! Qui vive? » Le maréchal des logis répond : « France ». On lui demande son corps et il répond : « Gendarmerie ». Il peut alors avancer.

Le débarquement se fait avec peine et non sans péril sur des roches glissantes. On monte l'escalier, on passe un vieux pont-levis. Sous le vestibule, une trentaine de soldats sont à l'alignement, l'arme aux bras. C'est la garnison. Lanterne en main, l'officier conduit Blanqui dans la cour, le fait monter à droite un escalier étroit et raide de vingt et une marches. Toujours à droite, une vieille porte donne sur une casemate noire et hideuse. C'est là que doit être enfermé le nouveau « Masque de fer ». Le « Vieux » comprend le sort qui lui est réservé. Et, comme il est transi, épuisé par le froid et la fatigue, il tombe, après quelques paroles échangées avec le commandant de la place, sur un « grabat tout imprégné d'humidité ». La porte est verrouillée. Une nouvelle étape de son calvaire commence.

LA SEQUESTRATION

Le lendemain, Blanqui a tout loisir d'inspecter la casemate. Et grâce aux deux promenades qui lui sont octroyées sur la plateforme située au-dessus, grâce aussi à ses souvenirs historiques, il peut situer sa prison dans l'espace comme dans le temps. Non sans quelque orgueil, il peut réfléchir également au traitement inique et unique qui lui est infligé.

Cette séquestration arbitraire, sans motif avoué ou avouable, au mépris de toutes les règles établies par le Code d'instruction criminelle, cette incarcération sans les formalités réglementaires de greffe et d'écrou, cette prévention sans l'interrogatoire d'un magistrat instructeur comme c'est de droit même dans l'état de siège et dans les tribunaux criminels, Blanqui, au cours de ses longues épreuves, n'avait pas encore connu cela. Finis maintenant les fictions de la loi, les paravents bureaucratiques! On le traite en bête fauve. On l'enferme, on s'en débarrasse à la façon d'un homme enragé. Il est au-dessous d'un criminel de droit commun. Il fallait — ô ironie du sort — un gouvernement républicain pour traiter ainsi le vétéran des luttes républicaines, pour dépasser comme outrage à la justice et la monarchie de juillet et le Second Empire. Il fallait Thiers comme chef du pouvoir exécutif, Dufaure comme ministre de la Justice, Ernest Picard comme ministre de l'Intérieur, Le Flô comme ministre de la Guerre et Pothuau comme ministre de la Marine.

Tous ces gouvernants sans scrupules collaborèrent à cette séquestration, prirent leur part de responsabilité dans le crime.

Et le crime fut longuement, savamment, minutieusement préparé. Le ministre de la Guerre, le 3 mai, était informé par le général de division à Brest que les dispositions étaient prises pour recevoir « le prisonnier politique important ». Le ministre de la Marine à son tour, était informé le 21 mai par le préfet maritime de Brest que la garnison se composait de vingt-cinq hommes du 41e de ligne avec un officier et qu'un capitaine de l'état-major des places s'était occupé du casernement. A la suite de la tentative de corruption dont nous avons parlé sur un commis de la marine, les précautions redoublèrent. L'un des cotres de la division du littoral nord, le *Moustique* ou l'*Espiègle* fut retenu pour surveiller les alentours du Taureau. On présume que ce fut le *Moustique*, le journal l'*Océan* du 24 mai signalant l'arrivée à Cherbourg le 18 au matin, venant de Tréguier, de la « corvette à voiles l'*Espiègle*, commandant d'Etroyat ». Quoi qu'il en soit, il est de fait que durant tout le séjour de Blanqui au Taureau, un bâtiment de guerre resta dans la baie.

Enfin, précaution supplémentaire, la veille de l'arrivée de Blanqui, le 23 mai, la garnison avait été changée. Des soldats venus directement de Brest remplacèrent ceux qui auraient pu être circonvenus au cours d'une permission ou d'une course à Morlaix.

Notons que l'arrivée nocturne du « prisonnier mystérieux » empêchait la nouvelle de s'ébruiter et que, les événements aidant, ceux qui s'intéressaient le plus à Blanqui, tous les combattants de la Commune dressés l'arme au poing en un suprême sursaut contre les troupes de Thiers, ne connurent point la séquestration du « Vieux ». Le plus curieux, c'est qu'un retard imprévu dans le transfert du prisonnier eût permis à celui-ci un contact avec les six cents premiers

insurgés dirigés sur Brest et qui arrivèrent en cette ville le 25 mai à minuit.

Dans la presse de province, comme sur un mot d'ordre, la nouvelle de l'arrivée de Blanqui au Taureau passa en général inaperçue. *L'Impartial du Finistère* est la feuille qui y consacra le plus de détails à la date du 31 mai. Le 28, ce journal réactionnaire avait laconiquement signalé le fait par ces mots :

Le citoyen Blanqui est arrivé au château du Taureau près Morlaix où il sera provisoirement détenu.

C'est sans doute parce qu'il avait imprimé en 1869 une plaquette où il était question du château du Taureau et que des Beauvaisiens habitaient Morlaix, que le *Journal de l'Oise* du 30 mai annonça l'incarcération de Blanqui dans la forteresse « sur un roc en mer ».

LA FORTERESSE ET LA CELLULE

Le Taureau, imposant et farouche, se dresse en effet sur un roc dominant de sa masse oblongue la rade de Morlaix. Il est situé à quinze kilomètres de la ville, à deux et demi nord-est de la plage de Carantec. On y accède aujourd'hui de Morlaix ou de Carantec soit en vedette automobile, soit à barque à voiles, soit en hélant de la pointe de Pen-Lan, à l'extrémité d'un joli bois de sapins, le gardien du phare voisin de l'île Louet.

Par un franc soleil d'août et quand la mer est calme, rien n'est beau comme de voir, en ce décor incomparable, les hautes murailles de l'ancienne forteresse se refléter dans les eaux tranquilles. En hiver, quand le ciel est gris, quand le vent souffle impétueux et que les vagues s'acharnent sur les rochers, le château du Taureau offre un spectacle saisissant et sauvage.

La marée basse arrive jusqu'aux pieds des murailles, sauf du côté nord où elle laisse à découvert quelques instants à peine, une petite plage herbeuse et pierreuse. En débarquant à marée basse sur les rochers, on se trouve devant un escalier de vingt-cinq à trente marches avec balustres en fer. Il conduit au pont-levis. A marée haute, le grand perron du dehors disparaît sous les flots qui approchent du pont-levis. La mer se trouve ainsi presque au niveau de la cour, et la forteresse dont la moitié inférieure est noyée et battue des vagues

...apparaît, — dit Blanqui, — *comme un navire flottant sur la houle.*

Du grand perron, en basse-mer, on peut examiner à loisir la façade de l'entrée. On remarque alors à gauche une lucarne portant la date de 1614 et au centre, au-dessus de la porte, un ancien cadran solaire et l'ancien blason des marquis de Coësbriand.

Morlaix ayant été attaqué par les Anglais en 1522, on prétend que François I[er] autorisa en 1542 les bourgeois de la ville à construire cette forteresse pour leur sécurité. Elle résista pendant vingt-quatre jours à Henri IV et se rendit en 1594. Vauban la remania, puis elle fut transformée en prison d'Etat. Dans la seconde moitié du XVIII[e] siècle, La Chalotais, procureur général au Parlement de Bretagne, le célèbre dénonciateur des Jésuites, y fut enfermé ainsi que les derniers montagnards Bourbotte, Romme et Soubrany en 1795.

A droite du vestibule dallé en granit, en un lieu qui servit primi-

tivement de chapelle, était placé le corps de garde, éclairé par trois lucarnes. A gauche se trouvait le logement de l'ancien cantinier porte-consigne. Autour de la cour, au rez-de-chaussée et au premier, se massaient magasins et logements. Une citerne pouvait contenir trente-cinq mètres cubes d'eau.

La cellule ou plutôt la cave affectée à Blanqui, voûtée et pavée en blocs désunis où une table ne pouvait trouver son équilibre, ressemble à la moitié d'un cylindre qui serait fendu par le milieu dans le sens de la longueur. Elle mesure dix mètres de long et cinq mètres de large. Le jour — et quel jour! — n'y pénètre que par une fenêtre fermée de douze barreaux rouillés vieux peut-être de trois cents ans. La croisée, sans vitres, ne ferme que par un volet, l'imposte seule étant vitrée. Comme perspective à travers les barreaux, le prisonnier n'a que la cour étroite, tournante et humide, entourée à mi-hauteur d'une vieille balustrade en fer. Jamais le soleil, même au 21 juin, n'approche de cette fenêtre. Et pourtant l'humidité de la cellule est telle qu'il vaut mieux laisser cette issue ouverte jour et nuit, même par les temps de brouillard, l'humidité du dehors étant préférable. On aura une idée de l'humidité intérieure si l'on note que les murs sont revêtus d'une couche de salpêtre qui se renouvelle à mesure qu'on l'enlève. Quant au fond, noir et sans air, il dégage une odeur fétide. Bref cette casemate est comme un manteau sombre et glacial qui enveloppe le vieillard. Et dire qu'au début Blanqui était sans poêle et que, par crainte d'une évasion, on eut le triste courage de faire maçonner l'ancienne ouverture donnant sur la façade! Il est difficile, vraiment, de pousser plus loin les raffinements de cruauté dans l'ordre des conditions matérielles.

LA SURVEILLANCE IMPITOYABLE

La façon dont Blanqui était surveillé, traité et nourri n'était pas moins impitoyable.

Le commandant du fort dit au prisonnier dès son introduction dans la cellule :

Monsieur, je fais appel à votre honneur pour déclarer si vous êtes porteur d'armes dangereuses.

Blanqui sortit alors les « engins de destruction » dont il était porteur : un mauvais couteau, un canif, une aiguille et deux épingles. Le gouverneur ne crut pas devoir les lui enlever.

Dans le fort, — écrit l'intéressé toujours ironique, — *ce n'était pas un armement capable d'exterminer vingt-cinq chassepots et une dizaine de canons de* 30.

Le lendemain de son arrivée, Blanqui reçut la visite du commandant qui, d'ordre supérieur, venait lui faire connaître les instructions sévères reçues au ministère de la Guerre. A la moindre incartade, à la moindre tentative, feu sur le prisonnier. Si l'on tentait de l'enlever, feu encore : on ne devait livrer aux assaillants qu'un cadavre. Blanqui protesta avec véhémence contre ces ordres sinistres, mais c'est tout ce qu'il put faire.

Deux fois par jour, matin et soir, pendant trois quarts d'heure, Blanqui avait il est vrai l'autorisation de prendre l'air sur la plate-forme. Mais cette double promenade quotidienne, heureuse diversion désirée et attendue, amenait un branlebas de la garnison et un luxe

de précautions incroyables. Le pont-levis se levait à grand fracas de chaînes; le poste d'entrée prenait les armes. Blanqui trouvait à la sortie de sa casemate un soldat sabre nu à la main et sur la plate-forme le factionnaire précédemment de garde à sa fenêtre. En outre, un geôlier le suivait. Défense de se pencher pour voir de plus près les murailles, défense de s'approcher du parapet. Au plus petit écart, soldats et guichetiers attentifs le rappelaient à l'ordre. Le pont-levis s'abaissait au retour, avec le même bruit de chaînes et les hommes de garde réunissaient les fusils au râtelier, tout péril étant conjuré. Le péril était grand, en effet. Songez que Blanqui, désarmé, en sabots, à un âge où on ne fait plus de cabrioles, eût dû, pour s'évader, franchir deux grosses portes verrouillées, échapper à la surveillance du geôlier de service, circonvenir ou tuer la sentinelle en faction à côté de la fenêtre, échapper à la surveillance des hommes du poste et à la vue des hommes à la cantine ou dans la cour, enfoncer une porte en chêne de huit centimètres d'épaisseur et deux autres portes constituées par le pont-levis relevé. Ce n'est pas tout : il lui eût fallu sauter le fossé, abattre la sentinelle en avant sur le palier, se jeter à la mer et gagner la côte à la nage au besoin sous le feu convergent des fusils et des canons du fort et du navire ancré en rade. Blanqui put s'assurer un jour qu'aucune atténuation n'avait été apportée aux ordres formels du ministère. Le factionnaire devant sa fenêtre lâcha un coup de fusil dans sa direction; il fut puni pour maladresse, certes, mais la preuve n'en fut pas moins faite que les fusils étaient chargés. Sans crainte d'être démenti, on peut dire que jamais embastilleurs ne multiplièrent à ce point les mesures de rigueur et on se demande, en vérité, comment des bruits de tentative d'évasion purent un moment courir à Carantec.

A ces précautions sur place s'ajoutaient ce que l'on pourrait appeler des précautions à distance. En fait, durant les vingt premiers jours de son internement au Taureau, Blanqui fut coupé de toute communication avec sa famille, sevré de ces choses douces et innocentes qui sont comme le sourire de la vie et qui plaisent tant aux prisonniers. C'est seulement vers la mi-juin qu'il put adresser quelques lignes à sa sœur, Mme Antoine, pour l'assurer de son existence :

J'avais ignoré jusque-là, dit celle-ci, *s'il était encore vivant.*

Désormais, Blanqui reprit partiellement ses relations épistolaires, bornant ses lettres aux parents, sans faire aucune réflexion d'ordre politique. Inversement, comme le dit encore Mme Antoine, nul de ses proches ne fut

...autorisé à lui écrire un seul mot sur le monde vivant et sur les événements.

Blanqui demeura pour ainsi dire « scellé dans son cachot ». La preuve en est fournie par une lettre des Lacambre dans laquelle, pourtant, vu « les susceptibilités ridiculement ombrageuses des tourmenteurs de Blanqui », toutes précautions étaient prises, mais où, — sans doute parce qu'on était en pleine révolution en Espagne — les intéressés faisaient pressentir l'avènement de la République.

Cette lettre ne fut pas remise au prisonnier qui dut se contenter de lire la seconde moitié, paraît-il irréprochable. Aussi, Blanqui écrit le 11 octobre 1871 à sa nièce, après avoir rendu compte de ces faits :

On m'a signifié en même temps que si des lettres pareilles ou analogues m'arrivaient de Valence, non seulement elles ne me seraient

pas remises mais qu'il me serait interdit à moi-même de t'écrire ainsi qu'à ton mari, et que toute correspondance entre nous demeurerait supprimée.

J'ignore si c'est d'ordre ministériel, ou seulement du fait de l'autorité locale du fort que ces mesures sont prises. Je n'ai pas cru devoir le demander, me bornant à recevoir communication des défenses et significations qui m'étaient faites.

J'ai été invité à t'en faire part et je t'en fais part.

Blanqui, évidemment, souffrait beaucoup d'être retranché ainsi du monde des vivants. A Belle-Ile, il lisait à tout le moins le *Moniteur* et les événements se précisaient par des bribes de correspondance et des échos du parloir. Ici, rien de tout cela et même la nécessité qu'il sentait inexorable l'obligeait à se replier dans ce cercle infernal. C'est ainsi que le 23 juin 1871 il recommande à Mme Antoine de ne laisser rien publier de ses lettres car « la correspondance serait à « vau-l'eau ».

Les mois passaient tout gonflés de batailles politiques et sociales d'envergure et Blanqui restait toujours plongé dans l'ignorance. Toutefois, en s'en référant à des détails matériels fournis par Mme Antoine, il put deviner « toutes les aventures dont Paris a été accablé » et le « tohu-bohu » dont il parle à mots couverts, c'est la Commune.

Il avait demandé en juin qu'on s'informât s'il était destiné à rester « indéfiniment » au Taureau, dans « le secret le plus absolu ». Mais en octobre, comme il n'en savait pas plus, lancinante la même question se reposait :

Je suis absolument sans nouvelles de quoi et de qui que ce soit. J'ignore si cette situation se prolongera indéfiniment. Elle dure depuis le 17 mars. A mon âge, les mois passés dans une pareille captivité sont des années et, à 67 ans, il n'en reste pas beaucoup d'années. Il paraît qu'auprès du gouvernement actuel, la vieillesse est un titre à des rigueurs spéciales.

Le pire était que le gouverneur en lisant les quelques lettres du prisonnier à ses proches ne se contentait pas de dérober l'âme de Blanqui, dans la mesure où celui-ci voulait bien se la laisser surprendre et saisir. Le tortionnaire se permettait de changer des mots comme on peut s'en convaincre en examinant la lettre du 23 juin. C'était là un viol de pensée très net.

L'ACCUMULATION DES SUPPLICES

La nourriture insuffisante et mal préparée par la cantinière, l'impossibilité comme à Belle-Ile de confectionner des plats à son goût, ne laissaient pas non plus de gêner sérieusement Blanqui au point de nuire à sa santé.

Dès le commencement de juin, il était à la portion congrue et son alimentation diminuait chaque jour. Aussi le 21 juin écrivait-il à Mme Antoine :

Ma santé est mauvaise et ne fera qu'empirer à cause de l'alimentation surtout.

C'est pourquoi il lui réclame

...une tête de fromage de Hollande sec *et une bouteille de rhum de bonne qualité.*

Il ajoute :

Je ne puis boire que cela avec de l'eau, et quant au fromage de Hollande ce me serait une ressource précieuse.

Le 23 il réitère cette demande :

Si je n'ai pas du dehors des suppléments à mes vivres d'ici, mon affaire deviendra très mauvaise.

Et comme il suppose que sa sœur a été malade du cœur, il fait cette réflexion :

C'est une hypothèque dans la famille. Je suis pris aussi par là. C'est un genre de maladie qui se laisse encore traiter. Mais il faut du repos physique et moral. C'est précisément ce qui manque.

La lettre se termine sur ces mots :

Je divague. J'ai un affreux mal de tête qui me bouscule le cerveau... J'ai dîné avec un œuf et demi et deux ronds de saucisson exactement semblables à deux pions du jeu de dame.

Un pareil dîner est évidemment dérisoire et ce ne sont pas les deux petits pains au lait préparés chaque jour par Mme Abraham, de Durdouff-en-Mer, qui pouvaient compléter suffisamment l'alimentation du prisonnier.

On comprend qu'à un pareil régime la santé de Blanqui se soit aggravée et que le docteur de Lacardachère, de Morlaix, dut être consulté. La feuille cléricale de Brest annonça le 30 juin :

Blanqui, toujours prisonnier au château du Taureau est, dit-on, dans un état de santé qui fait craindre pour ses jours.

Grâce à Mme Barrellier qui lui fit parvenir huit bouteilles de vin d'Espagne et quelques bâtons de chocolat, le malheureux prisonnier put cependant améliorer son ordinaire au début de juillet. Plus tard, en octobre, il réclamera du miel du Gâtinais.

En fait depuis le 22 août, sans doute par suite d'instructions supérieures, les choses avaient changé : on le nourrissait. « Il n'était que temps », dira-t-il en annonçant le 25 août cette bonne nouvelle à sa famille. Une recommandation faite à Mme Antoine le 18 septembre montre combien les petites choses prennent de l'importance dans les conditions matérielles défectueuses :

Je regrette aussi que tu m'aies envoyé du papier bleu qui me force de mettre le nez sur la table pour voir ce que j'écris, d'où résulte une compression du cœur qui augmente ma maladie. Tu sais que j'ai la vue très basse. Le papier bleu me contraint de me courber pour voir l'encre.

L'humidité et le froid n'étaient pas sans influer non plus sur la santé de Blanqui : un vieillard ne loge pas impunément vingt-deux heures et demie par jour dans une cellule aussi malsaine. C'est dire que le gilet et les caleçons reçus au début de juillet furent les bienvenus.

A l'approche de l'automne, Blanqui s'inquiète... Il écrit le 18 septembre :

Il y a ici un petit été depuis un mois, ce qui m'en fait supposer un très chaud ailleurs. Mais le temps changera brusquement un beau matin et nous baignerons alors dans l'humidité. Triste perspective pour une santé détruite.

Sa nièce Bérengère lui ayant demandé ce qui lui convenait comme vêtement, Blanqui répondit :

En fait de vêtements, je ne vois guère qu'une casquette chaude à m'envoyer et un caban à capuchon contre la pluie. Ici, l'inconvénient

n'est pas la chaleur, c'est l'humidité et la pluie. Depuis quinze jours, deux sur trois de mes promenades sur la plate-forme sont arrosées copieusement. Je suis obligé de me fourrer dans une guérite en pierres, je veux dire en granite. Peut-être un pardessus imperméable me serait-il la chose la plus utile.

Il faut croire que, dans ce château du Taureau, Blanqui ne pouvait s'abreuver qu'à la coupe du supplice. On lui évitait tout contact avec d'autres hommes que ses gardiens, on lui interceptait toute communication avec ses partisans, on le privait de toute information, bref on l'isolait farouchement et, nouveau Prométhée, il était rivé à son rocher ou plutôt, nouveau Latude, il était enseveli tout vivant dans un tombeau. Soit. Mais au moins devait-on lui assurer les bénéfices de l'isolement : le calme, la tranquillité, le silence qui prend en ces conjonctures autant de valeur que les paroles. Pour tout dire d'un mot cruel, on lui devait bien la paix sereine du tombeau. Or, il n'en était rien. Blanqui habitué au calme de la cellule comme tous les piliers de prison, devait lutter en cette géhenne contre un supplice d'un nouveau genre : le vacarme qui l'empêchait de dormir, de se reposer, de réfléchir, de travailler, de respirer et de rêver même parfois aux barreaux de sa fenêtre.

Cette casemate grise et terne qui, de sa voûte épaisse, obturait toutes les clameurs du monde, avait le pouvoir de concentrer et de renforcer par un paradoxe inouï tous les sons, les chocs, les bruits et les cris, tout le brouhaha provoqué par une garnison tapageuse. Comme un fait exprès, les commandements, les travaux, les chants, les rires, les plaisanteries bruyantes retentissaient sous la voûte, mettant à la torture le prisonnier. La nuit, les rondes de gradés, la relève toutes les demi-heures du factionnaire devant la fenêtre venaient troubler Blanqui couché tout près de la croisée ouverte afin de respirer l'air du dehors. A chaque changement de garnison, car on en changeait fréquemment, succédaient à la première nuit calme les vociférations des sentinelles « avec toute la vigueur des poitrines neuves » une fois les instructions reçues. Blanqui se plaignit à plusieurs reprises de ces hurlements. Le gouverneur répondit avec flegme :

Cette méthode a pour but d'entretenir la vigilance des soldats.

Quant à la victime, contrainte de subir ce « supplice de Ravaillac », l'officier s'en souciait peu. Et, comme chaque plainte amenait un redoublement de rondes et de patrouilles, Blanqui finit par se taire.

Le vacarme du jour était pire que celui de la nuit car il comportait, outre le fracas et les cris du service de garde martelant le crâne à intervalles fixes, tout le charivari qui montait de la cantine. Mme Nicolas, la femme du portier-consigne, une « grosse dondon » douée d'une voix formidable et de prétentions musicales plus formidables encore, ne poussait-elle pas du matin au soir des chants aigus « qui perçaient les murs de granit » Ses deux enfants, à leur tour, rivalisaient de beuglements ainsi que le mari décidément « geôlier de mélodrame ».

Les soldats attablés y allaient aussi, naturellement de leurs chansons. Et quand la cantine n'avait pas de clients, les deux petits, à tour de bras, cognaient à coups de trique sur les tables.

Dans sa casemate Blanqui écumait et passait des heures entières les doigts dans les oreilles. A cette époque, les pharmacies ne vendaient point encore ces boules contre le bruit composées surtout de

carbures d'hydrogène purifiés. Le prisonnier avait fait venir par Mme Antoine de la cire pour se boucher le tympan, dans l'espoir de se soustraire au supplice. Mais la cire reçue, lasse d'être manipulée, n'était pas assez molle et au bout de trois jours les conduits auditifs du prisonnier s'étaient enflammés. Il dut subir le vacarme. C'est alors que Blanqui recourut à nouveau à l'obligeance de sa sœur, lui fournissant cette fois de méticuleuses précisions :

La cire-vierge, c'est cette cire jaune foncée qui se vend en gros pains, telle qu'elle est après la séparation du miel. Mais, je le répète, il existe une cire particulière, je crois que c'est celle des sculpteurs. Oui, c'est de la cire à modeler qui leur sert pour ébaucher leur travail. J'avais oublié cela, sinon je te l'aurais dit tout de suite pour que tu ne te trompes pas. C'est ce qu'il me faut pour mettre dans mes oreilles, sans être obligé de recourir au chirurgien pour l'extraire.

Blanqui avait passé bien des jours gris au Mont-Saint-Michel, dans « la Bastille des mers », ainsi qu'à Vincennes dans « la Bastille des terres » mais, tout bien pesé, la palme revenait au Taureau quand il réfléchissait à la liste imposante des supplices qui lui étaient infligés.

Il est certain, comme Blanqui le fit remarquer au commandant du fort, qu'aucun directeur de prison, aucun gouverneur de bastille n'eût toléré le bruit infernal qui troublait sans cesse le détenu. Sur quoi l'officier contesta que le Taureau fût une prison. « C'est une caserne » dit-il. Blanqui répliqua :

Une caserne! mais une caserne ne renferme pas de prisonniers politiques, de masques de fer auxquels il est interdit de dire un seul mot à qui que ce soit. J'en suis là, moi. Il m'est défendu d'adresser la parole à personne, et il est plus sévèrement encore défendu de me parler...

La cour et les corridors d'une caserne ne sont pas encombrés toute la nuit de rondes, de patrouilles, de factionnaires hurlant des qui vive? *à se briser les poumons. On y dort en paix. Votre prétendue caserne est un fort de Fenestre, une bastille de Louis XIV, premier échantillon du retour à l'ancien régime. Cette bastille est une violation de toutes les lois. Elle n'est soumise à aucun règlement. C'est l'arbitraire de la vieille monarchie. On m'y a introduit clandestinement, au milieu d'une nuit noire. Il ne s'y trouve pas de greffe. Je n'ai pas été écroué. Je n'ai pas aperçu depuis huit mois l'ombre d'un magistrat civil ou militaire. Je suis à la merci de violences sans responsabilité.*

L'officier rétorquant que Blanqui est prisonnier de guerre, la réponse fut foudroyante :

Quelle est cette dérision? Prisonnier de guerre, moi! Je n'ai pas été pris en guerre. Je suis un condamné politique contumace. Et puis, où a-t-on vu qu'un prisonnier de guerre soit séquestré de jour et de nuit dans une casemate lambrissée de salpêtre, privé de communications au dehors, ne prenant l'air qu'entre deux soldats, le sabre sur la poitrine. Depuis quand dit-on à un prisonnier de guerre : A la première apparence d'un secours extérieur, vous serez fusillé, et on ne livrera que votre cadavre. Bastille de l'ancien régime, le fort du Taureau inaugure la restauration des bastilles. Du moins, l'ancien régime nourrissait les prisonniers.

Cette discussion dans laquelle évidemment Blanqui a le dernier mot, vu l'arbitraire de la situation, ne se termine pourtant point par une définition satisfaisante du lieu, de la part d'un spécialiste ès geôles.

Pour la trouver, nous ferons appel de Blanqui prisonnier au Taureau en 1871, à Blanqui prisonnier à Versailles quelques mois plus tard, au début de 1872. Il donna cette définition autrement juste de sa prison en mer : « C'est une Bastille plus terrible que toutes les Bastilles. »

DIVERSION DE LA PROMENADE ET EVASION INTELLECTUELLE

Que faire en un tel lieu pour tuer les heures qui se traînent, atroces, pour ne pas s'abîmer dans cette nuit profonde des souvenirs qui vous torture, pour ne pas trop songer à « l'autre monde » et voir l'accablement, la prostration succéder à l'exaltation et à l'obsession? Blanqui sait, par une triste expérience, que sous peine d'être broyé par la meule de la prison, il faut à tout prix trouver une diversion, une occupation. C'est, en somme, ce que William James définira plus tard d'un mot savant : « L'inhibition par substitution ». Aussi réclame-t-il des « livres instructifs et point de romans » à Mme Antoine et à Mme Barrellier sans oublier la *Revue des Deux-Mondes* dont il n'a pas lu les numéros parus depuis la guerre. On satisfait à son désir et par la lecture, par la spéculation intellectuelle, il échappe un peu à l'étreinte du cachot. Laveleye l'intéresse particulièrement, il l'annote, discutant sa théorie des crises commerciales et monétaires. A propos d'un article de Woloski « écrit dans le style de M. Prudhomme », il raille et les économistes qui reçoivent des « horions de tous les côtés » et les plaisantins économico-saint-simoniens comme Michel Chevalier.

Quand l'heure de la promenade arrive, Blanqui laisse là ses livres et ses notes. La double sortie quotidienne sur la plate-forme entre ciel et mer n'est pas seulement une prise d'air qui, même par les temps pluvieux, nettoie les poumons, c'est un exercice physique qui dégourdit les membres ankylosés, produisant la sensation d'un « coup de fouet ». Coup de fouet salutaire qui met l'imagination en branle et rappelle à la vie le prisonnier s'étiolant. C'est plus et mieux.

En été, quand il fait beau, le grand révolutionnaire qui joint à une intelligence supérieure et à une volonté de fer l'âme délicate d'un poète jouit du plus beau des panoramas et se laisse aller à la rêverie. La mer, de bonne humeur, vient lécher les écueils à ses pieds. Tout autour, des bouées flottent avec l'aisance des mouettes qui les frôlent. Plus loin, le cotre en surveillance se balance mollement bercé par les eaux. Des îlots émergent çà et là qui miroitent au soleil et, de chaque côté apparaissent l'île Noire et l'île Louet. En avant, à gauche, à douze kilomètres, le vieux Roscoff; plus près Saint-Pol-de-Léon, puis toute proche, la plage de Carantec. A droite, s'avançant comme un éperon, la pointe de Primel, puis le coteau de Plougasnou, le port de Téréness, la petite chapelle Saint-Samson et le blanc des maisons qui tranche sur le bleu de la mer.

Quand la tempête fait rage et que la mer démontée se rue sur le Taureau qui mugit sous ses grondements sinistres, un tourbillon cingle le visage du prisonnier. Au premier abord, il est comme saisi d'effroi et de vertige devant l'abîme de la houle et le tonnerre des vagues. Sa main cherche instinctivement un appui. Mais bientôt il se ressaisit et jouit d'un spectacle d'une sauvage grandeur, riche d'évo-

cations hallucinantes. Les lames énormes et rageuses s'acharnent contre les murailles du fort pour retomber en écume. Cette bataille déchaînée par la mer en furie hurlant à l'unisson des rafales du vent éveille en Blanqui l'image d'autres mêlées, toutes ces batailles de rue que la tempête sociale déchaîne, elle aussi, tandis que le mouvement perpétuel des îlots le ramène à cet infini qui attire sans cesse sa pensée et dans lequel sa pensée va sans cesse se perdre.

Mais voici le Taureau plongé dans le brouillard, enveloppé d'une couche opaque qui cache les côtes et les îles proches, parfois même les lames qu'on devine au bruit sourd retentissant sur le granit. Par ces brumes épaisses, la promenade est d'une tristesse mortelle et le seul profit purement physique que le prisonnier tire de la mer, c'est l'odeur de varech, d'algue et de goémon, l'âcreté vivifiante de l'oxygène chargé de sel, c'est la respiration de l'air frais à pleins poumons.

A mesure que l'hiver approche, les nuits viennent vite. La sortie du soir va permettre à Blanqui, en plongeant ses regards loin, très loin dans le ciel, de reviser ses recherches, de mettre au point les trouvailles de la journée, de chercher des inspirations susceptibles de donner des ailes aux froids calculs. Car l'otage de Thiers, le démon de la Révolution qu'épient geôliers et soldats, serviteurs d'un pouvoir éphémère, est bien loin à cette heure des petites fantaisies politiques qui remuent la taupinière des hommes. C'est un astronome, un savant, un poète. Et les larves qui vivent à ses côtés et qui le surveillent depuis la sortie de son trou noir jusqu'à sa rentrée par le trou noir de l'escalier, ne se doutent pas des pensées mystérieuses et profondes qui le captivent.

Dès qu'il peut renouer sa correspondance avec Mme Antoine, Blanqui réclame des livres qui accusent des préoccupations pouvant, à première vue, étonner de sa part. Il demande deux ouvrages de Laplace : *L'Exposition du système du monde* et l'*Essai philosophique sur les probabilités,* les huit volumes de Babinet ou tout au moins le troisième et le septième d'*Etudes et lectures sur les sciences d'observation et leurs applications pratiques,* de même qu'un vieil *Annuaire du Bureau des Longitudes* « le plus ancien possible, de 20 à 30 ans », car « les nouveaux ont dégénéré ». De lettre en lettre, il presse sa sœur de lui expédier sans retard tous ces ouvrages qui lui sont indispensables. Il multiplie des précisions, indique où l'on peut les trouver.

Pourquoi des livres de cet ordre? Il s'en explique à deux reprises à Mme Antoine. Le 21 juin, il lui dit :

Tu t'étonneras de me voir occupé de choses semblables dans ma situation. Que veux-tu? Pas un livre et enseveli dans ma casemate-cave toute la journée et toute la nuit! Je me réfugie dans les astres où l'on peut se promener sans contrainte.

Deux jours plus tard, il complète :

Ce travail est mon seul remède contre la situation déplorable qui m'est faite au physique et au moral par la pauvreté d'aliments matériels et intellectuels. Pris par la famine à l'estomac et au cerveau, c'est trop de deux.

Et comme le 3 juillet il n'avait encore rien reçu, ni les ouvrages de Laplace, ni les volumes de Babinet, c'est une lamentation :

Mon travail est complètement arrêté par l'absence de ces documents. Cela me désole.

Blanqui est même si absorbé dans ses recherches sidérales qu'il

en arrive, en réclamant des livres avec insistance, à oublier de demander un tricot et quelques vivres qui sont pourtant loin de représenter du superflu dans sa triste situation.

Ainsi donc, ne pouvant s'occuper de politique, il s'occupera d'astronomie. Ne pouvant se promener sur terre, il se promènera dans le ciel. Ne trouvant point d'asile sur ce globe infortuné, il se réfugiera dans les astres. Retranché du genre humain, il trouvera dans le firmament un compagnon formidable avec lequel il vivra dans une intimité de toutes les minutes. Et ce compagnon colossal l'inspirera, l'élèvera à la mesure de son immensité, le mêlera aux péripéties incessantes des événements sidéraux. Il en fera le héros d'une œuvre où sera traduite avec intensité, la plus puissante entre toutes des impressions de la Nature, celle de la voûte céleste.

Le résultat de ses calculs, de ses investigations, de ses méditations, de son tête-à-tête solitaire avec le Ciel, sans instruments, sans matériaux, dans son obscur cachot en guise d'observatoire, sera ce « poème en prose », ce « hautain testament de sa pensée » qui s'appelle *L'Eternité par les astres.*

PREOCCUPATIONS ASTRONOMIQUES ANTERIEURES

A la vérité, la préoccupation céleste n'était point neuve chez le prisonnier du Taureau. Il professait depuis toujours que « l'énigme de l'univers est en permanence devant chaque pensée » et que « l'esprit humain veut la découvrir à tout prix ». Il avait toujours été hanté par ce problème des problèmes car, d'après lui, « il n'est pas indifférent de savoir ou d'ignorer comment l'univers subsiste ». Rien que dans son article mordant contre le père Gratry (1865), on pourrait déceler cette préoccupation des choses du firmament et, à bien des égards, cet article annonce *l'Eternité par les astres.* D'abord, Blanqui y discute avec la même aisance et le même brio des lois de la gravitation. Il oppose la terre « éphémère grain de sable » au monde qui est « l'infini et l'éternité » et déjà quelques phrases significatives nous donnent un aperçu de ses larges développements futurs. Par exemple, quand il écrit :

Les astres, comme les animaux, comme les plantes, naissent, vivent, meurent et de leurs éléments il se reconstitue des globes nouveaux. Rien n'est anéanti. Pas un atome ne se perd. Les formes sont passagères et périssables, la matière est éternelle.

Outre cela, par l'emploi d'un néologisme qu'il reprendra au Taureau, Blanqui prélude à ses considérations sur l'impuissance de la langue et des chiffres devant l'ampleur des combinaisons sidérales. Se trompent donc lourdement les admirateurs de Blanqui qui considèrent *l'Eternité par les astres* comme un hors-d'œuvre. C'est une œuvre de pensée profonde, longuement mûrie et, par elle, le grand révolutionnaire se rattache à la chaîne ininterrompue des savants et des poètes qui, en portant leurs regards sur l'espace infini, ont sondé les secrets de la Matière et de la Destinée et ont tenté la construction de l'Univers sans Dieu. Il est bien, en somme, de la lignée de Démocrite, d'Epicure, de Lucrèce, de Ronsard, de Lamarck, de Lavoisier, de Darwin et de Berthelot.

Quand il était au Mont-Saint-Michel en 1841, Blanqui estimait

déjà que par le fait de l'infinité des corps célestes, la Terre devait exister à des milliers d'exemplaires. Cette opinion n'était alors qu'une « affaire d'instinct » et ne s'appuyait que sur la donnée de l'Infini. Mais depuis, il avait pu l'étayer sur la science, grâce à l'analyse spectrale.

A Belle-Ile, sous le même ciel de Bretagne qu'au Taureau, Blanqui s'était intéressé aussi à l'astronomie. Il restait le soir de longues heures à sa fenêtre, plongeant dans la merveille du ciel étoilé, à la même époque précisément où Victor Hugo, dans sa cage de verre de Guernesey, cherchait des inspirations poétiques dans le silence pesant de l'Espace infini, pour renforcer sa colère vengeresse contre l'usurpateur du 2 décembre. Le 1er septembre 1855, Blanqui envoie dix francs à Paya pour prix de « cinq boules, lesquelles sont rondes à peu près comme l'orbite d'une comète ». Ces boules, vraisemblablement, devaient servir à des observations astronomiques. Vers minuit, dans la nuit claire et brillante du 24 au 25 juin 1857, Blanqui fit l'observation suivante :

...Comme j'avais par hasard les yeux fixés sur la constellation du Dauphin, un météore s'est montré tout à coup près de ce petit groupe d'étoiles prenant la direction du Nord-Est. De la dimension apparente d'une noix au moment de la naissance, il grossissait rapidement dans sa marche avec redoublement continu d'incandescence et de lumière. En passant au-dessous du Cygne il avait atteint les proportions d'un boulet. Il s'est alors brisé en deux puis transformé par ruptures successives en une éblouissante gerbe de feux et d'étincelles qui est allée se perdre et s'éteindre un peu au-dessus et à droite de B. de Pégale... Après l'éclatement du bolide, j'ai prêté l'oreille mais sans entendre aucun bruit d'explosion. Il est vrai que le ressac de la mer contre la falaise au pied de notre prison troublait le silence de l'atmosphère. J'ai vu le phénomène naître et mourir. Il a duré cinq à six secondes. Son mouvement assez lent n'avait rien de la fusée rapide des étoiles filantes. Ces dernières aussi, dans la nuit du 25, ont sillonné en nombre la même région du ciel. Reste à savoir si le météore aura été visible pour d'autres points éloignés de Belle-Ile.

L'homme qui note avec ce soin et cette précision l'apparition d'un météore n'est certes pas un novice en astronomie. C'est le même qui, six mois plus tôt, toujours du pénitencier de Belle-Ile, mais en partant de la lutte fratricide entre Camille Desmoulins et Hébert, déplorait le vide et le néant des choses d'ici-bas, essayait de comprendre l'Univers et l'homme en une page annonciatrice de l'*Eternité par les Astres*.

C. Desmoulins dans son Vieux Cordelier, *accusant Hébert de boire le vin de Pitt; Hébert lui renvoyant l'accusation, calomnies des deux côtés! Luttes insensées où des hommes jouent leur vie avec rage, et qui sont devenues inintelligibles au bout de dix ans. La génération suivante ne différencie déjà plus le drapeau de ces combattants si furieux et ne peut même pas deviner le mot du duel où ils se sont enferrés.*

L'homme aussi acharné à disputer un sou qu'un milliard, également passionné dans une altercation de portières et une guerre de géants ! Querelles de prison pour un fétu, plus ardentes que pour le gouvernement de l'univers. Et au fait, rivalité pour la domination du monde, rivalité pour la possession d'un grain de sable, quelle différence? Toujours fumée et néant.

Les hommes, les feuilles! Jouets des vents, jouets des passions, mais solidaires et tenant à un même tronc, l'arbre, l'humanité. Le lien des feuilles, matériel; le lien des hommes, moral : la conscience. L'homme, misérable machine, on douterait de la volonté, du libre arbitre, de la pensée même à le voir presque automate, entrant en effervescence par ses passions comme un minéral par des réactifs chimiques, avec la même uniformité, espèce de mécanisme obéissant à une loi aveugle et fatale.

Les hommes, feuilles qui poussent, tombent et pourrissent. Ces beautés, si éclatantes aujourd'hui, demain cadavres, putréfaction, ossements, poussière, éléments désagrégés : hydrogène, carbone, bientôt après plantes, puis hommes et plantes encore, ainsi toujours dans une rotation monotone.

La terre! Etincelle d'une minute qui se perd à travers les siècles! Le soleil! Un éclair dans l'espace, précédé et suivi de milliers d'autres éclairs semblables! Quelle différence dans l'éternité entre la durée du soleil et celle de l'éphémère!

Ainsi, tout se précipitant, les mondes dans leur plus longue existence, phénomènes fugitifs de la vie de l'Univers, souffle, respiration d'une seconde! Rien de stable, de fixe, rien qui soit! L'Univers, l'infini, Dieu... néant!

Que d'orgueil risible et d'efforts burlesques pour nous gratifier d'une âme immortelle! L'immortalité? Ah! ah! Tant de sophismes pour nier l'analogie entre l'homme et les autres animaux! Grotesque distinction entre deux identités ! Même organisation de nos corps, mêmes fonctions, mêmes procédés de la pensée : comparaison, jugement. Mêmes affections morales : la haine, l'amour; jusqu'aux diversités de caractère entre les individus, résultats d'une imperceptible variante du cerveau : des chevaux doux et des chevaux méchants. Toutes ces similitudes repoussées avec fureur par l'orgueil et l'égoïsme, pour se cramponner à des distinctions subtiles : la conscience ou la non-conscience de la pensée! Et les hawaquirs! Et les Bas-Bretons! Pensent-ils beaucoup ce qu'ils pensent? Qu'est-ce que cette nuance sinon un degré de plus ou de moins dans la faculté pensante, identique du reste dans son essence? Fruits poussant sur des arbres divers, toujours arbres et fruits caduques et éphémères.

L'âme qui se prolonge dans l'Univers, qui essaie d'en faire son domaine, impuissante à le saisir comme à le comprendre ; atome prétendant à l'infini, être immatériel plus limité que la matière ; n'embrassant pas, par ses rêves de milliards de milliards de milliards de mondes, qu'un point dans l'espace, et lancé à plein vol à travers l'immensité; ne parvenant pas même à occuper la place d'un ciron, qu'est-ce que l'âme?

Et pourtant nous sommes éternels! Mais à la condition d'être à la fois un souffle et l'éternité.

A Corte le 11 avril 1858 quand, malade, il lisait au lit un article de Renan dans la *Revue des Deux Mondes*, Blanqui, toujours hanté par l'idée d'infini, notait :

Le fini n'existe pas. L'infini seul existe. Tout est infini.

L'individu, homme, plante, caillou est infini.

C'est de cette notion d'infini qu'il part pour composer son ouvrage qualifié modestement d' « opuscule » et auquel il donne le sous-titre d' « hypothèse astronomique ».

Suivant Blanqui, cette notion d'infini ne peut se concevoir que sous la forme de l'indéfini. Il ajoute l'espace à l'espace et sa pensée arrive ainsi à la conclusion que l'univers est sans limites, ce qu'il résume par une formule saisissante imitée de Pascal : « L'univers est une sphère dont le centre est partout et la surface nulle part. » Un univers sans bornes, c'est là certes une chose incompréhensible, mais la notion contraire étant absurde, la certitude de l'infini du monde n'en découle pas moins. Cette certitude, pour lui absolue d'une part et d'autre part incompréhensible, constitue à ses yeux « une des plus crispantes agaceries qui tourmentent l'esprit humain ». Il se console en supposant qu'il existe dans les globes errants des cerveaux assez vigoureux pour comprendre cette énigme.

Comme on ne peut pas imaginer plus de limites au temps qu'à l'espace, la même énigme se pose et la même conclusion s'impose pour l'infinité du temps. Cependant, l'infinité du temps apparaît au moins saisissable à notre intelligence car en assignant une limite au temps, on admettrait sa non-existence, ce qui serait absurde. Du même coup, on nierait l'infinité de l'espace. Il en résulte — et Blanqui le marque fortement — que les deux infinis sont inséparables et son hypothèse s'étaye en grande partie sur cette conception.

Après avoir déblayé le terrain par cette discussion délicate sur l'infini, c'est merveille de voir Blanqui se mouvant à l'aise dans l'immensité de la nature et du temps. Ni l'infini du monde réel, ni l'infini du possible ne l'effraient et dans une tâche où l'immensité des faits accable, il ajoute encore l'immensité de son hypothèse. C'est une grande surprise de le voir traiter avec tant de brio et de compétence un sujet aussi ardu et c'est un des grands exemples de la puissance de l'esprit humain que cette incursion de l'homme politique dans un domaine réservé aux philosophes et aux savants.

Pour mener à bien son travail, Blanqui procède rigoureusement, scienfifiquement. Il va du connu à l'inconnu, en vérifiant soigneusement le contenu des mots, en tenant compte de l'obscurité du langage, en évitant prudemment d'affirmer, d'apprécier quand les données manquent. Lorsqu'un obstacle se présente, il se garde de l'enjamber par une absurdité ou par ce qu'il appelle « une hypothèse posée dans le vide ». Il aime mieux douter, mais il n'entend pas pour cela éluder la difficulté car « omettre n'est pas résoudre ». Quand un oracle s'est prononcé, il ne s'incline pas pour autant. Il ne veut pas se laisser entraîner, par exemple, sur l'origine des nébuleuses à des théories sans vraisemblance comme celle que Laplace formula « très vaguement du reste ». Il s'élève contre « l'influence occulte des grands noms » et après avoir fait l'éloge de Laplace « savant si grave et si sérieux », dont la théorie « est la seule explication rationnelle et raisonnable de la mécanique planétaire », il fait la critique de cet illustre astronome. Il reproche à Laplace d'avoir esquivé par une réticence la question des origines et d'avoir professé le pour et le contre sur la formation des comètes. En général, pense Blanqui, Laplace voit trop les problèmes cosmologiques en « ultra-mathématicien » :

Tout entier aux mathématiques, l'illustre géomètre s'occupe beaucoup du mouvement des astres et fort peu de leur nature. Il ne touche à la question physique qu'avec nonchalance, par de simples affirmations, et se hâte de retourner aux calculs de la gravitation, son objectif permanent.

Blanqui insiste sur ce défaut de Laplace :

Laplace si scrupuleux géomètre est un physicien peu rigoriste.

Et ailleurs :

Dès qu'il ne s'agit plus de géométrie, il procède sommairement, sans beaucoup de scrupules.

Ce n'est pas que Blanqui dédaigne les mathématiques, bien loin de là. Mais il entend marquer leur relativité en astronomie. Les chiffres sont, dans ce domaine, infidèles, vagues, arbitraires, sans valeur approximative quand il s'agit de combinaisons-types de la matière dont le nombre est limité. Ils sont impuissants et vides dès qu'il s'agit des répétitions infinies de ces combinaisons puisqu'ils ne peuvent exprimer l'inexprimable. Blanqui souligne la pauvreté, le ridicule, le grotesque même de l'arithmétique en pareille matière puisque le terme de milliard, l'expression par excellence des grandes quantités est en fait d'infini à peu près un zéro. Quant à l'algèbre, qui n'a rien à voir avec l'infini, elle a beau fouiller « à l'aveuglette comme la taupe », au bout de cette « course à tâtons » elle ne trouve comme résultat qu' « une belle formule, parfois une mystification ». La géométrie lui semble mieux adaptée aux sondages de l'infini parce qu' « elle tient nos yeux fixés sur les trois dimensions qui n'admettent pas les sophismes et les tours de passe-passe ».

Il est bon de mettre ainsi en lumière la façon de procéder de Blanqui afin de montrer que son travail n'est pas, comme on pourrait le croire, un simple passe-temps, une fantaisie de prisonnier.

Qu'on puisse déceler par plusieurs passages, par exemple en lisant que Jupiter est « le policier du système » ou que l'humanité prétentieuse se croie l'univers « en vivant dans sa prison », qu'en effet c'est un prisonnier qui écrit, soit. Qu'on dise que l'œuvre est dans une large mesure le produit de l'imagination, soit encore et ce n'est pas le moins banal quand on sait que l'imagination n'a jamais passé pour la qualité maîtresse de Blanqui. Mais ce qu'il faut faire ressortir au point où nous sommes, c'est qu'il n'y a pas de découverte sans l'imagination scientifique travaillant sur les calculs, les expérimentations, cherchant à grouper des faits pour en déduire des lois et formuler des hypothèses, planant comme l'a écrit Louis Ménard — cet admirateur de Blanqui — « sur les hauteurs où la science et la poésie se confondent ». On a remarqué que Képler parlait parfois comme un prophète et que Descartes était plus poète que géomètre dans son *Système du monde*. Plus près de nous, le docteur Roux n'a-t-il pas déclaré qu'il fallait « autant d'imagination au savant pour faire une découverte qu'au musicien pour écrire une sonate » et le grand mathématicien Henri Poincaré n'a-t-il pas reconnu le rôle du travail inconscient et de l'imagination jusque dans les mathématiques ? Du reste, treize ans avant que Blanqui rédigeât son hypothèse, Edgar Quinet nous avait appris qu'un de ses anciens professeurs, aussi passionné pour le calcul intégral que pour les contes de fées, trouvait des rapports entre les infiniment petites créatures de Charles Perrault et les quantités infinitésimales, démontrant que

les hautes mathématiques ont leur ample imagination. Le même professeur affirmait que pour résoudre certaine équation « il fallait une inspiration aussi spontanée que pour composer une olympique de Pindare ».

Blanqui, comme son ancien ami Paul de Flotte, avait à un haut degré cette forme d'imagination qui eût pu évidemment présenter un certain danger en substituant des rêves aux faïts acquis. Mais l'analyse de l'univers sur laquelle elle travaille et la méthode rigoureuse qu'elle postule ne permettent pas d'en nier le caractère scientifique.

ANALYSE DE L'UNIVERS ET CRITIQUE DES HOMMES

Blanqui, au surplus, reconnaît formellement que sa construction est déduite de l'analyse spectrale et de la cosmogonie de Laplace. Il n'admet comme juges que le télescope et l'analyse spectrale bien que cette science « neuve et inexpérimentée » ne dise qu'une « partie de la vérité ».

Quant à la chimie, qui devait faire tant de progrès au début du 20e siècle, il estime qu'elle en sait long et tient compte de son enseignement tout en pressentant le bouleversement qu'elle apportera dans les données paraissant les mieux établies. Naturellement, c'est dans la mesure très grande où la théorie de Laplace s'appuie sur la mécanique céleste qu'il l'utilise. Pour lui la gravitation « qui précipite dans une course incessante tant de milliards de globes » est la grande force fécondatrice de l'univers, « une force méprisable que nulle prodigalité n'entame, puisqu'elle est la propriété commune et permanente des corps ». C'est elle qui met en branle toute la mécanique céleste

...et lance les mondes dans leurs pérégrinations sans fin. Elle est assez riche pour fournir à la revivification des astres le mouvement que le choc transforme en chaleur.

Voilà le grand mot lâché. Par le mouvement que le choc transforme en chaleur, principe essentiel aujourd'hui de la théorie de Lesage, Blanqui, révolutionnaire en politique, s'avère aussi révolutionnaire en astronomie. C'est que, tout en admettant l'éternité de la nature dans ses éléments, dans son ensemble, dans son organisation générale, il n'en admet pas l'éternité dans ses formes.

Toutes ses formes, humbles ou sublimes, sont transitoires et périssables. Les astres naissent, brillent, s'éteignent et, survivant des milliers de siècles peut-être à leur splendeur évanouie, ne livrent plus aux lois de la gravitation que des tombes flottantes. Combien de milliards de ces cadavres glacés rampent ainsi dans la nuit de l'espace en attendant l'heure de la destruction, qui sera, du même coup, celle de la résurrection.

« La matière demeure et la forme se perd », disait déjà Ronsard au seizième siècle. Poète aussi, Blanqui trouve des couleurs saisissantes pour peindre la résurrection des astres qui enfants sont des nébuleuses volatilisées, adultes sont étoiles et planètes, morts sont des cadavres ténébreux :

Les trépassés de la matière rentrent tous dans la nuit, quelle que soit leur condition. Si la nuit du tombeau est longue pour les astres finis, le moment vient où leur flamme se rallume comme la foudre. Mais quand un soleil s'éteint glacé, qui lui rendra la chaleur et la

lumière ? Il ne peut renaître que soleil. Il donne la vie en détail à des myriades d'êtres divers. Il ne peut les transmettre à ses fils que par mariage. Quelles peuvent être les noces et les enfantements de ces géants de la lumière ?

Ainsi, dans la pensée de Blanqui, l'infinité du mouvement rejoint l'infinité de l'espace et du temps. Quant à l'éternité de la matière elle n'en implique pas moins l'éternelle destruction et l'éternelle résurrection des globes.

Chemin faisant, tout en poursuivant sa démonstration, il est amené à discuter de l'origine des nébuleuses stellaires comme de la force centrifuge, du rôle des étoiles, de l'origine de la lumière zodiacale, question sur laquelle un peu plus tard il rédigera un mémoire spécifique qui sera adressé au président de l'Académie des Sciences. Pour parler des comètes « ces nihilités chevelues » saisies par la chaleur de Saturne ou de Jupiter et dilatées jusqu'à la monstruosité, il trouve des comparaisons heureuses et de toute beauté :

Les pauvres comètes viennent, par milliers, se brûler à la chandelle. Comme les papillons, elles accourent légères, du fond de la nuit, précipiter leur volte autour de la flamme qui les attire, et ne se dérobent point sans joncher de leurs épaves les champs de l'écliptique. S'il faut en croire quelques chroniqueurs des cieux depuis le soleil jusque par delà l'orbe terrestre, s'étend un vaste cimetière de comètes, aux lueurs mystérieuses, apparaissant les soirs et matins des jours purs. On reconnaît les mortes à ces clartés fantômes, qui se laissent traverser par la lumière vivante des étoiles.

Ne seraient-ce pas plutôt les captives suppliantes, enchaînées depuis des siècles aux barrières de notre atmosphère, et demandant en vain ou la liberté ou l'hospitalité ? De son premier et de son dernier rayon, le soleil intertropical nous montre ces pâles Bohémiennes, qui expient si durement leur visite indiscrète à des gens établis.

Ces lignes d'un style si souple — souple comme les ailes des goëlands au vol fou qui passent au-dessus du Taureau — montrent avec quelle aisance se meut le vieux Blanqui dans la féerie du monde. On devine la joie, l'illumination du prisonnier à mener jusqu'au bout son hypothèse dans son triste et noir cachot. Dominé, ensorcelé par son sujet, l'Enfermé s'évade, transporté à des milliards de lieues de ses persécuteurs d'en haut et d'en bas : les gouvernants, instrument du Capital, les geôliers et les soldats, instruments des gouvernants. Il oublie les tourmenteurs de la cantine avec leurs chants saugrenus et n'entend même pas le « grand picolet » d'Abraham qui vient d'amarrer son voilier l'*Espoir* au grand perron pour assurer comme il fait chaque jour, le ravitaillement de la Bastille armoricaine. Et c'est à peine si, reprenant pied sur la terre maudite il donne libre cours à son amertume en procédant par petites touches, en glissant ici ou là quelques allusions railleuses. C'est ainsi que parlant de son époque il écrit :

On est âpre au cramponnement dans notre siècle de désillusions et de scepticisme.

Parlant des planètes qui seront un jour ténèbres et glace après le choc qui les transformera en nébuleuses il dit :

En attendant le bonheur de cette déchéance, les souveraines sans le savoir gouvernent leur royaume par les bienfaits. Elles font les moissons, jamais la récolte. Elles ont toutes les charges, sans béné-

fice. Seules maîtresses de la force, elles n'en usent qu'au profit de la faiblesse. Chères étoiles ! vous trouvez peu d'imitateurs.

Dissertant de la constitution physique des astres et dressant la liste des métaux, il ne peut s'empêcher d'écrire : « Les métaux précieux ont plus d'importance chez les hommes que dans la nature. » A différentes reprises il perce à jour la vanité des hommes qui sacrent leur globe « la planète reine » alors que la densité de la terre n'étant point celle des autres astres du système solaire « nous sommes presque des intrus dans le groupe ». Blanqui considère d'ailleurs comme une sottise « le préjugé d'égoïsme ou d'éducation qui rapporte tout à nous ». A propos des constructions colossales de la Nature faites avec un nombre réduit de corps simples, il évoque le baron Haussmann qui en avait autant pour rebâtir le petit point qu'est Paris. Et cependant .

...ce n'est pas la variété qui brille dans ses bâtisses. La nature qui démolit aussi pour reconstruire, réussit un peu mieux ses architectures. Elle sait tirer de son indigence un si riche parti, qu'on hésite avant d'assigner un terme à l'originalité de ses œuvres.

C'est que la Nature n'a que des lois inflexibles, immuables, tandis que les êtres animés ont des volontés « autrement dit des caprices ». Alors, dès que les hommes interviennent, surtout « la fantaisie intervient avec eux ». Et pourtant, ils ne touchent pas beaucoup à la planète car, en somme, bien qu'ils posent en conquérants et tombent en extase devant leur génie et leur puissance, leurs plus gigantesques efforts apparaissent comme des jeux d'enfants.

La matière a bientôt balayé ces travaux de myrmidons, dès qu'ils cessent de les défendre contre elle. Cherchez ces villes fameuses Ninive, Babylone, Thèbes, Memphis, Persépolis, Palmyre où pullulaient des millions d'habitants avec leur activité fiévreuse. Qu'en reste-t-il ? Pas même les décombres. L'herbe ou le sable recouvrent leurs tombeaux. Que les œuvres humaines soient négligées un instant, la nature commence paisiblement à les démolir, et pour peu qu'on tarde, on la trouve réinstallée florissante sur leurs débris.

Ces hautes et sereines leçons d'humilité, données aux hommes derrière les barreaux de sa cage par un philosophe que l'orgueil du pouvoir a traité et traite comme une bête féroce, touchent le lecteur sensible au plus profond de l'âme et rappellent étrangement des pages trop oubliées de La Bruyère ou les amers propos de Sylvain Maréchal au commencement de 1793. Mais voici une réflexion plus amère encore car ici l'Enfermé, le Masque de fer du Taureau scrute le martyrologe de son existence.

S'il était permis de faire passer l'histoire de sa vie, avec quelques bons conseils, aux doubles qu'on possède dans l'espace, on leur épargnerait bien des sottises et des chagrins...

Il y a des points de suspension au bout de ces lignes et ces points soulèvent le cœur quand on sait qui les place et dans quel lieu infernal ils sont placés.

LE PROBLEME DE LA DESTINEE HUMAINE

Du reste, ce propos montre comment Blanqui envisage le problème de la destinée et de l'éternité de l'homme. Après avoir traité de la destinée et de l'éternité de l'univers, c'est ce problème qu'il aborde, poussant loin son rêve scientifique, d'un vol plus hardi

que celui des oiseaux de mer. Au fond, c'est là où il voulait en venir. Ses patientes recherches, ses longues méditations, son grand effort d'analyse et de synthèse, tout y converge.

La matière infinie prend des formes innombrables qui, dans des métamorphoses se succédant sans interruption, se désagrègent pour restituer leurs éléments à une forme nouvelle. Mais si ces formes sont légion, la composition de la matière comme le démontre l'analyse spectrale, est partout la même. Dans le moule universel, pour l'éternel travail de destruction et de résurrection des mondes, la Nature ne dispose que de soixante-quatre corps simples, mettons une centaine car Blanqui, en homme prévoyant, estime que la nomenclature des corps simples s'enrichira avec les progrès de la chimie. Ces corps simples, en nombre fini, peuvent évidemment fournir un nombre énorme de combinaisons. Cependant ce nombre si formidable qu'il soit est un « maigre assortiment ». Il n'est pas infini, ne peut être infini. Il en résulte que des répétitions, des copies, des exemplaires ou épreuves de chaque type se produisent. Ainsi, l'univers infini se trouve peuplé d'une double collection de corps célestes originaux et de corps célestes sosies. Mathématiquement, on est forcé de déduire cette notion. Et comme l'infini est riche et qu'« il n'y a pas à se gêner avec lui », comme on peut « milliarder sans scrupules à son sujet, puisqu'il demandera toujours son reste », — suivant les spirituelles réflexions de Blanqui — celui-ci pose en principe :

La terre, sosie exacte de la nôtre, du jour de sa naissance au jour de sa mort, puis de sa résurrection, cette terre existe à milliards de copies pour chacune des secondes de sa durée. C'est sa destinée comme réception d'une combinaison originale, et toutes les répétitions des autres types la partagent.

Par terre, sosie exact, Blanqui précise qu'il s'agit bien « d'un duplicata de notre résidence terrestre avec tous ses hôtes, sans distinction, depuis le grain de sable jusqu'à l'empereur d'Allemagne ». Et bravement il énonce :

Je défie la nature de ne pas fabriquer à la journée, depuis que le monde est monde, des milliards de systèmes solaires, calques serviles du nôtre, matériel et personnel. Je lui permets d'épuiser le calcul des probabilités sans en manquer une. Dès qu'elle sera au bout de son rouleau, je la rabats sur l'infini et je la somme de s'exécuter, c'est-à-dire d'exécuter sans fin des duplicata.

Il ajoute ironiquement, reprenant pied sur la terre :

Je n'ai garde d'alléguer pour motif la beauté d'échantillons qu'il serait grand dommage de ne pas multiplier à satiété. Il me semble au contraire malsain et barbare d'empoisonner l'espace d'un tas de pays fétides.

Cette théorie des astres sosies s'éparpillant à profusion à travers des espaces incommensurables donne le vertige. Elle est d'une « hardiesse fantastique », Blanqui le reconnaît. La notion d'infini mène pourtant là et il faudrait plutôt s'étonner du contraire, car il semble difficile à Blanqui

...que la nature exécutant la même besogne avec les mêmes matériaux et sur le même patron, ne soit pas contrainte de couler souvent sa fonte dans le même moule.

Sans doute, aux yeux de beaucoup, cette hypothèse apparaîtra ridicule. Celui qui l'énonce n'en doute pas. Mais, au fond, c'est une

chose très sérieuse puisqu'il s'agit de mathématiques et de faits positifs. « Il ne s'agit nullement, dit-il, en jetant cette fois une pierre dans le jardin des fouriéristes, d'anti-tigres ni d'œils au bout de la queue ».

Dans le nombre effrayant de combinaisons sosies se placent naturellement, grâce à l'infini du temps, des bifurcations sans nombre :

Voici un exemplaire complet, choses et personnes. Pas un caillou, pas un arbre, pas un ruisseau, pas un incident qui n'ait trouvé sa place dans le duplicata. C'est une véritable terre-sosie... jusqu'aujourd'hui du moins. Car, demain les événements et les hommes poursuivront leur marche. Désormais, c'est pour nous l'inconnu. Chaque seconde amènera sa bifurcation, le chemin qu'on prendra sera celui qu'on aurait pu prendre. Quel qu'il soit, celui qui doit compléter l'existence propre de la planète jusqu'à son dernier jour a été parcouru déjà des milliards de fois. Il ne sera qu'une copie imprimée d'avance par des siècles.

Nous voici arrivés au cœur même du problème de la destinée humaine. Blanqui écrit :

Les événements ne créent pas seuls des variantes humaines. Quel homme ne se trouve parfois en présence de deux carrières ? Celle dont il se détourne lui ferait une vie bien différente tout en lui laissant la même individualité. L'une conduit à la misère, à la honte, à la servitude, l'autre menait à la gloire, à la liberté. Ici, une femme charmante, et le bonheur, là une furie et la désolation... On prend au hasard ou au choix, n'importe, on n'échappe pas à la fatalité. Mais la fatalité ne trouve pas pied dans l'infini, qui ne connaît point l'alternative et a place pour tout. Une terre existe où l'homme suit la route dédaignée dans l'autre par le sosie. Son existence se dédouble, un globe pour chacune, puis se bifurque une seconde, une troisième fois, des milliers de fois. Il possède ainsi des sosies complets et des variantes innombrables de sosies qui multiplient et représentent toujours sa personne, mais ne prennent que des lambeaux de sa destinée. Tout ce qu'on aurait pu être ici-bas, on l'est quelque part ailleurs. Outre son existence entière de la naissance à la mort, que l'on vit sur une foule de terres, on en vit sur d'autres dix mille éditions différentes.

Quelle suprême consolation pour l'Enfermé que cet hymne en l'espérance universelle ! La médaille a son revers, pourtant. N'est-ce pas une grande tristesse de penser qu'on a goûté et qu'on goûtera éternellement le bonheur en compagnie de personnes aimées, sous la figure d'un sosie, de milliards de sosies ? Car à tous ces « duplicata de l'infini » on préférerait comme l'écrit mélancoliquement le martyr du Taureau « trois ou quatre années de supplément dans l'édition courante ». Oui au fond — et Blanqui en fait l'aveu — elle est infiniment triste cette éternité de l'homme et plus triste encore « cette séquestration des mondes frères par l'inexorable barrière de l'espace ». Triste aussi est la pensée que les époques révolues ont vu sur tous nos globes sosies les plus brillantes civilisations disparaître sans laisser une trace comme disparaîtront d'autres civilisations sans laisser davantage de traces. Ainsi, selon Blanqui : « l'avenir reverra sur des milliards de terre les ignorances, les sottises, les cruautés de nos vieux âges. »

L'ouvrage se termine par ce passage infiniment sévère et grave :

A l'heure présente, la vie entière de notre planète, depuis la naissance jusqu'à la mort se détaille, jour par jour, sur des myriades d'astres frères, avec tous ses crimes et ses malheurs. Ce que nous appelons le progrès est claquemuré sur chaque terre et s'épanouit avec elle. Toujours et partout, dans le camp terrestre, le même drame, le même décor, sur la même scène étroite, une humanité bruyante infatuée de sa grandeur, se croyant l'univers et vivant dans sa prison comme dans une immensité, pour sombrer bientôt avec le globe qui a porté dans le plus profond dédain, le fardeau de son orgueil. Même monotonie, même immobilisme dans les astres étrangers. L'univers se répète sans fin et piaffe sur place. L'éternité joue imperturbablement dans l'infini les mêmes représentations.

Dire que ces lignes d'une si haute sérénité, d'un détachement philosophique si profond sont écrites précisément par le plus magnifique exemplaire d'humanité qu'aient fourni les martyrs de leur conviction ! Il y a là un de ces paradoxes qui nous dépassent. Mais le paradoxe n'est qu'apparent.

Dans la conception de l'univers telle que l'a comprise Blanqui et les grands penseurs rationalistes de sa nuance, il n'y a pas de morale absolue, de morale métaphysique. Cependant, par les « bifurcations », « toutes les humanités identiques à l'heure de l'éclosion suivent, chacune sur sa planète, la route tracée par les passions, et les individus contribuent à la modification de cette route par leur influence particulière ». Il y a donc place pour l'action des hommes pour cette « influence subversive » qui, certes, ne peut jamais troubler sérieusement la marche naturelle des phénomènes physiques mais qui est néanmoins capable de bouleverser l'humanité, détruisant ou modifiant les races animales, déchirant les nations, culbutant les empires, orientant différemment le cours des destinées individuelles. S'il n'y a ni bien, ni mal dans l'absolu, il y a donc le bien et le mal au point de vue humain, au point de vue social. Il y a l'idéal sublime poursuivi par tous ceux qui veulent sortir l'humanité de l'ornière, idéal pour lequel Blanqui a offert sa vie en holocauste.

En tournant la dernière page de ce livre d'un genre si étrange pour un leader révolutionnaire, d'une originalité si saisissante, d'un style toujours si frémissant, on reste ébloui, ému, sinon persuadé et on se dit que pour avoir élevé son âme si haut, en dehors et au-dessus de l'humanité, dans un monde supra-terrestre, au-delà de toutes les visions les plus fantastiques, de toutes les philosophies les plus audacieuses, pour avoir écrit un si grand poème, pour avoir été surtout digne de l'écrire dans les conditions misérables que l'on sait, Blanqui déjà grand par son martyr, s'est grandi par sa sérénité. Ce suprême refoulement fait époque dans sa vie.

FIN DU SEJOUR AU TAUREAU

Après le hiatus philosophique de l'*Eternité par les astres*, Blanqui est décidé à reprendre la lutte, à poursuivre son idéal de transformation sociale. Le Taureau pas plus que les autres geôles ou bastilles n'a raison de lui.

En attendant, il complète, retouche, rectifie, met la dernière main

à son œuvre afin d'en obtenir une édition assez rapide pour servir de témoin à décharge indirecte dans un procès qu'il devine ne point devoir tarder. Et, en effet, l'*Eternité par les astres,* sous forme d'in-8 de 78 pages paraîtra bientôt, en février 1872, chez Germer-Baillière, rue de l'Ecole-de-Médecine, l'éditeur de la « Bibliothèque de philosophie contemporaine ». La semaine d'avant, grâce aux épreuves mises aimablement à leur disposition par l'éditeur, la *Revue Scientifique* et *Le Radical* en avaient publié de longs fragments. Un chapeau du dernier journal faisait ressortir que Blanqui développait son hypothèse « avec beaucoup de netteté et parfois avec une véritable éloquence ».

Mais Blanqui toujours séquestré, il fallut bien chercher à revêtir sa captivité d'une apparence légale. C'est alors, et alors seulement, que le pouvoir se souvint du 31 octobre. Naturellement que « si le 31 octobre n'avait pas existé — comme la remarque en sera faite plus tard — on aurait découvert autre chose ». On décida donc de faire passer Blanqui devant le 4e Conseil de guerre siégeant à Versailles et, dès lors, son transfert fut décidé.

Ainsi, victime d'une séquestration arbitraire, Blanqui était en passe d'être victime de la plus inique des irrégularités judiciaires, d'un abus de pouvoir monstrueux. On allait le traduire devant un Conseil de guerre institué pour juger les faits de la Commune auxquels Blanqui était resté étranger. On allait le condamner pour un délit antérieur à la Commune. Mieux, on allait le punir pour un délit n'existant pas, car là où il n'y a pas de gouvernement, il ne peut y avoir attentat contre le gouvernement. Or, il est patent que le 31 octobre il n'y avait à Paris qu'un gouvernement insurrectionnel, sans base légale, qui tenait par l'assentiment tacite des citoyens lesquels lui ayant donné librement leur concours pouvaient librement le lui retirer. Mieux encore, on allait poursuivre Blanqui bien qu'il ait été jugé déjà pour le même fait et cela, d'ailleurs, en violation de la parole donnée le soir du 31 octobre par les membres du gouvernement de la Défense Nationale. Enfin, on pouvait s'étonner que de tous les insurgés du 31 octobre, Blanqui seul fût choisi pour être jugé à nouveau, d'autant plus qu'il n'avait fait que s'associer au mouvement.

Quoi qu'il en soit, le 10 novembre 1871, le prisonnier écrit à Mme Antoine :

Je quitte demain le fort du Taureau pour être conduit à Versailles où j'arriverai dimanche matin 12 novembre. Nous partons à six heures du matin.

Je te prie, si tu n'es pas malade, d'aller demander une permission de me voir sans perdre de temps. Il s'agit de trouver un avocat le plus promptement possible.

Le départ eut lieu non le 11 à six heures du matin comme Blanqui l'annonçait mais le 12 et à trois heures du matin. Une barque non pontée et sans abri remonta la rivière par une nuit noire et glacée, sous une pluie battante.

Trempé jusqu'aux os, pendant une traversée de quatre heures, le pauvre prisonnier doit monter en wagon et sécher sur lui jusqu'à Versailles ses vêtements transpercés. Il est contraint de se rendre à pied, d'un pas rapide, depuis la gare jusqu'à la prison cellulaire.

Plusieurs fois en chemin, il a failli succomber à la fatigue et tomber sur le pavé.

Le séjour au Taureau avait duré plus de cinq mois et demi.

Blanqui, enfin, rentrait dans le royaume des vivants, mais c'était encore, hélas ! par la porte d'une prison !

CHAPITRE VIII

LA PRISON DE VERSAILLES
EPILOGUE DEVANT LES 4e ET 6e CONSEILS DE GUERRE

LA PRISON SAINT-PIERRE DE VERSAILLES

Au moment où Blanqui arrive à Versailles, cette ville regorge de prisonniers. Les tribunaux d'exception instrumentant les procès des communards fonctionnent à plein. Le sixième Conseil de Guerre présidé par le colonel de chasseurs à cheval Aubert, siège depuis le 3 novembre pour juger le passage par les armes des généraux Lecomte et Clément Thomas.

Blanqui est dirigé rue Saint-Pierre, sur la Maison de justice de Versailles appelée parfois aussi prison Saint-Pierre. Il y a là notamment Rossel et Th. Ferré qui, dans une quinzaine, tomberont percés de balles au camp de Satory. En arrivant au greffe, Blanqui subit une fouille en règle. On lui enlève tout ce qu'il a sur lui, même des aiguilles et des épingles.

Il est placé au rez-de-chaussée de la geôle, dans un quartier où le directeur a tenu, semble-t-il, à réunir « toutes les grosses pièces » sur lesquelles sa surveillance doit se concentrer. Gustave Courbet vient de quitter ce quartier pour être transféré à Sainte-Pélagie afin de subir sa peine. On donne à Blanqui la cellule de Rochefort qui, condamné à la déportation dans une enceinte fortifiée, vient de partir au fort Boyard d'où il sera embarqué ultérieurement pour la Nouvelle-Calédonie. Par autorisation spéciale et inusitée, Victor Hugo avait eu le triste honneur de pénétrer dans cette cellule et d'y passer plus d'une heure et demie. A sa droite, Blanqui a pour voisin Lullier, condamné à mort par le 3e Conseil de Guerre. La cellule d'après est occupée par le jeune Gustave Maroteau qui donna un article à *La Patrie en danger* en novembre 1870. Il est condamné, lui aussi, à la peine capitale principalement pour avoir réclamé la mort de l'archevêque de Paris, si l'on ne rendait pas Blanqui. Cependant, comme Lullier, il bénéficiera d'une commutation de peine.

Blanqui ne nous a rien laissé sur son séjour dans cette géhenne. Néanmoins, nous ne sommes pas embarrassés pour suppléer à son mutisme grâce aux souvenirs de « pensionnaires » de l'établissement.

En les reliant aux notes de Lacambre et à une lettre de Mme Antoine, nous disposons de suffisamment de matériaux pour reconstituer l'ambiance.

Le directeur de la prison, petit homme sec, rigide, administratif, capable de tendre des pièges, n'en était pas moins susceptible de complaisance. L'abbé Foley, l'aumônier, entré dans la prêtrise par désespoir d'amour, homme âgé, d'une physionomie ouverte et sympathique, était disposé en général à rendre service. Mais prenons garde que le soupçonneux Blanqui n'ait pas su, comme Rochefort et Lullier, tirer parti des virtualités de ces deux personnages.

La cellule, plus étroite qu'au Taureau, ne permettait pas la distraction que donne toujours un minimum de locomotion. A travers le guichet de la porte, on pouvait voir passer cependant ceux des compagnons qui se rendaient dans le préau pour dégourdir leurs jambes. Ceci pouvait compenser cela. Une heure chaque jour, Blanqui avait la faculté de se promener dans ce préau, long de dix mètres et de forme triangulaire avec au centre un petit jardin peuplé de plantes grimpantes et de rosiers mangés par les pucerons.

Les détenus avaient le droit de faire venir des repas du dehors pour améliorer la pitance réglementaire et, malgré la surveillance exercée sans cesse par un gardien, trouvaient le moyen de correspondre entre eux. Ils communiquaient avec le dehors soit par la voie régulière pour tout ce qu'ils voulaient bien laisser perdre, soit par d'autres voies, dans le cas contraire. L'obligeance de l'aumônier ou d'un geôlier servait le plus souvent de truchement, et l'administration devait compter avec les fuites inévitables du côté des défenseurs, surtout quand ceux-ci comme G. Le Chevalier, l'avocat de Blanqui, ou Benjamin Gastineau, l'avocat de G. Da Costa, sans partager les opinions révolutionnaires de leur client, manifestaient une grande sympathie pour l'action et les hommes du parti blanquiste.

Il y avait aussi les lettres glissées subrepticement au parloir à ces belles jeunes filles qu'on voyait traverser les sombres corridors de la prison, en quête d'une effusion avec l'être aimé : Marie Ferré, aux grands yeux noirs et aux lourds cheveux bruns, Bella et Sarah Rossel, l'aînée en voilette, la cadette en charmante petite robe.

A ces jeunes messagères discrètes et dévouées se joignaient les femmes âgées mûries par l'expérience des geôles. comme Mme Barrellier et Mme Antoine qui se montrèrent d'une abnégation impossible à dépeindre. Elles purent voir leur frère, pendant la demi-heure réglementaire, entre un corridor et deux grilles en présence d'un gardien. Au cours du drame qui se jouait dans cette sorte de cage, les deux sœurs notaient affectueusement les désirs d'information et de culture du « Vieux », toujours prêtes à les satisfaire comme à réparer les ravages causés dans sa santé par les longues privations en lui apportant ce qu'elles avaient la permission de lui faire passer.

Il ne faut pas perdre de vue, en effet, que l'infortuné prisonnier, sorti du sépulcre de pierre du Taureau dans un état pitoyable, paraissait épuisé et mourant. Il avait des hallucinations d'anémie pendant ses nuits d'insomnie et, avec une joie féroce, les journaux stipendiés insinuaient qu'il était devenu fou.

Pourtant, malgré son délabrement physique, Blanqui ne laissait pas engourdir ses méninges. C'est à Versailles qu'il a rédigé, lui l'exalté, le « fou furieux », une relation à la fois très objective et

très modérée, de son périple de Loulié à la prison Saint-Pierre. Ranc la fit publier dans *la République Française*. C'est à Versailles qu'à nouveau, poussant une échappée vers l'inconnu, explorant solitairement les cimes, il déploie sa pensée vers les grands horizons. Le 8 janvier 1872, l'Académie des Sciences reçoit communication de sa note sur la lumière zodiacale que *la République Française* insère le 27 du même mois avec cette conclusion :

C'est la terre elle-même qui porte, enroulée autour de son atmosphère, la cause des lueurs zodiacales. Ainsi s'explique leur permanence, beaucoup moins facile à comprendre quand l'origine était supposée en dehors de notre planète.

Enfin, c'est à Versailles que Blanqui fait paraître *L'Eternité par les Astres*. Tout cela ne sent guère la folie, comme le note Lacambre, qui accourut de Valence (Espagne) pour voir son vieil ami et tenter de lui être utile. Mais Lacambre, quoique parent de Blanqui, avait une tare indélébile : c'était un partisan solide, indomptable. Pour avoir l'autorisation d'entrer dans le parloir de la prison, il dut prendre le nom de son beau-frère Laronde. Et comme sa belle-mère Mme Barrellier, il ne put causer qu'à travers les deux épais grillages aux mailles de deux centimètres d'ouverture entre lesquels se promenait un argousin.

A la sortie, en tant que docteur, Lacambre alla voir son collègue Thurigni, médecin des prisons, qui lui fit spontanément un tableau lamentable de l'état de Blanqui et proposa de le faire transférer dans une maison de santé ou dans un hospice, proposition dont Lacambre prit simplement acte, ayant avant tout à en référer à la famille et à l'intéressé.

C'est au cours de sa visite à la prison Saint-Pierre que Lacambre rencontra par hasard l'ancien abbé Pillot, compagnon de lutte de la monarchie de juillet. Ce pauvre Pillot avait bien veilli et lui parut bien épuisé à la suite des deux sièges de Paris. Il faut dire aussi qu'il avait fait partie des fameux pelotons de prisonniers confiés à la garde du marquis de Gallifet! C'est ce que son fils, pharmacien, raconta à Lacambre lors du retour de Versailles à Paris en compagnie de la belle-mère de Gaston Da Costa, qui venait de s'entretenir avec son gendre.

A mesure que s'approchait le jugement de Blanqui, la presse de servilité et de corruption rattachant à la personne de l'accusé un intérêt d'actualité, distillait sur son compte « tout ce que l'injustice et la haine peuvent enfanter de plus meurtrier » sur le caractère, les sentiments et la valeur d'un homme. Cela, d'autant plus cyniquement, avec d'autant plus d'impunité que le prisonnier se trouvait pour ainsi dire dans l'impossibilité et de connaître et de riposter aux attaques dirigées contre lui. Spectacle indigne, ou plutôt bien digne des valets de plume courageux qui se cachaient derrière le voile de l'anonymat pour déverser leurs noirceurs. Mme Antoine, pourtant cuirassée sur ce chapitre, dut intervenir par une lettre de protestation qui fut communiquée aux journaux républicains.

DEBUTS DU PROCES DEVANT LE 4e CONSEIL DE GUERRE

Le procès de Blanqui pour les faits du 31 octobre commença le 15 février 1872. Il devait primitivement se dérouler dans l'une des

salles des Grandes-Ecuries servant d'ordinaire de lieu d'audience aux Conseils de Guerre. Mais au dernier moment, il fut décidé que Blanqui comparaîtrait au Palais de Justice, salle de la Cour d'Assises.

Le public n'était admis, sauf une très faible partie, qu'avec des cartes signées et contresignées. Néanmoins, à l'ouverture de la salle, malgré cette restriction et le changement survenu en dernier lieu, l'auditoire était complet. Une grande affluence se pressait, composée surtout de journalistes bien en cours, de députés, d'officiers avec leurs femmes et de hauts fonctionnaires. A la tribune réservée, on remarquait Alexandre Dumas fils qui affectait « de presser son front entre ses mains comme pour y contenir le flot de ses pensées ». Au dehors, la foule était énorme et pendant tout le jour des groupes nombreux stationnèrent sur la place du Palais de Justice et le long de la rue Saint-Pierre qui la traverse. L'affaire excitait donc, comme le reconnut un illustré du temps, « un puissant intérêt ».

L'accusé est introduit. *La République Française* observe :

Blanqui est pâle. La prison et la solitude achèvent de ruiner cette nature si puissante contre la douleur. Il est toujours ferme cependant et impassible. En gagnant sa place au milieu de ses gardes, il ne se donne même pas la peine de regarder la foule accourue pour le voir.

De son côté, la *Gazette des Tribunaux* écrit :

C'est un vieillard petit et fort maigre; ses cheveux et sa barbe, d'une grande blancheur, sont assez longs et donnent à sa physionomie un aspect tout à fait original. Mais ce qui est le plus remarquable chez cet homme qui a passé les trois quarts de sa vie en prison, chez ce vétéran de l'insurrection qui a déjà été condamné quatre fois à mort, c'est son regard. Ses petits yeux enfoncés, presque cachés dans leur orbite, révèlent une activité fiévreuse et inquiète, et quand M. le Président lui adresse une question, que le témoin fait une déposition qui lui fait connaître un détail important, on le voit s'animer subitement et darder un regard fixe et menaçant sur celui qui parle. Il est vêtu d'une redingote noire sur laquelle il a jeté son manteau. Il est coiffé d'un chapeau à haute-forme et à larges bords. Sur l'invitation de M. le Président, il va tranquillement s'asseoir entre ses gardiens, sur le banc des accusés. Il plie soigneusement près de lui son manteau, puis il paraît attendre qu'on l'interroge.

Enfin, *le Radical* note :

Blanqui est habillé tout en noir, les mains soigneusement gantées. Sa longue barbe blanche et ses cheveux qu'on prendrait pour des fils d'argent complètent sa physionomie sympathique et intelligente.

Le colonel Robillard qui préside les débats procède d'abord à l'interrogatoire de l'accusé et le colloque suivant s'engage :

— *Accusé, levez-vous! Comment vous appelez-vous?*
— *Louis-Auguste Blanqui.*
— *Quel âge avez-vous?*
— *Soixante-sept ans.*
— *Quel est votre domicile?*
— *Je n'en ai pas, à moins que ce ne soit la prison.*
— *Votre profession?*
— *Homme de lettres.*

L'énergie perce déjà dans ces brèves réponses de Blanqui, cependant que dans l'assistance un homme sursaute à la qualité d'homme de lettres que se donne l'accusé. Cet homme, c'est J.-J. Weiss, l'ancien

rédacteur des *Débats*, le futur rédacteur en chef du *Gaulois*, qui assiste au procès en qualité de fondateur de *Paris-Journal* et qui connaît bien Blanqui. Aussi, le lendemain du procès, protestera-t-il contre l'appellation en maîtrisant à peine son indignation, dans un article qui constitue un éclatant hommage aux grandes qualités de Blanqui, un hommage sacrant Blanqui homme politique de très grande classe :

Homme de lettres, l'auteur de ces deux conspirations si habilement conçues et exécutées : le 12 mai 1839 et le 14 août 1870! Homme de lettres, l'admirable conseiller de la défense pendant le siège de Paris! Quel trait de lumières sur les mœurs et l'esprit d'une époque! Tout le vieux fond de magasin des ministères anciens et des anciens députés, toute la collection reluisante de jeunesse des députés et des ministres nouveaux, toute cette ribambelle officielle qui depuis cinquante années et plus, a mené la France, de catastrophe en catastrophe, de chute en chute, jusqu'à la perte de l'Alsace et de Metz et qui nous mène encore on ne sait où, tout cela ce sont incontestablement des hommes d'Etat, des hommes politiques! Ils ont eu un titre, ils ont exercé de grandes charges; ils sont consacrés mandarins. Et Blanqui dont la politique a consumé la vie, Blanqui, parvenu au terme de sa carrière et interrogé sur sa profession, Blanqui, n'ayant jamais été que Blanqui, ne trouve à s'appliquer lui-même, de sa propre bouche, que cette appellation quasi-ridicule, l'une des plus sottes certainement et des plus désagréables de la langue usuelle de notre temps : Homme de lettres!

Et pourtant, ceux qui sont les véritables maîtres de la politique, qui en ont étudié les lois constantes et déterminé les aphorismes, qui l'ont pour ainsi dire élevée à l'état de science exacte, Thucydide, Guichardin, Machiavel, Richelieu, Henri de Rohan, et le plus profond comme le plus aisé de tous, le cardinal de Retz, ne refuseraient pas de reconnaître en ce singulier « homme de lettres » sinon leur égal, du moins un des leurs, né avec des aptitudes que la fortune, qui ne fait pas le mérite, mais qui le met en œuvre, ne lui a pas permis de développer.

Après les questions relatives à l'identité, le président continue :

Dans le premier interrogatoire que vous avez subi, vous n'avez pas voulu vous expliquer sur votre participation aux faits qui vous sont reprochés. Vous vous êtes retranché dans un silence obstiné. Etes-vous décidé à fournir aujourd'hui à la justice, les renseignements qu'elle est en droit d'attendre de vous? Voulez-vous, notamment, lui apprendre quel rôle vous avez joué dans l'affaire de La Villette et dans celle du 31 octobre?

Tout de suite, Blanqui s'étonne de cette question sur l'affaire de La Villette, étrangère à l'inculpation dont il est l'objet :

Il m'a semblé, si j'ai bien compris le rapport dont il vient d'être donné lecture, que je n'étais pas poursuivi pour l'affaire de La Villette.

Le président reconnaît le bien-fondé de cette remarque et dit que le Conseil ne serait pas fâché cependant de recevoir de Blanqui quelques explications à cet égard. Alors l'accusé déclare simplement, posément :

J'ai publié dans le journal La Patrie en danger *un récit complet de l'affaire de La Villette et je l'ai signé de mon nom. Que le tribunal*

se fasse donner lecture de cet article et il sera complètement renseigné. Rien n'est plus facile.

Sur l'insistance du président, Blanqui déclare :

L'affaire de La Villette fut un 4 septembre manqué. Les auteurs du mouvement qui se produisit ce jour-là n'ont pas eu d'autre motif que celui qui poussa les auteurs du 4 septembre. Le pays était envahi. Le gouvernement paraissait impuissant et incapable, comme de fait il l'était, et les véritables patriotes voulaient s'emparer des affaires publiques afin de les sauver.

DEBATS SUR LE 31 OCTOBRE ET FIN DU PROCES

A la suite de cette brève déclaration, le président réclame des explications sur le 31 octobre. Blanqui répond avec aisance et finesse :

C'est un peu une histoire de l'autre monde. Parlons-en si vous voulez, mieux vaut tard que jamais.

Il raconte alors à grands traits sa participation à la journée, insistant comme il se devait sur la convention intervenue, laquelle excluait toute poursuite relative aux événements. Il dit notamment :

La parole d'honneur de ces messieurs nous fut donnée relativement à ce traité qui ne reçut pas d'autre signature, non pas une fois, mais dix fois.

Et plus loin :

Il était absolument convenu dans la convention avec M. Dorian que l'ancien gouvernement conserverait ses pouvoirs, que le nouveau se retirerait et que l'éponge serait passée sur les faits. Elections immédiates et séparation à l'amiable, amnistie complète d'une part comme de l'autre, tels étaient les deux termes du traité conclu de bonne foi, de notre côté du moins.

Le président pose ces questions insidieuses :

Qui vous avait élu ? Vous dites que c'est la foule. Quelle foule ? A quels signes avez-vous reconnu que vous aviez été élu? Où était le scrutin ? Etaient-ce le bataillon de Flourens et celui de Tribaldi qui, pour vous, représentaient la volonté de Paris?

Blanqui, avec à-propos réplique, nullement embarrassé :

Cette foule était une puissance. C'était la foule armée, véritable et unique personnification du pays d'alors, c'étaient les gardes nationaux ayant l'assentiment de la presque totalité de Paris. L'émotion populaire, ne l'oubliez pas, était justifiée. On avait appris le jour même que Metz avait été livrée, que Le Bourget n'avait pas été défendu et qu'il était question d'armistice... Il y avait là beaucoup de bataillons : la grande majorité des bataillons de Paris. Toute la place et les rues voisines étaient encombrées. Il y avait là, je puis le dire, un mouvement commun. Point d'animosité de part ni d'autre. C'est comme le mouvement du 4 septembre. Il est incontestable que le mouvement du 31 octobre a été fait par une foule beaucoup plus considérable que celui du 4 septembre. Ne parlez donc pas ici de mouvement régulier.

Après quelques mots de Blanqui écartant d'une façon décisive sa participation au 22 janvier, le président, de guerre lasse, s'en prend à ses amis. L'accusé répond :

Des amis? J'en ai eu bien peu dans ma vie. J'en ai quatre ou

cinq et je vous assure qu'ils ne sont pas plus fous que moi, et que pas plus que moi, ils n'auraient voulu assumer la responsabilité des fautes du gouvernement de la Défense nationale.

Le président ayant fait grief à Blanqui d'avoir donné l'ordre à Rigault d'occuper la Préfecture de Police le 31 octobre, Blanqui explique ainsi le fait :

Je connaissais Raoul Rigault uniquement par le courage qu'il avait montré dans son opposition à l'Empire. On me l'avait recommandé, et sur cette désignation, je le chargeais d'une mission, comme cela est arrivé à beaucoup d'autres avant moi dans la constitution d'un gouvernement.

Et voici la fin de l'interrogatoire :

— *Est-ce tout ce que vous avez à dire?*

— *Oui, pour le moment; mais au fur et à mesure des dépositions, je me réserve de faire telles questions et de donner telles explications que je jugerai convenables.*

Le commissaire de la République : *Je fais les mêmes réserves. La situation est trop compliquée pour qu'il soit possible de l'embrasser d'un seul coup d'œil.*

Blanqui : *Oui, en effet, c'est une pièce à tiroirs, une pièce triste par exemple. J'ai été escamoté dans une salle de l'Hôtel de Ville, moi qui vous parle.*

Le commissaire : *Il n'est pas étonnant qu'on vous ait escamoté puisque vous-même vous vouliez escamoter le pouvoir.*

Blanqui : *Je n'ai rien voulu escamoter du tout. La chose est bien prouvée.*

Le défilé des témoins commence ensuite.

Il débute avec Jules Ferry, dont la déposition, évidemment intéressée, est défavorable à Blanqui. Au cours de la déposition suivante, celle d'Arnaud (de l'Ariège), le témoin ayant affirmé qu'à une heure du matin, il avait vu Blanqui, inquiet sur son propre sort, conférer avec les officiers des bataillons de l'ordre pour savoir si on le laisserait passer, Blanqui se dresse aussitôt :

Je proteste. Il y a certainement confusion dans l'esprit du témoin. Je n'ai conféré avec aucun officier de la garde nationale et je ne me suis jamais inquiété de la sécurité de ma propre personne.

Après Jules Simon dépose Emmanuel Arago que Blanqui, dans une intervention puissante au sujet de la convention embarrasse visiblement et dont il tire la leçon en ces termes :

Les engagements ont été pris. Je l'affirme et cela me suffit. Ce que l'on dit quand on est sous l'empire de l'émotion, et ce que l'on fait ensuite ne se ressemble pas. J'ai reçu les engagements, voilà tout. D'ailleurs, le gouvernement a reconnu lui-même les engagements qu'il avait pris en n'ordonnant pas immédiatement les poursuites, et des journaux modérés que l'on n'accusera jamais d'être républicains, entre autres le Temps, *lui ont sévèrement reproché de les avoir violés.*

Tout ceci est l'expression de la vérité. Rappelons pour mémoire la déclaration de Leblond, procureur général d'alors, depuis sénateur, lors de l'enquête sur le 4 septembre. Elle est formelle.

Je demande la permission de vous dire comment les poursuites ont été exercées.

Le gouvernement a délibéré pendant plusieurs jours; il nous a fait l'honneur de nous appeler pour nous demander notre avis. Nous

avons, M. le Procureur de la République et moi, été opposés aux poursuites : pendant trois jours le gouvernement a partagé ces sentiments...

Il était intervenu une transaction entre quelques membres du gouvernement et l'insurrection. Cette transaction avait même reçu son exécution. On avait promis de n'exercer aucunes poursuites. Pouvait-on sans de graves inconvénients revenir sur cet engagement ? Pour ma part, j'ai engagé le gouvernement à jeter un voile sur les événements du 31 octobre.

Après Emmanuel Arago, le général Tamisier, Dorian et l'ancien préfet de police Edmond Adam viennent confirmer devant le Conseil de guerre l'existence de la convention. La déposition de Dorian produit une grosse impression car il affirme nettement qu'en compagnie de Jules Ferry, il s'est entendu avec Delescluze et il spécifie les termes du traité entre autre la clause interdisant toute poursuite.

Le lendemain, à midi, le procès continue. Toutes les places réservées au public non muni de cartes sont occupées. Le public privilégié arrive plus tard. C'est toujours la même composition. Blanqui n'a rien perdu de son calme et *la République Française* fait remarquer :

On voit qu'il est d'avance prêt à tout et que rien ne saurait plus l'étonner.

Dès l'abord, au sujet des déclarations répétées du commissaire du gouvernement, il fait la mise au point suivante :

Au cours de ces débats, j'ai entendu plusieurs fois M. le Commissaire du gouvernement se servir en parlant des membres du gouvernement de la Défense nationale du mot otages. C'est donner à ce mot une fausse interprétation : un otage est un individu qu'un parti s'arroge le droit de détenir indûment afin de faire de son corps un rempart, bien que cet individu soit étranger à la querelle qui a armé ce parti et qu'il n'y ait joué aucun rôle.

Un tel procédé qui touche à la barbarie a toujours été et sera toujours réprouvé par moi. Il n'en était pas de même le 31 octobre des membres de la Défense nationale. Je n'ai pas ordonné leur arrestation, par conséquent je puis d'autant plus librement m'expliquer sur ce fait : pour tout homme de bonne foi ils ne sauraient être assimilés à des otages. Ils étaient les chefs d'hommes armés et par conséquent devaient être considérés comme des belligérants. Le peuple de Paris les gardait à titre de prisonniers et non d'otages.

Apres ce court exposé, l'audition des témoins continue. Successivement Montaut, le général Le Flô, Garnier-Pagès, Charles Ferry et Cambon défilent à la barre. Le commissaire du gouvernement prononce ensuite son réquisitoire mettant en cause non pas uniquement la participation de Blanqui au 31 octobre mais toute sa vie, son action politique, et aussi la Révolution française, les mouvements révolutionnaires du siècle, la Commune et même la République. C'est une profession de foi réactionnaire et monarchique, émaillée d'évidentes sollicitations en ce qui concerne les réponses de Blanqui. C'est aussi un procès d'intention.

Quelques passages significatifs en donneront une idée :

...La vue de ce vieillard, à la figure émaciée mais énergique, me fait passer devant les yeux la longue série de nos malheurs et de nos revers qui ne sont eux-mêmes que la conséquence de la série des révolutions qui désolent la France depuis quatre-vingts ans...

Après l'avoir entendu hier, vous ne pouvez pas douter que Blanqui

aurait joué un rôle des plus actifs sous la Commune. Son arrestation l'a peut-être empêché de souiller encore sa longue carrière insurrectionnelle par des crimes plus graves que tous ceux qu'il a commis. Il a stigmatisé hier avec une indignation réelle le massacre des otages; mais peut-il répondre de lui-même et n'eût-il pas été entraîné fatalement dans les excès féroces de ses complices. On peut sans crainte l'affirmer...

Je veux que vous supprimiez cet homme de la société française. C'est la condamnation à la déportation dans une enceinte fortifiée que vous allez prononcer contre lui. Je suis sûr que vous n'hésiterez pas. Il faut que cette condamnation soit, non seulement un châtiment, mais un avertissement.

Je vous supplie de ne pas vous occuper de la situation réciproque des partis au 31 octobre. Les partis ont mis la France dans l'état où vous la voyez et, de chute en chute, depuis la fin du siècle dernier, ils lui ont fait perdre la place glorieuse que lui avaient conquise dans le monde les traditions séculaires de la monarchie.

L'avocat G. Le Chevalier prononce ensuite sa plaidoirie, faisant le portrait, retraçant la vie de Blanqui, en s'élevant bien au-dessus de l'orage du 31 octobre et de la lutte des partis, disant entre autre :

Né d'une famille honorée, doué d'une intelligence rare, instruit, il pouvait se faire une place dans le monde et y vivre heureux, il a préféré se faire l'esclave de sa conviction politique... Jamais il n'a su ce que c'est que l'ambition personnelle... Sa vie privée a été toute d'honnêteté et de pureté; sa vie publique, toute d'honnêteté et de courage; on peut condamner ses idées, il en a que je ne partage pas moi-même, on ne peut pas ne le point estimer.

Là-dessus, Blanqui se lève et tire la conclusion des débats en quelques mots qui s'étayent sur le réquisitoire même du commissaire de la République, parlant au nom d'un gouvernement qu'il récuse :

Je n'ai rien à ajouter aux paroles de mon avocat; je tiens seulement à établir que je ne suis pas ici pour le 31 octobre. C'est le moindre de mes forfaits. Je représente ici la République, traînée à la barre de votre tribunal par la Monarchie.

M. le Commissaire du gouvernement a condamné la Révolution de 1789, celle de 1830, celle de 1848 et celle du 4 septembre; c'est au nom des idées monarchiques, du droit ancien en opposition au droit nouveau, comme il dit, que je suis jugé et que, sous la République, je vais être condamné.

LA CONDAMNATION. COURANT DE PRESSE FAVORABLE

Après ces paroles à la fois si brèves, si fortes et si saisissantes, le Conseil, sur une première question, déclara Blanqui coupable par six voix contre une. Sur une deuxième question, repoussant toutes circonstances atténuantes, l'unanimité se fit. Elle se retrouva pour condamner Blanqui à la déportation dans une enceinte fortifiée et à la dégradation civique.

Après la proclamation du jugement, la foule se retire « très péniblement impressionnée » dit la *République Française*.

Rendant compte des débats quelques jours plus tard, le rédacteur du *Monde Illustré* déclare :

Les explications de l'accusé sont venues donner la perfection der-

nière à cette page d'histoire [le 31 octobre], *à laquelle il ne manque que d'avoir été sténographiée.*

L'homme a vieilli, mais il n'a pas changé; c'est toujours sous ses cheveux blancs, ce terrible enthousiaste à froid qui écoute, réfléchit, discute avec sobriété, que rien ni n'irrite ni ne dérange et qui n'a d'autre colère que l'ironie.

Beaucoup de personnes qui ont connu Blanqui m'ont dit de lui — et cela depuis trente ans — que ce petit homme triste, maigre, chétif, valétudinaire, était ce qu'on appelle : un charmeur.

Ces lignes élogieuses sont dans le sens d'un large courant de presse favorable à Blanqui, courant qui se forme à l'issue de sa condamnation sévère. Ce fait, au fond, est peut-être plus remarquable que le procès lui-même car il convient de tenir compte de l'atroce ambiance de répression, du fonctionnement à répétition de ces conseils de guerre dénommés si fortement par Lissagaray les « mitrailleuses judiciaires », de l'orchestration savante des « crimes » de la Commune, de la préparation enfin, pour brocher sur le tout d'un projet de loi contre l'Association Internationale des Travailleurs, chargée de tous les péchés d'Israël.

J.-J. Weiss, venu exprès à Versailles pour suivre le procès Blanqui, ne voulut même pas en parler dans son journal.

A quoi bon s'arrêter sur ce procès surprenant que l'on intente au 31 *octobre au nom du* 4 *septembre? Si Reischoffen et Sedan justifient le* 4 *septembre, comment prouverait-on que les six premières semaines du siège de Paris, avec Le Bourget pour dénoûment — Le Bourget tel que vient de le raconter le général de Bellemare — n'excusent pas le* 31 *octobre?*

Et c'est au lieu et place du compte rendu de procès jugé inutile que le journaliste conservateur mais sincère et de bonne foi rédigea en faveur de Blanqui cet article étincelant dont nous avons donné des extraits à plusieurs reprises.

Le lendemain même où J.-J. Weiss, en magnifiant Blanqui, détruisait suivant ses expressions « la renommée atroce », la « légende d'ignominie » s'attachant à la personne de Blanqui, un ancien compagnon de Belle-Ile, Louis Combes, commençait dans *Le Radical* une série d'articles retraçant la vie exemplaire du vétéran. C'était une manière de protester contre la « cruelle condamnation » dans l'espérance que le jugement serait cassé et qu'on verrait le « grand vieillard terminer sa carrière orageuse dans le repos et la liberté ». Ce sont ces articles qui réunis et réimprimés chez Pierre Larousse formèrent une brochure grand in-8 que le dépositaire Madre, rue du Croissant, mit en vente au prix modique de trente centimes. Cette publication sérieuse, objective, tout en faisant appel à l'émotion et au sentiment fut une bonne action. Elle contribua certainement à susciter ces frissonnements d'opinion qui sont toujours le prélude d'impérieuses exigences. Aussi, quand le mois suivant, tout un peuple suivra le cercueil de Mazzini, rachetant par des funérailles impressionnantes les amertumes dont le célèbre conspirateur avait été abreuvé de son vivant, *Le Radical* ne croira pas déroger à la mémoire du grand mort italien en le comparant au grand vivant français, toujours séquestré et victime, lui aussi, de ses convictions inébranlables et du même désir de brusquer les solutions par des coups de main hardis.

L'auteur de l'article, qui répond au pseudonyme de Ménippe, ne

connaît qu'imparfaitement Blanqui et sacrifie aux préjugés qui entourent en général la personne des vaincus : on le sent bien. Il n'en est pas moins vrai qu'il écrit :

La France possède aussi son grand patriote méconnu et persécuté, son Mazzini qui, moins habile et moins heureux que l'autre, n'a pas su se soustraire aux juges et aux geôliers. Comme Mazzini, Auguste Blanqui a conspiré sans cesse pour hâter le triomphe de ses idées, pour préparer et faire resplendir avant l'heure, la rénovation de sa patrie. Comme lui encore, il a soulevé autour de son nom les terreurs insensées, les persécutions sans fin et ces hideux soupçons qui s'attachent à un homme et qui le déshonorent aux yeux de ses contemporains, sans que parfois l'éclat de la vérité les dissipe avant l'heure de la mort.

Le rédacteur, après avoir évoqué la gloire, rançon de l'injustice, dont Mazzini est devenu l'objet, termine son article en posant cette question :

Quelle est la compensation que le sort réserve à Blanqui, condamné à mort par la royauté de juillet, emprisonné par l'Empire et par la République de 48 et que les conseils de guerre réservent aux rigueurs de la déportation.

L'histoire, aujourd'hui, a répondu à cette question. Mais dans l'immédiat, — comme nous allons le voir — Blanqui, éternel accusé, n'avait pas fini encore d'être traîné devant la Justice.

LE 6e CONSEIL DE GUERRE. TRANSFERT A CLAIRVAUX

Par arrêt du Conseil de révision en date du 11 avril 1872, le jugement du 4e Conseil de Guerre se trouva cassé pour vice de forme. « L'Enfermé » dut comparaître le 29 avril devant le 6e Conseil de Guerre siégeant toujours à Versailles.

Un journal républicain de la capitale raconte ainsi l'entrée de Blanqui à l'ouverture de l'audience :

L'accusé est introduit. Il est plus pâle encore que d'ordinaire et l'on voit que la longue et cruelle détention à laquelle il est soumis exerce sur sa constitution déjà si impressionnable des ravages terribles. Malgré cela, il n'a rien perdu de son énergie, et c'est avec le même visage froid, impassible, hautain qu'il va s'asseoir au banc des accusés entre les deux agents qui l'escortent.

Après leur audition lors du premier procès, la déposition d'E. Arago, de Jules Simon, d'Arnaud, de Ménard-Dorian et d'Edmond Adam ne présentait plus d'intérêt.

Cependant, à la suite de la déposition d'Onfroy de Brévi, ex-caporal au 17e bataillon de la garde nationale, qui déclara avoir arrêté Blanqui le 31 octobre, celui-ci s'anima :

Je ne répondrai qu'une chose à ce que dit monsieur. Son témoignage est absolument faux. J'ai été maltraité par monsieur et ses amis, bousculé, frappé; on m'a tordu ma cravate autour du cou avec l'intention de m'étrangler et quand je suis sorti de leurs mains, arraché à leurs brutalités par des soldats de leur bataillon, je fus déposé presque évanoui sur un banc.

Interrogé s'il avait quelque chose à dire à la suite de la plaidoirie présentée par son avocat, l'accusé déclara qu'il n'avait rien à ajouter, se bornant à tirer la leçon des débats :

Un traité de bonne foi a été passé entre les membres du gouvernement de la Défense nationale et moi, si ce traité doit être considéré comme lettre morte, il n'y a plus d'honneur.

Le verdict du 4e Conseil de Guerre, confirmé par le 6e, Blanqui n'a plus qu'une ressource : la cassation. Il adresse un pourvoi à la Cour suprême en dénonçant l'incompétence du 6e Conseil de Guerre, comme ayant été créé par une loi postérieure aux faits jugés. Mais le pourvoi est rejeté le 6 juillet 1872.

La question de savoir si Blanqui serait envoyé en Nouvelle-Calédonie est alors agitée, malgré les soixante-sept ans et l'état de santé du vieillard.

Une consultation de médecins se prononce contre le voyage. Alors, le ministre de l'Intérieur décide le 16 septembre que Blanqui sera dirigé sur la Maison Centrale de Clairvaux (Aube). Il en informe le préfet de l'Aube en ces termes :

J'ai décidé que le nommé Blanqui, condamné pour l'attentat du 31 octobre 1870 à la déportation dans une enceinte fortifiée, serait déposé provisoirement dans une cellule du quartier d'isolement de la maison centrale de Clairvaux. Il y sera soumis au même régime que le condamné Lullier, au sujet duquel des instructions vous ont été adressées par dépêches des 19 janvier et 7 février dernier.

Blanqui sera transféré à Clairvaux en wagon cellulaire. Le directeur de la maison centrale, qui recevra, en temps utile, l'indication de l'heure exacte de son arrivée aura soin d'envoyer à la gare une voiture fermée, avec deux gardiens, pour assister les agents du service des transports cellulaires.

Ce condamné devra être, tant pendant le trajet que pendant sa détention, l'objet d'une surveillance assidue.

Vu l'urgence, j'adresse à M. Dussère, directeur de la maison centrale de Clairvaux, copie de la présente dépêche.

Blanqui devait rester près de six ans huit mois dans la prison de Clairvaux. Il fallut l'élection triomphale de Bordeaux (20 avril 1879) pour obliger le gouvernement républicain à le libérer le 10 juin 1879. Nous raconterons dans un autre livre : la dure captivité que subit Blanqui à Clairvaux, l'admirable campagne qui l'en fit sortir et l'âpre combat mené par le « Démuré » jusqu'à sa mort survenue le 1er janvier 1881.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

MANUSCRITS ET PIECES INEDITES

Archives Nationales, BB 30/486.
Archives Départementales de l'Aube.
Archives Départementales du Finistère.
Archives Départementales de Seine-et-Oise.
Bibliothèque Nationale Manuscrits Blanqui, 9580 n° 6, 9581 n° 126.
Lettres de Blanqui à Lacambre et à Mme Antoine, Lettres de Meyer à Lacambre, Papiers de Lacambre, Lettres de B. Flotte, Lettre d'Eugène Pécugis, parent de Flotte (Collection de l'auteur).

TEMOIGNAGES

O. Martinet, Mme Souty, petite-nièce de Blanqui, Mme Adrien Farjat née Eudes, fille d'Émile Eudes. Visite du château du Taureau (1923).

RECUEILS DE DOCUMENTS

L'Autographe de Villemessant. Evénements de 1870-1871.
A. DE BALATHIER-BRAGELONNE. Paris insurgé.
Enquête sur le 4 septembre.
Enquête sur le 18 mars.
Enquête sur la Commune de *La Revue blanche*.
Histoire révolutionnaire contemporaine.
Les procès de la Commune.
Les séances officielles de l'Internationale à Paris pendant le siège et la Commune.

ALMANACHS ET REVUES

Almanach de la Question Sociale pour 1897.
Almanach Raspail, 1874.
La Religion laïque, juin 1879.
La Révolution de 1848, mars-mai 1931.
Le Thyrse, 1899.
La Vie Ouvrière, numéro spécial sur E. Varlin, (5 mai 1913)

HEBDOMADAIRES

Annales politiques et littéraires, 2e semestre 1900.
Candide, n°s 6, 7, 8.
L'Ecole Emancipée, 21 octobre 1923 et 27 mai 1934.
L'Egalité Sociale, 8 janvier 1888.
La Gazette des Tribunaux, 16 février 1872.
Les Hommes du Jour, numéro sur Edouard Vaillant, (sans date).
Le Libertaire, 13 au 20 novembre 1897, 1er au 8 janvier 1898.
Monde, 30 mai 1931.
Le Monde illustré, 24 février 1872.
Ni Dieu ni Maître, nouvelle série, 1er septembre 1899.
Le Parti Socialiste, 24 septembre au 1er octobre 1893.
Le Réveil du Peuple, 9 septembre 1893, 12 mai 1894.
L'Univers illustré, 17 décembre 1870.

JOURNAUX QUOTIDIENS ET PROVINCIAUX

L'Aurore, 26 mars 1907.
La Bataille, 5 septembre 1882.
Le Cri du Peuple, 5 septembre 1884, 8 mai 1887, 8 août 1888.
Le Drapeau [de J. Vallès], numéro unique : 19 mars 1871.
L'Electeur Libre, 21 octobre 1870.
L'Homme Libre, 14 août 1888.
L'Humanité, 1er novembre 1913, 28 novembre 1920, 18 mars 1924, 18 mars 1931.
L'Impartial du Finistère, 31 mai 1871, 30 juin 1871.
L'Intransigeant, 7 août 1888, 10 juin 1895, 22 mars 1898.
Le *Journal Officiel de la Commune.*
Le *Journal de l'Oise,* 31 mai 1871.
Lyon Libre, 20 octobre 1879.
Le *Moniteur universel,* 15 août 1870.
L'*Océan,* 26 mai 1871.
La Patrie en danger, collection complète.
Paris-Journal, 18 février 1872.
Le Père Duchêne, 8 germinal an 79.
La Petite République, 16 janvier 1904.
Le Populaire, 4 septembre 1938.
Le Radical, 18 février 1872.
La République Française, 15 janvier 1872, 16 février 1872, 30 avril 1872.
Le Réveil, 21 septembre 1870.
La Révolution Française, 17 avril 1879.
Le Temps, 15 octobre 1870.

OUVRAGES

ARTHUR ARNOULD. *Histoire de la Commune de Paris.*
OCTAVE AUBRY. *Le Second-Empire.*
MICHEL BAKOUNINE. *Œuvres.*
» *Correspondance,* recueillie par DRAGOMANOV.

Auguste Blanqui.	*La Patrie en Danger*, préface de C. Bouis,
»	*Un dernier mot.*
»	*L'Eternité par les astres.*
»	*Critique Sociale.*
Général Bordone.	*Garibaldi.*
Georges Bourgin.	*Histoire de la Commune* (petite édition Bibliothèque socialiste E. Cornély, 1907, grande édition illustrée Editions Nationales, 1938).
»	*Les premières journées de la Commune.*
J.-B.-T. Bury.	*Gambetta défenseur du territoire.*
A. Callet.	*Les origines de la IIIe République.*
Vital Carlier.	*Le général Trochu.*
Caubet.	*Souvenirs.*
Raymond Chincholle.	*Le Château du Taureau.*
Jules Claretie.	*Histoire de la Révolution de* 1870-1871.
J.-B. Clément.	*La revanche des Communeux.*
Général Cluseret.	*Mémoires.*
Louis Combes.	*Blanqui.*
Charles Da Costa.	*Les Blanquistes.*
Gaston Da Costa.	*La Commune vécue.*
Taxile Delord.	*Histoire du Second-Empire.*
Paul Delion.	*Les membres de la Commune.*
Edouard Dolléans.	*Histoire du mouvement ouvrier* (2 vol., Colin, 1936-1939).
Maurice Dommanget.	*Blanqui à Belle-Ile.* (Libr. du Travail).
»	*Hommes et Choses de la Commune.* (Ed. de l'Ecole Emancipée, Marseille).
»	*Blanqui* (Edition de l'*Humanité*, 1924).
»	*Eugène Varlin* (Ed. de la Jeunesse).
Louis Dubreuilh.	*La Commune* [Histoire Socialiste].
Maxime Du Camp.	*Les convulsions de Paris.*
Léonce Dupont.	*Souvenirs de Versailles pendant la Commune.*
Fabre de Navacelle.	*Précis de la guerre franco-allemande.*
H. Fiaux.	*Histoire de l'Internationale par un bourgeois républicain.*
Benjamin Flotte.	*Blanqui et les otages en* 1871.
Ch. de Freycinet.	*La guerre en province.*
Jules de Gastyne.	*Mémoires secrets du Comité Central et de la Commune.*
Jean Gaumont.	*Un révolutionnaire romantique : Armand Lévy.*
Gustave Geffroy.	*L'Enfermé.*
P. de La Gorce.	*Histoire du Second-Empire.*
Jean Jaurès.	*La guerre franco-allemande* [Histoire Socialiste].
»	*L'Armée nouvelle.*
Jean Larocque.	*Souvenirs révolutionnaires.*
Georges Laronze.	*Histoire de la Commune de* 1871.
Gustave Lefrançais.	*Etude sur le mouvement communaliste.*
»	*Souvenirs d'un révolutionnaire.*

N. LÉNINE.	*La Commune de Paris* [Petite Bibliothèque Lénine].
EDMOND LEPELLETIER.	*Histoire de la Commune de 1871.*
LISSAGARAY.	*Histoire de la Commune de 1871.*
CHARLES LULLIER.	*Mes cachots.*
SŒUR M. O.	*Message de l'abbé Lagarde, vicaire général à Versailles, auprès de M. Thiers pendant la Commune.*
H. MAGEN.	*Histoire du Second-Empire.*
BENOIT MALON.	*La troisième défaite du prolétariat.*
PAUL ET VICTOR MARGUERITTE.	*La guerre de 1870-71.*
WLADIMIR MARTEL.	*Mes entretiens avec Granger, lieutenant de Blanqui.*
KARL MARX.	*La guerre civile en France*, trad. CH. LONGUET.
»	*Lettres à Kugelmann.*
LOUISE MICHEL.	*La Commune.*
G. DE MOLINARI.	*Les clubs rouges pendant le siège de Paris.*
PH. MORÈRE.	*Victor Pilhes.*
ANATOLE DE MONZIE.	*Blanqui prisonnier politique à Cahors.*
NICOLAÏEWSKI et O. MÆNCHEN.	*Karl Marx.*
ALBERT OLLIVIER.	*La Commune.*
OLIVIER PAIN.	*Henri Rochefort.*
CAMILLE PELLETAN.	*Victor Hugo homme politique.*
HENRI PEYRE.	*Lettres inédites de Louis Ménard.*
GASTON PINET.	*Ecrivains et penseurs polytechniciens.*
HENRI POINCARÉ.	*Science et méthode.*
CHARLES PROLÈS.	*Raoul Rigault.*
ARTHUR RANC.	*Souvenirs - Correspondance.*
R. RECOULY.	*Le 4 Septembre.*
ALBERT REGNARD.	*Les principes de la Révolution et du Socialisme d'après les données de la politique scientifique.*
HENRI ROCHEFORT.	*Les aventures de ma vie.*
LOUIS ROSSEL.	*Mémoires et correspondance.*
MARQUIS DE ROUX.	*Origines et fondation de la III^e^ République.*
GEORGE SAND.	*Histoire de mes idées.*
FRANCISQUE SARCEY.	*Le siège de Paris.*
GABRIEL SEAILLES.	*Education et Révolution.*
STEKLOV.	*Auguste Blanqui.*
TCHERNOFF.	*Le Parti républicain au coup d'Etat et sous le Second-Empire.*
GUSTAVE TRIDON.	*Œuvres diverses.*
JULES VALLÈS.	*L'Insurgé.*
EDMOND VILLETARD.	*Histoire de l'Internationale.*
PIERRE VÉSINIER.	*Comment a péri la Commune.*
VILLEMAIN.	*Tableau de la littérature du XVIII^e^ siècle.*
MAXIME VUILLAUME.	*Mes cahiers rouges au temps de la Commune.*
ALEXANDRE ZÉVAÈS.	*Auguste Blanqui, patriote et socialiste français.*

INDEX DES NOMS DE PERSONNES ET DE LIEUX

Pages

A

Abraham 140
Adam (Edmond) 166, 169
Agen 81
Alérine 10
Amiel 55
Amodru 125
André 112
Angers 133
Anglade 54
Antoine (Mme) 138-161
Appert (Général) 119
Arago (Em.) 78, 86, 165, 169
Arago (Et.) 26, 75, 80
Arnaud (de l'Ariège) 165, 169
Arnould (Arthur) 22, 27, 113, 130
Asnières 38, 131

B

Babinet 144
Bailly 110
Bakounine 10, 51-52
Balferdun 17
Balsenq 22-32
Barbès 66
Barrellier (Mme) 106-110, 122, 140, 143, 160
Barthélemy Saint-Hilaire 127
Bas de la Rivière (Le) 134
Bauer (H.) 35, 108
Bazaine 19
Bebel (A.) 50
Belle-Ile 26, 81, 139, 140
Benoît 55
Bergeret 114, 120
Bertaux (Abbé) 124
Berthelot 145
Besançon 39
Beslay 116
Bismarck 10, 58, 59, 82, 94
Blanc (Louis) 90
Blücher 36
Bonjean 124
Bordeaux 86, 106
Borny (M.) 107
Bouis (C.) 28, 82, 84, 122
Boulogne-sur-Seine 131
Bourbotte 136
Bourget (Le) 74, 164
Bourgin (G.) 114, 119
Brest 40
Bretenoux 108
Breuillé 11, 26, 28, 32, 69
Brideau 13-28, 69
Brisset 17
Brulez 73
Brunel 117
Brunoy 22
Bruxelles 9
Buzenval 84, 103

Pages

C

Cahen (H.) 17
Cahors 110, 111, 123, 133
Camélinat 108
Camp (M. du) 127
Carentec 136, 143
Caria 11, 28, 32, 69
Caron 25
Casse (G.) 69
Caulet (G.) 118
Cazavan 55
Cernuschi 125
Chalain 123
Chalotais (La) 136
Champigny 73
Chanzy 115
Chapon 107
Chardon 115, 118, 123
Charenton 38
Charleroi 98
Chartres 97
Châtillon 59, 99, 102
Chauvière 13
Chelles 99
Chemalé 108
Cherbourg 40
Chevalier (Michel) 143
Chevriaux (C[1]) 80
Chigi (F.) 125
Choisy-le-Roi 73, 99
Cholet 81
Chouteau 112
Clairvaux 170
Clamart 99
Claretie (J.) 18, 19, 63, 66
Clemenceau (G.) 27, 70, 90, 114-117
Clément (J.-B.) 25, 27
Clément 121
Clichy 131
Closmadeuc 55
Cluseret 18, 115
Combarieu 123
Combes (L.) 10, 20, 92, 168
Considerant (Victor) 34
Constant (Martin) 69, 77
Corbeil 97
Corte 147
Cottrey 14
Coulmiers 41
Cournet 22, 90, 121
Coutras 133
Crémer 116
Crémieux 11, 63
Cresson 81
Créteil 38
Creusot (Le) 98
Croute 107

D

Da Costa (Charles) 25, 112, 113
Da Costa (Gaston).. 23-27, 75, 77, 111-161
Darboy (évêque) 123-130
Darwin 145
Deguerry (abbé) 123-130
Delescluze (Ch.) .. 22, 26, 27, 29, 76-90, 93-130, 166
Delord (Taxile) 13, 18
Démocrite 145
Dereure 118
Descartes 149
Desmoulins (C.) 146
Dorian 79, 80, 166
Drain (Eug.) 85
Drest (Aug.) 17
Drouchon 108
Dubail 91
Dubreuilh (L.) 29
Dubois (P.) 16
Ducrot (Général) 79
Dufaure 108, 135
Dugué de la Fauconnerie 18
Dunois (Amédée) 23
Dupont de Bussac 90
Duportal 25
Durdouff 140
Durin 55
Dussère 170
Duval (Emile) 69, 90, 112, 113
Duvernois (Clément) 18

E

Engels (F.) 10, 19, 36, 50, 54, 119
Epicure 145
Esquiros (Alphonse) 27
Esquiros (Adèle) 18, 35
Etampes 97
Etroyat (commandant d') 135
Eudes 11, 12-28, 69, 73, 90 108, 112-128

F

Faltot 115
Farcy 90
Fauvety (Ch.) 61, 76
Favre Jules ... 16, 25, 26, 58, 59, 60, 61, 75, 78, 79, 80, 90, 91
Ferré (Marie) 160
Ferré (Th.) 26,35, 69, 114-119, 159
Ferrières 60
Ferry (Charles) 166
Ferry (Jules) 26, 71, 72, 78, 83, 165
Figeac 109, 110
Flotte (A.) 54
Flotte (B.) 12, 28, 54, 85, 124-127
Flotte (Paul de) 150
Flourens 26,35, 72, 75-89, 108
Foley (abbé) 160
Fonvielle (A. de) 25
Forbach 10
Forge (A. de la) 65
Fouquier (H.) 27
Fourichon 63
Fourier (Ch.) 154
Frankel 27, 113
Freycinet 102, 103
Frœschviller 10

G

Gallifet (général) 161
Gambetta 16, 17, 25, 26, 49, 54, 63, 86, 87, 100, 104, 106
Garches 99
Garibaldi 63, 65, 90, 92, 106
Garnier-Pagès 71, 78, 86, 166
Gastineau (B.) 17, 160
Genton (E.) 69, 85
Gérardin (Ch.) 123
Germer-Baillière 156
Girardin (Emile de) 10
Glais-Bizoin 22, 63, 134
Gois (E.) 28
Gonesse 99
Goullé (A.) 25
Goullé (H.) 112
Goupil (Dr) 108
Granger 11-35, 69, 73, 112-123
Guérin 16
Guernesey 146
Guillaume (James) 18
Guingamp 133
Guyot (Y.) 10

H

Haussmann (Bon) 152
Hautes-Bruyères (Les) 102
Hâvre (Le) 98
Hébert (J.-R.) 146
Henri Martin 90
Henri IV 136
Hermitage (L') 133
Hervé (Edouard) 18
Holstein (Bon de) 123
Hugo (Victor) 26, 90, 92, 159
Humbert (A.) 17, 35

I

Ibos (commandant) 78
Issy-les-Moulineaux 131

J

Jaclard 69, 73, 90, 108, 114-128
Jaurès (Jean) 19, 66, 103, 105
Jemmapes 34
Joly (Maurice) 108

K

Kératry 25, 72
Képler 149

L

La Bruyère 152
Lacambre 9, 23, 28, 35, 54, 55, 73, 77, 106, 138, 161
Lacardachère (de) 140
Lachambeaudie 35
Lacord 113
Lagarde (abbé) 124-125
Lamark 145
Langlois 84, 90, 114
Laplace 144, 148, 150
Larocque 76, 83
Laronde 161
Larousse (P.) 168
Larrégieux 17
Lavoisier 145

Leblond (procureur) 165
Ledru-Rollin 26, 77, 90
Lefèvre-Roncier 85
Le Flô 135, 166
Lefrançais (G.) 27, 29, 69, 70, 76, 84, 89, 107, 127, 130, 131
Leleu 16
Lénine 34
Lesage 150
Lescure 107
Levraud (Edm.) .. 23, 73, 77, 79, 108, 116
Levraud (Léonce) 28, 81
Liebnechkt 50
Lissagaray 27, 67, 91, 115, 129, 168
Locarno 10
Locquenolé 134
Londres 9, 27
Longuet (Ch.) 69, 79
Los-Angeles 12
Louis-Philippe 37
Loulié 106-108
Louvet (V.) 16
Lullier 18, 32, 117-159, 170
Luppé (vicomte de) 80
Lyon 52, 96

M

Mac-Mahon 19, 20
Madre 168
Magen (H.) 18
Malon (B.) 18, 90, 113, 129
Marchand 25
Maréchal (S.) 152
Margueritte (P. et V.) 66, 102
Maroteau (G.) 159
Martin-Bernard 90
Marseille 10, 52
Marx (K.) 10, 27, 29, 34, 50, 51, 66, 127, 129, 130
Massard 55
Mathieu (G.) 18
May 80
Mazzini 168
Meillet (L.) 116
Meklembourg-Scheverin 16
Ménard (Louis) 131, 149
Ménard-Dorian 169
Metjé 68
Meudon 38
Michel (Louise) 18, 66, 115
Michelet 17, 18, 90
Millière 70, 78, 79, 89, 90
Minet 112
Miot (J.) 118
Montfermeil 99
Montmesly 99
Montrouge 11, 131
Mont-Valérien 37, 40, 117
Moreau 112
Morlaix 123, 134-157
Mortier 112, 119
Mottu (J.) 63, 78
Moutard 32
Mouton 22
Muffling 36

N

Nantes 133
Navacelle (Fabre de) 103, 104
Neuilly-sur-Seine 131
Newcastle 98
Nicolas (M^me^) 141
Norcott (W.-B.) 125
Noro 112

O

Ogareff 10
Onfroy de Brévy 169
Oudet 32, 123

P

Pain (O.) 25, 84
Palikao 16
Parent (U.) 65
Pascal 148
Paschal-Grousset 121
Paya 146
Pelletan (C.) 104
Pelletan (E.) 11, 26, 71, 86
Périgueux 133
Périn (J.-B.) 16
Perrault (Ch.) 149
Pescaire 22
Peyrouton 22
Picard (E.) 26, 94, 135
Pilhes 11, 22, 23, 28, 54, 55, 73, 112
Pillot 77, 107, 161
Place (H.) 68, 82, 84, 85
Plougasnou 143
Poincaré (H.) 149
Ponnat (B^on^ de) 81
Protot 118
Pyat (F.) 26, 67, 74, 75, 90, 91, 93

Q

Quinet (Edgar) 90, 149

R

Raisant 22
Ranc 10, 16, 17, 18, 22, 27, 49, 58, 65, 86, 90, 92, 101, 106, 114-121, 161
Ranvier 22, 26, 69, 78, 108, 112
Raspail 26, 84
Rastoul 106, 109
Redon 133
Régère 108
Regnard.. 11, 17, 18, 28, 32, 33, 85, 90, 118
Reinach (J.) 58
Renan 147
Renard (G.) 65
Rennes 133
Rey (J.) 110
Rigault 27, 35, 69, 77, 85, 91, 116-127, 165
Robillard (C^1^) 162
Rochebrune 84
Rochefort (H.) 13, 23, 25, 26, 63, 83, 90, 91, 92, 159
Rogeard 17
Rolidat 17
Ronsard (P.) 145, 150
Roscoff 143
Rossel 18, 104, 159, 160
Rouanet (G.) 119
Roullier (E.) 32
Roux (D^r^) 149

S

Saint-Brieuc 133
Saint-Denis 38
Saint-Pol-de-Léon 143
Sand (G.) 17, 34
Sanglier 55
Sannoy 38
Sapia 35, 85
Sarcey (F.) 57, 102
Saumur 133
Schneider 25
Schœlcher 80
Sébastopol 36
Sedan 21
Serrailler 29
Simon (J.) 22, 26, 80, 87, 165, 169
Soubrany 136
Sourd 22, 28, 70
Steklov 51
Stosch (von A.) 41
Strasbourg 48, 97

T

Tamisier (général) 80, 166
Tavernier 85
Tenaille-Saligny 77
Téréness 143
Thiais 99
Thiers 31, 58, 59, 61, 106, 108, 111, 113, 123-129
Thurigny 161
Tolain 90
Tours 63, 102, 133
Tribaldi 107, 164
Tridon 11, 12, 13, 23, 28, 35, 69, 90, 104, 106
Trinquet 85, 119, 123
Trochu 16, 26, 40, 42, 58, 61, 63, 78, 94, 102, 104, 105

V

Vaillant (Ed.) 75, 77, 85, 91, 106, 118-120, 127
Valence 161
Vallès (J.) 12, 13, 17, 18, 27, 28 32, 54, 67, 71, 108
Valmy 34
Vanves 131
Varlin 70, 112
Vauban 136
Verlet (H.) 26, 28, 68, 69
Vermorel 25, 107
Vésinier 18, 107
Viard 117, 119
Villejuif 37, 131
Villeneuve (Emile) 28
Villeneuve (Henri) 28
Villeneuve-Saint-Georges 99
Vuillaume (M.) 32, 35

W

Washburne (E.-B.) 125, 126
Weiss (J.-J.) 31, 32, 55, 58, 65, 66, 70, 162, 168
Wissembourg 10
Woloski 143

Z

Zimmermann (P.) 17

TABLE DES MATIERES

Pages

Introduction d'Edouard Dolléans. 1

CHAPITRE PREMIER. — *L'affaire de La Villette* (14 *août* 1870) .. 9
Pressentiments de Blanqui. Son opinion sur la guerre. — Blanqui à Paris. Préparation de l'affaire de La Villette. — L'échauffourée du 14 août 1870. — Ses suites : calomnies, procès, démarches. — Considérations sur l'affaire.

CHAPITRE II. — *Le 4 septembre* 1870 21
Les prodromes. — Préparatifs blanquistes. — Les blanquistes à la Concorde et au Corps Législatif. — Les blanquistes à Sainte-Pélagie et à l'Hôtel de Ville. — Ils apportent leur concours au nouveau pouvoir.

CHAPITRE III. — *Le club de Blanqui.* « *La Patrie en danger* ». — 31
Le club Blanqui. — *La Patrie en danger :* esprit du journal. — Capacité militaire de Blanqui. — Défense de Paris : fortifications et troupes. — L'armement. — Question militaire et question politique. — Problème de la vie chère et du ravitaillement. — Contre le « bourrage de crânes ». — Les haines de races. — Bakounine et Blanqui. — Rupture de la trêve. — Les blanquistes contre le gouvernement. — Lutte contre le défaitisme. — Blanqui pour la lutte à outrance. — Contre Trochu et la délégation de Tours. — Jugements sur Blanqui en 1870. — Chute du journal.

CHAPITRE IV. — *Luttes et rancœurs pendant le siège. Le 31 octobre* 1870 69
Les blanquistes dans le Comité des vingt arrondissements et dans la garde nationale. — Audace grandissante de la Réaction. — Blanqui et l'ambiance du 31 octobre. — Rôle de Blanqui au 31 octobre. — Ses jugements sur la journée. — Le 22 janvier et la convocation de l'Assemblée.

CHAPITRE V. — « *Un dernier mot* ». *Blanqui à Bordeaux, à Loulié et à Cahors* 89
Les élections parisiennes. Blanqui battu. — *Un dernier mot* (12 février 1870). — Le problème des responsabilités. — Le plan de Blanqui. — Ravitaillement et organisation de l'armée de Paris. — Réquisitoire de Blanqui. — Sens profond d'*Un dernier mot*. — A Bordeaux et à Loulié. — Condamnation à mort. — Arrestation. Tansfert à Figeac et à Cahors.

CHAPITRE VI. — *Les blanquistes et Blanqui sous la Commune* .. 111
Blanqui et les blanquistes avant le 18 mars. — Les blanquistes au 18 mars. — Rôle d'Ed. Moreau au Comité Central. — Attitude énergique des blanquistes. — Les blanquistes à l'Hôtel de Ville. — L'élection de Blanqui. — Tentatives pour délivrer Blanqui. — Son échange contre les otages. — Dernières négociations. — Qu'eût fait Blanqui à la Commune?

CHAPITRE VII. — *Le château du Taureau et « L'Eternité par les astres »* 133
De Cahors au château du Taureau. — La forteresse et la la cellule. — Surveillance impitoyable. — L'accumulation des supplices. — Diversion de la promenade et évasion intellectuelle. — Préoccupations astronomiques antérieures. — *L'Eternité par les astres :* ses bases, sa méthode. — Analyse de l'univers et critique des hommes. — Le problème de la destinée humaine. — Fin de séjour au Taureau.

CHAPITRE VIII. — *La prison de Versailles. Epilogue devant les 4e et 6e Conseils de Guerre* 159
La prison Saint-Pierre de Versailles. — Procès devant le 4e Conseil de Guerre. — Ses débuts. — Débats sur le 31 octobre et fin du procès. — Condamnation. — Courant de presse favorable. — Blanqui devant le 6e Conseil de Guerre. — Transfert à Clairvaux.

Bibliographie sommaire 171

Index des noms de personnes et de lieux 175

ACHEVÉ D'IMPRIMER
SUR LES PRESSES
DE L'IMPRIMERIE
MAURICE DAUER
PARIS
— LE 30 MAI 1947 —